

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°3 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Mme Lydie Err succédera à M. Marc Fischbach comme médiateur

Mme Lydie Err se substituera comme «ombudsman» ou encore médiateur à M. Marc Fischbach dont le mandat se terminera sous peu. Au cours d'un vote lors de la séance publique du 15 décembre 2011 à la Chambre des Députés, 44 parlementaires se sont prononcés en sa faveur alors que trois députés ont voté pour M. Roy Reding et que huit bulletins blancs ont été remis. Mme Err assumera sa nouvelle fonction de médiateur dès le mois de février 2012.

Née en 1949 à Pétange, Mme Err fut élue une première fois à la Chambre des Députés en 1984 et confirmée comme mandataire public aux élections législatives de 1989, 1994, 1999, 2004 et 2009. Entre 1998 et 1999 et suite à un remaniement ministériel, elle occupait no-



La nouvelle médiatrice, Mme Lydie Err (LSAP).

tamment le poste de Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération.

Juriste de formation, Mme Lydie Err est avocate depuis 1976. Médiatrice agréée par le Ministère de la Justice depuis 2001, elle exerce le métier de médiatrice au Centre de médiation du Barreau de Luxembourg depuis 2004.

Au cours de son mandat de députée, Mme Err a notamment été membre de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale. À l'heure qu'il est, elle assume encore la fonction de Vice-Présidente de la Commission juridique de la Chambre et se trouve à la tête de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

7 ^e séance	mardi	6 décembre 2011
8 ^e séance	mercredi	7 décembre 2011
9 ^e séance	jeudi	8 décembre 2011
10 ^e séance	jeudi	8 décembre 2011

Mme Viviane Reding, 70 jeunes et la crise

Crise - mais quelle crise exacte- ment? Avec quelque 70 élèves issus de trois lycées (Lycée Michel-Rodange de Luxembourg, Lycée Nic-Biever de Dudelange et Lycée du Nord de Wiltz), la Vice-Présidente de la Commission européenne, Mme Viviane Reding, a dialogué sur la situation économique et financière actuelle.



Mme Viviane Reding, Vice-Présidente de la Commission européenne.

Alors qu'au départ il s'agissait d'une crise bancaire et financière, celle-ci a débouché dans une crise des dettes souveraines puisque nombre de pays européens ont dû intervenir pour sauver des établissements de crédit et soutenir la conjoncture afin de ne pas sombrer dans une récession économique. Maintenant où certains pays de l'Union européenne (UE) connaissent de graves problèmes budgétaires, il s'agit, dans un élan de solidarité, de les aider à se libérer de cette spirale du surendettement.

L'aspect de la solidarité a provoqué diverses réactions parmi les élèves. La majorité d'entre eux fut d'avis qu'il fallait certes aider les pays en difficulté à s'en sortir, mais qu'il fallait également veiller à ce qu'un tel scénario ne se reproduise plus. De quels moyens dispose l'UE pour contrôler si les pays s'endettent trop et comment a-t-on pu en venir à la

situation actuelle? Les députés luxembourgeois et européens présents ont rappelé l'importance de mettre en place une procédure budgétaire commune et des sanctions touchant les pays qui ne respectent pas les règles.

D'autres échanges entre lycéens et parlementaires ont concerné l'élargissement de l'Union et la peur de certains pays de perdre leur souveraineté nationale. Mme Viviane Reding a également rappelé la responsabilité de l'UE en matière économique et le rôle de l'Europe dans un monde globalisé.

Jeunes lycéens en visite à la Chambre

À la fin novembre, deux classes de l'éducation différenciée ont visité la Chambre des Députés.

Les jeunes, âgés entre 12 et 15 ans, fréquentent le «Uelzecht Lycée» de Luxembourg ou le Lycée Josy Barthel de Mamer. Au cours d'une visite de l'Hôtel de la Chambre, ils ont

d'abord reçu des informations sur la première institution du pays et sa place dans la procédure législative avant d'être accueillis par son Président, M. Laurent Mosar.

Lors d'un échange de vues, le Président a notamment renseigné les élèves sur la composition de la

Chambre, le fonctionnement des institutions au Luxembourg et celui de la Chambre des Députés en particulier. Il a également répondu aux différentes questions des élèves concernant la politique, les élections, les partis et groupes politiques ainsi que le rôle dévolu au Président du Parlement.



Les élèves ont été reçus par M. Laurent Mosar.

Séance plénière du Conseil parlementaire interrégional Débat sur la sortie du nucléaire et engagement pour l'industrie sidérurgique

Les stress tests à la centrale nucléaire de Cattenom et l'avenir de la sidérurgie dans la Grande Région figuraient au cœur des débats du Conseil parlementaire interrégional (CPI) qui s'était réuni pour sa 47^e séance plénière à Metz, le 2 décembre dernier.

Dans son rapport devant les parlementaires, le Président des Exécutifs de la Grande Région et Président du Conseil régional de Lorraine, M. Jean-Pierre Masseret, a expliqué qu'il acceptait l'idée que la centrale de Cattenom serait fermée si les tests menés par les autorités en charge montraient des insuffisances manifestes, mais que toute décision en la matière relevait exclusivement de la France.

Débat sur la sortie du nucléaire

Après un débat animé qui a vu s'opposer les tenants d'une sortie du nucléaire, qui plaident pour davantage d'énergies renouvelables, et les défenseurs de l'énergie atomique, la recommandation soumise par la Commission «Sécurité intérieure, protection civile et services de secours» présidée par la membre sarroise du CPI, Mme Helma Kuhn-Theis, n'a pas pu être adoptée en raison de l'opposition d'une majorité des membres lorrains et de la Communauté française de Belgique. Malgré les interventions en faveur de la recommandation de la part de la délégation luxembourgeoise qui était composée de M. Claude Adam, M. Fernand Diederich, M. Emile Eicher, M. Fernand Etgen, Mme Marie-Josée

Frank, M. Roger Negri, M. Marcel Oberweis et Mme Tessa Scholtes, aucune solution de compromis ne s'était dégagée avant le vote.

(suite à la page 2)

DANS CE NUMÉRO	
Budget 2012	
- Rapport Gilles Roth	p. 66
- Exposé Luc Frieden	p. 70
- Débat	p. 76
Compte général 2010	p. 74
Sommaire des séances publiques nos 7-10	p. 97
Sommaire des questions parlementaires	p. Q23

Un calendrier «féminin» pour le Président de la Chambre

À l'approche des fêtes de fin d'année, le Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL) a remis au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, son calendrier 2012 intitulé «Le sport au féminin au Luxembourg».

Basé sur le constat que les athlètes féminins sont moins visibles dans les médias que leurs homologues masculins et que les mérites sportifs des femmes sont moins bien reconnus que ceux des hommes, le CNFL a placé l'année 2012 sous le thème des femmes et du sport. Outre des projets de sensibilisation et de promotion (exposition, calendrier), le Conseil prévoit d'autres actions de sensibilisation et de soutien pour l'année 2012.



Le calendrier du CNFL.

Le CNFL est une association sans but lucratif fondée en 1975 qui regroupe aujourd'hui douze associations membres engagées pour une citoyenneté active des femmes. Au-delà des clivages sociaux, politiques et religieux, le CNFL œuvre pour la construction d'une société d'égalité entre les femmes et les hommes.

Séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (suite de la page 1)

Débat sur la sortie du nucléaire et engagement pour l'industrie sidérurgique

Sidérurgie

La sidérurgie a également fait l'objet d'un débat approfondi. Il s'agit d'une activité importante dans la Grande Région, de par sa valeur économique et de par le nombre de travailleurs qui y sont occupés. C'est pour cette raison que le CPI a décidé de recommander aux gouvernements et à la Commission européenne de soutenir davantage ce secteur. L'Union européenne ne peut se contenter de discussions formelles et longues avec les autres pays producteurs d'acier mais doit mettre en place des critères sociaux et environnementaux afin d'éviter que les entreprises ne se trouvent dans une situation discriminatoire. En cette période de crise de la dette, l'Union européenne doit soutenir la demande du marché intérieur en mettant en place les moyens à la hauteur du défi.

Énergies renouvelables

Les parlementaires de la Grande Région ont en outre voté unanimement en faveur d'une recommandation proposée par M. Emile Eicher en sa qualité de Président de la Commission «Environnement et Agriculture», dans laquelle le CPI formule son vœu auprès des gouvernements d'approfondir les efforts de coopération en matière de gestion des ressources hydrographiques et des parcs naturels et d'explorer la



La délégation luxembourgeoise auprès du CPI.

possibilité de multiplier les projets de production d'énergie hydrographique renouvelable compatibles avec la protection des ressources hydrographiques, à l'image de la SEO à Vianden. Le CPI souhaite par ailleurs que les gouvernements multiplient les efforts pour réduire la pollution et la dégradation de la qualité des eaux, pour renaturer les cours d'eau et garantir un approvisionnement en eau durable.

Dans le même contexte, les membres du CPI exigent que tout soit mis en œuvre pour que l'évolution de l'habitat et le développement de zones d'activité commerciales et industrielles ne se fasse pas au détriment des ressources hydrographiques et de privilégier un habitat non pas de quantité mais de qualité, y compris des logements sociaux de qualité et de développer des zones d'activité commerciales et indus-

trielles respectueuses de l'environnement.

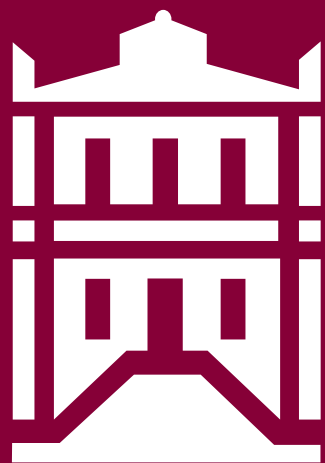
En ce qui concerne les projets financés par la Commission européenne qui permettent souvent de financer la coopération interrégionale dans ce contexte, les parlementaires de la Grande Région souhaitent que les obstacles administratifs soient réduits au maximum, particulièrement en ce qui concerne la mise en œuvre

de projets financés par l'Union européenne, afin de permettre aux bénéficiaires des financements publics de se concentrer sur la mise en œuvre de leurs projets.

Coopération transfrontalière

Les autres sujets qui ont fait l'objet de recommandations portaient sur la coopération transfrontalière pour la formation professionnelle et l'apprentissage, les transports en commun transfrontaliers et la coopération dans le domaine de l'éducation préscolaire et des écoles maternelles. De même, les députés ont adopté et débattu des recommandations sur l'urbanisme et la protection civile dans la Grande Région à l'occasion de cette séance plénière qui a réuni les assemblées de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Communauté française de Belgique, de la Communauté germanophone de Belgique ainsi que de la Wallonie dans le but de promouvoir le rôle politique, économique, environnemental, culturel et social de la Grande Région.

Lors d'une conférence des Présidents du CPI qui a précédé la séance plénière et à laquelle a participé le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, il a été décidé de renforcer considérablement le CPI en tant qu'institution phare de la coopération parlementaire de la Grande Région.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live

Chamber TV

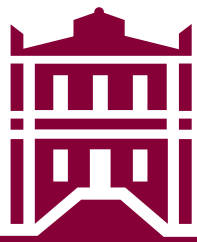
och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°3 • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Compte général 2010

6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2010, les variations sont les suivantes:

- aux transferts de revenus aux administrations publiques locales (+ 29.273.289,84 euros);
- aux dotations de fonds de réserve (+ 26.715.811,31 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 17.836.310,67 euros);

	Budget définitif 2010	Compte général 2010	Variations	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	8.398.711.866,00	9.354.798.046,82	956.086.180,82	11,38
- en capital	1.420.132.500,00	1.666.718.701,92	246.586.201,92	17,36
Total recettes (1)	9.818.844.366,00	11.021.516.748,74	1.202.672.382,74	12,25
Dépenses				
- courantes	8.850.914.097,00	8.993.280.313,94	142.366.216,94	1,61
- en capital	942.910.386,00	1.117.438.461,89	174.528.075,89	18,51
Total dépenses (2)	9.793.824.483,00	10.110.718.775,83	316.894.292,83	3,24
Excédent de recettes (1)-(2)	25.019.883,00	910.797.972,91	885.778.089,91	

Le compte général de l'exercice 2010 est clôturé avec un excédent de recettes de 910,8 millions d'euros. En faisant abstraction des recettes du produit d'emprunts nouveaux (1.597,5 millions d'euros), le compte général pour l'exercice 2010 affiche cependant un excédent de dépenses de 686,7 millions d'euros.

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 3,24% le total des dépenses prévues pour 2010 (cette évolution était de 4,46% en 2009). En valeur absolue, cet écart correspond à 317 millions d'euros.

Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- au remboursement de la dette publique (Fonds de la dette publique) (+ 133.555.700,00 euros);
- aux transferts de revenus aux ménages (+ 56.150.659,00 euros);
- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 49.469.943,22 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 41.669.089,84 euros);

- aux transferts de capitaux aux entreprises (+ 12.312.646,07 euros).

Par rapport au compte général de l'exercice 2009, les dépenses courantes et en capital ont augmenté de 4,40% (soit 426 millions d'euros).

En ce qui concerne la situation financière des Fonds spéciaux de l'État, la Cour des Comptes constate une régression de 9% des avoirs des fonds spéciaux de l'État au courant de l'exercice 2010 (contre une augmentation de 32% en 2009). Dans les projections des recettes et des dépenses du projet de budget de 2010, cette diminution avait été estimée à -39,05%. Cette amélioration s'explique par le fait que les recettes des fonds spéciaux ont été plus importantes que prévu (+7,07%) et que l'évolution des dépenses a été moins prononcée que prévu en 2010 (-10,14%).

Au cours de l'exercice 2010, des emprunts à hauteur de 200 millions d'euros ont été créés sur le Fonds du rail et le Fonds des routes. Déduction faite de ces emprunts, la diminution des avoirs des fonds spéciaux est de l'ordre de 18,38%.

Budget 2012

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012

L'objet du présent rapport est de faire le point sur la situation des finances publiques du Grand-Duché par rapport au projet de budget pour l'année 2012 tel qu'il a été présenté par le Gouvernement le 5 octobre 2011.

Le rapport entend faire en particulier une analyse des principales ressources fiscales de l'État, et de leur affectation en termes de transferts sociaux, d'investissements publics et de répartition entre pouvoir central et autorités locales.

Redresser les finances publiques nécessite de mener une réflexion approfondie sur les moyens que l'État se procure pour couvrir les dépenses publiques, et en répartir la charge entre tous les contribuables. Cette réflexion est conditionnée par l'environnement économique du moment et son évolution à moyen terme tout comme par des impératifs d'une nécessaire cohésion sociale. Cela vaut à plus forte raison pour un petit État dont le bien-être est largement tributaire de l'évolution économique et financière internationale.

L'Administration centrale affiche pour l'année 2012 un déficit prévisible de 1.143 millions d'euros. Le solde de l'Administration centrale est déficitaire depuis l'année de crise économique 2008. Dans ce contexte, le rapporteur se demande s'il ne serait pas préférable d'introduire une norme budgétaire, déterminée par la croissance à moyen terme, l'inflation et l'élasticité des rentrées fiscales.

Le projet de loi concernant le budget pour l'exercice 2012 a été élaboré dans un contexte conjoncturel mondial et européen difficile, marqué essentiellement par la crise des dettes souveraines européennes. Le projet de budget tablait encore sur une croissance du PIB de 3,2% pour 2011 et de 2,1% pour 2012. Or, dans sa Note de Conjoncture n°3-2011, le STATEC a revu ses prévisions et mise désormais sur une croissance de 2% pour l'année 2011 et de 1,4% en 2012.

Toutefois, les nouveaux chiffres ne modifient pas de manière fondamentale l'essence même du projet de loi et les conclusions en tirées, de sorte que le Gouvernement n'a pas estimé opportun d'amender le projet de loi budgétaire.

La Commission des Finances et du Budget est également d'avis qu'une modification substantielle du projet de loi n'est pas de mise tant qu'il n'y a pas de changements dramatiques dans la situation en Europe et plus précisément en Grèce ou en Italie, les deux pays qui préoccupent le plus en ce moment.

L'analyse de l'environnement fiscal luxembourgeois permet de conclure que la pression fiscale est raisonnable et équilibrée. Elle s'est réduite de quelque 10 points de pour cent entre 2002 et 2008 et est ainsi largement inférieure (8 points de pour cent) par rapport à la moyenne de l'Union européenne.

Les impôts directs prédominent, quoique leur poids se soit nettement réduit à la suite des réformes fiscales en 1990 et 2001/2002. Les impôts indirects restent inférieurs en pourcentage de PIB par rapport à ceux de nos principaux partenaires économiques, malgré la croissance des dépenses de consommation des ménages, l'implantation au Luxembourg de sociétés actives dans le commerce électronique, les recettes au titre de la taxe d'abonnement tout comme les recettes provenant des droits d'accises liées au commerce transfrontalier. Les cotisations sociales sont relativement faibles. La répartition de la charge fiscale entre entreprises et ménages est relativement équilibrée.

Les transferts sociaux et les prestations familiales constituent le plus gros paquet de dépenses assurées par l'État avec quelque 35%. Le montant global budgétisé est de 3.580 millions d'euros. Face à l'importance-clé que revêt le système de protection sociale sous le rapport de la qualité des prestations, de sa soutenabilité à moyen et à long terme tout comme de son impact budgétaire, le rapport contient une analyse de l'évolution de la situation financière des régimes de protection sociale au fil du temps tout en esquissant certaines pistes de réflexion au regard desquelles certaines prestations pourraient être réorientées dans l'optique d'un meilleur ciblage social.

Enfin, le rapporteur identifie les défis auxquels notre pays est confronté dans un contexte de crise économique et financière et présente certaines perspectives d'avenir. Il propose, au niveau des différents domaines d'analyse, certains constats et des pistes de réflexion qui pourraient permettre d'ajuster les moyens financiers déployés pour mieux atteindre les mesures politiques définies. Les principales constatations et conclusions ont été résumées en 55 points.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.06.2011
Rapporteur: M. Fernand Etgen

- Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):
- 27.06.2011 Désignation d'un rapporteur
 - 15.07.2011 Présentation du projet de loi
 - 07.11.2011 Présentation du rapport général de la Cour des Comptes
 - 21.11.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport
- Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
- 15.07.2011 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique: 07.12.2011
Loi du 16 décembre 2011
Mémorial A: 2011, n°270, page 4682

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.10.2011
Rapporteur: M. Gilles Roth

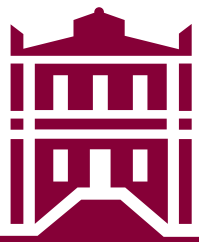
- Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):
- 05.10.2011 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances et le Directeur de l'Inspection générale des Finances
 - 11.10.2011 Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec les représentants de l'Administration des Contributions directes
 - 14.10.2011 Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec les représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et de l'Administration des Douanes et Accises
 - 18.10.2011 Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
 - 21.10.2011 Échange de vues avec les représentants de la Commission de Surveillance du Secteur financier et du Commissariat aux Assurances
 - 25.10.2011 Échange de vues avec M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
 - 28.10.2011 Échange de vues avec M. le Ministre de la Sécurité sociale
 - 08.11.2011 Échange de vues avec M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
Présentation de l'avis de la Banque Centrale et échange de vues
 - 10.11.2011 Échange de vues avec les représentants du Trésor
 - 15.11.2011 Échange de vues avec Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration
Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
 - 18.11.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
 - 24.11.2011 Échange de vues avec le STATEC au sujet des dernières prévisions économiques
 - 30.11.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.12.2011
Loi du 16 décembre 2011
Mémorial A: 2011, n°266, page 4365

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les **lundis** entre 20.00 et 22.00 heures les **moments forts** de l'actualité parlementaire.

L'émission est **rediffusée** du **mardi au vendredi** de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.



Sommaire

1. Communications
 - M. le Président
2. Changements de composition
 - Changement de composition de la Conférence des Présidents
 - Changements de composition des commissions parlementaires
3. Ordre du jour
 - M. le Président
4. 6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► M. Luc Frieden, Ministre des Finances.- Neen, Här President.

1. Communications

► M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposiert: de 15. November vum Ausseminister de Projet de loi 6363, eng Konvention mat Bosnien-Herzegowina iwwert d'Sécurité sociale; de 17. November vun der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6364 iwwert d'Schafe vun engem Lycée technique zu Réiden; dann de Projet de loi 6365 iwwert d'Schafe vun engem Sportslycée; deeselwechten Dag vum Finanzminister de Projet de loi 6366 iwwert den Family Office; den 18. November vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6367 iwwert de Kaméidi; den 22. November och vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6368 iwwert d'Rechter an d'Flichte vun den Zuchbenotzer; deeselwechten Dag vum Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6369 iwwert d'Benennung vun Textiler an de Projet de règlement grand-ducal 6370 iwwert d'Analysemethoden vu Mëschtextiler; den 23. November vum Héichschoulminister de Projet de loi 6371 iwwert d'Organisation vun der Héichschoul; den 29. November vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6373, eng Ofännerung vum Code du Travail; a schliesslech den 30. November vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6374, eng weider Ofännerung vum Code du Travail.

Communications du Président - Séance publique du 6 décembre 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6363 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Bosnie-et-Herzégovine en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 8 avril 2011

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 15.11.2011

6364 - Projet de loi modifiant la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.11.2011

6365 - Projet de loi portant création du Sport-lycée

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.11.2011

6366 - Projet de loi relative à l'activité de Family Office et portant modification de:

- la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier,

- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 17.11.2011

6367 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 18.11.2011

6368 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (CE) n°1371/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 22.11.2011

6369 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 22.11.2011

6370 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2001 relatif à certaines méthodes d'analyse quantitative de mélange de fibres textiles

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 22.11.2011

6371 - Projet de loi modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 23.11.2011

6373 - Projet de loi portant modification du Titre III du Livre IV du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 29.11.2011

6374 - Projet de loi portant

1. modification de l'article L.211-11 du Code du Travail;

2. modification de la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L.511-12 du Code du Travail; 2. dérogeant, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L.511-5, L.511-7 et L.511-12 du Code du Travail;

3. modification de la loi modifiée du 11 novembre 2009 1. concernant certaines mesures temporaires visant à atténuer les effets de la crise économique sur l'emploi des jeunes; 2. modifiant certaines dispositions du Code du Travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 30.11.2011

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Changements de composition

Changement de composition de la Conférence des Présidents

An der Sitzung vum 16. November hat ech lech matgedeelt, datt de Wiessel an der Présidence vun der DP-Fraktioun vum 29. November un effektiv wier. Mëttlerweil huet d'DP-Fraktioun e Bréif eragereecht, dee beseet, datt d'Ännerung an der Présidence vun der Fraktioun eréischt vun dëser Sitzung un effektiv ass, sou datt dann den Här Claude Meisch eréischt vun haut un den Här Xavier Bettel an der Conférence des Présidents an an der Commission de Contrôle parlementaire du Service de Renseignement de l'État...

(Interruption)

...wärt ersetzen.

Changements de composition des commissions parlementaires

An hirem Bréif vum 29. November huet d'CSV-Fraktioun folgend Ofännerung an der Zesummesetzung vun der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace virgeschloen: Den Här Serge Wilmes ersetzt den Här Michel Wolter.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunion vum 23. November huet d'Présidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Presentatioun vum Rapport iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2012.

Muer de Mëtteg um zwou hu mer den Exposé vum Finanzminister iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2012; d'Konte vun der Chamber fir d'Joer 2010, nom Basismodell; d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2010; d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Médiateur fir d'Joer 2010 an de Projet de loi 6293 iwwert d'Konte vum Exercice 2010, nom Basismodell.

En Donneschdeg de Moien um 9 Auer hu mer d'Budgetsdebatten, nom Modell 6. A mëttes um zwou Auer hu mer den Ofschloss vun de Budgetsdebatten an de Vote iwwert de Budget 2012.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi vum Statsbudget fir d'Joer 2012, an dat esou, wéi et am Artikel 109 vum Chambersreglement festgehale ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. 6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass wuel Niklosdag, awer keng Zäit fir Cadeauen, duerfir e Budget, fir nozedenken.

Mir bewegen eis de Moment an engem schwierige wirtschaftlechen a finanziellen Ëmfeld. Dat zielt fir Europa, mä dat gëllt och fir eist Land. D'Chamber huet seelen iwwer e Budget diskutiert, wou de Verlaf vun der Economie - där nationaler, mä och där internationaler - esou onsécher war, wéi dat dëst Joer de Fall ass.

Jo, tèschent der Opstellung vun eise nationale Budget am fréien Hierscht dëst Joer an dem heitegen Dag, genau zwee Méint duerno, huet sech d'Wirtschafts- a Finanzwelt dramatesch verännert. Beträff ass virun allem Europa. Zënter Oktober si mat Griichenland an Italien gläich zwou europäesch Regierungen op d'Kopp gaangen, Ursaach all Kéiers eng desastreus Defizit- a Scholdelag vun den öffentleche Finanzen, als Konsequenz ee Spekuléiere vun

de Finanzjongleure géint déi Länner. Dovunner betraff: an engem dramateschen Ausmooss d'Wirtschaft an de sozialen Zesummenhalt. An de Bierger? Jo deen, dee läffelt zum Schluss déi ganz Zopp aus.

Déi ënnerschiddlechste Léisungsweeër ginn - vun Dag zu Dag - vu Sommeten a Mini-Sommeten, vu Stats- a Regierungschefe grad wéi vun europäeschen an internationale Finanzgremien ausgeschafft. Un Efforté feelt et beileiwen net. Et schéngt awer, wéi wa bis ewell nach kee kloert a gemeinsam gedroent Konzept um Dësch géif leien.

Nationalen Houfer, Eegeninteressi vu groussen Nopeschlänner, e Manktum u Solidaritéit sinn un deem Misär net onschëlleg. Eng weider Hoffnung zënter gëschter awer elo: een Duerchbroch beim Sommet vun de Stats- a Regierungschefe vun iwwermuer zu Bréissel. D'Resultat vun deem ganze Schlamassel gesi mir: D'Leit si veronsécher; d'Finanzspekulatioun geet monter virun; déi ekonomesch Welt spillt verréckt. Mä loosse mir deenen anere keng Lektione ginn! Konzentriéiere mir eis op eis Hausaufgaben heiheem!

Här President, an Europa wäert de Wirtschaftswuesstum d'nächst Joer zréckgoen. China erwaart dergéint fir 2012 en Uwuess vun 9% PIB, Indien 8%. Latäinamerika, Japan mat dem Neesopbau no Fukushima, jo souguer d'USA wäerten eng positiv Evoloutioun vun hirer Wirtschaft kennen. Vun esou Wirtschaftsprognose kënne mir bei eis de Moment nëmmen dreeën. Mir mussen eis hei am Land gewollt oder ongewollt mat enger wäit aus onconfortabeler Situatioun ausenanersetzen. Mir dierfen duerfir d'Ae virun der Realitéit net einfach zoumaachen.

2008/2009 si mir laanscht déi deemoleg Bankekris mat engem bloen A dovokomm. Dës Kéier ass d'Situatioun wäit aus méi ongewëss. Mir mussen dat eescht huelen, ouni awer a Panik ze verfallen.

An den eenzelne Secteure vun eiser Economie huet sech zënter dem Summer schonn eng gewëssenen Abroch ofgezeechent. Déi lescht Konjunkturdate vum Statec soen, dass de Finanzsecteur insgesamt sech iwwert d'Joer 2011 emol guer net esou schlecht gehalen huet. Mä am Beräich vun der Fongenindustrie hu mir, trotz enger lichter Reprise iwwert den Oktober, een Abroch vu 5%. Grond: déi net grad rosege Boursseevoloutioun zënter dem August.

An der Industrie - dës Kéier där richteger - geet et manner gutt. Grond si restriktiv Budgetpolitik virun allem a Südeuropa, wouduerch eis grouss Industriebetriber manner Ofsaz hunn, besonnesch am Stolberäich.

Dem Bau geet et hei am Land erstaunlecherweis gutt: eng Progressioun vun insgesamt 3% géigeniwwer dem Virjoer. Et goufe global 20% méi Baugenehmegungen erstellt. D'Nofro hält besonnesch bei Privathaiser zou.

Den Einzelhandel huet zënter dräi Méint en zolitte Réckgang. Hei spillt eng Onsicherheit beim Verbraucher. Automeldunge gëtt et der 1% manner wéi 2010, däitlech ënner engem Wuesstum vun 11% an Däitschland. D'Luxair verzeechent eng zolidd Steigerung vun 10% iwwert déi lescht acht Méint. D'Carlogux dergéint verléiert 3% am Géigesaz zu aneren internationale Fret-Gesellschaften.

D'Inflatioun an der Eurozon beweegt sech tèschent 2 a 4%; hei am Land fir dëst Joer bei 3,2% an d'nächst Joer bei geschaten 2,3%. D'Inflatioun geet also konjunkturbedéngt zréck.

De Chômage, jo, dee läit 2011 hei am Land bei ronn 6% an dierft d'nächst Joer an d'Luucht goen. D'Beschäftegung geet erstaunlecherweis dëst Joer ëm 3% an d'Luucht. 45% vun den neie Plaze ginn duerch Frontaliere besat. Dësen Taux geet awer zréck. Bis d'lescht Joer ware praktesch zwou vun dräi Plazen, déi duerch Frontaliere besat goufen.

An den éischte sechs Méint hate mir 458 Failliten. 1.500 Leit hunn dobäi hir Plaz verluer. De Chômagetaux wäert d'nächst Joer bei eis méi héich si wéi an Däitschland. An Eisträich gëtt et den niddregste Chômagetaux an der EU mat 3,9%. An dann zum Schluss de faméise Coût salarial moyen, mä dee wäert dem Statec no 2012 d'selwecht wéi an den Nopeschlänner verlafen.

Här President, zur Finanzsituatioun vun dem Stat. Mat dem Hannergrond vun dëser Wirtschaftssituatioun mussen mir déi finanziell Situatioun vum Stat bewäerten.



Eis Finanzsituatioun ass net esou dramatesch wéi an aneren EU-Länner. Lëtzebuerg ass niewent Estland a Finnland ee vun deenen dräi EU-Memberstaaten, déi d'Maastricht-Kritären erfëllen. Mä mir dierfen eis öffentlech Finanzen awer duerfir net einfach schéieren. Mir dierfen d'Hänn net einfach an de Schouss leeën. Mir mussen der Realitéit an d'Äe kucken.

Déi däischter Reewolleken um europäesche Finanz- a Wirtschaftshimmel zéien dës Kéier bei eis net einfach laanscht. Wou sti mir dann elo mat eise Finanzen?

Bei de gesamt öffentleche Finanzen, d'Zuelen, déi mir op Bréssel schécken, hu mir zënter 2009 een Defizit. Dat waren 2009 337 Milliounen, 2010 427 Milliounen, fir 2011 dierft et e Minus vu ronn 250 Milliounen Euro ginn a fir 2012 ass dem Budget no den Defizit op 329 Milliounen Euro ageschat, viraussichtlech 0,7% vun onsem Bruttoinlandsprodukt. Erlaabt no Bréssel: en Defizit vun 3%.

Dat schéngt op deen éischte Bléck jo nawell guer net esou schlecht. Mä et ass u sech awer nëmmen déi hallef Wourecht. Zu eise gesamt öffentleche Finanzen zielt niewent de Gemengen och d'Resultat vun eise Sozialversécherungen. Abee do, an entgéint deem, wat ëmmer gemengt gëtt, hu mir de Moment en zolitten Iwwerschoss.

Mä opgepasst! An der Lescht koumen all Joer ronn 10.000 Aarbechtsplazen derbäi. Doduerch komme méi Cotisationsplanen eran, wéi Leeschtunge mussen bezuelt ginn. Eis Sozialversécherung verschéieren deemno eise gesamt öffentleche Defizit ëm méi wéi 700 Milliounen Euro, an dat all Joer.

Kommt, mir soen et kloer an däitlech: Eis momentan Iwwerschoss an der Sécurité sociale sinn, längerfristeg, eng zolidd verkappte Schold! All déi, déi haut sief et vun heimeem oder iwwert d'Grenzen hei am Land schaffen, hunn an zéng, 20 oder spéitstens 30 Joer och Urecht op eng Pensioon. Jo, an da wäerte mer keng Iwwerschoss méi an der Sozialversécherung hunn, ganz am Contraire. Mir berappen een deécken zousätzlechen Defizit, an deen, deen deet da richteg wéi.

Et ass duerfir net vun ongeféier, dass mir vun all internationaler Organisatioun, dem Weltwährungsfond, also dem mëttlerweile beschteckanten FMI - wann och weinst aneren Affären -, der OCDE vu Paräis, jo och vun der Brésseler Kommissioun, schonns quasi gebietsmillenaardeg ëmmer nees gesot kréien: „Äert Zil muss net een Nulldefizit no Maastricht sinn, mä mëttelfristeg musst Dir een Iwwerschoss vu minimum engem hallwe Prozent Bruttoinlandsprodukt hunn an Äre gesamt öffentleche Finanzen. Aneschent kënt Dir Ar verstoppte Renten- a Pensioonsschold op laang Siicht net méi finanzéieren.“

Déi laang Siicht, Dir Dammen an Dir Hären, ass 2024 bis 2030, also ganz relativ.

Ouni dat momentaant an zäitlech limitéiert Polster vun eise Sozialversécherungen hätte mir haut net en Defizit vun de gesamt öffentleche Finanzen no Maastricht vun 0,7%, mä vu ganzer 2,6%. Mir wieren dann haart un dem Maastricht-Limit.

Beim klaseschen Zentralstat kréie mir zënter 2008/2009 d'Enner net méi beieneen. Mir hunn elo schonns dräi Joer hannereneen een Defizit vu méi wéi enger Milliard Euro. 2012 kënt nach eng Kéier eng déck Milliard derbäi.

Nun, wat sinn dann d'Ursachen? Mä mir gi ganz einfach méi Suen aus, wéi mer der erakreien, an op d'laang Weil kann dat net opgoen!

Eis öffentlech Einnahme sinn iwwert déi lescht fënnf Joer um Niveau vun dem Zentralstat ëm 25% geklomm, déi öffentlech Ausgabe sinn dergéint ëm 41% gestiegen. De Berechnung vun der Handelskummer no sinn déi lafend Ausgabe vum Stat an der Period vun 2005 bis 2010 dräimol méi séier an d'Luucht gaange wéi an Däitschland. Dat ass duebel esou séier wéi an dem EU-Duerchschnitt.

Dat heescht net, dass mir d'Sue méi schlecht ausginn hätte wéi eis Nopeschlänner. Ronn 80%, wann net méi, vun eisen öffentlechen Ausgabe si ganz einfach de Finanzement vu Gesetzter, déi mir iwwer Jorzéngen, iwwregens ënner verschidde Regierungen, hei an der Chamber gestëmmt hunn.

D'Ausgabe geschéien an der Regel am Interess vun eise sozialen Zesummenhalt. Si gi gemaach zum Wuel vun der Entwécklung vun eise Land, heimeem an dobaussen, am Sënn vun der nationaler Wirtschaft.

Wat dann elo maachen, fir déi Saach erëm an d'Rei ze kréien?

Virun allem de Willen dofir. Zesummen. Am Dialog. Am beschten am Konsens. Eenzel budgetéiert Handwierksgeschir kann dobäi och hëlfe; zum Beispill nees erëm eng Budgets-

norm, vu ville Rapportere viru mir proposéiert. Si géif d'Uwuesse vun eisen öffentlechen Ausgaben iwwer méi Jore virzeechen.

Dës Budgetsnorm géif baséieren op der Inflation, dem allgemenge Wirtschaftswuesstum, der Evolutioun vun de Steiereinnahmen, der Progressioun vun de Statsausgaben an den Nopeschlänner.

Mä loosse mir eis näischt virmaachen! Eng Budgetsnorm, en „zero-based budgeting“, eng Lof - dat kléngt alles gutt. Dat sinn awer keng Wonnermëttel, mä et ass derwäert, fir et ze probéieren.

Mir bräichten och generell eng besser Aschätzung vun den Eckdaten, déi eis Budgetpolitik bestëmmen. Eng besser Koordination, méi Austausch tëschen den einzelnen Acteuren.

Mir sinn e klengt Land. Mir kënnen eis et net leeschten, dass jiddweree seng eegen Zopp kacht. D'Politik kann de Bierger net all Dag mat aneren Zuele belagere. Dat bréngt Onrou, veronséichert de Konsument, schuet eiser nationaler Economie.

Et ass och sécher net einfach, a wirtschaftlech verréckten Zäite längerfristeg fiabel Aschätzungen ze maachen, mä trotzdeem féieren Zuelen, soubal se public sinn, natierlech jee no Gefillslag, zu ganz ënnerschiddlechen Interpretatiounen. An de Sträit oder - fir dann haut fein ze bleiwen - d'Diskussioun si virprogramméiert.

Et ass net glécklech, wann de 5. Oktober e Statsbudget opgestallt gëtt, mat engem geschate Wirtschaftswuesstum fir 2012 vun 2,1% Bruttoinlandsprodukt. Den 18. Oktober, also knapp 14 Deeg duerno, kritt d'Finanzkommissioun vum Statec gesot, de Wirtschaftswuesstum léich awer viraussichtlech nëmme bei 1 bis 2%, an de 24. November gëtt de Wirtschaftswuesstum fir 2012 dann op 1,4% vun dem Statec ageschat.

Mir brauchen ee bessert Zesummespill tëschen de Verwaltungen, dem Statec, der Cour des Comptes, der Zentralbank, wat d'Aschätzungen an d'Liesart vun de Wirtschaftsdaten ass.

D'Zuelen, wa se public gemaach ginn, mussen och an dee richteg Kontext gesat ginn. Schwarzmolerei eleng bréngt do näischt.

Hätten dann opgrond vun den neie Wirtschaftsprognose mir net missen d'Zuelen an dem Budget änneren? 0,7% manner Wirtschaftswuesstum bedeite reng arithmetesch ronn 280 Milliounen Euro manner Steiereinnahmen.

Dës Rechnung wier richteg, wa mir eng reng mechanesch Verbindung hätten zu Lëtzebuerg tëschen Wirtschaftswuesstum a Steiereinnahmen. Mä deem ass awer net esou.

Fir d'Joer 2011 war de Budget opgestallt mat engem geschate Wirtschaftswuesstum vun 3,2%. De Statec seet elo 2% nach viraus, an awer dierften d'Steiereinnahmen um Enn vum Joer gréisstendeels déi si wéi ursprénglech ageschat.

Et gëtt och dozou eng Erklärung. D'Steieropkommes vun de Léin a Gehälter zum Beispill hängk vun der Entwécklung vun der Lounmass of. Dës gëtt, niewent der Unzuel vun neien Aarbechtsplazen, haaptsächlech duerch Gesetzer am öffentlechen Déngscht, Kollektivvertrag am Privatsektor beaflosst, also gréisstendeels onofhängeg vun dem Wirtschaftswuesstum.

Souguer bei der Betriebssteuer ass d'Relatioun Wirtschaftswuesstum-Steieropkommes net voll ginn. An engem bestëmmte Joer gi jo net nëmmen Avancé bezuelt, mä och eventuell Réckstänn aus vergaangene Joren.

Mä loosse mir awer net naiv sinn! Wann d'Kris nach Méinten oder méi laang sollt unhalen, da wäert dat och ouni Zweifel, mat oder ouni mechanesch Verbindung, säin Néierschlag an de Steierrecceten hunn.

Aufgab vun der Politik ass et, mëttelfristeg ze denken. Mir kënnen duerfir net bei all Wirtschaftsprognosen d'Zuelen am Budget änneren. Dës mussen mir an hirer Gesamtheit kucken.

Sollt sech deemno am Verlaf vum nächste Joer d'Situatioun weider verschlechteren, jo, da verbitt et Regierung a Parlament net, d'Budgetgesetz am Laf vun Joer gegebenfalls ze amendéieren. Dat zielt um Niveau vun de Recetten. En Iwwerdenke vun den Ausgabe sollt an deem Fall net vu vireran ausgeschloss ginn.

Här President, déi öffentlech Schold an d'Statsgarantien. Aschätzungen hin, Previsiounen hier, et ass eleng d'Resultat, wat hannen erauskënt, wat zielt, an do hu mir nun emol beim klaseschen Zentralstat een zolitten Defizit.

Wat geschitt dann, wa mir net handeln? D'Äntwert ass: en Uwuesse vun eiser öffentlecher Schold. Dës läit de Moment bei 7,77 Milliarden Euro, dat si ronn 18% vun eise Bruttoinlandsprodukt. Verhältnisméisseg niddreg.

Mir sinn domat, no Estland, déi Zweetbescht an Europa. Mir leien däitlech ënnert der Maastricht-Grenz vun enger Maximalverschuldung vu 60%, mä bis dohin dierfe mir guer net kommen.

Mir sinn e klengt Land. Engem Verschuldungssog resistéiere mir vill manner laang wéi grouss nationaler Economien. Derzou kënt, op mëttelfristeg Siicht, déi verstoppte Schold vun eise Pensionssystem. D'Bäitragzueler vun haut sinn d'Pensionnaire vu muer.

Eis öffentlech Schold ass och zimlech konterbont gestréckt. Si begräift ronn eng Milliard Gemengeschild grad wéi nach 1,3 Milliarde Schold aus der Rettung vun der BGL BNP Paribas. Mä hei huet de Stat als Géigepart eng Bedeelegung am Kapital. Eis Bedeelegung an dem Europäesche Rettungsfond, dem sogenannten FESF, dee sech zum Deel mat Emprunté finanzéiert, schléit am Bilan vun eiser öffentlecher Schold mat ronn 30 Milliounen Euro zu Buch. D'Verschuldung vun dem eigentleche Stat ass also duerchaus rasonabel.

Politesch responsabel solle mir och weiderhi mat eiser Schold ëmgoen. Dës bréngt och méi, wéi eng Scholdegrenz an eiser Verfassung anzuschreien, wéi dat an einzelnen Nopeschlänner de Fall ass. Mä esou ganz ondifferenziert dierfe mir eis Statsschold dann awer net kucken. Mir hunn och substanzuell Statsgarantié lafen. Dozou zielen zwou Milliarde fir den Europäesche Rettungsfond.

Ein A mussen mir awer och op d'Garantien halen, déi eist Land - niewent Frankräich an der Belsch - ginn huet am Kontext vun der Restrukturierung vum Bankegrupp Dexia. Mir hunn zwou Garantien ginn: Eng staamt aus dem Joer 2008, wou den Encours - dat heescht, wat nach opsteet - de Moment nach ronn 877 Milliounen Euro bedréit. Derzou kënt nach eng Garantie vun 2,7 Milliarden, déi d'Joer 2031 ausleeft. Dës Garantie ass vum Oktober dës Joer un iwwer e Règlement grand-ducal gelaf. Si gëtt duerch déi sougenannten „loi budgétaire“ elo gesetzlech verankert.

D'Garantié fir den FESF an d'Dexia belafe sech dann insgesamt op 5,60 Milliarden Euro. Dat sinn 13% vun eise Bruttoinlandsprodukt. Wann do eppes sollt schlafafen, hätt dat natierlech en zolitten Afloss op d'Finanzsituatioun vun dem Lëtzebuerg Stat.

Här President, dat erkläertent Zil vun der Regierung war et, bis 2014 eis gesamt öffentlech Finanzen an den Équilibre ze kréien. Et ass also ëm déi Zuelen, wou et geet, am Hannergrond natierlech vun der allgemenger wirtschaftlecher Situatioun. Fir d'Enner beieneenzekréien, mussen mir méi Suen erakreie respektiv der manner ausginn. Erreche kënnen mir dat am beschten, wa mir op deene grouse Bléck vun Einnahmen, mä och vläicht - oder virun allem - op der Ausgabesäit agéieren.

Dat ass net ëmmer eng ganz einfach Saach. Dat allermeescht berout op engem fest verankerte gesetzleche Regelwierk. Et kann ee Schrauwen dréien, ouni dierfen awer dee ganze System duerjerneenzekréien. Eng delikat Aufgab, net nëmme politesch, besonnesch a méi schwéieren Zäiten! Mä mir dierfen duerfir awer net de Kapp an de Sand strecken.

Eis Aufgab ass et, zesummen am Interess vun Land a Leit elo d'Weichen ze stellen, fir dass d'Rechnung, besser gesot de Budget, an e puer Joer och nach opgeet. Méi genee agéiere kënnen mir bei eise Steiereinnahmen, de Sozialausgaben an den Investitiionsausgaben, deenen dräi grouse Bléck am Statsbudget. De bescheidene Bäitrag vun dem Budgetsrapporteur beschränkt sech dorop, d'Zuelen ënnert d'Lupp ze huelen an e puer - eemol sief et erlaabt - eenzel méi perséinlech Gedanken unzeregen.

Här President, fir 2012 sinn am Budget Einnahme geplangt vun 10,6 Milliarden Euro. Dës kommen zu 98% vu Steiereinnahmen. Eis Steierlandschaft, dat sief och emol eng Kéier gesot, ass allgemeng gutt gestréckt - kompetitiv am Verglach zum Ausland, ausgeglaach a puncto Verdeelee vun der Steierlaascht heiheim.

Déi gesamt Steierlaascht läit bei eis am Land zu 97% - 37%, pardon - op direkte Steieren, 32% op indirekte Steieren an 30% op Sozialbäitrag. Déi direkt Steieren huelen am Verglach zu 1984, also op eng Zäitspann vu 25 Joer, of. Déi indirekt Steieren huelen zou. D'Sozialbäitrag bleiwe gläich.

Mir hunn am internationale Verglach eng niddreg Laascht vun indirekte Steieren. Dat kënt besonnesch duerch eisen TVA-Saz vu 15% an déi reduziéiert TVA-Sätz. Niewent Malta huet Lëtzebuerg déi niddregst TVA an der ganzer Europäescher Unioun.

Entgéint deem, wat geleeentlech behaupt gëtt, ass d'Verdeelee vun der Steierlaascht tëschen Betriber a Privatleit och relativ ausgeglaach: ee Verhältnis vun 53% fir d'Privatleit zu 47% fir d'Betriber. '85 war dat Verhältnis nach 60% zu

40%, zuongonschte vun de Privatleit. Déi verschidde Steierreformen hunn also d'Privatleit, Här Statsminister, substanzuell entlaascht.

Fir e richteg Verglach ze hunn, kann een net nëmmen de Verlaf an der Zäit vun der Loun- an der Akommessteuer mat deem vun der Betriebssteuer kucken. Et muss ee bei de Betriber och nach d'Gewerbsteuer an d'Vermögenssteuer derzouzielen. Déi zwou lescht Steiere maachen 2011 iwwer 900 Milliounen Euro aus.

De sougenannten „ouvrier moyen“ - eng international Norm, fir d'Steierlaascht ze präiwen - mat engem Joresverdéngscht zu Lëtzebuerg vun 52.000 US-Dollar, bestuet mat zwee Kanner, behält no Steieren a Sozialtransferte wéi Kannergeld, Steierbonien, awer och Familienzouwendungen, ronn 99% vu sengem Bruttoloun als Netto. Den duerchschnëttlechen OCDE-Wäert ass do 85%, an der Europäescher Unioun 83%.

D'Verdeelee vun der Steierlaascht tëschen de Privatpersounen ass och sozial ofgefiedert. Breet Schëlleren droen do méi. An dat ass och gutt esou. 2,5% vun de Stéit hei am Land bezuele 37%, also méi wéi een Drëttel, vum gesamt Steieropkommes. 5% vun de Stéit bezuele ronn 50% vun der Akommes- a Lounsteuer, a 40% vun de Stéit bezuele keng Steieren. Eise Steiertarif ass wuel dach net dee schlechtesten!

Ee Regime vun enger sougenannter „flat tax“ mat zum Beispill dräi Tauxen: 15%, 25% a 35%, géif wuel vläicht méi modern ausgesinn. D'Steierklärung kéint een dann och vläicht um Béierdeckel maachen, mä d'Steierlaascht wier méi ongerecht verdeelt. D'Steieropkommes wier manner grouss. Dat kënnen mir eis a Krisenzäiten och net leeschten.

Här President, et gëtt behaupt, d'Betriber, déi géifen zu Lëtzebuerg net vill Steiere bezuelen. Abee, de Stat kritt vun de Betriber ronn 1,5 Milliarde Kierperschaftssteuer, 15% vun de Gesamteinnahme vum Stat. Net vill Betriber am Land bezuele vill Steieren, mä e puer Betriber, dorënner eng Rei Finanzinstitute, déi bezuele richteg gutt. De Finanzsektor bezilt zwee Drëttel vun der Betriebssteuer, eng Milliard pro Joer. 300 Milliounen Euro kommen eleng vun de sougenannten „SOPARFlen“. Ee raffinierte Steierregime, deen dem Land iwwert d'Joren awer scho vill Steiersuen abruecht huet!

Net ëmmer bedeite méi héich Steiersätz och méi Steiereinnahmen. Als klengt Land, wat vum Finanzsektor awer gutt leeft, mussen mir gutt oppassen, wa mir un de Steierschrauwen dréie ginn. Mir dierfen eis Kompetitivitéit net op d'Spill setzen. Am Ausland, do schlofe se net. A Krisenzäite kënnen mir sécher keng Betriebssteuer erfesetzen. Mëttelfristeg ass et awer vläicht ze iwwerleeën, ob mir net sollen d'Besteuerungsbasis verbreedere an den Taux e bësschen erfesetzen. Den Trend op europäeschem Plang schéngt an déi Richtung ze goen.

D'Loun- an d'Akommessteuer, déi vun de Privatleit bezuelt gëtt, huet sech iwwert déi lescht zéng Joer méi wéi verduebelt: geschaten 3,3 Milliarden Euro fir d'Joer 2012. Dat ass bedéngt duerch eng gutt Entwécklung vun der Lounmass iwwert déi lescht Joren trotz wirtschaftlech méi ugespaanten Zäiten. Déi nei Aarbechtsplazen, déi geschafe ginn, adresséiere sech generell u méi héich qualifizéiert Leit. D'Gehalt, an deemno d'Lounsteuer, fällt méi héich aus. 27% vun der gesamter Lounsteuer kommen aus dem öffentlechen Déngscht, ronn ee Véirel vum Finanz- an d'Assurancésektor.

Ee Wuert zu de sougenannte steierlech begünstegte Sonderausgaben oder Abattementer. Graff gesot, et ass all dat, wat ee ka vun de Steieren ofsetzen. Niewent de Sozialbäitrag fallen dorënner besonnesch d'Scholdzënsen op Immobilien oder fir zum Beispill en Autoskaf, verschidden Assurancen, d'Bauspieren, d'Zousatzversécherung, déi ee privat mécht.

Insgesamt ginn iwwert dee Wee vun de Steierabattementer a Sonderausgabe ronn 1,3 Milliarden Euro pro Joer steierlech geltend gemaach. Mat engem duerchschnëttleche Steiersaz vun 20% heescht dat fir de Stat een „Steierausfall“ - entre guillemets - vu ronn 275 Milliounen Euro pro Joer.

Vun deenen Abattementer profitéiert just deen, dee Steiere bezilt. Ass dat versteierlecht Akommes méi héich, ass de Steiergewinn och méi héich. E Stat mat zwee Kanner an engem Bruttoakommes pro Joer vu 50.000 Euro profitéiert vun der steierlecher Ofsetzbarkeit vu Scholdzënsen, Assurancen, Bausparvertrag - wann d'Leit déi dann nach kënnen maachen - ëm ronn 2.200 Euro. De Steierbenefits fir e Stat mat engem Bruttoakommes vun 125.000 Euro pro Joer oder méi ass dergéint 5.800 Euro.



Een, dee keng Steiere bezilt, huet näischt dovun. Mä och dee Mann oder déi Fra muss hir Autoshaftpflicht bezuelen! Ass dat sozial gerecht? Et schéngt wuel ganz schwierig ze sinn, eenzel Abattementer ofzeschaffen. Dat ass och politesch delikat.

Eenzel Wirtschaftszweiger profitéieren natierlech dovun, fir hir Produkter un de Mann oder d'Fra ze bréngen. D'Reklamme vu moies, mëttes an owes um Radio dierfte wuel kengem ze entgoen. Mä ass et richtig, dass een eng RC-Chasse, also eng Haftpflichtversicherung vun engem Jeeër - an dobäi hunn ech guer näischt géint déi Leit -, steierlech ka geltend maachen an esou, bei engem gudden Verdénger, d'Allgemeinheit dovun ronn 40% vun der Prime bezilt? - jiddweree mécht do seng Analys.

De Montant vun den Abattementer ass mérendeels (veuillez lire: gréisstendeels) zënter 1990 net méi ugepasst ginn. De finanziellen Impakt fir de Stat geet doduerch natierlech erof. Eng generell Evaluatioun vun de verschiddene Steierabattementer, wéi iwwerengs och an dem Regierungsprogramm ugeduecht, schéngt ubruecht.

Ee steierlech net manner däreng Dossier war viru sechs Joer d'Afféierung vun der sougenannter Quellesteier vun 10% op de Spuerprodukter. D'Opreegung vun deemools, et wier eng Attack géint de Klengspuerer, huet sech nawell schnell geluecht. D'Fro - awer just, fir unzedenken - ass déi, ob een net den Taux vun der Quellesteier vun 10% op 15% an d'Luucht kéint setzen an zur gläicher Zäit och op d'Dividenden eng Quellesteier vu 15% sollt aféieren?

D'Zënsen an d'Dividende géifen no deem-selwechten a virun allem einfache System besteiert ginn. Et wier - awer nëmme, fir unzedenken - vläicht an ugespaanten Zäiten eng Méiglechkeet, fir - ouni allze vill wéizeden - e puer Milliounen Euro méi an d'Statskeess ze kréien.

Ech ginn lech ee Beispill, ee ronnt: Fir eng Privatpersoun, en „Klengspuerer“, mat 200.000 Euro Spuerenlagen zu 2% Verzéinsung géif et bei enger Quellesteier vu 15% amplaz vun 10% e Plus vun 200 Euro Steiere pro Joer méi bedeuten. Fir de Stat wier et e Plus u Recettë vun ronn 20 Milliounen Euro d'Joer.

Här President, an ugespaanten Zäite gëtt regelméisseg gefuerdert, et sollt een d'Vermögenssteier nees aféieren. D'Vermögenssteier war 2006, iwwerengs an der Konterpartie zur Quellesteier op de Spuerzënsen fir d'Privatleit, ofgeschaaft ginn. D'Vermögenssteier besteet nach fir d'Betrëber a bréngt dem Stat 230 Milliounen Euro pro Joer. D'Neesaféiere vun der Vermögenssteier ass awer e rechtlich delikaten Exercise.

D'Bewäertung vun den Immobiliën geet op d'Joer 1941 zrëck, an do stelle sech nawell eng etlech Froen, och verfassungsrechtlicher Natur. D'Relatioun vun den Immobiliëwäerter, wéi se an der Krichszäit festgeluecht gouf, an de reelle Wäerter vun haut stëmmen net méi iwwereneen. Dëst zielt iwwerengs och fir d'Grundsteier. Eng total ridicule Gesamteinnahm fir d'Gemenge vun 30 Milliounen Euro d'Joer. Manner wéi d'Halschent vun der Autosteier! Wëllt ee mat deem aktuelle System weiderfueren, mä da kéint een net laanscht eng Neibewäertung vun den Immobilien. Dat ass een net onwesentleche Verwaltungsofwand. D'Zilführung ass dobäi och nach net onbedéngt schlëssleg.

Eng aner Méiglechkeet - awer nëmme, fir unzedenken - wier, landeswäit e Referenzwäert pro Meter carré fir Terrain festzeleeën, mat der Differenz, ob den Terrain bannent oder baussent dem Perimeter géif leien. Dëse Referenzwäert géif da mat engem Gemengenhebesatz multiplizéiert ginn. Bei Haiser oder Betriebsgebäier géif een de Referenzwäert op de Meter carré brutto Wunn- oder Notzfläch festleeën an och do mat engem Gemengenhebesatz multiplizéieren.

D'Basis wier jiddefalls landeswäit ëmmer nees de Meter carré als Unitéit. D'Differenz géif eleng duerch d'Lag um Terrain, bannent oder baussent dem Perimeter, an dem kommunalen Hebesatz kommen.

De Gesetzgeber kéint och nach eng Forschetzt festleeën, tëschent där de Gemengenhebesatz sech kéint bewegen, fir eventuell Abusen ze verhënneren. Esou ee System gëtt a verschiddenen däitsche Bundesländer och schonn ausgeschafft. E Berechnungsbeispill ass am schrëftleche Rapport opgefouert.

Här President, zënter den 90er Jore kéint déi gréisste Steiereinnahm aus de Recettë vun der TVA. E gudden Deel vun der TVA-Recette steet awer op wackelege Féiss. Fir 2012 stinn d'TVA-

Recettë fir geschate 27% vun de Gesamteinnahme vun Stat, ronn 2,9 Milliarden Euro. D'TVA-Recette huet sech iwwer déi lescht zéng Joer méi wéi verduebelt. Explikatiounen sinn dee relativ héije Wirtschaftswuesstum, mä virun allem d'TVA um elektronischen Handel. De sougenannte Commerce électronique bréngt 2011 508 Milliounen Euro un TVA-Recetten, fir 2012 souguer geschate 572 Milliounen Euro.

Iwwer 5% vun de Gesamteinnahme vun Lëtzeburger Stat komme vun dem Commerce électronique. Als Gréisstenuerdnung, bal den Equivalent vun dem gesamte Käschtepunkt vun dem Beschäftigungsfond. Fir all elektronesch Verkaufsoperatioun, déi iwwer Lëtzebuerg leeft, fällt d'TVA hei am Land un an net do, wou verkaaft gëtt. Eng Nisch aus engem europäesche Regelwierk, déi mir trotzdeem, zumindest soulaang et se nach gëtt, ausnotzen. Dëse Regime leeft no enger Iwwergangszäit vun 2015 bis 2018 leider aus.

Nun - nëmme, fir nozedenken -, als Fro an net als Propos: Wat géif dat da bedeuten, dëse Verloscht? Ëmmerhin e Véirel vun onse gesamten TVA-Recetten! Am Kloertext: Mir missten net nëmme den normalen TVA-Saz vun elo 15% op 18% eropsetzen, mä och zousätzlech all reduzierten TVA-Saz vun elo 3% op de Kannereschong, den lesswueren, dem Restaurant, dem Bau, fir nëmme déi ze nennen, op 6% an d'Luucht setzen.

Här President, vill Gespréich gëtt et am Moment a puncto Fiskaliteit am Immobiliësektor. E Renner: d'TVA vun 3% am Bau. Zënter 2002 ass d'Regel do een Direktapplizéiere vun dem reduzierten TVA-Saz vun 3% amplaz vu 15%. De Stat huet hei op insgesamt 1,1 Milliarde Steiereinnahmen zugonschte vu ronn 352.000 Untragssteller verzicht.

Verzichte mécht den Enregistrement a mir all als Bierger awer net gären op déi sougenannten „TVA irrécouvrable“. Dat ass d'TVA, déi zwar geschëllt ass, an der Regel och um Endverbraucher bezuelt ass, mä net un de Stat ofgefouert gouf. Schuld ass oft d'Faillite vun enger Entreprise. Geschate kumuléierte Gesamtausfall fir de Stat: 687 Milliounen Euro!

Här President, d'Taxe d'abonnement ass eng Steier, déi vun der Investmentfongindustrie bezuelt gëtt. Geschate 630 Milliounen Euro fir 2011 an 2012, ëmmerhin tëschent 6 a 7% vun eise Staeinnahmen. Dës Recette ass ganz volatil, si schwankt, si ass virun allem net krisefest. Ginn d'Bourssen erof, kréie mir manner eran. Fir een Euro - ech widderhuelen: een Euro - Taxe d'abonnement eranzekréien, brauche mir de Moment ronn 14.000 Euro Avoiren an engem Fong! Eleng dee Chiffer ënnersträicht, wat fir eng Onmass vu Suen - am positive Sënn - d'Fongindustrie op Lëtzebuerg bréngt, de Moment iwwer 2.000 Milliarden Euro!

Här President, eng weider Staeinnahm, déi op wackelege Féiss steet: eis Akzisen um Bensen, de sougenannten Tanktourismus. D'Tanken, an zwar d'Bensintanken, ass zwar keen Deel vun der Tourismusbranche, mä dat Tanke bréngt - ech preziséieren, budgetär, a wëll net mëssverstane ginn - dem Land ronn eng Milliard Akzisen d'Joer! Dat si bal 10% vun eise Statsbudget. Dat ass de Géigewäert vu sämtleche Famillienzoulagen, déi iwwer d'Joer vun Stat bezuelt ginn. Derbäi kommen nach eng Käier ronn 300 Milliounen Euro TVA-Einnahmen.

Mir sinn eis eens, dës Steiereinnahm ass net nohalteg, weder am richtigegen nach am iwwerdroene Sënn. Et ass och keng Netto-Recette. D'Basis vun dëser Einnahm, de Spritverbrauch, mat der verbunnener CO₂-Emissioun, spigelt sech negativ an eiser Kyoto-Bilanz erëm. Mä reng budgetär ass dës Recette de Moment net ersatzlos sträichbar.

Firwat hu mer eigentlech déi grouss Recette? Mä well bei eis de Sprit méi bëlleg ass. Net well mir méi Bensen an Diesel méi bëlleg akafen, mä mir froen dorop virun allem manner Taxen. Niewent de Résidenté gëtt vun de Grenzgänger an de Vakanztouristen hei getankt. Vun all Liter Bensen kritt de Stat 46 Cent, vun all Liter Diesel 33 Cent de Moment. Dës Sue flëssen zum Deel an de Kyoto-Fong an an de Beschäftigungsfond.

Bensen gëtt all Joers manner getankt: 2011 bal nëmme méi d'Halschent vun Joer 2000. De Verbrauch vun Diesel stagnéiert zënter 2005. Budgetär si mir um Maximum ukomm. Schloe mir méi héich Taxen op de Sprit drop, gëtt d'Differenz vun Präis mam Ausland méi kleng, et komme manner Leit tanken, an d'Einnahm gëtt méi kleng. Hätte mir deeselwechte Präis um Diesel a Bensen wéi d'Belsch, wieren dat fir eis 150 bis 180 Milliounen Euro Einnahme pro Joer manner.

Här President, ech wollt dat Beispill ginn, fir ze ënnersträichen, wéi ufalleg eis Recette - wéi gesot, 10% vun onsem Statsbudget - ass. Mir

kënne budgetär dës Recette net ersatzlos sträichen. Mir sollten awer mëttelfristeg net weider mat dëser Recette plangen.

All Elenggank um Niveau vun engem vläicht gutt gemengten zolitten Erhéije vun den Taxe riskéiert, budgetär kontraproduktiv ze sinn. Eng gemeinsam concertéiert Aktioun mat den Nopeschlänner, d'Akzise liicht unzehiewen, kéint - just, fir unzedenken - e Wee vun enger zousätzlecher Recette sinn.

A wéi steet et da mat den Taxe vun Tubak? Dat si 530 Milliounen Euro d'Joer. Dozou 130 Milliounen Euro TVA. D'Antifémm-Politik huet schonns hir Wierkung! Den Zigarettekonsum ass ëm ronn een Drëttel zënter 2000 erofgaangen, mä de Kaf an de Verkaf vu lassenem Tubak geet dergéint ëm 30% vun 2000 bis 2010 an d'Luucht. Dat ass op d'Veerdeiere vun den Zigarettepräisser zrëckzuführen. Deier Präisser bei den Zigarette reduzéieren de Konsum.

D'Recettë fir de Stat bleiwe bis zu engem gewëssene Mooss awer gläich, well méi héich Präisser och méi Akzisen an TVA bréngen. 85% vun Zigaretteverkaf hei am Land geet un Netrésidenten, dovun ronn 85% un d'Frontalieren. De Punkt, wéi wäit ee mat der Erhéijung vun Zigarettepräisser geet, deen ass schwéier anzuschätzen. D'Beispill vun den norddesche Länner mat ganz héijen Taxen um Alkohol an um Tubak huet gewisen, dass dann de Risiko vu Schmuggel, Schwarzhandel a Fälschung wiisst.

Här President, Enn 2006 war et d'Reform vun der Autosteier. Fënnf Joer duerno - Zäit, fir e klenge Bilan ze maachen aus budgetärer Siicht. D'Autosteier bréngt 2012 geschate 67 Milliounen Euro. Dat ass eppes méi wéi dat Duebelt vun Joer 2006, also dem Joer virun der Reform. Längerfristeg dierft d'Recette vun der Autosteier awer erëm erofgoen. Firwat? Mä eisen Automobilispark erneiert sech schnell. D'Leit kafen zu Lëtzebuerg méi oft en neien Auto wéi am Ausland. Déi nei Autoen hu reduzéiert CO₂-Emissionen, wat gutt ass. An esou wäert d'Steierrecette fir de Stat a fënnf bis sechs Joer erëm ënnert dem Wäert vun 2006 leien.

Et kéint derbäi, dass de Moment op ronn 25.000 Autoe manner wéi 50 Euro Autosteier pro Joer ze bezuelen ass. Weider 91.000 Dieselautoen, wou d'Autosteier zwar méi wéi 50 Euro d'Joer ass, kréien eng Ermäassung, also eng Subventioun - dat gesitt Der alleguerten op Äre Kaarten - vu 50 Euro, well se ee Partikelfilter hunn. Mä all Dieselauto, dee muss hei am Land e Partikel (veuillez lire: Partikelfilter) hunn, well soss kann e guer net zu Sandweiler ugemellt ginn. Géif de Stat dës Partikelfiltersubventioun sträichen an eng Mindesttax op all Auto vu 50 Euro aféieren, esou wier dat e Plus vun ronn fënnf bis sechs Milliounen Euro Steierrecetten d'Joer méi. Wéi gesot, nëmme, fir unzedenken.

Här President, Steiergerechtegkeet heescht och...

(Interruptions diverses)

Steiergerechtegkeet heescht och en ugepasstent Andriewe vun der Steierschuld. Dat zielt ëmsou méi an ugespaanten Zäiten! Et wier duerfir ubruecht, dass eis Steierverwaltung personalméisseg géifen opgestockt ginn, fir méi effektiv Kontrollen ze maachen. An deem Kontext sollt een a Rou d'Ëmsetze vun deenen exzellente Recommendationen, déi 1997 an dem Rapport Krecké iwwer d'Steierhannerzëlung gemaach goufen, evaluéieren.

(Interruptions diverses)

Manner Steierbedruch ass och méi Steiergerechtegkeet!

(Interruptions diverses)

Här President, mat Commerce électronique, Tanktourismus an zum Deel Taxe d'abonnement stinn 2,5 Milliarden oder bal 25% vun eise Staeinnahmen deelweis op wackelege Féiss! Eise Steiersystem erlaabt dergéint - wéi virun e puer Pisten opgezechent - ee gewëssene Spütt. Un der Politik, fir a Rou, am Kontext vun enger Kris, mä och vläicht doriwwer eraus, iwwer d'Vir- an d'Nodeeler vun där enger oder där anerer Pist nozedenken.

Här President, zu de Sozialausgabe vun Stat. E gesonden Équiliber vun de Statsfinanze schafen heescht, e Bléck op d'Steierrecetten ze hunn, mä och déi staatlech Ausgaben ze hannerfroen! Am décke Budgetsbuch ass dat eng laang Lëscht vu Kreditter, verdeelt op méi wéi 500 Säiten. Déi Haaptbléck sinn d'Sozialausgaben an d'Investitiionsausgaben. Zesumme maache si wäit méi wéi d'Halschent vun de Gesamtausgaben aus.

De Statsminister sot den 29. Juli 2009 an der Regierungserklärung: „Och d'Sozialpolitik muss d'Gesetzter vun der Nohaltegkeet respektéieren. Mir garantéieren de Sozialtaxt haut. Mir wëllen en Öfsécherer fir déi, déi muer dervu wëllen a solle kënne profitéieren. Sozial ass, wat d'Mën-

sche sech haut a muer kënne leeschten. Onsozial ass et, d'Leeschunge vun haut esou wäit an d'Luucht ze drécken, dass déi Generatioun, déi no eis kënnt, se net méi finanzéiere kann. Nohalteg ass net nëmme, wat haut opgeet, ma wat muer an iwwermuer Bestand huet.“

D'Sozialtransferten an d'Famillienzoulage belafe sech op ronn 35% vun de Statsausgaben: 1,3 Milliarde staatlech Bedeelegung un der Pensiounskeess, 850 Milliounen Euro Bedeelegung un der Krankeversicherung, 175 Milliounen Euro un der Fleegeversicherung, eng Milliard un de Famillienzoulagen an 190 Milliounen um RMG an un der Deierechtzoulag.

Zu eise Pensiounen. Reng budgetär gesi geet et eise Pensiounssystem de Moment eigentlech gutt: een Iwwerschoss vun enger Milliard am Joer 2010, eng Reserv vun zéng Milliarden - 3,9-mol de järeliche Leeschtungen -, an dat, am internationale Vergläich, bei engem niddrege Cotisationsstaux, engem niddregen effektive Pensionsalter an héich Leeschtungen.

Mä laangfristeg, an dat bescheinegen eis all d'Experten, national an international, geet ouni Adaptatioun d'Rechnung net méi op! Souguer e Wirtschaftswuesstum vu 4% pro Joer geet net duer, fir laangfristeg de System am Équiliber ze halen. Zum Verglach: Dëst Joer ass eise Wirtschaftswuesstum 2%, d'nächst Joer virausiichtlech manner. Mir kënnen eis do dréien a kéieren, mä d'Demografie, déi mécht einfach net mat!

Virun 100 Joer ware 6% vun de Leit méi al wéi 65 Joer. Haut sinn et 14%. 1910 war d'Halschent vun de Leit ënner 25 Joer. Haut ass knapps een Drëttel manner al wéi 25. All déi, déi haut heiheem an iwwer d'Grenzen daper Cotisatioun bezuelen, hunn an zéng, 20, 30 a méi Joer Recht op Leeschtungen. Mir mussen also nohalteg handelen, well wa mer näischt maachen, da gëtt den Applaus vun haut de Päifconcert vu muer, fir an de Wierder vun eise Statsminister ze bleiwen.

Dat heescht net en enger Schrauf ze dréien. Der Zentralbank no géif d'Ofschafe vun dem Ajustement de Problem schonns zergutt léisen. Et sollt villméi en équilibréiert Gesamtwierk sinn, wou am Interess vun dem intergeneratiounelle Gläichgewicht a vun eiser sozialer Kohäsioun déi meescht sech dran erëmfannen. D'Grundprinzipië vun eise Pensiounssystem sollen dobäi net op d'Kopp gehäit ginn. Mä mir hu besser, mir maachen elo eis Hausaufgab, wéi wa mer se vu baussen opgedrängt kréien. Beispiller dofir gëtt et der jo an der Aktualitéit genuch!

Här President, 10% vun eise lafende staatlechen Ausgabe si Familljebäihëlfe. Eppes méi also wéi eng Milliard, verdeelt op ronn 624 Milliounen Euro Kannergeld, 212 Milliounen Kannerboni, 180 Milliounen Leeschtunge wéi Gebuertenzoulag, Zoulag fir d'Schoulentrée, d'Mammerent, de Congé parental. All dës Leeschtunge si gesetzlech verankert. Ee kritt wéi deen aner, an der Regel onofhängeg vu senger Akommes- a Verméigenssituatioun.

D'Fro ass déi, ob een dat esou viruféiert, oder d'Leeschunge méi sozial selektiv asetzt. Sozial selektiv heescht net soziale Kahlschlag! Sozial selektiv heescht, verstärkt do ënnert d'Äerm ze gräifen, wou et néideg ass. An der Konterpartie d'Leeschungen no ënne schrauwen, wou et net esou néideg ass: bei Famillje mat héijem Akommes.

Eng méi grouss sozial Selektivitéit vun de Sozialleeschunge gëtt an dem Regierungsprogramm ugestriift. Si gëtt vun enger Rei Acteuren, dorënner de Wirtschafts- a Sozialrot, ausdrécklech ënnerstëtzt. Verschidde Berufschamberen, esou d'Handelskummer, d'Handwierschamber, setze sech an hirem Budgetsavis och mat der Fro ausereneen; si maache konkret Léisungsvirschléi.

Sozialexperten, esou am Sozial-Almanach 2011 vun der Caritas, ënnersträichen déi wichteg Roll vun de Sozialtransferten am Kontext vun der Bekämpfung vun der Aarmut hei zu Lëtzebuerg. Jo, déi gëtt et och hei! 14,5% vun de Leit liewen dem Statoc no ënnert der Armutsgrenz, festgesat op 60% vun dem sougenannten „revenu médian“. Dat ass keen eegent Lëtzeburger Mooss, et ass eng international Norm.

D'Armutsgrenz bei engem Stot vun zwee Kanner louch 2010 hei am Land bei 3.300 Euro, bei enger eenzelter Persoun bei ronn 1.600 Euro, bei engem Elengerzéier mat engem Kand bei ronn 2.100 Euro. De Risiko, fir ënnert d'Armutsgrenz ze falen, ass am gréisste bei Leit mat Kanner. Ouni Sozialleeschunge géife ronn 28% vun de Leit ënnert der Armutsgrenz liewen.

D'Propos vun de Sozialexperten - a Richtung méi Selektivitéit - ass duerfir, verstärkt dem Facteur Kand an de Sozialleeschunge Rechnung ze droen, fir dee betraffene Stot iwwer



d'Grenz vun dem Aarmutrisiko ze hiewen. Hei gëtt och ënnerstrach, d'Sozialleeschtheet fir mannebemëttelt Stéit an hirer Gesamtheit ze gesinn. Et däreer ee keng kontraproduktiv Effekter schafen, andeems een, doduerch, dass een op där enger Säit bäigëtt, op där anerer Säit den Zougank zu méiglechen Hëllef verspäert.

Am Géigenzuch kéint un den Zouwendunge fir Famillje mat héijem Akommes gespuert ginn. Wéi dat Offiedere vun de Familljenzoulagen ab engem gewëssen Akommes geschitt, ass u sech zweetrageng. Eng méiglech Pist - awer just, fir unzedenken - wier zum Beispill en Offiedere ab dem Plafond cotisable. Een anere Wee wier d'Besteuerung, zum Beispill als Revenu extraordinaire, mat der Halschent oder engem Véierel vun globale Steiertaux; dat wieren da bei Spëtzeverdénger 20% respektiv 10% Familljenzoulag manner.

D'Familljenzoulag maachen eng Milliard Euro, 10% vun eisem Statsbudget, aus. An Zäite vu méi ugespaanten öffentleche Finanzen sollt et keen Tabu sinn, iwwer méi sozial Selektivitéit an deem Beräich nozedenken.

Här President, nach e Wuert zu de Chèques-services. Käschtepunkt fir 2012: geschaten 223 Milliounen Euro. D'Gesamtausgab fir d'Kannerbetreuung huet sech an deene leschte fënnf Joer verfënnfach.

Mä d'Gesamtausgab muss een an de richteg Kontext setzen: de Wëlle vun der Regierung, d'Kannerbetreuung méttelfristeg gratis ze maachen; d'Tripartitebeschlëss, fir d'Kannergeld net ze indexéieren an dofir an der Konterpartie Sachleeschungen ze ginn; déi fréier Steiermoderatioun fir Kanner duerch de Kannernbonus ze ersetzen - all Kand profitéiert dervun, an dat onofhängeg vun der Akommesituatioun vun den Elteren.

De System huet ouni Zweifel seng Preuvë gemaach: 77.000 Kanner tëschent null an zweief Joer hunn op den 1. Januar déi Joer vun de Chèques-services profitéiert, 69% vun alle Kanner aus där Altersklass.

Zäit fir eng Evaluatioun: A méi ugespaanten Zäite sollt et och keen Tabu sinn, do, wou de System vun de Chèques-services vläicht dann awer ze generéis schéngt, verschidde Korrekturen unzebréngen.

Fir komplett ze sinn, sief drop higewisen, dass d'Chambre des Salariés an hirem Avis zum Budget notéiert, dass Famillje mat Kanner tëschent zweief an 18 Joer net vun de Chèques-services profitéieren. D'Kannergeld géif an där Alterskategorie zënter 2006 ee Verloscht vu ronn 13% opweisen, well et net méi un den Index gebonne wier.

Här President, kuerz zum Beschäftigungsfong. Fir 2012: geschaten Ausgabe vu 590 Milliounen Euro. 190 Milliounen Euro Chômageindemnitéiten, 59 Milliounen Euro fir d'Reklasséierungsmoosnamen a ronn 48 Milliounen Euro fir d'Beschäftigungsinitiativen.

D'Ausgabe riskéieren an der Zukunft nach méi an d'Luucht ze goen. Grond: zum Deel déi speziell Situatioun vun eisem Aarbechtsmaart. De Chômage louch 2002 nach bei 2,6% vun der aktiver Bevëlkerung. Duerno geet en eigentlech permanent an d'Luucht. Haut läit e bei ronn 6%. Dobäi ass de Wirtschaftswuesstum mat Ausnahm vun 2008 an 2009 an d'Luucht gaangen. Et gouf eng permanent Progressioun vun der Beschäftigungszuel.

Experte kommen zur Konklussioun, dass mir praktesch 6% Wirtschaftswuesstum bräichten, fir de Chômagetax signifikativ erofzedrécken. Dat ass eng strukturell Schwächt vum Lëtzeburger Aarbechtsmaart.

Mir hunn eng Offer vun de Betriber, déi sech adresséiert u méi héich qualifizéiert Leit. Mir mussen eis Leit duerfir besser ausbilden a weiderbilden, fir där Demand gerech ze ginn; der Jugend besser op d'Spréng hëllef, sech fir den Aarbechtsmaart ze qualifizéieren. Net nëmme fuerderen, dass d'Leit méi laang schaffe ginn, mä och d'Aarbechtsplazen am Alter garantéieren, d'Praxis vun de Reklassementer um Terrain iwwerpräieren. Dat, wat mir doran investéieren, spueren mir - wann och nëmme deelweis - un den Ausgabe vun dem Beschäftigungsfong.

Här President, zu den Investitiionsausgabe vum Stat: Vum Stat gëtt et hei eng konjunkturënnerstëtzend Politik - si gëtt och verlaangt. Déi schléit sech natierlech op där anerer Säit am Defizit néier. Fir 2012 gesäit de Budget vun dem Zentralstat ronn 1,85 Milliarden Investissementer vir. Dat ass e gewaltege Chiffer. Deen héchsten Investitiionsvolumen, deen de Stat jee geplangt hat.

D'Regierung geet hei gewollt, mä konjunkturbedéngt vun hirer ursprénglecher Marschrout erof. Do huet de Finanzminister kloer dat bei der Budgetpresentatioun gesot. An der Regierungserklärung war nämlech festgehale ginn, dass d'Investissementer 2010 nach eng kéier

aus Konjunkturgrënn sollte klammen. Mä et steet och geschriwwen, dass ab 2011 d'Investitiionsausgaben an eng Progressionslogik missten agewise ginn, déi dätlech no ënne géif goen.

2010 louchen d'Investitiionsausgabe bei 1,65 Milliarden, fir 2012 sinn nach eng kéier 200 Milliounen Euro méi geplangt.

Vum héijen Investitiionsvolumen profitéieren an éischer Linn eis Wirtschaft an eis Handwierksbetriber. Mä déi iwwer méi Joren héich öffentlech Investitiionsausgabe sinn och een Deel vun dem aktuelle Budgetdefizit. Laangfristeg kann déi Progressioun vun den Investitiionsausgaben net an deem Mooss virgoen.

Zum Verglach: Tëschtent 2001 an 2003 louchen d'Investitiionsausgabe bei enger Milliard, tëschent 2004 an 2008 bei ronn 1,3 Milliarden. 2011 an 2012 si mir bei iwwer 1,8 Milliarden ukomm, deemno ronn 500 Milliounen Euro oder 40% nach méi wéi virun dräi Joer.

Vun 2006 bis 2009 louchen déi öffentlech Investitiionsausgaben dätlech ënner 4% PIB, zënter 2010 zolidd iwwer 4%.

Déi direkt Investitiionsausgabe vum Stat verdeele sech haaptsächlech op de Bau vun administrative Gebaier a Schoulen engersäits, op d'Verbesserung vum Stroossen- an Eisebunnnetz anersäits. Jo, e moderat Land brauch modern Infrastrukturen: Mir brauchen gutt Schoulen, mir brauchen e performant öffentlech Verkéiersnetz. Dat ass en Deel vun enger kohärenter Landesplanung. Mä wa bis eng kéier hécidéiert, dann däreer am Interessivum Land net alles duerno erëm torpedéiert ginn!

Wann d'Leit moies stonnelaang am Stau stinn, schuet dat eiser Economie. Mir si gäre kompetitiv an den neie Kommunikatiounstechnologien. Mir brauchen duerfir déi richteg Dateréseauen. Ouni dat geet et net, an all dat huet natierlech sai Präis. Mä dee Präis mussen mir och kenne laangfristeg bezuelen. Och beim Investéieren ass dat Deierst net ëmmer grad dat Bescht.

Vill Efforté goufen iwwert déi lescht Joren am Sënn vun enger méi effizienter Bautepolitik gemaach. De sougenannten „taux de réalisation“ vun eisen öffentleche Bauten - dat heescht, ob déi verplangt Suen och an deem Zäitplang verschafft ginn - huet sech wesentlech verbessert.

Mir mussen weiderhi préieren, ob déi Präisser an déi Zäit, déi mir op Chantieren hei am Land verplangen, an der Linn leie vu vergläichbare Projeten am Ausland. Dat zielt fir d'Stroosseninfrastruktur, dat zielt fir d'Gebaier, mä och zum Beispill fir d'Kläranlagen. Well d'Avoire vun eisen Investitiionsfongen - wat zwar eng reng Kontabeloperatioun ass - sinn an deene leschte Joren dätlech erofgaangen. Ronn zwee Drëttel vun eisen Investitiionsausgaben am Stroossen- a Schinneberäich ginn haut schon iwwer Emprunté finanziert.

Här President, kuerz zu de Gemeengefinanzen. D'Gemengen iwwerhuelen am Interessivum Land a Leit eng ganz Rei vu wichtege Aufgaben. Si entlaaschten domadder de Stat.

D'Lëscht vu Précoce, Maisons relais, Museksunterrecht, Jugendhaiser, Initiativen am Sozialberäich gëtt vu Joer zu Joer méi laang. An déi Aufgaben erleedegt een eben net zum Nulltarif. D'Verhältnis tëschent de lafende Gemeengen- a Statseinnahme war uganks 2000 nach eent zu véier. Haut ass et op bal eent zu fënnf erofgaangen. An d'Aufgaben huelen, wéi gesot, permanent zou.

Et wier duerfir wëschenswäert, dass, wéi och scho vun enger Rei anere Budgetsrapporteur viru mir proposéiert, dës parallel Evoloutioun vun de Recetten - wuelverstanen no ënne wéi no uewen - géif ëmgesat ginn.

Här President, de Montant vun den zilgebonnenen Zouwendunge vum Stat un d'Gemenge geet iwwert déi lescht Joren dergéint konstant an d'Luucht: insgesamt 199 Milliounen Euro am Joer 2005 an dést Joer 434 Milliounen Euro.

Här President, iwwert d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun de Gemeengefinanze gëtt scho jorelaang diskutéiert. En Enn ass nach net a Siicht. Et ass och e politesch delikaten Exercice. Mä net nëmme!

D'Grondprinzipië vun eise Gemeengefinanze sinn och emol guer net esou schlecht. De sougenannten „Peréquatiounsmechanismus“ - dat heescht, e Verdeele vun de staatlechen Zouwendungen no Awunnerzuel, Gemeengefläch an aneres - mécht, dass eng ganz Rei vu Gemengen iwwerhaapt kenne finanziell iwwerstoen.

D'Ëmverdeelung: Eng Rei Gemengen hunn zum Beispill grouss Industriezonen an domat verbonne jo och verschidde Chargen. Si kréien awer net vill eege Gewerbesteier, well d'Betriber an deenen Zonen net vill Steieropkommes hunn. De finanziellen Ureiz, fir klasesch Industriezonen ze schafen, ass duerfir landeswäit éischer limitéiert.

Dat ass awer a Kontradiktioun mat der Industrie- a Mëtzelstandspolitik vun der Regierung. Bei Bürosgebaier mat Finanzdëngschtleeschungsbetriber oder Satellitebedriewer ass d'Rechnung natierlech do schonns eng ganz aner.

Et mécht duerfir wéineg Sënn, wéi vun Einzelnen ugeduecht, d'Gewerbesteier strikt un d'Betriebssteuer unzelehnen a se där Gemeng zoukommen ze loosse, wou de Betriber etabléiert ass. Vun esou engem System géife just eng Handvoll Gemenge profitéieren, déi rentabel Dëngschtleeschungsbetriber bei sech hätten.

Här President, de groussen Nodeel vun eise Gemeengefinanzen ass deen, dass si ausgeluecht sinn op eng Gemenglandschaft mat e puer groussen a ville kleng Gemengen. Eng Situatioun, wéi et se scho virun 30 Joer gouf, zum Deel mir se haut nach hunn. 74 vun 106 Gemengen hu manner wéi 3.000 Awunner. Mä d'Aufgabe vun de Gemenge sinn an der Zwëschenzäit gewuess. D'Erwaardunge vun de Bierger, landeswäit déiselwecht Dëngschtleeschungen ze kréien, gi legitimerweis méi grouss. Kleng Gemengen hunn awer net déi finanziell Méiglechkeeten, fir deem gerecht ze ginn.

Resultat: Nei Aufgabe verlaangen eng Neiuerdnung vun eiser Gemenglandschaft, mat méi grouss Gemengen a méi finanzielle Mëttele. D'Territorialeform an d'Reform vun de Gemeengefinanze ginn deemno Hand an Hand.

Här President, e puer méi däreg Ausgaben awer ganz kuerz belicht:

Den öffentlechen Transport, geschate Käschtepunkt fir 2012: 712 Milliounen Euro. Een Drëttel dovunner, 239 Milliounen, fir den öffentleche Bustransport. Den RGTR: 127 Milliounen Euro, mat 44 Milliounen Fahrten.

D'Gehälter an der Fonctioun publique, Käschtepunkt 2,7 Milliarden Euro, ronn 20% vun den Ausgabe vun dem Zentralstat. Den Taux vun de Personalkäschte beim Stat ass zënter 2000 awer praktesch op de Prozent deeselwechte bliwwen. Am internationale Vergleich ass deen Undeel vun de Personalkäschte relativ niddreg.

Den Enseignement, Käschtepunkt insgesamt fir 2012: 1,3 Milliarden Euro. Dovunner 130 Milliounen Euro staatlech Investissementsausgabe fir de Bau vu Lycéeën a Schoulen; Gehälter ronn eng Milliard.

Fuerschung: 280 Milliounen Euro, 0,66% vum Bruttoinlandsprodukt. Zil ass, méttelfristeg op 1% PIB eropzekommen.

De Logement: 125 Milliounen Euro, ronn 40 Milliounen Euro fir de Bau vun 150 neie Wunnnechten d'nächst Joer an 59 Milliounen Euro fir individuell Wunnengshëllef.

An zum Schluss d'Landwirtschaft an de Wäibau: 114 Milliounen Euro, ronn 1% vun de Statsausgaben.

Här President, ee Land mat Perspektiven. Eis Bankeplaz huet d'Kompetenzen, d'Fachwësse vun deene villen Dausende Beschäftegten. Mir si gewinnt, international ze schaffen. Eis Experienz an der Verméigensverwaltung kenne mir enger weltwäiter Clientèle ubidden. Mir mussen déi nei Clienten awer siche goen, déi néideg Promotioun maachen. E puer gudder Clienté bréngen eis heiansdo vill méi, wéi eng ganz Rëtsch quokeleger.

Och dobäi wäert Lëtzebuerg mam Bockfiels Lëtzebuerg bleiwen, a mir gi keen zweet Monaco.

Eis héich spezialiséiert Investmentfongindustrie ass opgestallt fir nei Erausforderungen. Un der Politik, fir séier an iwwerluecht dem Secteur déi Instrumenter ze ginn, fir dass e sech weider kann entwéckelen. De Standuertvirdeel Lëtzebuerg mussen mir net an ausbauen.

Mir si méisproocheg. Eise Bildungssystem mussen mir awer optiméieren. Den Aarbechtsmaart heiheem muss déi Qualifikatiounen kréien, déi e brauch. Dat zielt fir den Dokter, den Afekot, den Ingenieur; et zielt awer virun allem fir gutt ausgebildeten Handwierker.

Mat der Fuerschung si mir um richteg Wee, vun der Biomedezin bis an de Weltall. D'Zesummenaarbecht tëschent öffentlechen a private Fuerschungsmëttele, déi leeft och konkret. Si däreer roueg weider verdéiert ginn. D'Resultater vun eiser Fuerschung loosse sech weisen. Mir mussen hinnen no bause méi eng grouss Visibilitéit ginn.

Här President, zesumme Weiche stelle fir d'Zukunft. - Ech kommen zum Schluss. - D'Zäite virun Aen, mir mussen de Rimm méi enk schnallen. Net alles, wat mir gären hätten, kenne mir eis leeschten. Eis Statsfinanze sinn am Kontext vun der wirtschaftlecher Konjunktur lücht aus dem Rudder gelaf.

(Interruptions)

Eise Statsdefizit an eis öffentlech Scholdesituatioun sinn am Verglach zum Ausland nach duerchaus an der Rei. Mä mir sinn e klengt Land. Eis Eegemittel, där finanzieller an där anerer, sinn duerfir méi limitéiert. Mir däreer d'Maastricht-Parameteren och net ausreizen, net elo an net méi spéit. Mir mussen elo eis Hausaufgabe maachen, fir herno och nach gutt dozestoen. Déi elo um Rudder sinn, sinn deenen, déi elo nach d'Schoulbank drécken, dat schëlleg.

Um Rudder sinn net nëmme déi, déi haut de Mëtteg heibanne sinn. Mir mussen zesummen d'Marschrout virginn; hëllef mussen dobause jiddwereen esou gutt e kann.

Mir mussen a Rou, onopgereegt, mä entschlossen d'Strukture vun eiser Altersversuergung den demografesche Realitéiten upassen.

Mir mussen eis sozial a Familljeleeschungen an der Gesamtumveloppe, déi zur Verfügung steet an net ëmmer méi déck ka ginn, esou strécken, dass se verstärkt deenen zeguttkommen, déi se brauchen, an do offiedere, wou d'Schëllere méi breet sinn.

Mir mussen eis eens ginn, wat mir an Zukunft bauen a wéi mir bauen. Schoulen, eng modern Stroossen- a Schinneninfrastruktur hu Prioritéit. Alles kenne mir net hunn, och wa mir villes gären hätten. Déi konjunkturbedéngte Progressionslogik un den öffentlechen Ausgabe kenne mir net laang esou weiderféieren.

Eis Steierrecetten iwwerstinn eng kuerzfristeg ofschwächend Konjunktur; längerfristeg, op méi Joren, geet dat awer net. Wann dës Zäite méi laang an den nächste Jore sollten unhalen, däreer och do Kriseninstrumenter keen Tabu sinn. An och dann zielt: Breet Schëllere mussen méi breet droen.

Mir si keng Insel. Mir mussen an deenen Zäiten, grad wéi iwwerengs eis Noperen, der Realitéit awer an d'Ae kucken an d'Aerm eropstréppen. Mir mussen eis Virdeeler ausspillen, eis Chancen notzen. Mir mussen eis organisatoresch gutt opstellen, mir brauchen eng méi kohärent Landesplanung, erëm méi Politik vum klengen Dëngschtwée. An all dat, jo, dat läit an eisen Hän.

Mir brauchen duerfir keng Angscht ze hunn. Dës Zäit ass eng Erausforderung, fir eis besser opzestelle fir d'Zukunft. Zesummen an ouni ze vill Sträit geet dat am beschten.

Merci der Finanzkommissioun, déi mir bei mengem schrëftleche Rapport vill Fräiheet ge-looss huet. Merci all deene vu Verwaltung, Beruffschamberen a villen aneren, déi mech bei menger Aarbecht iwwert déi lescht Wochen ënnerstëtz hunn, dem Marc Reiter an de Mataarbechter aus der CSV-Fraktioun am Speziellen. E grouss Merci och un d'Madame Carole Cloesner vun dem Chamberssekretariat. Merci fir Är Gedold an d'Nolauschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

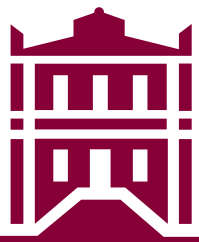
► **M. le Président.** - Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporteur, dem Hér Gilles Roth. Muer um zwou Auer héiere mer den Exposé vum Finanzminister Luc Frieden.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um zwou Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 15.38 heures)

 d'Chamber online op www.chd.lu



Sommaire

1. Changements de composition des commissions parlementaires
- M. le Président
2. Dépôt de deux résolutions par Mme Anne Brasseur
- Mme Anne Brasseur
3. 6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012
- Exposé: M. Luc Frieden, Ministre des Finances
4. Question urgente n°1787 de M. Gast Gibéryen sur la réforme des traités européens
- M. Gast Gibéryen - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
- M. Ben Fayot (question complémentaire) - M. Luc Frieden
5. Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2010
- Rapport de la Commission des Comptes: M. Carlo Wagner
- Vote sur la résolution proposée par la Commission des Comptes (adoptée)
6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes
- Mme Anne Brasseur
- Vote sur la résolution (adoptée)
7. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur
- Mme Anne Brasseur
- Vote sur la résolution (adoptée)
8. 6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010
- Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: M. Fernand Etgen
- Discussion générale: M. Félix Eischen, Mme Anne Brasseur
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Octavie Modert, Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Neen, Här President.

1. Changements de composition des commissions parlementaires

► **M. le Président.**- An hirem Brëif vum 6. Dezember 2011 proposéiert d'DP-Fraktioun folgend Ännerungen an de Kommissiounen:

An der Commission du Règlement ersetzt den Här Claude Meisch den Här Xavier Bettel.

An der Commission du Développement durable iwwerhëlt den Här Paul Helminge de Volet Environnement vum Här Etgen an den Här Eugène Berger iwwerhëlt de Volet Aménagement du Territoire vum Här Etgen.

An der Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire ersetzt den Här Paul Helminge den Här André Bauler.

An der Commission des Finances et du Budget ersetzt den Här Fernand Etgen den Här Xavier Bettel.

Den Här Eugène Berger soll d'Madame Lydie Polfer an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle esou laang ersetzen, bis datt d'Proposition de révision de la constitution 6205 an d'Proposition de loi 6206 zum Enn vun hirer Prozedur komm sinn. Dëst ass elo de Fall, sou datt d'Madame Lydie Polfer erëm Member an dëser Kommissioun ka sinn.

Ass d'Chamber mat dësen Ofännerungen, wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, averstanen?

► **Une voix.**- Très bien!

(Assentiment)

► **M. le Président.**- Dann ass dat esou déci- diert.

Mir héieren elo den Exposé vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer...

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här President!

► **M. le Président.**- Jo?

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Ech hätt nach den Dépôt vun zwou Resolutiounen ze maachen.

► **M. le Président.**- Ma, da kritt Dir nach direkt d'Wuert fir den Dépôt vun zwou Resolutiounen.

2. Dépôt de deux résolutions par Mme Anne Brasseur

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn den Dépôt vun zwou Resolutiounen ze maachen, déi eng iwwert d'Konten vun der Cour des Comptes. D'Budgetkontrollkommissioun huet déi an der Rei fonnt, a laut onsem Règlement muss dat vun der Chamber approuvéiert ginn.

Als President vun der Kommissioun hunn ech dat eleng ënnerschriwwen. Ech wier frou, wann all Fraktioun dat mat kéint ënnerschreiwen.

An dann hunn ech eng zweet Resolutioun. Dat sinn d'Konten vum Médiateur, déi arrétéiert gi sinn. An do wor et de Bureau vun der Chamber, deen déi guttgeheescht huet. Pour le bon ordre muss awer d'Chamber déi och nach gutt- heeschen. An duerfir hunn ech mer erlaabt, och do eng Resolutioun ze preparéieren an ze ënnerschreiwen, an et wier och gutt, wann déi vun all Fraktioun kéint gedroe ginn. Sou dass ech déi och hei déposéieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au

31 décembre 2010, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 21 novembre 2011;

approuve

les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes.

(s.) Anne Brasseur.

(La résolution n'ayant porté qu'une signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par Mme Diane Aدهم et MM. François Bausch, Gast Gibéryen et Lucien Lux.)

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu les comptes clôturés et révisés de l'exercice 2010 du Médiateur arrêtés par le Bureau de la Chambre des Députés lors de sa réunion du 17 juin 2011,

approuve

les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur.

(s.) Anne Brasseur.

(La résolution n'ayant porté qu'une signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par Mme Diane Aدهم et MM. François Bausch, Gast Gibéryen et Lucien Lux.)

► **M. le Président.**- Merci der Madame Brasseur.

Mir kommen dann elo zum Exposé vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2012. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

3. 6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012

Exposé

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, erlaabt mer fir d'Éischt am Numm vun der Regierung an a mengem perséinlechen Numm dem Budgetsrapporteur vun dësem Joer, dem Här Gilles Roth, Merci ze soe fir eng remarquabel Aarbecht. Eng Aarbecht, déi net nëmmen an der Form an an der Intensitéit interessant war, mä wou en och gëschter hei a senger mëndlecher Ried eng ganz Rei interessant Messagë matginn huet, wou ech kann direkt soen, datt se deckungsgläich si mat enger ganzer Rei vun Iwwerleeungen, déi ech als Finanzminister maachen.

Ech géif mer fir hien a fir eis all wënschen, datt eng Rei vun deenen Iddien, déi gëschter hei gemaach gi sinn, soit am Numm vun der Finanzkommissioun, soit a sengem perséinlechen Numm, net nëmme bei de Budgetsdebatten vun dësem Deeg, mä och an deenen nächste Méint géifen eng Grondlag si fir interessant Debatte ronderëm d'öffentlech Finanzen.

An dee Merci géif ech och gären all d'Kollege vun der Finanz- a Budgetskommissioun ënner hirem President Michel Wolter aschléissen, déi an deene leschte Woche vill Stonne mam Statsbudget, deen d'Regierung abuecht huet, verbruecht huet. An ech muss soen, et ware fir d'Regierung interessant Gespréicher an der Finanzkommissioun.

Dës Budgetsdebatten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, féiere mer an enger Zäit, wou grouss Fragezeiche stinn han- nert der ekonomescher Zukunft vun eisem Land, Europa an der Welt.

Et gétt op d'mannst fënnf wirtschaftlech Fak- ten, déi hei beieneekommen: D'Weltwirtschaft dréit méi lues. Mir hunn ze di mat enger aus- sergewéinlecher Beonrouegung vun den inter- nationale Finanzmäert. Mir hunn eng enorm Vertrauens- a Scholdekris an Europa. Mir stelle fest eng Verlagerung vun dem ekonomesche Wuesstum an der Muecht ewech vun Europa. A mir gesinn eng nei Interdependenz tëschent de Länner an Europa an tëschent de Kontinenter.

¹Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisées directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Kee kann dës Fragezeichen, dës Problemer, dës Erausforderungen einfach ewechblösen. Kee weess all d'Äntwerten op dës Froen. Mä sécher ass: Mir liewen an turbulenten Zäiten, wou grouss Changementer kommen, déi en Impakt op eis Land, op eis Économie an och eis Stats- finanzen wäerten hunn.

Mä, wann déi Défië kommen, gëllt et net, de Kapp hänken ze loosse, de Kapp an de Sand ze stiechen, mä da muss ee gemeinsam, mat all deem, wat mer schonn erreecht hunn, mat all deem, wat mer sinn, musse mer eis op- maachen, fir eise Bäitrag ze leeschten, fir déi Changementer erbäizebréngen.

Ech mengen, datt mer net nëmmen an Europa eis fundamental Froe musse stellen, mä och hei zu Lëtzebuerg. Mir brauchen en fait en anert, en neit Lëtzebuerg an engem Europa, wat sech nei definéiert an enger globaler Économie, déi nei Acteuren no vir bréngt. D'Lëtzebuurger So- zial-, Wirtschafts- a Finanzpolitik muss hei mat Äntwerte bäidroen. Mir hunn net allegueren d'Äntwerten, mä mir hunn vum deem grouse Kuch, dee mir musse bäidroen. An duerfir sollen och dës Budgetsdebatten, hoffen ech, dozou e Bäitrag liwweren.

Europa, hunn ech gesot, steet an enger ganz déiwer Vertrauens- a Stabilitéitskris. D'Statsobli- gatiounen, dat, wat d'Leit kaaft hunn, wa se wollten, niewent dem Spuerbuch, e sécher Investissement hunn, werft haut aner Froen op, wéi virun e puer Joer. Verschidde Länner kréien net méi Sue geléint. An d'Stabilitéit vun de Banken a Fongen, déi dem Stat Sue geléint hunn, gëtt erëm op verschidde Plazen ugezweifelt.

D'Interdependenz, d'Interrelatioun tëschent privat an öffentleche Finanzen, tëschent Finanz- industrie a Stat war nach ni esou grouss wéi elo. An en fait, mengen ech, hu mer mat enger Banken- an enger Statskris ze doen. Mir haten dat 2008, mir hunn dat och erëm op d'mannst an embryonaler Form 2011.

Fir mech ass et awer kloer, datt Lëtzebuerg Europa brauch. Mir brauchen et politesch, mir brauchen et ekonomesch. Sécherheet, Stabili- téit a Wuelstand sinn onzertrennbar fir Lëtze- buerg mat Europa verbonden.

Ekonomesch brauche mer de Bannemaart. An engem Land, wou bal all Gidder a Servicer, déi mer produzéieren, exportéiert ginn, ass e evi- dent, datt mir en Intérêt drun hunn, e grouse Bannemaart ze hunn, an deem mer kënnen operéieren. An datselwecht gëllt natierlech fir den Import, wann ee weess, datt bal alles, wat mer heibanne gebrauchen, consomméieren, aus dem Ausland, aus der Eurozon, aus Europa kënn.

Duerfir ass och fir eis den Euro, trotz alle Suer- gen, déi ee kann hunn, e wichteg Instrument fir d'Lëtzebuurger Land. Et huet eis erlaabt, iwwert déi lescht zéng Joer, zwielef Joer keng Wiesselkurschwankungen ze hunn, keng Déva- luatiounen musse matzemaachen, déi eiser Eko- nomie extrem geschuet hätten. Den Euro huet eis erlaabt, Präisstabilitéit ze hunn - manner wéi 2% iwwert déi éischt zéng Joer vun dem Liewe vun eiser gemeinsamer Währung.

Mä et kann ee keng gemeinsam Währung hunn, et kann ee keng gemeinsam Währung wëllen an alles an den Hänn vun den nationale State loosse. Dat eent an dat anert geet ze- sammen. An duerfir brauche mer Res- ponsabilitéit vu jiddwengem a Solidaritéit. Wat deen ee mécht, huet ganz einfach en Effet op déi aner.

Duerfir, mengen ech, musse mer eng Rei vu Moosnamen huelen - kuerzfristeg, mëttel- a laangfristeg. Mir brauche kuerzfristeg eng Soli- daritéit an Europa, déi schéierstellt, datt déi Länner, déi déi gréisste Schwieregkeeten hunn - Griichenland, Portugal, Irland -, datt déi Hëllef kréien, mä Hëllef, déi gebonne sinn u ganz strikt Konditiounen, fir datt séchergestallt gëtt, datt déi Hëllef och en Zil hunn. Nämlech, datt déi Länner duerno erëm kënnen autonom fonctionnéieren, andeems se och vun de Finanzmäert erëm Sue geléint kréien. Déi Hëllef, déi mer deene Länner ginn, sinn och Hëllef, déi an eisem Intérêt sinn, well et geet drëm, d'Stabilitéit vun der gesamter Eurozon ofzesécheren.

Mir brauchen natierlech och kredibel Instru- menter, fir déi Hëllef kënnen ze assuréieren. Duerfir brauche mer en zolitten an effikassen EFSF an ESM, dat sinn déi Europäesch Rettungs- schiermer, deen, dee mer elo hunn an dee mer amgaange sinn opzebauen. A mir brauchen eventuell och d'Hëllef vun dem Internationale Währungsfong, woubäi Europa jo souwisou ze- summegehallt dee gréissten Aktionär vum IWF ass.



De Renforcement vun deesen Hëllefsmittelen, där europäescher, där internationaler, kann och eventuell mat sech zéien, datt mer mussen an deenen nächste Méint hei zousätzlech finanziell Méttelen zur Verfügung stellen.

Méttel- a laangfristeg gëtt et awer nëmmen ee Rezept. Dat ass, mir brauche gesond Statsfinanzen. Ouni gesond Statsfinanze féint Europa kee Vertrauen a keng Stabilitéit zréck.

Mir brauchen eng méi effikass, eng europäesch Manéier, fir eis Budgets- a Wirtschaftspolitik ze gestalten.

Mir mussen zu 27 eis Politikgestaltung méi opeenen ofstëmmen. Dat verlaangt déi Interdependenz, vun där ech virdu geschwat hunn. Et kann net jiddweree maachen, wat e wëllt.

Dat verlaangt och vläicht ab engem gewëssene Moment institutionell Ännerungen. Mä virun allem kennt et eis drop un, datt mer elo emol dat ëmsetzen, wat mer schonn decidéiert hunn.

Mir hunn an deene leschte Wochen, souwuel am Europäesche Ministerrat wéi am Europaparlament, eng ganz Rei vu Gesetzgebungen ugeholl, déi sollen eng besser Koordinatioun, virun allem vun der Wirtschaftspolitik, virun allem vun der Budgetpolitik, zum Deel och vun der Wirtschaftspolitik erbäibréngen.

Lëtzebuerg war a bleift fir e Maximum vu Kontroll- a Sanktionsmechanisme vis-à-vis vun deene Länner, déi a Problemer sinn a riskéieren, déi aner Länner mat a Problemer ze zéien.

Am Euroland liewen, verlaangt ganz einfach, datt ee Souveränitéit gemeinsam aushidd, an dat ass dat, wat mer gewollt hunn, dat ass dat, wat mer ëmgesat hunn, dat muss mer och nach verstärkt an deenen nächste Méint ëmsetzen. Well déi Décisionen, déi geholl gi sinn, mussen elo emol an deenen nächste Méint an all de Länner, och hei zu Lëtzebuerg, hiren Niederschlag fannen.

De Retour un national Währungen ass fir Lëtzebuerg ekonomesch a politesch net denkbar, och net wünschenswäert. Mä de groussen Test fir d'Eurozon, dee kennt an nächste Joer, wa ganz vill Länner - déi, déi méi gesond sinn, déi, déi manner gesond sinn - op d'Finanzmäert wäerte Milliarde mussen léine goen. Da kennt den Test, ob dat, wat mer bis elo gemaach hunn, kredibel war oder net.

Loosse mer awer alles maachen, och als Lëtzeburger, fir eise Bäitrag ze leeschten, datt Europa, d'Eurozon de Garant vu Stabilitéit bleift, esou wéi dat an deene leschten zéng Joer eisem Land ganz vill bruecht huet!

Mä dëst ass e Prozess, Dir Dammen an Dir Hären, mat ganz villen Etappen. Net ee Sommet, och net dee vum 8. an 9. Dezember, kann duerch eng Décision all Problemer ewechblösen. Et ass e Prozess mat villen Etappen, an ech hunn lech se gesot, déi kuerz-, méttel- a laangfristeg, déi mer elo mussen ëmsetzen. A wa mer dat alles zesumme maachen, och hei zu Lëtzebuerg, an och eise Bäitrag leeschten, dann hu mer eng Chance, fir erm a méi stabel Environmenter ze kommen.

Dës Interdependenz, Här President, dës Schicksalsgemeinschaft, an där mer an Europa sinn, géllt net nëmme fir den europäesche Kontinent. E géllt och generell fir d'Welt a fir d'Relatioun tëschent Europa an dem Rescht vun der Welt.

Mir gesinn et um wirtschaftleche Plang. Et entstinn nei Acteuren. Wirtschaftswuesstum entsteet op anere Plaze vun der Welt, an d'Roll vun Europa gëtt méi kleng. Politesch, well mer ze oft net géeeent oprieden; ekonomesch, well aner Acteure méi schnell wuessen an hir Plaz an der Weltökonomie méi breet maachen.

Fir Lëtzebuerg heescht dat, datt mer eis mussen opmaachen op déi nei Realitéit. Mir mussen kucken, eng Bréck mat deenen neien Ökonomien opzebauen, versichen eis un deem Wuesstum ze bedeelegen. Akzeptéieren, datt d'Ökonomie vum 21. Jorhonnert net déiselwech ass wéi déi vum 19. an 20. Jorhonnert.

Ech weess, datt dat fir vill, och hei am Land, eng grouss Ëmstellung mat sech bréngt. Dat ass en Opmaachen op aner Länner, op aner Kulturen, op aner Mënschen. Wa Russen, Inder, Chinesen, Araber zu Lëtzebuerg investéieren an a verschiddene Secteuren vun der Ökonomie, da kennt ëmmer erëm d'Fro op, och heibannen heiansdo: Gëtt et dann do keng Lëtzeburger Léisung? Ass dat dann do net den Ausverkauf vu Lëtzebuerg?

Neen, et gëtt seelen eng Lëtzeburger Léisung. Well zu Lëtzebuerg net genuch privat Kapital, privat Sue sinn, fir ganz grouss Zommen ze investéieren. Et ass och keng durabel Léisung a finanziell net denkbar, datt de Stat alles keeft a géieret.

Lëtzebuerg huet am Fong ëmmer vum auslännesche Kapital gelieft a profitéiert. Däitsch, belsch, franséisch Investisseuren hunn eis Stolindustrie an eis Finanzplaz grouss gemaach an d'Amerikaner hu grouss Industriebetriebe an de 60er, 70er Joren op Lëtzebuerg bruecht.

Loosse mer duerfir déi nei Investisseuren aus de sougenannten „emerging markets“ wëllkomm heeschen! Si sinn iwweralls guet net esou anescht, wéi mir heiansdo mengen. Mir brauche si a mir profitéieren dovun, och op hire Mäert. An duerfir brauche mer och weider eng aktiv Promotionspolitik a Länner, déi méi wäit ewech vun eis sinn, niewent der weiderer Kommunikatioun an eis Nopeschlänner.

Latäinamerika, Asien, China, Russland, d'Türkei, d'Golfstate si Plazen, wou et wichteg ass, datt d'Regierung, a virun allem de Wirtschaftsminister an ech selwer, ëmmer erëm de Fändel vun eisem Land opriichten an erklären, wat fir eng Méiglechkeet mir hei ze bidden hu respektiv wat eis Entrepreneuren op deene Mäert kënnen entdecken.

Duerfir ass et och wichteg, an de Budget 2012 leet duerfir d'Grundlag, datt mer nei Ambassaden, och aus ekonomesche Grënn, zu Abu Dhabi an zu Ankara opgemaach hunn.

Datt déi gréisste chineesche Bank hiren europäeschen Hub, hiren europäeschen Zentrum hei zu Lëtzebuerg opgemaach huet, an datt d'Lëtzeburger Fongen déi meescht verkaafte Fongen op enger Plaz wéi Hongkong sinn, beweist, datt dës Relatioun mat neie Mäert, mat neien, staarken Ökonomien an der Welt, datt dat Marchéë sinn, déi an deenen zwou Richtungen am Interêt vun der Weiderentwécklung vun der Lëtzeburger Ökonomie sinn. Déi Aarbecht muss virgoen.

Et ass an deem dote Kontext, wou ech och hei gär géif e Wuert soen iwwert d'BIL, déi eelste Lëtzeburger Privatbank, déi hei e gutt Beispill vun deem Changement ass an iwwert déi an deem Budgetgesetz, iwwert dat Der muer ofstëmmt, jo och Garantiebestimmungen dra-stinn.

Wéi de Grupp Dexia Enn September grouss an urgent Schwierigkeeten hat, hu sech fir mech folgend zwou Froen gestallt: Soll de Stat sech iwwerhaupt dorëms bekëmmern? An zweetens, wa jo: Soll de Stat déi Bank kafen?

Wann eng Bank esou vill Clienten huet, déi hei am Land wunnen, a wann e Finanzinstitut wéi déi dote Bank e systemesche Charakter huet, dann ass et am ekonomeschen an am sozialen Interêt, am Interêt général, géif ech soen, fir datt de Stat eng aktiv Roll bei der Léisung vum Problem spillt, fir doduerch grouss Schued vum Land ewechzehalen.

Dat hu mer 2008 bei der BGL gemaach, dat hu mer 2011 elo bei der BIL gemaach.

Mir mengen net, datt et à moyen et à long terme déi beschte Léisung ass, datt de Stat all Guichetsbanken zu Lëtzebuerg keeft, a sengem Besëtz - zum Deel oder ganz - huet. D'Acquisition duerch de Stat kann ëmmer nëmmen eng Noutléisung sinn. Si bleift eng Noutléisung.

Mir brauchen och bei de Guichetsbanken, mir brauchen och am Retailgeschäft zu Lëtzebuerg eng Konkurrenz tëschent privaten Entrepreneuren. Doduerch, datt mer konnten e finanzkräftegen Investisseur fannen, fir der BIL eng stabel Zukunft ze ginn, huet de Lëtzeburger Stat net missen op déi Noutléisung, also den Opkauf zu 100%, zréckgräifen.

D'Verhandlungen tëschent dem kataresche Keefer an dem Grupp Dexia komme gutt virun a si sinn no beim Ofschloss.

De Lëtzeburger Stat huet d'Intentioun, eng Participatioun vu ronn 10% fir e Präis vun ëm déi 100 Milliounen Euro an där Bank ze kafen. Déi genee Modalitéite bleiwen ze definéieren. Dës Participatiounen hänken och of vun de Gespréicher, déi mer amgang sinn ze féiere mat der Europäescher Kommissioun, déi hei muss hiren Accord gi wéinst de Konkurrenzrechtregelen an de Statsbäihëllefereregelen, déi an Europa festgeluecht sinn.

Als Konditioun fir d'Rettungsaktioun vun der BIL huet missen eng Décision fir d'Éischt geholl ginn iwwert d'Opléisung vun dem Grupp Dexia. A fir déi Opléisung kënnen ze maachen, huet missen eng Léisung fonnt gi fir de Refinanzement vun der Dexia, datt heescht vun deem, wat bleift an der Mammegesellschaft.

D'Fro un d'Lëtzeburger Regierung, och vun de Kollegen a Frankräich an an der Belsch - wëssend, datt Frankräich an d'Belsch eng direkt respektiv indirekt Participatioun un där Gesellschaft hunn, wat net de Fall ass fir Lëtzebuerg -, d'Fro u Lëtzebuerg war also: Wëllt Der d'BIL aus dem Grupp erauskréien? Da muss Der matmaache bei der Garantie vu maximal 90 Milliarden, déi dann tëschent deenen dräi Länner géifen opgedeelt ginn.

An, vu datt den Interêt national, ekonomesch a sozial ass hei zu Lëtzebuerg, d'BIL ze retten, ware mer d'accord, fir bei dese Garantie matzemaachen, net well mer dorunner Plëssier fonnt hunn, mä well dat deen eenzege Wee war, fir zu deem Ziel ze kommen, der BIL zu Lëtzebuerg eng stabil, autonom, onofhängeg Zukunft ze ginn, am Interêt vun deene ville Clienten an am

Interêt vun der Finanzsituatioun, vun der Finanzplaz en général.

Ech rappeléieren och, datt mer 2008 e Schlëssel ofgemaach haten tëschent deenen dräi Länner, jee no Importenz vun deene Banken an deene Länner. An dee Schlëssel gesäit vir, datt bei deene Garantien, deemools wéi haut, d'Belsch 60,5% dréit, Frankräich 36,5% a Lëtzebuerg 3%.

Déi Garantien, déi mer 2008 ginn hunn, grad esou wéi déi Garantien, déi mer elo ginn, déi gi rémunéiert. De Lëtzeburger Stat huet vun deene Garantie bis haut 30 Milliounen Zëse kritt. Déi Garantie vun 2011 muss selbsterständlech och rémunéiert ginn, nom nämlechte Schlëssel an zu Tarifier, déi amgang si mat der Europäescher Kommissioun och do diskutéiert ze ginn. Duerfir hu mer och déi Garantien nach net ënnerschriwwen. Well si ginn eréischt dann ënnerschriwwen, wann d'Europäesch Kommissioun hire Feu vert ginn huet.

Ech zielen op den Accord vun der Chamber zu dese Garantien, fir domat der BIL eng Zukunft ze ginn. Den Enjeu fir vill Mënschen hei am Land, déi do hir Erspuernesser hunn, fir vill Mënschen, déi do schaffen, ass enorm grouss. An ech wäert och wéi bis elo - ech mengen, ech war schonn zweemol an der Finanzkommissioun mat deem Dossier -, ech wäert och an der Zukunft d'Chambersfinanzkommissioun enk informéiert halen iwwert d'Evolutionen an deem Dossier.

2012, Här President, gëtt keen einfacht Joer fir d'Banken, fir Europa, an d'Ligne de conduite am Fall BIL ass och, wéi 2008, der Regierung hir Linn heiheim an an Europa, wa weider Bankerettungsoperatiounen noutwendeg wäeren. Wa sech e Problem stellt, si mer der Meinung, datt folgend Etappe mussen spillen.

Éischtens muss ëmmer fir d'Éischt eng Léisung mat privat Kapital gesicht ginn. Wann déi net méiglech ass, kënn zweetens eng Solutioun, déi nationalstaatlech Interventiounen virgesäit. Dat wëlle mer zu Lëtzebuerg maache fir systemesch Banken an, wéi 2008, fir all d'Guichetsbanken, mat deenen d'Résideant vu Lëtzebuerg hir deeglech Bankoperatiounen maachen.

Mir hätte gär, drëtens, datt eng europäesch Koordinatioun, wat d'Konditiounen vun esou Interventiounen ubelaangt, stattfënn. Mir hunn déi Positioun och am Finanzministerrot an Europa vertrueden, datt mer méi Koordinatioun, notament iwwert déi Konditiounen, brauche wéi 2008.

Fir datt och an deser schwieriger Zäit d'Lëtzeburger Zentralbank hir aktuell an zukünfteg Aufgaben am Interêt vun der Stabilitéit vun der Finanzplaz, vun Europa an hir zousätzlech Roll an de Relatiounen mam Internationale Währungsfond ka spillen, ass d'Regierung der Meinung, datt mer d'Kapital vun der Lëtzeburger Zentralbank an deenen nächste Méint mussen erhéien.

D'Schwierigkeete vun der Finanzwelt, d'Statschuldekrise, déi Turbulenzen op de Finanzmäert hu selbsterständlech Effeten op d'Lëtzeburger Ökonomie a si wäerten d'Statsfinanzen 2012, 2013, 2014 selbsterständlech affectéieren. An dee Budget 2012 muss et ëmmer duerfir an enger méi laangfristeger Perspektiv gesinn. E kënn op engem Moment, deen, wéi gesot, mat ville Fragezeiche behaftet ass, mä duerfir versicht dese Budget 2012, Stabilitéit, Wuesstum a Kafkraaft ze erreechen. An ech géif soen, en huet virun allem véier Charakteristiken.

Éischtens versicht dese Budget, héich Investitionsausgaben als Stäip fir d'Ökonomie ze halen.

Zweetens huet en eng breet Sozial- a Solidaritéitspolitik. Kanner, Studenten, Kranker, Pensionéierter, Chômeure bénéficiaire vun deser Politik.

Drëtens versicht dese Budget, eng besser Zukunft virzubereeden, duerch zum Beispill méi Dépense fir Fuerschung, fir Energiedéifien, fir öffentlechen Transport.

A véiertens stäerkt dese Budget och d'Kafkraaft vun de Leit, ënner anerem doduerch, datt d'Ofschafen, an deem Budget, vun der Krisesteier virgesinn ass. An dat Ganzt, wann ech dat alles zesummenhuelen, ouni eng abenteuerlech Finanzpolitik ze maachen.

Mä, ech soe jo mä, mir hunn en Defizit! Mir behalen en Defizit no europäesche Kritäre vun ongeféier 0,7%, vläicht méi, wann d'Recette manner schnell erakommen, vun engem bis annerhallwe Prozent, wat eng 300 bis 500 Milliounen bei de gesamt öffentleche Finanze sinn. Dat ass wäit aus besser wéi déi meescht Länner an der Eurozon, mä et ass en Defizit, un dee mer historesch zu Lëtzebuerg net gewinnt sinn.

A méi schlëmm, mir hunn en Defizit vu ronn 1,1 Milliarde beim Zentralstat. Dat si ronn 2,5% vum Bruttoinlandsprodukt.

Dësen Defizit muss ee selbsterständlech och kucke par rapport zu deem, wat mer no-

tamment am Investitionsberäich maachen, fir déi Chiffere kënnen am Detail ze analyséieren.

Mir hunn d'nächst Joer Investitiounen - an de Budgetrapporteur huet dat gëschter rappeliert - vun 1,8 Milliarden Euro. Mir froen an deem Budget, fir och deen Defizit kënnen ofzedecken, eng Autorisatioun, fir eventuell kënnen 500 Milliounen léinen ze goen, bei enger Statsschuld, déi fir de Moment bei 7,5 Milliarden Euro läit.

Wann ech also déi Chifferen do all zesummenhuelen, da gesäit een, datt mer net méi léine wéi dat, wat mer fir Investitiounen ausginn, datt mer en fait nëmme léinen, fir Investitiounen ze tätigen. Dat sinn, mengen ech, Elementer, déi een och muss hei mat berücksichtegen, wann een dese Budget vun 2012 kuckt.

An dann ass do selbsterständlech déi berechtigt Fro, déi an deene leschte Wochen an deenen Debatte vill gestallt ginn ass: Ass dese Budget ze optimistesesch?

Ech kann déi Fro net prezis beäntweren, well dat hänkt dovun of, wéi d'ekonomesch Evolution d'nächst Joer ass. De Budget ass ze optimistesesch, wann d'Eurozon weider a Schwierigkeete bleift, a wann d'Weltwirtschaft weider no ënnen tendéiert. En ass realistesch, wa mer et fäerdigbréngen, déi Kris kuerzfristeg an de Grëff ze kréien.

Mir hunn et, méi wéi jee virun, mat enorme Schwankungen ze doen, wat d'Previsiounen ubelaangt. Ech wëllt dat hei nach eng Kéier rappeléieren an och nach eng Kéier drop hiweisen, datt en fait kee weess, wéi d'Joer 2012 millimetergenau ekonomesch ausgesäit.

Wéi ech am Juli ugefaangen hunn, mat menge Beamten de Budget ze preparéieren, si mer dervun ausgaangen, datt mer d'nächst Joer zu Lëtzebuerg eng Croissance vun 3% hätten: Chifferen, déi mer geliwwert kritt hu vun eisem statisteschen Amt. Schon am Oktober, wéi mer de Budget op politeschem Niveau zesummen diskutéiert hunn, war mer bei 2%. An elo am November ginn d'Previsiounen nach eng Kéier zréckgeholl a leien elo, jee no statisteschem Amt, heiheim oder an Europa, tëschent engem hallwen an annerhallwem Prozent. Iwwer, wéi gesot, eng Zäitspan vu sechs Méint sinn déi Previsiounen permanent no ënnen revidéiert ginn.

Duerfir, wann Der mech haut frot, haut um Dag genee, an ech misst d'Fro beäntweren, ob de Budget ze optimistesesch opgestallt ass, kann ech soen: „Jo!“

Mä ech stellen awer och d'Fro: „Soll een de Budget dann änneren? A wéi ännert een en?“ Ech soen: „Neen, et soll een en elo net änneren.“ Well et kann een natierlech um Dag vun haut soen: „Da setze mer 200 Milliounen manner Recetten an.“ Ass dat onbedéngt richtig? Net onbedéngt, well d'Recetten, an notament de Gros vun de Recette gëtt mat engem Retard jo akasséiert. Dat heescht, mir kasséieren net dat an elo am Januar, wat am Dezember erwirtschaft ginn ass, mä d'Steiere gi mat engem gewëssenen Décalage akasséiert. Duerfir huet déi wirtschaftlech schwierig Situation menger Meinung no virun allem eng Inzidenz op d'Recette vun 2013, 2014.

Zweetens: Ännert een d'Dépenses? Mir mengen, datt an deem Moment vu wirtschaftlecher Onsicherheit et wichteg wär, datt mer d'Ökonomie notament duerch héich Investitiounen géifen ënnerstëtzen. Mir mengen och, datt et net gutt wär, en Zickzackkurs ze fueren, all Mount en anere Budget, all Mount deen een oder anere Kredit ze änneren.

Da stellt sech natierlech d'Fro: Ass dee Budget do an deenen Zäiten, wat d'Dépenses ubelaangt, wat d'Recetten ubelaangt, dann onofhängeg vun där Volatilitéit een, deen ee kann an deser Situatioun verstoen an ënnerstëtzen?

Wann ech kucken, wat mer gemaach hu bei de Recetten, rappeléieren ech lech, datt mer d'Recetten ëm 5% méi héich agesat hu wéi dat, wat mer fir 2011 erwaarden. Mir hunn awer och do scho verschidde Steierkategorie manner héich agesat wéi am Budget vum Joer virun, notament bei der Kierperschaftssteuer, déi ëm ronn 100 Milliounen manner héich agesat ginn ass. Dat heescht, mir hu schonn eng Brems ageluecht och bei der Aschätzung vun de Recetten.

A bei den Dépenses, déi ëm ronn 6% wuessen, kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Wéi ass dat dann, datt déi Dépenses zu Lëtzebuerg am Statsbudget esou schnell wuessen? Duerfir géif ech lech einfach emol hei gären e puer Beispiller gi vu staarke Croissancen am Budget vum nächste Joer, fir ze erklären, firwat Joer fir Joer



zu Lëtzebuerg mer mat enger relativ staarker, duerch Automatismen oder wirtschaftlech Entwécklung geprägter Rapiditéit an d'Luucht wuessen.

Siwe Beispiller: De Finanzement vum Stat an d'Pensiounskeese klëmmt ëm 87 Milliounen. D'Participatioun vum Stat an der Fleegeversicherung klëmmt ëm 35 Milliounen. Dem Stat seng Bedeelegung un de Kannerbetriebsstrukture klëmmt ëm 60 Milliounen. D'Participatioun vum Stat un de Krankekeese klëmmt ëm 40 Milliounen. Eis Bedeelegung un der öffentliche Fuerschung klëmmt ëm 30 Milliounen. Eis Bedeelegung an der Entwécklung vun der Formation professionnelle, der Berufsausbildung, klëmmt ëm 36 Milliounen. D'Gehälter - duerch Automatismen - vun de Leit, déi beim Stat schaffen, klammen ëm 150 Milliounen.

Dat sinn, mat Ausnahm vum der Kannerbetreuung, der Formation professionnelle an der Recherche, Saachen, déi duerch Automatismen entstinn, an déi dräi, déi ech elo zum Schluss nach eng Kéier genannt hunn, entstinn aus politeschem Engagement, déi mer geholl hunn, fir der wirtschaftlecher Entwécklung, der Berufsausbildung, der Zukunftspolitik vun eisem Land gerecht ze ginn.

De classeschen Train de vie vum Stat iwwerges, de classesche Fonctionnement vum Stat wiisst manner wéi d'Gesamtaugmentatioun vun den Dépensen. Ech hunn lech gesot, d'Gesamtaugmentatioun läit bei 6%. Den Train de vie vum Stat klëmmt ëm 4,5%.

D'Investissementen, rappeléieren ech nach eng Kéier, klammen op 1,8 Milliarden. Ech deelen d'Iwwerleung, déi de Budgetsrapporteur hei gëschter gemaach huet, à moyen terme. Kuerzfristeg sinn déi domadder 400 Millioune méi héich wéi 2009, respektiv och wéi 2008, 2009: Do ware se ëmmer op ongeféier 1,4 Milliarden. Dat heescht, mir hunn iwwer eng Period vu véier Joer eng Augmentatioun vun 30%. Dat ass kuerzfristeg gutt a richteg, fir d'Ekonomie ze ënnerstëtzen. Laangfristeg werft dat natierlech eng Rei Froen op, op déi ech herno zrëckkommen.

Mä mat deene Suen duerch de Budget vun 2012 maache mer wesentlech Strukturformen, Infrastrukturformen hei am Land, wéi zum Beispill, dass mer fir ronn 90 Milliarde Schoule bauen, dass mer fir ronn 60 Milliarde Spideeler bauen, fir ronn 180 Milliarden - oh, Milliounen, pardon, 80 Milliounen Schoulbauten, 60 Milliounen Spideeler, fir 180 Milliounen d'Schinnennetz hei zu Lëtzebuerg ausbauen oder moderniséieren.

Dat heescht, do ass deene Suen an aus deenen zousätzlechen Ausgaben entst. Projeten, déi net nëmme am Joer 2012 hiren Effekt hunn, mä dem Land zeguttkommen och an deene Joren duerno.

Ech weisen och drop hin, dass mer an deem Budget 2012 weder d'Steiere fir d'Betribler nach fir d'Privatleit eropgesat hunn. Am Géigendeel, de Privatleit hir Steuerlaascht geet duerch d'Ofschafe vun der Krisesteier 2012 erf.

Generell sinn ech der Meenung, dass mer an der Steierpolitik och bei enger Defizitsituatioun ëmmer mussen d'Aen ophalen, fir eng attraktiv, dass heescht eng konkurrenzfähige Steiergesetzgebung ze behalen. Mir liwien an enger oppener Ekonomie. Dat gëllt virun allem fir d'Betribler. Also kann een net d'Steiere reng theoretisch fixéieren, mä et muss een ëmmer kucken: Wéi ass d'Steierbelaaschtung fir déi Entrepreneuren, déi international operéieren, zu Lëtzebuerg?

Ech deelen duerfir d'Opfaassung vum Budgetsrapporteur, déi e gëschter hei gemaach huet, dass mer mussen nach eng Kéier drüwer diskutéieren, ob ee fir d'Kierperschaftssteier eng méi breet Assiette mécht mat engem méi niddregen Taux, oder awer ob een deen aktuelle System bäibehält.

Dës huet natierlech ënnerschiddlech Effeten op d'Betribler. Déi Betribler, déi schonn hei sinn, si gewinn un dese System. Nei Betribler, déi op Lëtzebuerg kommen, kritt een natierlech éischter mat engem méi niddregen Taux, well déi nach net un eng gewëssen Assiette sech adaptéiert hunn. Et géif eis awer erlaben, méi no bei der OECD-Moyenne vun den Tauxe bei der Kierperschaftsbesteuerung och an Zukunft ze bliwien.

D'Besteuerung natierlech muss an engem internationalen Kontext och der technologescher Evolucioun Rechnung droen, mat hir ootmen. D'Fro stellt sech zu Lëtzebuerg zum Beispill bei der TVA-Behandlung vun de Bicher. D'Regierung deelt d'Opfaassung vun der Europäescher

Kommissioun, déi gëschter an hirer TVAs-Kommunikatioun der Meenung war, dass déiselwecht Gidder deemselwechten TVAs-Taux sollen ënnerworf ginn, egal, wat fir enger Technologie se ënnerworf sinn. Dat ass iwwerges och d'Meenung vu Frankräich, wat en net Gesetz den 1. Januar a Kraaft setzt, dass Pabeier an elektronesch Bicher matenee gläichstelt.

Well mer zu Lëtzebuerg e wichtege Secteur vum elektronesch Handel hunn, well mer wëllen, dass Lëtzebuerg konkurrenzfähig am europäesche Bannemaart bleift, a well e Buch e Buch ass, wëllt d'Regierung deeselwechten Taux vun 3% vum 1. Januar un op alle Forme vu Bicher applizéieren an domadder en fait déi Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun direkt uwennen.

Ech mengen, Här President, dass de Budget vun 2012 e Budget ass, dee Budgetdisziplin, sozial Responsabilitéit an ekonomesch Entwécklung matenee verbënnt. E probéiert, iergendwéi en Équilibre ze fannen tëschent der Begrenzung vun der Steigerung vun den Dépensen...

An ech kann lech soen, viles vun deem, wat d'Kollegen an der Regierung wollten, viles vun deem och, wat eng Rei Kollegen hei an der Chamber wollten, ass net méiglech gewiescht, hu mer missen an de Budgetsdebate refuséieren. Mä mir hunn awer och e Kompromiss gesicht, deen an deser Situatioun eng zolidd Ënnerstützung vun enger Rei vu Projeten, déi ugefaange sinn, weiderhin erlaabt.

Duerfir mécht dese Budget vill fir d'Familljen, e mécht vill fir d'Grondausgaben, eh, d'Grondaufgabe vum Stat, Beispill: Sécherheet, e mécht vill fir d'Betribler - Subsidien, Investissementen, ech hunn dovun geschwat -, e mécht vill fir déi Schwaach an der Gesellschaft heiheim an an der Welt.

Mä esou - relativ gesinn - positiv, wéi eis Statsfinanzen am internationale Verglach do sinn, esou enorm ass a bleift awer den Défi, fir d'Statsfinanzen, ech géif soen, fir eist Land fir dës Joer, fir déi Joren, déi elo kommen, besonnesch an engem Moment - an dat ass jo och d'Schwierigkeit, déi ech virdu beschriwwen hunn -, fir de Budget 2012 ganz genee an deem onsécheren Environnement millimetergenau, notamment op der Recettésait, ze fixéieren.

Mir mussen also eis virun allem vun den Défiën vun der Zukunft och beim Budget 2012 bewosst sinn.

Den Defizit, dee mer hu bei de gesamt öffentliche Finanzen, also Stat, Sécurité sociale, Gemengen, ass op Dauer en Defizit, dee mer net kënnen bäibehalen. No den europäesche Regelen, déi mer mat akzeptéiert hunn, an ech muss lech och soen, Regelen, déi mer voll a ganz Sënn maachen - mir hu se net akzeptéiert, well Europa se gären esou hätt, mir mengen, dass dat Regele vu bon Sens wären! -, muss ee sech e mëttelfristeg Budgetzil ginn.

Dat mëttelfristeg Budgetzil, den „medium-term objective“, huet am Fong dräi Elementer, déi ee muss berücksichtegen: d'Wuesstumsperspektiven, d'Statsschuld an de Käschtepunkt vun de Pensionen, déi spéider muss bezuelt ginn. An deenen „medium-term objective“, dës mëttelfristeg Budgetzil fir Lëtzebuerg verlaangt am Fong, dass mir en Iwwerschoss bei de gesamt öffentliche Finanzen hunn, weinst eiser verstopptener Schuld, weinst eisen „implicit liabilities“, dat heescht, déi Dépensen, déi mat der zounehmender Veralterung vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg zesummenhängen.

Duerfir wëll ech hei ganz kloer am Numm vun der Regierung soen, dass fir d'Regierung d'Zil bleift, 2014 d'gesamt öffentliche Finanzen am Équilibre ze hunn.

Ech fügen awer darbäi, als Finanzminister, dass et absolut noutwendeg ass, dass mer schnellstens, a spätstens 2015 oder 2016, op eisem mëttelfristeg Budgetzil, also engem lichten Iwwerschoss bei de gesamt öffentliche Finanzen muss sinn. An ech géif soen, dass mer en drëtt Zil mussen hunn, nämlech dass mer den Defizit bei dem Zentralstat iwwert déi nächst fënnf, sechs Joer mussen op e Minimum reduzéieren.

Dese Defizit nämlech vum Zentralstat vu ronn enger Milliard ass net e Problem fir ee Joer, ass net e Problem fir zwee Joer. Et ass e Problem, wann en iwwer eng Dauer vun e puer Joer bleift, besonnesch wann d'wirtschaftlech Entwécklung, wéi elo, ganz lues ass, ganz schwieereg ass, wëssend, dass mer gewinnt waren, hei zu Lëtzebuerg e Wirtschaftswuesstum ze hu vu ronn 4% an elo konfrontéiert si mat ronn 1% Wirtschaftswuesstum.

Firwat ass dat esou wichteg, deen Defizit ze reduzéieren?

Wa mer nämlech méi ee klengen Defizit hunn, bei de gesamt öffentliche Finanzen wéi bei dem Zentralstat, dann huet dat jo ganz eleng do-

madder ze doen, dass mer duerch e staarkt Wirtschaftswuesstum en Iwwerschoss bei der Sécurité sociale realiséiert hunn. Or, deen Iwwerschoss, déi Suen, déi am Dëppe vun der Sécurité sociale sinn, déi kann een natierlech net gebrauch fir de Fonctionnement an d'Investitionsausgabe vum Stat. Also muss de Stat mat dem Rescht vun den Einnahmen och seng normal Dépensen, déi vum Zentralstat, tätigen.

Duerfir muss mer eng fundamental Diskussioun féieren, wéi mer deen Defizit iwwert déi nächst Joren op eng ekonomesch sënnvoll a sozial gerecht Aart a Weis kënnen réaliséieren. Eise Budget huet e puer grouss Bléck, an et ass an all deene Bléck, wou mer des Diskussioun muss féieren.

Mir hu 35% ronn Sozialausgaben: Krankekeess, Pensionen, Kängergeld, Chômage; mir hunn 20% Paien, mir hu 14% Investitiounen a ronn 7% Konsumausgabe vum Stat, fir nëmme déi grouss Bléck ze nennen.

Eng zillföhrerend Diskussioun brauch menger Meenung no e puer Elementer, an ech wär fro hei, wa mer och vläicht géife bei dese Budgetsdebatten déi eenzel Fraktiounen dozou héieren.

Hu mer e breeden Accord iwwert d'Noutwendigkeit, dese Defizit ze reduzéieren, a wa jo, iwwer wat fir eng Zäitspan? Akzeptéiere mer, dass net alles ka bliwien, wéi et ass? Si mer oppe fir eng Rei Changermenter? Droe mer mat, dass jiddwereen, mat Ausnahm vun deenen, déi ganz wéineg hunn, eng Responsabilitéit huet, dass net alles ka bliwien, wéi et ass, an dass jiddweree säi Bäitrag muss leeschten, wann et drëm geet, ze spueren, an net nëmme Potenzial bei deem anere gesinn?

Kucke mer zesummen, wéi mer kënnen eng Rei Automatismen, déi d'Dépensen all Joers - all Joers! - an d'Luucht driewen, ob mer déi ofgebremst kréien, oder net? Domat huele mer jo kengem eppes ewech, mä mir évitéieren, dass all Kéiers eppes bäikënnt, wat natierlech flott ze hunn ass, mä net onbedengt an all Situatioun noutwendeg ass.

Ech wënsche mer derniewent am Fong eng Zort Moosnamekatalog, wéi mer zu Lëtzebuerg an enger oppener Ekonomie méi Aarbechtsplaz kënnen schafen, dass d'Betribler kënnen och schnell sech ausbauen, ausbreeden, wa se dat wëllen a kënnen. Duerfir muss mer och vläicht iwwer verschidde Regelen a Prozeduren - déi mer gemeinsam heibanne beschloss hunn - oder iwwer ënnerschiddlech, kontradiktorech Ziler vläicht en neien Équilibre heiansdo sichen.

Ech weess, dass dat net einfach ass, ech weess, dass et net do eng Léisung gëtt, mä den Débat ass noutwendeg an engem Moment, wou eis Ekonomie schwach ass a wou mer mussen alles maachen, fir zousätzlech Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien. Well nëmme, wann d'Betribler profitabel sinn, nëmme, wa Betribler e Sënn gesinn, fir zu Lëtzebuerg weider ze investéieren, da schafe se Aarbechtsplazen an da bezuele se - an dat ass net onwesentlech! - Steieren.

Duerfir brauche mer eng aktiv Finanz-, Wirtschafts- an Aarbechtsmaartpolitik, déi muss déi nei Gegebenheiten, d'Gegebenheete vun 21. Jorhonnert vun engem Land, wat sech breet gemaach huet a verschiddene Secteuren, nei iwwerdenken. Dës Diskussioun, mengen ech awer och, verlaangt, dass mer aus de Klischeen, aus den Ideologien, aus de Partisanekëschten, aus de virgefaassten Meenunge vun deenen engen an deenen aneren erauskommen. Dat gëllt fir d'Sozialpartner, dass gëllt fir eis an der Politik, ech mengen, dass gëllt fir all d'Bierger hei am Land.

Mir mussen d'Gesamtproblematik an net nëmme d'Deelaspekter kucken, mir mussen den Intérêt général an net den Intérêt vun deem engen oder anere Grupp hunn, wa mer wëllen hei virukommen. An duerfir mengen ech, dass mir brauchen - heibanen, mä och am nächste Joer - e groussen nationalen Dialog iwwert déi enorm Defië vun eisem Land. Ech fänken dat u bei de Statsfinanzen, mä et beschränkt sech net nëmme dorobber, mä d'Statsfinanzen sinn d'Grondlag vu ganz ville Politikberäicher.

Ech sichen duerfir 2012 informell Gespräicher mat alle Fraktiounen am Parlament, mat de Sozialpartner, mat aneren organiséierte Gruppen, virun allem och mat de Jugendmouvementer hei am Land, fir iwwert d'Zukunft, virun allem déi finanzpolitesch, déi a mäi Beräich fällt, ze diskutéieren. Well et geet hei net ëm de Budget vun engem Joer! Jo, et geet och dodrëmmer, mä et geet ëm d'finanziell Spillraim, et geet ëm d'Gestaltung vun eisem Land iwwert déi nächst fënnf bis zéng Joer.

Gutt éischt Schrëtt si geholl ginn: Déi Debatte vun 2009 hunn eng Rei Elementer bruecht. Mä an engem Welt, déi sech ännert, kann een, muss een eng nei Stroossekaart zesummen definéieren,

ren, mam Zil: e Lëtzebuerg, wat eng sécher Plaz huet, eng ausbaufähig Plaz huet, mat Aarbechtsplazen, déi och deenen, déi aus der Schoul kommen, eng Chance ginn. An op deem neie Lëtzebuerg gehéieren natierlech gesond Statsfinanzen derzou.

Gesond Statsfinanzen, en fait, sinn d'Grondlag vun der Stabilitéit an der wirtschaftlecher Entwécklung hei am Land. Et ass déi Grondlag, an ouni gesond Statsfinanzen huet dat Land hei keng Chance an der Zukunft!

Duerfir brauch et, an ech hunn dat virun ugeschnidden, eng rasonabel, dass heescht fir d'Leit akzeptabel Besteuerung. Den Defizit ass net ewechzeblöse mat engem ganz héije Steuersaz, mä et brauch een eng Besteuerung, déi Solidaritéit a Responsabilitéit matenee verbënnt, mä déi och de Leit hir Kafkraaft erhält. Mir brauche bei de Betribler en international konkurrenzfähige Steuersaz.

A mir brauchen natierlech och eng Sozialpolitik, déi zwee Kritäre gerecht gëtt: Si muss finanzierbar sinn a si muss sech konzentriieren op déi, déi et am meeschte brauchen. Net jiddweree muss dat selwecht hunn. Ech deelen do d'Aschätzung, déi gëschter de Budgetsrapporteur hei gemaach huet.

Duerfir kënnen mer och an deenen nächste Joren net alles bauen, wat wënschenswert ass, mä mir mussen nach eng Kéier Prioritéiten definéieren, Prioritéiten, déi der wirtschaftlecher an der sozialer Entwécklung mussen gerecht ginn.

Duerfir brauche mer och, Här President, eng nei Budgetsprozedur a Budgetsregelen, déi zum Zil hunn, Budgetsdisziplin, Effikassitéit an eng besser Evaluatioun vun den Dépensen ze erreechen.

Dës Budgetsnorm, dës Budgetsdisziplin erreeche mer am Kader vun enger grousser Budgetsreform, déi och ugefaangen hunn. An där Budgetsnorm, déi mer frëier schonn zu Lëtzebuerg an engem net europäesche Kontext hatten, där hu mer och zougestëmmt virun e puer Wochen am Kader vun deenen neien europäesche Reglementer iwwert d'ekonomesch Gouvernance an Europa.

Ech wäert am Laf vun 2012 intensiv mat der Chamber zesummeschaffen, fir mat lech iwwert dës Budgetsprozedur, eng nei Budgetsprozedur, eng besser Budgetsprozedur, déi zu Transparenz a besserer Qualitéit vun de Budgetsdépense féiert, ze diskutéieren a Propositiounen maachen.

Här President, eisem Land geet et am internationale Verglach gutt. Gäre géif een och alles halen, wat een huet, oder géif ee méi maachen. An ech soen nach eng Kéier: Vill vun lech hu vill Iddien, déi ee gär géif ëmsetzen. Mä dat ass net méiglech. Schwarze Wolleken hänken um Himmel vun eisem Land, hänken um Himmel iwwer Europa, a mir mussen déi Défien, déi sech eis stellen, elo am Liicht vun där neier Evolucioun ugoen.

Ech hunn haut wéineg Zifferen, wéineg Zuelen an deser Ried genannt. Bewosst, well ech mengen, dass d'Défien, déi sech de Statsfinanzen an dem Land stellen, net nëmme op Chiffere sech beschränken. Et geet ëm d'Ekonomie am Allgemengen. Et geet ëm den Aarbechtsmaart an domat zesummenhängend ëm d'Lëtzebuerger Statsfinanzen.

Nëmme wa mer zesummeschaffen a wa mer oppe si fir Changermenter, bleift Lëtzebuerg eng Plaz, wou Sécherheet a Wuelstand, wou Zesummeliwien, Vertrauen a Solidaritéit och an der Zukunft wichteg Wäerter wäerte bliwien.

Net Popularitéit, mä Responsabilitéit an Zukunftsblick müssen eis „guidelines“ an der Finanzpolitik sinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Finanzminister Merci an ech ginn en Akt vu senger Deklaratioun. D'Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2012 fänke muer um 9 Auer un.

Ier mer elo zu eisem nächste Punkt kommen, hu mer elo nach eng Question urgente N°1787 vum Här Gast Gibéryen iwwert d'Reform vun den europäeschen Traitéen. Den Här Gibéryen huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen, an d'Regierung zéng Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

4. Question urgente n°1787 de M. Gast Gibéryen sur la réforme des traités européens

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President, fir d'Unerkennung vun deser Fro als urgente. Ech mengen, des Woch, de leschte



Méindeg, de 5. Dezember, hunn de President vun der Franséischer Republik an d'Kanzlerin vun der Bundesrepublik Däitschland en Accord getraff an eng Rei vu Propositione gemaach, déi d'äerften déif gräifend Ännerunge fir d'Europäesch Unioun mat sech bréngen. Iwwert dës Propositione soll nach dës Woch op engem Sommet decidéiert ginn. An deemselwechten Dag huet zoufälleg och eng Ratingagentur den „Triple A“ fir eng Rei Länner aus der Eurozon - dorënner och Lëtzebuerg - ënner eng negativ Perspektiv gesat.

An deem Kontext hunn ech gemengt, wier et wichteg, fir dem Här Finanzminister eng Rei vu Froen ze stellen, fir datt domadder och d'Parlament d'Usiichten an d'Meenung vun der Regierung zu dëse verschiddenen Theme géif gewuer ginn. Duerfir wëll ech an deem Kontext Froen stellen.

Éischtens: Wéi steet d'Lëtzebuurger Regierung zu den Ännerunge vun den Traitéen?

Zweetens: Ass d'Lëtzebuurger Regierung averstanen, an eng europäesch Fiskal- oder/a Budgetsunioun anzutrieden?

Drittens: Ass d'Lëtzebuurger Regierung generell mat d'accord, fir weider Souveränitätsrechter un d'Europäesch Unioun ofzotrieden?

Viertens: Wéi eng Schrëtt huet d'Europäesch Unioun ënnerholl, fir eng bedeitend europäesch Ratingagence selwer an d'Liewen ze ruffen?

A fënneftens: Wat ass d'Meenung vun der Regierung iwwert déi vun enger Ratingagence ugekënnegt Ausso, ënner anerem och Lëtzebuerg ënner eng negativ Perspektiv oder Observatioun ze setzen? Huet dat Konsequenze schonn an dëser Phas och op d'Zënsatz vun zukünftigen Emprunten, déi de Lëtzebuurger Stat ënner Ëmstänn schonn d'nächst Joer och wäert missen ophuelen?

Et wier also interessant, d'Meenung vun onser Regierung doriwwe ze héieren, virun allem iwwert d'Ausso... Wat d'Observatioun vun Lëtzebuerg am Kader vun dem „Triple A“ ubelaangt, huet de Statsminister dës Moosnam als maasslos iwwerzunn an ongerecht gesinn, an eise Finanzminister, den Här Frieden, war net iwwerrascht - laut de Presseinformatiounen - iwwert déi Ausso vun der Ratingagentur.

Ech soen Iech Merci.

► M. le Président. - Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► M. Luc Frieden, Ministre des Finances. - Här President, ech hunn zum Deel op déi Froen, déi den Här Gibéryen elo grad gestallt huet, am Kader vu mengen Ausféierungen zum Budget scho geschwat. Gäre ginn ech awer nach eng Kéier an deem Kontext, deen ech virdu belicht hunn, op déi eenzel Froen do méi prezis an, och en vue vum Conseil européen, dee muer an iwwermuer zu Bréssel stattfénnt.

D'Lëtzebuurger Regierung ass der Meenung, datt sech d'Fro net an éischter Linn stellt, ob ee fir oder géint Ännerungen um Traité ass, wéi fir d'Éischt emol muss kucken: Wat wëllt een?

A mir si schonn der Meenung, datt - an dat hunn ech virdu an ausgefuert - mer an enger enorm staarker Interdependenz matenee liewen, datt d'Tatsaach, datt een an Europa an engem gemeinsame Bannemaart ass, an enger Eurozon ass, datt dat eng Rei Comportementer mat sech zitt, déi verlaangen, datt een net ka maachen, wat ee wëllt. Wat deen ee mécht, huet en Effet op aner. Dat géllt fir déi Länner, déi a Schwierigkeete sinn. Dat géllt och fir eis. An duerfir si mer der Meenung, datt ee scho muss eng Rei Regelen iwwerkucken.

Éischt Prioritéit awer vun der Lëtzebuurger Regierung ass, datt mer emol all deen d'ëmsetzen, wat mer an deene leschte Wochen decidéiert hunn. Dat ware schwierig Verhandlungen. Do hu mer virgesinn ënner anerem, datt mer de Stabilitéits- a Wuesstumspakt verstärken um preventiven Deel, um repressiven Deel, a wa Länner sech vun deem Pad vun enger Budgetdisziplin, vun de Regele vun der Eurozon - Defizitgrenz, Scholdegrenz - ewechbewegen, datt dann Agréiffméglechkeeten, y compris Sanktionsméglechkeete bestinn.

Duerfir menge mer, datt d'Ëmsetzung vun all deem, wat mer beschloss hunn, schonn emol en éischt wichteg v'läicht ausschlaggebend Instrument wär, fir datt déi Währungsunioun, un déi mer gleewen - an ech hu virdu an gesot, firwat mer mengen, datt se gutt fir Lëtzebuerg wär -, datt déi och an Zukunft géif besser fonctionnéieren.

Ob een zousätzlech dozou nach Ännerungen un de Verträge muss maachen, hänkt dovun of, wat an deenen Ännerunge géif stoen. Mir mengen, mir sinn oppe fir Vertragsännerungen, mengen awer net, datt dat onbedéngt noutwendeg wär. Datt ee v'läicht kann an deem engen oder aneren Zousatz zuden Traitéen déi

eng oder déi aner zousätzlech Präzisioun eraféieren, notament dat, wat d'Benelux-Staten ëmmer gewollt hunn, datt déi Sanktiounen géife méi automatesch kommen.

Dat war eng Demande, déi Lëtzebuerg hat, wéi mer dee sougenannten „Sixpack-Accord“ négociéiert hunn. Dat huet awer net all Land esou gewollt. Do schéngt eng Evolutioun komm ze sinn, well dat kredibel mécht no baussen, datt jiddweree sech un d'Regelen hält.

Duerfir beäntweren ech och domat déi Fro, ob mir der Meenung sinn, datt ee soll weider Souveränitätsrechter un d'Unioun ofrieden. Ech mengen, datt ee Souveränitéit an enger Währungsunioun muss gemeinsam ausüben. Déi Regelen, déi mer eis ginn hu fir d'Wirtschafts- a Währungsunioun, sinn net Regelen, déi iergendeen zu Bréssel erfénnt! Dat si Regelen, déi mer gemeinsam diskutéiert hunn an déi mer gemeinsam ugeholl hunn. Och d'Lëtzebuurger Chamber am Kader vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt, am Kader vum Traité iwwert d'Europäesch Währungsunioun 1999.

Mir mengen awer, datt, wa Länner a Schwierigkeete sinn, oder wa Länner sech vun der Budgetdisziplin ewechbewegen, et dann enorm wichteg ass, datt Europa kann agräifen. Dat ass en fait dat, wat mer fir de Moment amgaange sinn, a Griichenland an a Portugal ze maachen.

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt d'Regele respektéiert ginn. Traitésännerunge si fir eis keng absolut Noutwendegkeet; mir sinn net ofgeneigt, wa se e Plus bréngen, datt déi Regelen och wierklech respektéiert ginn, mä mir mengen, datt dat, wat fir de Moment gemaach ginn ass, scho ganz wäit geet, a wann dat emol géif ëmgesat ginn, datt mer da schonn eng stabel Währungsunioun hätten.

Souveränitätsrechter ofrieden ass am Fong net d'Thema, d'Thema ass, Souveränitätsrechter gemeinsam ausüben. An, jo, ech si schonn der Meenung, datt een a gewisse Situatiounen europäesch Organer brauch - Conseil, d'Kommissioun, Geriichtshaff v'läicht -, déi kenne sécherstellen, datt sech un déi Regelen, déi mer eis gemeinsam ginn hunn, och gehale gëtt.

Ass d'Lëtzebuurger Regierung, freet den Här Gibéryen, averstanen, an eng europäesch Fiskal- an/oder Budgetsunioun anzutrieden? Dobäi géif ech gären hei eng wichteg Präzisioun ginn: Eng Fiskalunioun heescht net eng steierlech Unioun. Dat ass eng Iwwersetzung vum Engleschen - „fiscal union“ - an heescht en fait, datt mer eis eng gemeinsame Budgetpolitik ginn. D'Fro ass hei net iwwer eng gemeinsame Steierpolitik. Dat ass sécherlech eng Fro an Europa; dat ass keng Fro, déi sech hei an deem Kontext stellt.

(Interruption)

Mir hätten...

(Interruption)

Den Här Bausch seet - well d'Leit dat soss net héieren -, datt dozou och d'Steiere gehéieren.

Dat gehéiert, Här Bausch, a mengen Aen zum Bannemaart. Zum Bannemaart gehéiert schonn d'Fro - duerfir hunn ech Iech virdu d'Beispill gi vun der TVA -, datt mer am Bannemaart op déiselwecht Aart a Weis eng Rei grenziwwerschreidend Produkter besteieren. An duerfir, mengen ech, ass et wichteg, datt mer doriwwe, notament bei der TVA, bei der Betriebsbesteuerung, europäesch Diskussiounen féieren. Mä do sinn ech der Meenung, datt een déi muss zu 27 féieren, well déi net direkt mat der Währungsunioun, mä virun allem mam Bannemaart zesummenhängen.

Mir sinn der Meenung, datt mer an enger Budgetsunioun sinn an der Währungsunioun, datt mer eis müssen un déi Regelen halen an datt, wa mer eis net un déi Regelen halen... Dat géllt fir d'Budgetpolitik virun allem, et géllt heiansdo och fir verschidden Aspekter vun der Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik, net datt déi uniform a ganz Europa vun uewen erof dekretéiert ginn, mä datt mer kucken, dat, wat deen ee mécht, datt dat kann en Effet hunn op aner.

Wa verschidde Länner eng Budgetpolitik gemaach hunn, déi enorm déi Länner, mä och Europa an d'Onstabilitéit gefouert huet, da gesi mer am beschten un deenen dramatesche Beispiller, datt mer net kënnen akzeptéieren, net an enger Budgetsunioun ze sinn, mä datt mer all Intérêt hunn, datt déi gemeinsam Regele vu jiddweringem respektéiert ginn.

Also am Résumé: Mir hu ganz vill gemaach. Regelen, déi mer fréier haten, sinn net ëmmer respektéiert ginn, dat ass den Haaptproblem. D'Defizit an d'Schold an Europa si vill ze vill klamme gelooss ginn, an duerfir ass d'Haaptprioritéit, mir müssen zréckkommen zum Respekt vun de Regelen!

D'Ëmsetzung vun deem, wat mer an deene leschte Wochen decidéiert hunn, muss schnells-

tens geschéien. A wann een do nach dat eent oder anert Element zousätzlech ka maachen, féint dat d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuurger Regierung. Mä vill zousätzlech Schrëtt, mengen ech, sinn net méiglech. D'Ëmsetzung vun deem, wat mer gemaach hunn, ass dat Wesentlechst.

Ech gesinn och de Sommet vun e Freideg méi als eng Kontinuitéit vun deem, wat mer gemaach hunn, als Confirmatioun vun deem, wat mer gemaach hunn. Abee, do kann ee v'läicht déi eng oder déi aner Schrauf nach zousätzlech adaptéieren. Mä d'Richtung muss sinn: Stabilitéit, hëllef do, wou et noutwendeg ass, verbonne mat strikten Oplagen. An à moyen et à long terme muss all Land seng Schold reduzéieren a muss évitéieren, datt et grous Budgetsdefiziter gëtt.

Zu der Fro vun de Ratingagence géif ech soen, datt ech net mengen, datt fir de Moment eng europäesch Ratingagence an iergendenger Form amgaangen ass ze kommen.

Ech géif awer dozou och wëlle Folgendes soen: Ech mengen, datt d'Iddi, wa mer eng europäesch Ratingagence hätten, datt déi géif soen, alles ass super, an amerikanesch Ratingagencen, déi soen, et ass en décke Problem, datt dat net menger Lecture entsprécht. Eng Ratingagence kuckt no enger Rei vu Kritären, mat deenen ee kann d'accord sinn oder net, wat ee ka vun enger gewëssener Politik, vun enger gewëssener Kreditwierdegkeet, vun der Glafwierdegkeet vu Moosnamen halen.

An duerfir mengen ech, datt d'Tatsaach, datt dat amerikanesch Agencé sinn, en fait net den ausschlaggebende Kritär ass. Mech géif et net steieren, wann et nach e puer Agencé géif ginn, dorënner och eng europäesch. Ech mengen, dat wier flott, wann et der nach géif ginn, mä d'Lecture doraus ze liesen, datt dat just wier, well et Amerikaner wieren, kann ech perséinlech net deelen.

Wat déi Stellungnahm ass vu Standard & Poor's betreffend den negativen Ausbléck, wat d'Kreditwierdegkeet vun all de Länner, och den „Triple A“-Länner vun der Eurozon ubelaangt, géif ech gär Folgendes soen: Den Zäitpunkt ass effektiv komesch, an ech mengen, d'Ausso vum Statsminister a senger Qualitéit als Eurogroup-Chef war eng, déi ee muss esou liesen, datt den Zäitpunkt an der Woch vum Sommet v'läicht iwwerrascht, an datt de Fait, datt eng Rei Moosnamen decidéiert gi sinn, v'läicht net genuch berücksichtegt ginn ass. Déi ass net konträktöresch mat deem, wat ech gesot hunn.

Mech huet déi Ausso vu Standard & Poor's net iwwerrascht, an deem Sënn, datt quasi all Wirtschaftszeitungen, quasi all Mënsch, deen op iergendenger Finanzinstitutioun schafft, zënter Méint genau dat dote seet, datt d'Eurozon an enger ganz zolitter Kreditibilités- a Vertrauenskrise stécht. Just dat hu mer gelies. Déi eng hunn et gegleef, déi aner hunn et net gegleef, a wann eng Ratingagence dat seet, da kritt dat vill méi e Medieneffekt.

Ech mengen, datt Europa sech bewosst ass, datt et eng ganz Rei Saache muss maachen, datt Standard & Poor's am Fong hei zu engem Zäitpunkt, wéi gesot, dee v'läicht e komeschen ass, dat gesot huet, datt dat eng Warnung ass, déi, wann Der och meng Rieden noliest vun deene leschte Méint, en fait genau dat ass no all Eurogroup, no all ECOFIN - géif ech soen -, wat bal d'Halschent vun de Finanzministere seet, datt mer an enger déiwer Kris stiechen, datt mer gemeinsam eng Responsabilitéit hunn.

An ech soen derbäi, et gëtt net eng Léisung, fir dat doten ewechzeblosen, mä einfach ze maachen, wéi wann déi Warnung do aus der Loft gegräff wier, datt dat just d'Iddi wier vun engem, deen an Amerika moies eng Kéier opgestanen ass a gemengt huet, Europa hätt e Problem. Ech mengen, dat ass net richtig. Europa huet e Problem! Mir sinn amgaangen, dee Problem all gemeinsam ze léisen.

Et gëtt keng einfach Léisung. Ech mengen, mir sollten eis net ze vill opreegen iwwert dat, wat Standard & Poor's seet, mir sollten eis opreegen iwwert dat, wat an deene leschte Joren an Europa schifgaangen ass, an datt ass en ze héijen Defizit an eng ze héich Statsschold. Mir sollten doraus Lektiounen zéien, an duerfir sollte mer fir eng besser, méi effikass, méi europäesch Politikgestaltung an Europa sinn.

Merci.

► M. le Président. - Ech soen dem Här Minister Merci. Domadder ass dës Punkt ofgeschloss.

► M. Ben Fayot (LSAP). - Här President!

► M. le Président. - Den Här Fayot, jo.

► M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, wann Der erlaabt, ech wollt d'Regierung froen, well mer kuerz virun deem Sommet sinn. Zu där Diskussioun, déi elo hei mat där Question ur-

gente opkomm ass, wollt ech do zwou Froen stellen.

Déi éischt, dat ass, mir hu jo an den Zeitunge gesinn, dass d'Madame Merkel an den Här Sarkozy déi ganzen Zäit, ils ont mené le train, wann een esou ka soen. Si schreiw jo muer, oder haut hu se dem Här Van Rompuy e Bréif geschriwwen, an den Här Van Rompuy, op där anerer Säit, als President vum Conseil européen, ass jo och chargéiert ginn, fir en Text virzeleeën dem Conseil européen, fir ze kucken, wéi et soll weidergoen.

An ech wollt d'Regierung froen, wéi si dat gesäit: Ob se dann elo, de Vertrieeder vun der Lëtzebuurger Regierung an deem Conseil européen, op Bréiwer vun der Madame Merkel a vum Här Sarkozy schafft, oder ob se op deene Propositione vum Här Van Rompuy schafft. Well dat ass jo awer ausschlaggebend an der Method: Gemeinschaftsmethod à l'intérieur vun den Traitéen, op där anerer Säit eng intergouvernemental Method, fir der Madame Merkel an dem Här Sarkozy ze follegen.

Dat géif mech awer interesséieren, wéi d'Regierung dat gesäit, wa se an dee Conseil européen geet.

► M. le Président. - Jo, Här Fayot, et ass eigentlech esou: Den Här Gibéryen hat hei eng Question urgente gestallt. Déi ass elo vum Finanzminister beäntwert ginn. Dir hutt sécherlech elo hei eng ganz interessant Fro gestallt. Ech weess just elo net, a wat fir enger Prozedur datt mer elo do dra sinn.

(Brouhaha)

Ech hunn awer kee Problem, vu datt et eng Question d'actualité ass, a wann de Finanzminister d'accord ass, datt mer dorobber äntweren.

(Interruptions)

Ech mengen, mir sollen eis awer hei un d'Prozeduren halen, an et ass normalerweis awer net üblech, datt, wann een eng Fro stellt, nach en anere Kolleg dorobberhin Zousatzfroe stellt.

Maache mer eng Kéier eng Exceptioun?

► M. Xavier Bettel (DP). - Dann ass dat d'Jurisprudenz Fayot.

► M. le Président. - Här Finanzminister, wann ech gelift.

(Interruption)

► M. Luc Frieden, Ministre des Finances. - Här President, vu datt d'Regierung opgrond vun der Verfassung à tout moment kann d'Wuert an der Chamber froen, beäntweren ech och gären dem Här Fayot seng Observatioun.

(Interruption)

D'Lëtzebuurger Regierung ass ganz kloer der Meenung, an der Vergaangenheet, haut an an der Zukunft, datt mer dat communautäert Element müssen ënnerstëtzen, an duerfir: Alles - ech schwätzten och elo zum Inhalt -, wat dat Intergouvernementaalt stäerkt, schwächt dat Communautäert.

Mir si fir d'europäesch Institutiounen. An ech wëll Iech soen, datt an deenen Diskussiounen fir d'Lëtzebuurger Regierung an och en Donneschdeg an e Freideg déi Propositionen, déi den Här Van Rompuy als President vum Conseil européen, iwwregens a Concertatioun mam President vun der Europäescher Kommissioun a mam President vum Eurogroup gemaach huet, d'Grundlag vun där Diskussioun sinn.

Den Här Van Rompuy huet den nationale Regierungen, Regierungschefe seng Propositionen zoukomme gelooss. Déi sinn och zum Deel haut a Medien am Ausland scho reflétéiert. Si sinn d'Grundlag vun deenen Diskussiounen.

Ech géif awer gär derbäisoen, datt, wann een d'Medienopreegung ronderëm verschidden Evenementer vun deene leschten Deeg vergësst, da kann ech zum Inhalt soen, datt an deem, wat vum President vum Conseil européen proposéiert gëtt, an an deem, zu deem sech Däitschland a Frankräich geäussert hunn, ganz grousse Elementer vun Deckungsgläichheet sinn.

Och mir Lëtzebuurger, mengen ech, hunn en Intérêt drun. Ëmmer dann, wann Däitschland a Frankräich enger Meenung sinn, a wann déi Meenung en plus nach déi nämlech ass wéi déi, déi mir hunn, da kënn Europa och an eise Intérêt virun. An duerfir, mengen ech, solle mir hei net ze vill Oppositionen tëschent Leit sichen.

Mir mengen, datt déi Propositionen, déi um Dësch leien, eng gutt Grundlag sinn, fir ze diskutéieren. Dat sinn déi Propositione vum Här Van Rompuy. All Land huet selbst-



verständlech d'Recht, zousätzlech Propositionen ze maachen, mä souwäit ech dat awer kann an deem Moment liesen, ginn déi allegeren an déi nämlech Richtung.

An nach eng Kéier: Däitschland a Frankräich, well se grouss Ekonomië sinn, hu selbstverständlech d'Recht, hir Propositionen ze maachen. Ech gesi keng fundamental Divergenzen tëschent eis an hinnen, tëschent deem, wat de President Van Rompuy proposéiert, an eis. D'Schwierkeete si grouss genuch, sou datt mer eis sollen op den Inhalt konzentréieren, an net op deene falsche Plazen iwwert déi falsch Saache matenee streiden.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Finanzminister.

Elo komme mer dann zum nächste Punkt, nämlech d'Chamberskonte vum Joer 2010. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgelo. Et huet bis elo kee Riedner sech ageschriwwen. D'Wuert kritt elo den Rapporteur, den honorabelen Här Carlo Wagner.

5. Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2010

Rapport de la Commission des Comptes

► **M. Carlo Wagner (DP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat et en fait zejoert hei schonn ugekënnegt, eis Reserven hei vun der Chamber sinn em e guut Stéck zrëckgaange wéinst der Participatioun vun der Chamber un der Acquisitioun vun der Maison Wiltheim, also där fréierer Dresdner Bank.

Wann d'Reserve vun der Chamber sech also op den 1. Januar 2010 nach op 20.072.000 Euro chiffriert hunn, vun deenen der 16 Milliounen Euro un d'Trésorerie de l'État iwwerwise gi sinn, esou huet d'Reserv vun der Chamber sech op den 31.12.2010 nach just op 4.072.000 Euro belaf. Woubäi een awer muss am Viraus och soen, dass dovunner schonn dräi Milliounen virgesi si fir d'Renovatioun vun der Maison Wiltheim.

Déi Participatioun vun der Acquisitioun vun der Maison Wiltheim huet natierlech och hiren Nidderschlag op den Aktiv an op de Passiv kritt. Wann deen den 31. Dezember 2009 nach bei 22,7 Milliounen louch, esou läit deen elo um Enn vun deem leschte Joer nach just bei 7.780.000.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eis an der Kommissioun, esou wéi all Joer an och esou wéi den Artikel 164 vun eisem Règlement interne dat virgesäit, selbstverständlech mat der Analys vun deene verschiddene Konten auserneegesat.

Ech wëll elo awer beileiwen net lech elei mat Zuelematerial ploe. Just Folgende: Vergläiche mir de Budget, dee fir den Exercice 2011 virgesi war, mat den effektiven Dépensen, esou stelle mer fest, dass mer en fait 2,5 Milliounen - 2.555.000, fir méi genau ze sinn - manner ausginn hunn, wéi virgesinn. Dat sinn ëmmerhin 8,74 Prozent. Déi erkläre sech aus folgende Sektoren:

Fir d'Alleréischte emol: Bei der Section Députés sinn et am Ganzen 844.000 Euro, déi mer gespuert hunn, an dat eben, well eng nei Politik komm ass vun der Europäescher Bank, déi an Zukunft d'Paie vun den Deputéierten iwwerhëlt. Hei vu Lëtzebuerg aus gëtt elo an Zukunft nach just een eenzeg Deputéierte bezuelt, an déi aner fënnf ginn, wéi gesot, vum Europaparlament iwwerholl.

Deen zweete Punkt ass dee vum Personal, wou 314.000 Euro gespuert gi sinn, an dat haapt-sächlech, well an dem Budget virausgesi war, dass d'Beamte géifen allegeren op den 1. Januar agestallt ginn, wat natierlech net de Fall war. Si sinn am Laf vum Joer agestallt ginn.

Den drëtten déif gräifende Punkt ass dee vum Compte rendu: minus 527.000 Euro. Dat ass doduerch, dass am Budget 19 Editiounen virgesi waren - vum Compte rendu selbstverständlech -, awer der nëmme 17 an en hallwe realiséiert gi sinn. Dir fannt et vläicht komesch, ech hunn et och komesch fonnt: en hallwe Compte rendu. Dat erkläre sech awer duerch de Fait, dass munch Sessiounen op en anert Joer iwwerschiwwen ginn. Esou zwar, dass dat dee Moment pro Joer proportionell opgedeelt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift mir nach just d'Firma Deloitte ze zitieren, déi den Audit vun der Konte vun der Cham-

ber gemaach huet. Ech zitieren also: «À notre avis les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date.» Fin de citation.

Dat gesot, stellen ech fest, dass also d'Spezialkommissioun à l'unanimité an och de Réviseur d'entreprises Deloitte der Meinung sinn, dass d'Konte vun der Chamber fir den Exercice 2010 an der Rei sinn. An deem Sënn géif ech lech dann och allegueren heibanne bieden, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, d'Konte fir den Exercice 2010 ze approvieren.

Ech wëll et dann och net verpassen, fir mam gudden Beispill virzegoen an domadder den Accord vun der Demokratescher Partei ginn.

Ech wëll dem President awer och nach just eng Resolutioun iwwerreechen. Eng Resolutioun, déi also seet, dass d'Chamber déi Konten unerkennt an dass mer d'Konten an och de Rapport vun der Commission des Comptes un d'Cour des Comptes géife weiderreechen.

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve

les comptes de l'exercice 2010 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) Carlo Wagner, François Bausch, Jean Colombero, Ali Kaes, Viviane Loschetter, Roger Negri.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Carlo Wagner.

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Esou wéi den Artikel 165 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert déi Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet an déi folgende Wuertlaut huet: «La Chambre des Députés, vu le rapport de sa Commission des Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2010 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.»

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech bieden dann déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimité ze sinn.

Domadder wär dës Resolutioun ugeholl. Esou wéi den Artikel 165 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergereicht.

Mir kommen dann elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar d'Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2010. Hei huet bis elo kee Riedner sech ageschriwwen, duerfir kritt just déi honorabel Madame Anne Brasseur als Auteur vun der Resolutioun d'Wuert.

6. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här President, ech mengen, d'Resolutioun selwer ass explizit genuch. Ech géif just froen, se soll wann ech gelift och vun deenen anere Fraktiounen gedroe ginn, well si dréit nëmme meng Ennerschrëft.

► **M. le Président.**- Et ass entre-temps geschitt, Madame Brasseur.

Wëllt nach soss een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt och net de Fall ze sinn.

Domadder wär och d'Diskussioun ofgeschloss.

Esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer also elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetkontrollkommissioun virgeschloen huet an déi folgende Wuertlaut huet: «La Chambre des Députés, vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que „les comptes annuels donnent une image fidèle du patri-

moine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels”; vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 21 novembre 2011; approuve les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes.»

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech bieden déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer och d'Unanimité ze sinn.

Domadder wär och dës Resolutioun ugeholl. An esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des Comptes weidergereicht.

Eisen nächste Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Konte vum Médiateur fir d'Joer 2010. Hei géif ech och direkt der honorabeler Madame Anne Brasseur d'Wuert ginn.

7. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Deem ass näischt bäizefügen, Här President.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Wonnerbar. Ech ginn net dervun aus, datt also nach een dozou wëllt d'Wuert ergräifen, esou datt och domadder d'Diskussioun ofgeschloss ass.

An esou wéi den Artikel 5 vum Gesetz vum 22. August 2003 iwwert de Médiateur et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi folgende Wuertlaut huet: «La Chambre des Députés, vu les comptes clôturés et révisés de l'exercice 2010 du Médiateur arrêtés par le Bureau de la Chambre des Députés lors de sa réunion du 17 juin 2011, approuve les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur.»

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmmen?

(Assentiment)

Dat wär esou décidéiert.

Vote sur la résolution

Ech bieden déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dës Resolutioun wär domadder och à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi N°6293 iwwert d'Konte vum Exercice 2010. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgelo. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Eischen an d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Etgen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

8. 6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

► **M. Fernand Etgen (DP), rapporteur.**- Här President, Kolleegeinnen a Kolleegeen, de Projet de loi 6293 iwwert d'Statskonten 2010 ass de 7. Juni 2011 an der Chamber déposéiert ginn. Dobäi gouf dee gesetzlechen Délai nëmme licht iwwerschratt. Zënter der Reform vun der Statskontabilitéit war et ee virrangedt Zil vun der Budgetkontrollkommissioun, datt d'Debatt iwwert d'Konte keen Exercice de style däerf ginn, mä och als Basis muss dénge fir de Budget.

An deem Sënn war et duerfir en Haaptuleies vum Rapporteur vum Kont 2009, dem Kolleege Félix Braz, fir d'Qualitéit vun den Informatiounen iwwert de Kont ze verbessern.

Et war duerfir de Wonsch vun der Kommissioun:

éischtens, ee prezisen Detail iwwert d'Entwécklung vun de Recettes an Dépense vun de Statsfongen ze kréien, esou wéi dat beim Budget am Volume 2 de Fall ass. Et geet jo schlusslech drëm, datt d'Chamber informéiert ass an hiert Kontrollrecht ausübt iwwert d'Resultater vun der öffentlecher Politik, déi en œuvre gesat gëtt mat deene Finanzmëttelen, déi d'Chamber hir zur Verfügung stellt.

zweetens, een Dokument, wat d'Konten no de Regele vum SEC 95 presentéiert.

Här President, ech wëll haut meng Satisfaktioun zum Ausdrock bréngen, datt mer et an der leschter Ligne droite fäerdegbréngen, datt d'Konte vum Virjoer vum Budget gestëmmt ginn. Genugtuung och, datt den Exposé des motifs wesentlech méi Elementer enthalten huet, wéi dat an de Virjoeren de Fall war.

Enttäuschung awer, datt d'Regierung deen Detail iwwert d'Spezialfongen eréischt de 27. Juli nogereicht huet, nodeem d'Budgetkontrollkommissioun dat an engem Bréif rappéléiert huet. Well dës Prezisiounen eréischt kuerz virun der Vakanz virlouchen, war et onméiglech, hei een déif grënnege Contrôle ze maachen, wat awer onerlëslech ass, wa mer eis Aufgab wëlle seriö huelen.

Här President, d'Joer 2010 war gekennzeechent vun enger staarker ekonomescher Reprise no där déifer Rezessioun 2009, wou mer beim PIB ee Minus vun 3,6% geschriwwen hunn. D'Regierung war fir 2010 méi wéi virsiichteg an hat ee Wuesstum vun 1 bis maximum 1,5% virgesinn. Mä nun ass et awer esou, datt déi kéngsten Droom iwwertraff goufen a mer en ekonomesche Wuesstum vun 3,5% 2010 erreicht hunn. Hei sief bemierkt, datt dese formidable Wuesstum awer nach ënnert der Moyenne vu 4% läit, dee mer an der Zäitschinn vun 1995 bis 2010 kannt hunn.

Um Aarbechtsmaart huet sech dese Wuesstum awer net niddergeschloen. De Beschäftigungstaux ass zwar em 1,5% an d'Luucht gaangen, de Chômagetaux ass awer net changéiert a läit nach ëmmer bei 6%. Ulass zur Besuegung gëtt, datt de Laangzäitichômagetaux vun 1,8 op 2,3% an d'Luucht gaangen ass.

D'Administration publique huet fir d'Joer 2010 ee Besoin de financement an der Grëssenuerdnung vun 1,7% vum PIB, wat ee Solde de financement négatif vu ronn 700 Milliounen Euro ausmécht; wat natierlech ee beträchtliche Montant ass. Esou wéi fir de Privatmann de Kontoauszuch vun der Bank op den 31. Dezember ee bequeemt Mëttel ass, fir festzestellen, wéi een iwwert seng Verhältnissen gelieft huet, esou ass dat och mat den Zuele vun Statskont.

Mir haten en Total u Recettë vun 11.021.516.748 Euro, géigeniwwer engem Total vun Dépense vun 10.110.718.775 Euro, wat engem Iwwerschoss vu Recettë vun 910.797.972 Euro gläichkënn. Awer opgepasst: Bei de Recettë sinn 1.597.500.000 Euro vun engem neien Emprunt mat dran, esou datt mer a Wierklechkeet fir d'Joer 2010 een Defizit vu 686,7 Milliounen Euro hunn. Mir kommen also net ëmhin, fir festzestellen, datt mer 2010 weider op d'Käschte vun där zukünftiger Generatioun gelieft hunn.

Bei de lafenden Einnahmen hu mer eng Plus-value de recettes vun 11,38%, zum gréissten Deel bei den direkte Teieren, awer och bei der TVA a bei de Participatiounen vum Stat a Privatgesellschaften.

An deene leschte Joren hu mer an deem Haus öfters iwwert d'Qualitéit vun der Planifikatioun vun de Fiskaleinnahme geschwat. Et ass richtig: D'Lëtzebuergesche Economie ass total offen, staark vun der Finanzplaz ofhängeg, an et kann een d'Evolution vum PIB net mat darselwechter Prezisioun virausoe wéi zum Beispill Däitschland oder Amerika.

De Spezialrapport vun der Cour des Comptes iwwert d'Qualitéit vun der Planification des recettes fiscales huet awer eng Rei Defiziter opgedeckt. Mir brauchen ee Comité de prévision mat deene verschiddenen ekonomeschen a fiskaleschen Acteuren, fir bei de Previsiounen op méi performant ekonomesch Muster kënnen zrëckzegräifen. Ech si frou, datt de Finanzminister esou ee Comité an der Tëschenzäit agesat huet.

Weider hu mer nach ëmmer Retardë beim Traitement vun den Dossieren, wat mat sech bréngt, datt d'Solden onprezis an ongewëss bleiwen. Dat gëllt fir d'Recetten, awer och fir d'Remboursementer. Derbäi kommen d'Rapporten zum Schluss vun engem Besteuerungsjoer. Eng transparent Gestiou vun de Steierdossieren wier zum Virdeel vum Stat a vum Steierpflichtegen.

Ze begrëssen ass, datt 2012 den Effektiv vun de Fiskalverwaltungen em 25 Leit an d'Luucht geet. Et gëllt och emol erëm eng Kéier am Fong nozefroen, wéi et mat der Fraude fiscale ass.

Déi lafend Dépense sinn 3,24% méi séier gewuess, wéi dat virgesi war. An absoluten Zuele sinn dat 317 Milliounen Euro; wat net näischt ass!

Här President, wat déi finanziell Situatioun vun de Spezialfongen Enn 2010 ubelaangt, musse mer eng Regressioun vun 9% feststellen. Mat Emprunten an der Héicht vun 200 Milliounen



Euro si verschidde Fonge kreditiert ginn - de Fonds du rail an de Fonds des routes -, esou datt déi real Regressioun bei 18,38% läit. D'Evolutioun vun den Ausgabe war och mat minus 10,14% manner héich, wéi virgesinn.

Esou sinn zum Beispill am Waasserfong nëmme 56,5 Milliounen Euro ausgi ginn, woubäi dach awer 75,3 Milliounen am Budget virgesi waren; ee Minus vu 25%. Fir mech ass dat onerklärlech, wann ee weess, datt Lëtzebuerg Enn Oktober op en Neits vum Europäesche Gerichtshaff zitëiert gouf, well et sengeren Aufgaben opgrond vun der Waasserdirektiv net kënnent.

D'EU-Kommissioun huet hei eng forfaitaire Sanktioun vun 2,2 Milliounen Euro an eng deeglech Astreinte vun 11.340 Euro gefrot, wat enger gesamter järelecher Strof vu 6.339.100 Euro entsprécht. Bei deemem Fong missten d'Ausgaben also éischter eropgefuer ginn, anstatt datt mer hei ee substanzuelle Minus schreiwent!

D'Cour des Comptes huet an hirem Rapport, wéi schonn déi Jore virdrun, festgestallt, datt et Differenze fir verschidde Fongen tëschent dem Kont an den Donnéeën vum Modul SAP gëtt. Hei mussen déi néideg Korrekture virun der Approbatioun vum Kont virgeholl ginn.

Hauptkritikpunkt bei de Spezialfonge bleift, datt d'Informatiounen ni zur Zäit geléiwert ginn, esou datt ee richteg Contrôlé net méiglech ass. Bemängelt gëtt och, datt fir verschidde Fonge keng Ventilatioun op déi eenzel Projekte gemaach gëtt. Ze bemierken ass hei, datt awer aus Grënn vu Schutz vu perséinlechen Date fir de Fonds d'assainissement en matière de surendettement an de Fonds social culturel dat net méiglech ass.

D'Budgetskontrollkommissioun bekräfigt hir Fuerderung, datt, éischens, d'Informatiounen iwwert d'Evolutioun vun de Spezialfongen am gesetzlechen Délai, also virum 31. Mee, mam Kont geléiwert ginn. Zweetens, datt mer ee genauen Detail pro Projet kréien, do, wou dat méiglech ass. An drëtens, Explikatiounen iwwert de Fortgang vun deenen eenzelne Projekten, déi vun dëser Chamber op d'Schinn gesat goufen.

Här President, zesumme mat der Cour des Comptes bedauere mer weider, datt d'Regierung sech, aus Grënn vun de grousssem Aarbechtsopwand, schwéierdeet, Vergläichstableauen no de Regele vum SEC 95 matzeliwweren.

D'Cour des Comptes weist drop hin, datt eng nei Budgetstruktur weider op sech waarde léisst. De Finanzminister huet eis an der Kommissioun seng éischt Iwwerleeunge matgedeelt, an all Fraktiounen hunn hei hire Wëllen, fir iwwerparteilich un dëser dach wichtiger Reform um Wee zu enger méi analytischer Presentatioun vun de Statszuelen aktiv matzeschaffen, bekräfigt. Eng nei Budgetstruktur géif deelweis de Problem vun den Transfers de crédits léisen, besonnesch, wann et sech ëm minimal Chiffren handelt.

D'Cour des Comptes huet sech méi intensiv mat den ugefouerte Beweggrënn vun den 376 Arrêtés de transferts befaasst, fir feststellen, datt an 83 Fäll dës Transferten net motivéiert waren. Hei hat d'Motivatiounen nëmme e Standardcharakter. Intérieur, Famille a Santé waren déi ministeriell Departementer, déi hei am dackste sech net un déi virgeschriwwene Regele gehalen haten. D'Budgetskontrollkommissioun wënscht sech och hei eng méi grouss Disziplin.

D'Cour des Comptes huet sech, wéi aus de Virjore gewinnt, méi intensiv mat der Kontroll vun de Rémunératiounen vun den Agenten, déi beim Stat schaffen, beschäftegt. Dat gëtt, wéi gewinnt, op Basis vun engem Echantillon gemaach. Hei sief virewech bemierkt, datt d'Gehälter 2010 mat 1.892.603.209 Euro ee wichtige Budgetposten duerstellen. Am Verglach zum Exercice 2009 ass dese Posten ëm 210.780.000 Euro an d'Luucht gaangen, also eng Progressioun vun 12,53%. Dat ass eng zolidd Progressioun, an dat ëmsou méi, wann ee bedenkt, datt mer an deenen zwee Jore virdrun, vun 2007 op 2009, schonn eng Progressioun vu 17% haten!

Am Ganze sinn 3.369 Paidossiere vu Fonctionnaires, Employéén, Aarbechter a Studente kontrolléiert ginn. Dovu waren der 611 - 18,14% - net komplett. No enger kontradiktorescher Géigeniwwerstellung bloufen 1,93% vun den Dossieren onkomplett. An 269 vun den 3.369 Dossieren goufen Onregelméissegkeete festgestallt. Dat si 7,98% vun de kontrolléierten Dossieren. Summa summarum ass d'Budgetskontrollkommissioun der Meenung, datt dëst Resultat éischter positiv ass.

D'Kommissioun huet awer ausdrécklech de Wunsch ausgedréckt, datt fir déi nächst Exercice d'Cour hire Contrôlé och op d'Rémunératioun vun de Pensionéierten erweidert. D'Mem-

berer vun der Cour haten eis gesot, datt et hinneen um néidegen Humankapital géif feelen, fir dese Contrôlé duerchzeféieren. D'Budgetskontrollkommissioun freet sech dofir, ob et net oportun ass, fir d'Effektiver an där ieweschter Carrière vun der Cour des Comptes eropzesetzen.

A sengem Avis vum 15. November huet de Statsrot sech virun allem Froe gestallt wéinst de signifikativen Écarté bei de Previsiounen vun de Statsrecetten. Och wann déi besser Konjunktur e wichtige Facteur bei de méiglechen Explikatiounen ass, freet de Statsrot sech, wat de wierklechen Impakt vun anere Facteuren ass, wéi d'Steierherhéijungen; wéi d'Efforté vun de Fiskalverwaltungen, fir d'Besteuerungsdelaien erfroschrauwen; wéi een Impakt datt déi administrativ Gestiou, souwuel vum Bezele vu Steiere wéi och d'Remboursementer, huet; a last but not least, wéi et mat der Steuerhannerzëiung ass.

De Statsrot bescheinegt der Regierung eng gutt Maitrise vun de Budgetausgaben, incitéiert d'Regierung awer ausdrécklech, hir Spuerforté bei der Gestiou vun den öffentleche Gelder net lasszeloosen. De Statsrot seet och, datt déi jëtzeg Presentatioun vum Statskont net géeegeent ass, fir ekonomesch a finanziell Analysen ze maachen.

Weider rappeliert de Statsrot d'Wichtigkeet, fir eng Presentatioun vun Zuelen no de Regele vum SEC 95 ze kréien, fir eng komplett Analyse vun der Finanzgestiou vum Gesamtstat ze maachen. De Conseil d'État mécht sech och Suergen, datt fir 2010 de Besoin de financement vum Zentralstat sech op 1.333.000.000 beleeft.

Här President, ofschléissend wéilt ech festhalen, datt d'Budgetskontrollkommissioun zefridden ass, datt d'Chamber hirer Kontrollaufgab ëmmer besser ka gerecht ginn. Et géllt, déi ugeschnidden Defiziter am Viséier ze behalen. Ee Merci un d'Membere vun der Cour des Comptes, déi säit hirer Asetzung am Joer 1999 eis Kommissioun op deem dote Wee exzellent begleet.

An deemem Sënn bieden ech d'Chamber, de Kont vum Exercice 2010 ze stëmmen, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Etgen. D'Wuert kritt elo den Här Félix Eischen.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech en décke Merci dem Rapporteur Fernand Etgen fir säi Rapport, dee ganz ausféierlech an detailléiert dat erëmginn huet, wat mir och an der Budgetskontrollkommissioun geschwat an décidéiert hunn.

Ech wollt hei bei dëser Geleeënheet net nach eng Keier am Detail op d'Joer 2010 agoen, e Joer, wat awer vläicht esou bal net méi wäert erëmmen, wann ee bedenkt, dass mer eng zolidd Reprise économique haten, mat engem Wuesstum vun 3,5%, wou am Virfeld virsichteg 1,5% prognostizéiert goufen. 2010 huet mat engem Recetteniwwerschoss vun 910 Milliounen ofgeschloss, an nëmme 25 Milliounen ware virausgesot ginn.

Esou een Iwwerschoss géif ee fir déi nächst Jore mat zwou Hänne ënnerschreiwent. E gutt Joer also, kann ee soen, wann net, jo, wann net awer d'Dépenses courantes et en capital ëm 4,4%, spréck 426 Milliounen am Verglach zu 2009 an d'Luucht gaange wieren. Dat sinn 3,24% méi, wéi am Budget virgesi waren. D'Dépenses ordinaires ware mat 317 Milliounen och méi héich wéi de Budget. Dee stärkste Poste bei den Zousazausgaben ass ganz kloer d'Zréckbezele vun der Dette publique, déi mat iwwer 133 Milliounen Euro an d'Gewicht geschloen huet.

Schold maachen ass u sech einfach - normalerweis -, mä egal wéi, dat Dommst ass a bleift derbäi, dass een déi Suen och eng Keier muss zréckbezuelen. Allerdéngs, a mir erënneren eis jo all drun, huet d'Regierung sech engagéiert, bis 2014 déi öffentleche Finanzen am Équilibre ze hunn an d'Statsverschuldung mat der Zënslaascht a Grenzen ze halen.

Am Kontext vun deemem Engagement huet d'Regierung des Weideren ugekënnegt, 2012, dat nächst Joer also, e sougenannten „mid-term review“ ze maachen, eng Revue à mi-parcours vun der Budgetpolitik. Dat heescht, et gëtt eng Evaluatioun vun den Efforté gemaach, a wann déi dann onbefriddend sinn, sollen nei Konsolidierungsmaassnahmen décidéiert ginn, fir den Objektiv 2014 vum équilibréiert Budget ze erreechen. Mir hoffen op eng éierlech Analyse, Dir Dammen an Dir Hären, well mir

sinn definitiv net méi an der Zäit, och nëmme iergendeppes schéinzeschwätzen.

Här President, aus dem Rapport wéll ech och nach kuerz de Statsrot zitëieren, deen den Iwwerschoss duerch déi verbessert Konjunktur vun 2010 erkläert a sech awer trotzdeem wonnert, dass soss keng Ursaache fir de groussen Écart tëschent de budgétiséierten an de reelle Recetté konnt fonnt ginn. Wéi steet et mat den Efforté vun der Steierverwaltung, d'Retarden opzeschaffen? A wat fir ee Gewicht hu bei de Resultater vun de Konten 2010 d'Efforten, déi gemaach gi si géint d'Fraude fiscale?

Ech wéll de Krees zoumaachen a résuméieren, dass, fir dat gesatent Zil, 2014 équilibréiert Finanzen ze hunn, 2010 427 Milliounen manner an 2011 247 Milliounen manner hätte missen op der Dépensésäit stoen.

Als Konklusioun ënnersträchen ech och, dass d'Budgetskontrollkommissioun sech de Remarque vum Statsrot uschléisst, fir méi Suerg bei den Analysen am Virfeld ze droen, dass um Enn d'Differenz vun deem, wat derbäi erauskomm ass, net esou wäit ewech vun deem soll leien, wat am Ufank budgétiséiert ginn ass. 2010 huet dat zum Gudden ausgeschloen, mä wann de Pendel déi aner Säit ausschléist - ausschléit, pardon -, dann hu mer e Problem.

D'Finanzprevisiounen sinn a wäerten an den nächste Joren eng ganz bedeutend Roll an deem Land spillen. Ech wéll och nach ganz kuerz an eng Note erënneren, déi bei der Regierungserklärung 2009 gemaach gouf, wou de Groupe de travail „finances publiques“ eng Ufro u Stateg, IGF an IGSS gemaach huet, fir mat der Steierverwaltung zesummen déi haapt makroekonomesch Linne fir d'Period 2009-2014 ze zéien.

Mat dese Konklusiounen a Reflexiounen ginn ech natierlech den Aval vun der CSV-Fraktioun zu deemem Projet an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Eischen Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, et ass fir d'Éischt, menger Erënnerung no, dass mer et als Chamber fäerdegbréngen, dass d'Konten vum Joer virdu virun der Diskussioun an der Approbatioun vum Budget kënnen gestëmmt ginn. A mir mussen als Chamber wierklech all deene Merci soen, déi gehollef hunn, dat méiglech ze maachen.

Mä et ass eng Obligatioun, et ass eng Obligation légale, mir hunn d'Gesetz iwwert d'Kontabilitéit vum Stat vun 1999, do sinn Délaie virgeschriwwen, an déi Délaie, déi sinn zum Deel agehale ginn. D'Regierung hat e lichte Retard vun enger Woch mat dem Dépôt vun de Konten. D'Cour des Comptes huet sech och net genee un d'Délaie gehalen, a mir mussen och do als Chamber zesumme mat all deenen, déi hëllefen, deen doten Exercice ze maachen, mir mussen et zesumme fäerdegbréngen, d'Dispositions légales anzehalen. Dat ass e Minimum! Mä mir sinn des Keier fir d'Éischt der Saach méi no komm. An ech géif jiddwerengem wëlle Merci soen, an och dem Rapporteur, dem Här Etgen, e ganz grouse Merci!

Et ass haut ëmsou méi wichtig, dass mer d'Dépensé maitriséieren an dofir als Chamber och kucken, wat d'Regierung da mat engem Budget, dee mir hei stëmmen, mécht, ob se deen esou exekutéiert, wéi mer deen hei gestëmmt hunn. Et ass ëmsou méi wichtig an enger Finanzkris, an enger Wirtschaftskris an enger Vertrauenskris, dass mir mam gudden Beispill virginn a wierklech kucken, dass ee rigouréis mat den Dépenses publiques ëmgeet.

„Mir brauche gesond Statsfinanzen“, huet elo virun enger Stonn de Finanzminister hei op dëser Tribün gesot. Recht huet en domat, mä fir gesond Statsfinanzen ze hunn, muss een och Rigueur bei der Applikatioun vum Budget uweunen. A wann een d'Konten vun 2010 kuckt, da stellt een awer fest, dass mer nach ëmmer en Defizit vu 700 Milliounen hunn.

Deen Defizit ass manner héich wéi dat, wat mer gemengt hunn, wéi de Budget hei gestëmmt ginn ass, mä deen Defizit, dat sinn awer nach ëmmer 700 Milliounen! An d'Defizit muss ee jo och accumuléieren. Dat heescht, wa mir all Joers en Defizit maachen, da geet dat op d'Käschte vun der Marge de manoeuvre vun duerno. Et geet awer net nëmme op d'Käschte vun der Marge de manoeuvre vun duerno, mä et geet op d'Käschte vun der nächster Generatioun. Eppes, wat mer op kee Fall kënnen akzeptéieren! Och de Finanzminister selwer huet dat virdu gesot, dass mer Rigueur mussen hunn.

An ech si frou, dass de Finanzminister elo heibannen ass, fir ze soen, Här President, dass mer ganz frou sinn als Fraktioun vun der Demokratescher Partei iwwert dat, wat de Finanzminister elo grad haut hei gesot huet: dass en d'nächst Joer wëllt Kontakt opheue mat all deenen, déi concernéiert sinn, och alle politesche Parteien, Jugendmouvementer, fir ze kucken, wéi ons Finanzpolitik an deenen nächste Jore soll sinn. D'Ënnerstützung vun der Demokratescher Partei huet e selbstverständlech dobäi.

Mir hunn och eng Proposition op den Dësch geluecht, wéi mir als Demokratesch Partei gesinn, dass ee soll mam Budget ëmgoen. De Finanzminister huet gesot, hie géif eng nei Proposition maachen, wéi an Zukunft - an e wor jo och schonn do an der Finanzkommissioun mat deene Propositionen, mat enger éischer Orientatioun -, wéi an Zukunft de Budget, d'Struktur vum Budget soll ausgericht ginn.

Ech si frou, dass de Finanzminister d'Initiativ hält, fir d'nächst Joer eng Consultatioun ze maachen. Well dat ass eng Aufgab, op déi mer scho laang gewaart hunn a wou mer ons froen, firwat dat net schonn éischer geschitt ass. Well et ass wierklech akuten Handlungsbedarf do! An dee Rôle, deen de Finanzminister elo ënnerhält a wou mer en derbäi ënnerstëtzen, ass am Fong e Rôle, deen de Premierminister scho wéi déi éischt schlecht Zeeche koumen hätt missen iwwerhuelen. Mir wëssen all, dass de Premierminister mat aneren Dossieren iwwerheeft ass an och mat anere Problemer a sécher dofir keng Zäit dofir hat. Dofir Merci dem Finanzminister, dass en dat mécht. Mä mir hätte léiwer gehat, dat wier vill éischer geschitt!

Den Train de vie vum Stat, huet de Finanzminister gesot, geet elo 2012 4,5% an d'Luucht. Dat ass awer an onsen Aen nach ganz vill.

Ech wéll nach ee Wuert soen zum Budgetrapporteur. Ech hu mat Opmierksamkeet och seng Interviewe gelies an ech deele seng Analys. Allerdéngs, mat senger Konklusioun sinn ech net d'accord, well d'Konklusioun kéint nëmme déi sinn, dass e géint de Budget vun 2012 géif stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - E mécht dat, e mécht dat jo och.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Dat wier a mengen Aen déi eenzeg richteg Äntwert, déi en dorop konnt ginn no deene puer Observatiounen.

Mir hunn hei limitéiert Riedezäit fir awer, Här President, e wichtige Exercice. E wichtige Exercice, well et ass d'Kontrollfunktioon vum Parlament, fir d'Regierung ze kontrolléieren. Ech wéll soen, dass, wat d'Dépenses ubelaangt, beim Exercice 2010 awer Rigueur ugewannt ginn ass. Mir hunn awer nach ëmmer en Defizit vu 700 Milliounen. An dat muss mer onbedéngt an de Grëff kréien!

Mä d'Gestiou vum Budget, mat e puer Ausnahmen a verschidde Ministären, an den Här Etgen huet dat als Budgetrapporteur gesot, d'Gestiou vum Budget wor awer insgesamt bei den Dépensé gutt. Dofir wäerte mir als Demokratesch Partei och onsen Accord ginn an nach eng Keier de Finanzminister ënnerstëtzen, dass mer e responsable Budget kréien. Well mir iwwerhuelen och ons Responsabilitéit! Well dat ass eng vun deene gréissten Aufgaben, fir déi mer iwwerhaupt gewielt gi sinn a fir déi mer e Mandat kruten, hei an der Chamber ze siégieren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Brasseur Merci. Ech hunn elo soss keng aner Wuertmeldung méi, sou datt ech nach dem... De Finanzminister brauch och net méi ze intervenéieren. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi N°6293.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi N°6293 ass ugeholl mat 58 Joestëmmen, géint 1 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6293 est adopté par 59 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Aدهم, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement),



MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch

(par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

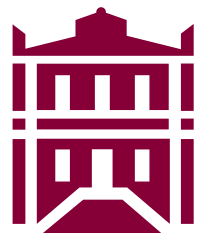
(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnert muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.51 heures)



SÉANCE 9

JEUDI,
8 DÉCEMBRE 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

Sommaire

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 (suite)

- Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Mme Octavie Modert et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- De Moie fänke mer mat eise Budgetsdebatten un. D'Riedezäit ass hei nom Modell 6 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Urbany a Bodry. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 (suite)

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Budgetsrapport 2012 diskutéiere mir elo iwwert den éischte Budget, deen no der neier Prozedur vum Semestre européen ausgeschafft ginn ass, een, dee fir méi Koordinatioun téschent den europäesche Budgets- a Wirtschaftspolitik steet.

De Rapporteur, den honorabele Gilles Roth, huet déi nei Prozedur detailléiert a sengem schréffleche Rapport duergeluecht. Hien huet en Dokument erstallt vun iwwer 259 Säiten, e Reflexiounspabeier mat Informatiounen a villen Tableaux, déi engem plastesch weisen, wéi wichteg et ass émzedenken, fir datt mir eis d'Zil vun engem ausgeglachene Budget 2012 errechen. Dëst muss kuerzfristeg, awer och virun allem méttelfristeg geschéien. Ech wëll dem Gilles Roth am Numm vun eiser Fraktioun fir dëse Rapport e grouse Merci soen!

Kolleeginnen a Kolleegen, den Horizont, op dee mir hischaffan, ass, fir 2014 de budgetären Équilibrium nees erreicht ze hunn. 2014 ass d'Enn vun dëser Legislatur, iwwert déi eraus d'Regierung sech net engagéiere kann an iwwert déi Period eraus mir 60 heibannen och kee Mandat hunn. D'Viraussetzung fir déi nei néideg Trendwend ass d'Bereetschaft, datt mir dat virleidend Zuelematerial an déi verschidde Propositionen oder Iddien an d'selwecht interpretéieren.

„Voir, juger, agir“, datt ass de Leetsproch vum Kardinal Cardijn gewiescht, dem Grënner vun der JOC, der „Jeunesse ouvrière catholique“. Dëse Sproch, deen ech doheem als Kand em-

mer an ëmmer erëm ze héiere kritt hunn, ass och de Sproch, ënnert deem ech de Budget analyséieren a jugéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Den elo virleidend Budget kann awer net richtig betruecht a bewäert ginn, ouni e Réckbléck ze maachen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am September 2008 ass d'Bank Lehman Brothers an den USA an d'Faillite gaangen an huet domadder e wirtschaftlecht a finanzpolitescht Aerdbiewen ausgeléist vun engem Ausmooss, deem ee sech deemools net esou richtig bewusst war. D'Nowéie spiert een nach haut!

Wann déi griichesche Scholdekrise zum Beispill, déi eis an d'ganz Welt an Otem hält, zum allergreisten Deel hausgemaach ass, esou huet d'Kris vum 2008/2009 och zur Verschäerfung vun der prekärer Lag vu Griichenland bäigedroen. An dat, wat fir Griichenland géllt, géllt och fir all anert EU-Land. D'Banken- an d'Finanzkris vum 2008, déi ee Joer méi spéit ze enger Wirtschaftskris mutéiert ass, huet Spuren hannerlooss. Mir hunn zënterdeem déi allergreiste Méi, fir nees laangfristeg de Wee vum Opschwung ze fannen. D'Persistenz vun der griichescher Scholdekrise riskéiert, zu enger Zeräisspruf fir d'EU ze ginn an negativ Konsequenzen mat sech ze droen.

Béis Zonge behaupten, Griichenland wier den Europäer hir Lehman Brothers. D'Kris a Griichenland war den Optakt fir d'Scholdekrise an der Eurozon. No Griichenland hunn Irland a Portugal esou grousse finanztechnesch Problemer kritt, datt se hu misse gehollef kréie via de Rettungsfong. Aner Länner sinn ugeschloen, wéi Spuenien, Frankräich, mä och a virun allem Italien. Esou gutt wéi keen EU-Land ass verschont, och wann d'Situatioun bei deem engen net gradesou dramatesch ass wéi bei deem aneren.

Zënter dësem Summer kënnert bei d'europäesche Scholdekrise nach eng nei Bankekris derbäi. D'Banken, déi extrem exposéiert sinn, leide weider ënnert de Konsequenzen vun der europäescher Scholdekrise. D'Banken sinn zum Deel ënnerkapitaliséiert. Si hunn och nach ëmmer vill ze vill toxesch Pabeieren. D'Konsequenz ass déi, datt vill Banken net genuch Liquiditéiten hunn, fir kënnen Sue selwer ze léinen, wat sech natierlech op d'Wirtschaft nidderschléit.

D'Amerikaner fäerten, datt den „bank run“, deen d'Kris 1929 ausgeléist huet, kéint erëm kommen, wou jiddweree seng Sue vun der Bank ewechgeholl huet. Dat wier dramatesch. Fir esou eng Situatioun ze vermeiden, fir d'Mäert ze berouegen, hunn déi lescht Woch déi sechs wichtegst Noutebanken decidéiert, de globale Finanzsystem ze ënnerstëtzen a Form vu Liquiditéitsfluxen, déi an de System

eragepompelt ginn. Dës Entscheidung soll d'Spannung op de Mäert reduzéieren an de Finanzinstituter genuch Liquiditéiten zur Verfügung stellen, datt si genuch Suen hunn, fir d'Wirtschaft ënnert der Form vun de Prëten unzekuerbelen.

D'Griichenlandkris huet virun allem d'Schwächte vun der EU ervirgehuewen. Obschonn d'EU-Länner a virun allem d'Länner aus der Eurozon ofhängeg si vuneneen, feelt et nach ëmmer un enger adequater budgetärer a wirtschaftlecher Koordinatioun. Woubäi ee fairerweis muss soen, datt scho villes op deem Gebitt geschitt ass: de Semestre européen, „Europa 2020“, de Pacte Euro.

De Problem ass, datt eis d'Zäit fortleeft, fir ofzewearden, ob dës Moossname konkret gräifen. De Semestre européen ass eréischt agefouert ginn. Eréischt d'nächst Joer kënnen mir gesinn, ob dat eppes bruecht huet oder net. Mir hunn net méi vill Zäit, an d'Mäert spillen dorobber. Si spekuléieren, si hunn awer och vläicht d'Gedold net, fir ofzewearden, fir ze kucken, ob de Semestre européen zum Beispill eng gutt Initiativ war, oder vläicht si se midd ofzewearden, datt d'Europäer endlech waakreg ginn a verstinn, datt se alleguete gemeinsam müssen den Dossier Scholdekrise ugoen.

D'Drohung vun der Ratingagentur Standard & Poor's, d'Kreditratinge vu 15 Membere an der Eurozon, eis Lëtzebuurger inklusiv, an deenen nächste Wochen erofzesetzen, spigelt de Verloscht u Vertraue vun deenen Investisseuren an d'Fäegkeet vun der EU, a virun allem an der Eurozon, d'Kris ze meeschten. Souguer de Rating vum Rettungsfong soll, deemno wéi, erofgesat ginn. D'Investisseure gleewen net méi dorunner, datt déi 17 Eurolänner, a scho guer net déi 27 EU-Länner et fäerdegbréinge wäerten, sech op gemeinsam Léisungen a Moossnamen ze verstännege. An et kann een hinnen net béis sinn. D'Politik an Europa huet net gegläntz an deene leschte Wochen a Méint.

Den Optritt vum franséische President a vun der däitscher Kanzlerin de Méindeg ass an deem Sënn positiv ze bewäerten, datt d'Schwéiergewiichter vun der EU endlech schéng sech openeen zouzebewegen. Grad elo zielt et, datt de franséisch-däitsche Motor net aussetzt.

Dësen Optritt huet awer net déi erwünschten Auswierkung gehat, wann een d'Drohung vun der Ratingagence kuckt. Villes vun deem, wat se de Méindeg proposéiert hunn a wat se wëllen haut an de Freideg um Sommet gemeinsam virleeen, ass näischt Neies. Vill Iddien si scho viru laanger Zäit diskutéiert ginn a sinn un den Divergenzen téschent grad Frankräich an Däitschland gescheitert. Vill kostbar Zäit ass verluer gaangen, vill Vertrauen ass verspillt ginn.

Et ass bekannt, datt keng Léisung machbar ass, wann ee vun deenen zwee Länner se net matdréit. Dës zwee Länner hunn eng enorm Responsabilitéit. Den Helmut Kohl, de François Mitterand an de Jacques Chirac ware sech dëser historischer Responsabilitéit bewusst a waren och bereet, iwwer hire Schiet ze sprangen. Frankräich an Däitschland dierfe weder Léisungen, déi hinnen aus nationale Grënn net gefalen, blockéieren nach deenen anere Länner Léisungen opzwéngen. Si hu Virbildcharakter an als solch solle si sech ëmmer fir déi gemeinschaftlech Method asetzen.

Ech bedauern, datt d'Madame Merkel an den Här Sarkozy sech net ëmmer virbildlech verhalten, wann et ëm Europa geet. Ech hätt et gutt

fonnt, wa se hir Proposé bis zum Sommet fir sech gehalten hätten, datt se dann dës Proposé mat hiren Homologen diskutéiert hätten an all Entscheidung als eng gemeinschaftlech Entscheidung verkaaft hätten. Dat wier menger Meenung no genee dee richtege gemeinschaftleche Werdegang, op dee vill Leit waarden. Mir hätten domadder sécherlech d'Kakofonie vun deene leschte Méint verhënnert an d'Kris hätt net dat Ausmooss ugeholl, dat se haut huet an dat se och net verdéngt.

Well wann een den Experten nolauschtert, ass de Problem an Europa bei aller Problematik guer net esou schlëmm wéi 2008 bei der Faillite vu Lehman Brothers. D'Suergkand Griichenland kréie mir op déi eng oder aner Manéier geregelt. D'Situatioun an Irland schéngt sech ze stabiliséieren.

Wat Italien ugeet, muss dat Land zwar Kreditter ophuelen an dofir méi wéi 7% Zënse bezuelen, mä dat Land kritt de Moment nach Sue géleint. Italien huet och eng Rei vu couragéierte Reformen ugekënnegt, déi, wa se gestëmmt ginn an emgesat ginn, dem Land deen néidege Spillraum kéinte ginn, fir sech nees ze erkréien. Vill Experten, virun allem amerikanesch Bankexperten, ginn dovunner aus, datt Italien de Potenzial huet, fir selwer ouni Hëllef aus der Kris erauszekomme.

Frankräich, wéi Italien, muss méi Zënse bezuelen, mä och hei ass Frankräich nach an enger Situatioun, wou et Sue géleint kritt. Et ass awer kloer, datt dëst net onendlech geet. En Trend zeechent sech of: ëmmer méi Investisseuren zécken, fir an de Krisestaten ze investéieren.

D'Zil fir all Land ass et, seng Schold ze kieren an den Defizit ofzebauen. Net fir näischt sinn iwwerall Spuermoossnamen a Reforme fir d'Wirtschaft unzekuerbelen ugekënnegt. Mä eng Konditioun sine qua non, fir datt Spuermoossnamen, déi op nationalem Niveau ergraff ginn, och déi erwünschte Konsequenzen mat sech bréngen, ass déi, datt d'Scholdekrise un europäeschen Niveau gemeeschtert gëtt.

De Sommet zu Bréssel, deen haut a muer stattfënnert an op deen d'ganz Welt a besonnesch d'Investisseure wäerte kucken, wäert - hoffen ech - d'Weihe fir e Gesamtkonzept stellen. Ech erwaarde mir net méi, awer och net manner. Deen, dee mengt, datt de Freideg alles decidéiert gëtt, alles ficeléiert ass, datt et da mam Sommet gedoen ass, deen iert gewaltig.

Par contre, et wier héich Zäit, datt mir d'Richtung uginn, wou et soll higoen. Mir brauche souwuel kuerzfristeg Mesuren, fir deenen ugeschloene Länner ënnert d'Äerm ze gräifen, wéi och méttelfristeg a laangfristeg Moossnamen, fir an Zukunft Krisen ze verhënnere respektiv besser ze géieren. Et ass evident, datt net alles op engem Sommet kann entscheet ginn. Mä d'Richtung muss genee festgeluecht ginn, d'Solidaritéit an d'Unitéit müssen nees an de Vierdergrond réckelen. Europa muss gemeinsam aus engem Mond schwätzen, muss gemeinsam Léisungen virdroen. Et ass keng Plaz fir Divergenze méi.

D'Madame Merkel huet net komplett Recht, wa se seet: „Was eine Ratingagentur macht, das ist in der Verantwortung der Ratingagentur.“ Et ass zumindest zum Deel, wéi am Fall vun der Scholdekrise an der Eurozon, och d'Veantwortung vun der Politik. D'Ratingagenturen an d'Mäert reagéiere sensibel op all Ausso, all Initiativ, all Léisungsvorschlag vun europäesche Politiker. Dat muss ee wëssen, ier een an d'Öffentlecheit geet.



Doriwwer eraus deelen ech dem Premier seng Meenung, datt de gedrohten Downrating ongerechtfertegt an exzessiv ass. D'Drohunge vu Standard & Poor's verzerren déi wirtschaftlech Realitéit vu villen EU-Länner. Énnert dese Konditiounen kënnen Ratingen net méi als verloosbar Moossinstrumenter. Ech fäerte just, datt vill Investisseure sech net méi d'Méi wäerte maachen, fir erauszefannen, wat un deene Ratinge richtig ass oder net. Si kucke sech einfach de Rating un an decidéieren, ze investéieren oder net, jee nodeem de Rating gutt oder schlecht ass.

Och wann eng méiglech Erostufung net dramatiséiert soll ginn, bleift et, datt d'Ratingagenturen och zu engem gewëssene Mooss fir d'Verstärkung vun der Kris matverantwortlech sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zënter der griichescher Scholdekris gétt den Euro verdäwelt. Et gétt vun „Eurokris“ geschwat, woubäi den Euro ni an der Kris war. Mir haten a mir hu keng Eurokris! Trotz allem héiert een den een oder den anere vun enger méiglecher Sortie vum Euro schwätzen. Awer wat wier, wa mir den Euro net hätten, mä nach de Frang?

Fir déi Fro ze beäntweren, kann ee viles soen. Fir d'Alleréisch, fir emol mat eppes ganz Einfachem unzefänken: Wou, mengt Dir, géif de Belsch-Lëtzeburger Frang haut stoen, nodeem eis Nopere ganzer 540 Deeg gebraucht hunn, fir eng Regierung op d'Been ze stellen? An dat och éréscht, nodeem Standard & Poor's d'Bewäertung vun der Belsch de 25. November erfogéat huet.

An da wëll ech lech un d'Joren 1982 an 1983 erënneren. Deemools huet eise Währungspartner, d'Belsch, ouni Lëtzebuerg ze froen, de Frang op- an ofgewäert, an et ass erop- an erfogaangen, an dat bei engem deemolegen Inflationstaux vun 10%! Dir kënnt lech jo denken, wat dat fir Konsequenze fir eist Land an eis Wirtschaft hat. Mir Lëtzeburger waren 80 Joer monetär vun der Belsch ofhängeg an net fräi an eisen Décisionen. Haut si mir gläichberechtigtegte Copropriétaire vun där stärkster Währung vun der Welt. Mir sinn net manner, mir si méi souverän ginn!

Dann eppes, wou mir alleguerten direkt an dem Alldag géife mierken, wat lass wier: Wa mir den Euro net hätten, dann hätte mir haut wesentlech méi héich Präisser un der Pompel. D'Uelechpräiserhéijung vu ronn 40% huet sech net voll op d'Präisser un der Pompel fir de Verbraucher duergeschloen, well den Euro a sengem Verhältnis zum Dollar sech esou entwéckelt huet, datt mir dat ofgebremst kruten a kréien. Et ka jo kee sech méi virstellen, wann de Lëtzeburger Frang par rapport zum Dollar géif stoen, wat dat wier.

Trotz der Kris, den enormen Turbulenzen an der extrem kritischer Situatioun a Griichenland muss ee feststellen, datt den Euro eis Stabilitéit bruecht huet. Ech wëll nach eng kéier kloer drun erënneren - et seet een et net oft genug -, datt mir eng Scholdekris hunn a keng Eurokris. Dëst gétt leider allze oft falsch duergestallt. Den Euro ass net schold un der Kris, mä déi zukunftsblann Defizitpolitik, déi an enger Rei Länner iwwer laang Jore gemaach ginn ass. Natierlech huet d'Scholdekris an Afloss op den Euro, notament well Eurolänner dovun betraff sinn, mä eent ass a mengen Ae sécher: Ouni den Euro wier déi Kris nach vill méi schlëmm ausgefall, wéi se schon ass.

Mä zréck zur Stabilitéit, déi den Euro eis bruecht huet. Dës Solidaritéit ass fir eng kleng Exportwirtschaft wéi eis vun essenzieller Bedeutung. Mir bedriwen eisen Aussenhandel mat eise wichtigste Wirtschaftspartner an darselwechter Währung. Dat huet de Konditiounen, zu deenen d'Lëtzeburger Betriber schaffen an exportéieren, handeln an importéieren, eng enorm Previsibilitéit ginn.

Den Euro, deen der esou vill verhënnere wollten an deen der esou vill fir eng Utopie gehalen hunn an dee verschiddeger och hätten erëm am léifste wëllen ofschafen, ass trotz dem aktuelle schwierereg Émfeld an all den Diskussiounen ronderëm den Euro déi gréisste politesch Leeschtung vun den Europäer am leschte Véirel vum leschte Jorhonnert.

Den Euro huet de Währungsturbulenzen, déi den Europäer an deene leschten 20 Jore vum leschte Jorhonnert esou dacks op de Kapp gefall sinn, en Enn gesat. Den Euro huet den Äus bedeit fir d'kompetitiv Ofwärtungen, mat deene verschiddeger europäescher Länner sech an der Vergaangeneheet ongestrooft op d'Käschte vun hiren Nopere beräichert hunn.

Den Euro huet dem europäesche Wirtschaftsraum eng Stabilitéit bruecht, déi dese virdrun ni kann huet. Ech erënneren drun, datt an der éischter Halschent vun den 1990er Joren d'Geld an Europa net manner wéi fënnemol op- an ofgewäert ginn ass. An all Kéieren huet d'Lëtze-

burger Exportindustrie drënner gelidden. All Kéieren hunn déi südlännesch Währungen drënner gelidden; ass déi däitsch Währung an d'Luucht gaangen a mir hunn Inflation importéiert, hu mir Ofsazmäert an aneren europäesche Länner verluer.

Déi Lëtzeburger Betriber, déi zu 70% an déi aner EU-Länner exportéieren, liewe roueg, well d'Italiener zum Beispill net iwwer Nuecht kënnen ofwäerten an domat eis Betriber vun haut op muer méi deier ginn, fir hir Produkter ofzesetzen.

Wa mir den Euro net hätten a wann et d'Wirtschafts- an d'Währungsunion net géif ginn, da wieren d'Zënsen däitlech méi héich zu Lëtzebuerg, wéi se elo sinn. D'Betriber géife manner investéieren, well Sue léinen däitlech méi deier wier wéi elo mam Euro. An d'Privatleit, déi eng Schold mussen zréckbezuelen op en Haus, wieren och däitlech méi belaaucht.

Wann ech mer den Niveau vun der Lëtzeburger Inflation ukucken an dat reng vun de wëssenschaftleche Kritären hier betruechten, da sinn d'Zënsen zu Lëtzebuerg niddreg. Si si méi niddreg, wéi se eigentlech misste sinn opgrond vun eiser Inflation. Dat verdanke mir der Währungsunion an dem Euro. Wann ech mer d'Zënsen ukucken, déi mir virum Euro haten, an ech kucke mir d'Zënsentwécklung zënterhier un, muss ech soen, datt d'Zënsentwécklung virum Euro méi ongëschtegt fir d'Lëtzeburger Verbraucher an hir Kafkraaft war, wéi dat haut de Fall ass.

Wann ech mer de Wirtschaftswuesstum an de Länner vun der Eurozon ukucke virum Antritt an d'Eurozon, an ech kucke mer de Wirtschaftswuesstum an deene Länner no dem Antritt an d'Eurozon un, dann ass d'Wirtschaftskris (veuillez lire: Wirtschaftskraaft) däitlech méi héich, nodeems den Euro agefouert ginn ass.

Natierlech muss ee sech bewosst sinn, datt déi momentan Inflation vun 3% an der Eurozon a vun 3,4% zu Lëtzebuerg e gudde Krack iwwert den 2% läit, déi vun der EZB ugestriift ginn. Datt dowéinst d'Zënsen eigentlech misste méi héich sinn, wéi dat aktuell de Fall ass, ass och gewosst. Krisebedéngt a fir d'Wirtschaft unzuekerbelen, léisst d'EZB de Leetzëns awer op engem niddregen Niveau. Trotzdem wiere mir wäit vun den Zënstaunen aus der Vir-Euro-Zeit ewech! Wat soll dann elo falsch gewiescht sinn un der Décision, fir datt den Euro komm ass? Wat wier d'Alternativ dozou gewiescht?

D'Alternativ dozou wier jiddefalls, datt d'Deirecht, „der Feind des kleinen Mannes“, zu Lëtzebuerg gekomme wier an datt eis Industrie, besonnesch déi exportorientéiert, manner gutt géif funktionéieren. D'Resultat wier mat Sécherheet eng manner gënschtegt Lag vun de Statsfinanzen zu Lëtzebuerg an eng wesentlech méi fragil Wirtschaftsstruktur, wa mir dat do net gemaach hätten.

Den Euro huet sech also trotz allem als Schutzwall géint international Onsecherheet duergesat an ass dowéinst grad a Krisenzeiten en enorm wichtegt Instrument, fir datt mir grad des Kris kënnen iwwerstoen. Ech kann also beim beschte Wellen net verstoen, datt esou vill Leit fir eng Sortie aus dem Euro plädéieren. Ech kann och net verstoen, datt ee fir déi ugeschloen Länner eng Sortie envisagéiert. Zumindest zu deemem Zäitpunkt wier dat net richtig. Mir mussen deene Länner d'Méiglecheit ginn, sech ze erkréien. Dat geet net vun haut op muer. D'Spuermoossname mussen gräifen, d'Reformen hir Friichten droen. Et dierf een an deem Kontext och net vergiessen, datt ze drastesch Spuermoossnamen iwwer eng länger Zäit en negativen Impakt kënnen hunn. Alles muss ausbalancéiert ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi aktuell Kris ass net déi éischt, där mir eis mussen an eise Land stellen. Nom Zweete Weltkrich war d'Industrie, a besonnesch d'Stolindustrie, d'Lokomotiv vun der wirtschaftlecher Entwécklung zu Lëtzebuerg. Ufanks de 70er Joren huet eleng d'Stolwirtschaft eng 30% vun der Valeur ajoutée zu Lëtzebuerg gemaach, dee ganzen Industriesecteur méi wéi 50%. Op de Schmelzen an op de Minnen hunn um Héichpunkt vun der Siderurgie eng 25.000 Leit geschafft. Dat waren deemools 16% vun allen Aarbechtsplazen hei am Land.

D'Kris vun der Stolindustrie an de Joren '75 bis '85, ausgeléist duerch zwee Pétrolsschocken, huet eis op eng frappant Aart a Weis gewisen, wéi vulnérabel e Land ass, wat op engem groussen Deel vun engem eenzege Wirtschaftssecteur ofhängeg ass.

D'Pétrolskrisen aus de Joren 1973 an 1979/1980 hate fir eist Land a seng Wirtschaft staark Auswierkungen, staark, well parallel säin Zuchpäerd, d'Stolwirtschaft, och mat seriöse Problemer ze kämpfen hat duerch ëmmer erëm riseg Iwwerproduktiounen um Weltmarché an deen domadder verbunnene Präisverfall vun de Stolprodukter. An där Zäit stoung - a vun

engem Moment op deen aneren - op eemol all sechst Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg um Spill.

D'Konsequenz vun dese schwierereg Zäite war déi, datt tëschent '74 an '83 d'Produktioun ëm d'Halschent erfogaangen ass, op den Niveau vun 1955. An darselwechter Zäit ass och den Emploi an deem Beräich agebrach: vu 25.000 Leit am Joer '74 op 13.400 am Joer 1985. 14.800 Stolarbechter hunn hir Aarbecht verluer. Dovu sinn der um Enn 30% an d'Prétraite geschéckt ginn.

Mir hunn e ganz Jorzéngt gebraucht, ier mir eis als Land erëm vun där Kris erholl haten. An des Kris hat hire Präis, souwuel um mënschleche wéi och um finanzielle Plang, well d'Moossnamen, déi d'Politik an deser schwierereg Zäit huet missen huelen, waren net zum Nulltarif. D'Dépense budgétaire, déi de Stat am Kader vum Plan sidérurgique tëschent 1975 an 1987 ausginn huet, huet en Total uitgemaach vun enger Milliard Euro. An der Moyenne sinn all Joer 5% vun de Statsdépensen an d'Rettung vun der Siderurgie gefloss. Et handelt sech hei ëm eng fir des Zäiten onvirstellbar héich Zomm, déi nëmmen duerch en exzeptionelle kollektiven Effort vun der ganzer Bevëlkerung konnt opbruecht ginn.

Datt et während an no deser Krisenzäit zu Lëtzebuerg awer erëm biergop gaangen ass, ass un dräi Elementer festzemaachen: d'Entwécklung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, déi praktesch simultan mat der Kris an der Stollwirtschaft stattfont huet, déi verstärkten Diversifizierungsbestriewunge fir eis Economie an eng moderat Lounpolitik. Et muss een an deem Zesammenhang och drun erënneren, datt 1982 eng kéier den Index, déi eng soen „moduléiert“, déi aner soen „manipuléiert“ gouf.

Här President, bis déi nächst Kris ufanks 2000 komm ass, hate mir 15 exzeptionell Joren, wou et zu Lëtzebuerg geboomt huet, mat engem Duerchschnittswuesstum vu méi wéi 5%. Nëmme d'Iren hunn a ganz Europa en ähnleche Wirtschaftswuesstum kann. Den Emploi ass an darselwechter Zäitspan vun 161.000 op 265.000 geklommen. Dat entsprécht all Joer engem duerchschnittleche Wuesstum vun 3,4%.

Haaptverantwortlech fir de Wuesstum vun eiser Wirtschaft war virum allem de Finanzsecteur mat senger Banken a Servicer an awer och déi héich Investitiounspolitik vum Stat, déi relativ niddreg Besteuerung vun de Leit an déi niddreg Lounwiesekäschten, duerch déi mir de Coût du travail op engem concurrentiellen Niveau konnten halen.

Zéng Joer méi spéit ass et nach ëmmer de Finanzsecteur, deen eiser Wirtschaft de Stempel opdréckt. Mëttlerweil schaffe bal 43.000 Leit an deem Secteur. Dat sinn iwwer 12% vum Emploi total, dee mëttlerweil bei iwwer 350.000 Beschäftegte läit.

Wéi vill dese Secteur zu den Einnahmen am Statsbudget bäisteiert, ass alles bekannt, et ass méi wéi ee Véirel vun alle Steuerrecetten. Bei der Kierperschaftsteuer, vereinfacht formuléiert, der Steuer vun de Betriber, sinn et zwee Dréttel.

Fir lech dee Wandel vum Industriestanduert Lëtzebuerg hin zur Déngschtleeschungsgesellschaft mam Schwéierpunkt Finanzen ze verdäitlechen, wollt ech lech folgend Zuelen nennen: Huet 1970 déi gesamt Industrie 53% vun der Valeur ajoutée totale uitgemaach, sou waren et der 1985 nach 28% an 2005 nëmme nach 16%. An darselwechter Zäit ass am Beräich Services - Services financiers, Commerce, Transport a Kommunikatioun an aner Servicer - de Prozentsaz vun der Valeur ajoutée totale vun 43% am Joer 1970 op 83% am Joer 2005 geklommen. Eng Entwécklung, déi an de leschte Joren nach weidergaangen ass. Eleng de Finanzsecteur mécht haut iwwer 30% vun der Valeur aus.

Ech hunn lech des Beispiller genannt, fir ze weisen, datt mir eis vun der Ofhängegkeet vun engem Secteur an d'Ofhängegkeet vun engem anere Secteur erabeweegt hunn an datt déi lescht Joren eis kloer virum Ae gehalen hunn, wéi geféierlech a vulnérabel et fir e Land ass, wann een zum groussen Deel just vun engem Secteur leeft. De wirtschaftleche Monolithismus, virum deem besonnesch och de Lucien Thiel ëmmer gewart huet, ass eng Gefor fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung an eise Land! Irland soll eis an deem Kontext als warnend Beispill déngen, well och si waren, nach méi wéi mir, vum Finanzsecteur ofhängeg. Ee Grond iwwerens, firwat se ënnert den europäesche Rettungsprabbeli hu misse flüchten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn lech virdru gesot, wat d'Rettung vun der Stolindustrie iwwer Jore kascht huet, eng Rettung, déi nëmme duerch e kollektiven Effort vun all de Leit am Land konnt realiséiert ginn. Wéi héich d'Rechnung fir de Stat an eist Land

wier, wann eng ähnlech Kris wéi deemools an de 70er Joren am Stollsecteur am Lëtzeburger Finanzsecteur géif optrieden, mam Verloscht vun der Halschent vun den Aarbechtsplazen an dem Ewechbrieche vun engem groussen Deel vun eise Steuerrecetten, dat kann a wëll - mengen ech - zu deemem Moment kee sech virstellen.

An ob déi kollektiv Solidaritéit, déi Enn de 70er, ufanks den 80er Jore gespilt huet, haut nach géif gräife fir grouss Deeler vun eise Leit, fir solidaresch ze si mat dem Bankesecteur, wéi se deemools solidaresch ware mam Stollsecteur, dat mag ech och bezweifelen. Well haut kuckt jo jiddweree méi no dem sougenannten „Korpsgeesch“ wéi nach no der grousser Solidaritéit.

Och wann eis Bankeplaz fir de Moment nach relativ onbeschuet duerch d'Kris komm ass, sou wëll ech lech awer eng kéier e puer Zuele liwweren, fir ze ënnermauern, wat mat eiser Economie géif geschéien, wann eise Finanzsecteur an d'Bredouille géif kommen. Mäi Virgänger, de Lucien Thiel, dee jo en unerkannter Finanzexpert a Kenner vun der Zeen war, hat mer eng kéier beschriwwen, wat engem géif geschéien, wann eigentlech aus där enger oder där anerer Ursach de Lëtzeburger Bankesecteur géif an d'Stottere kommen. Ech ka mech nach gutt drun erënneren, wat hien deemools erzielt huet, well den Impakt op d'Finanzplaz an awer och op déi ganz Economie war enorm.

Huele mer emol un, d'Bankendépôte géife Problemer kréien: D'Kontributioun vum ganze Finanzsecteur an der Valeur ajoutée totale vun eiser Economie, déi fir de Moment eng 30% ausmécht, géif ëm e Véirel zréckgoen. Mir géifen 8% vun eise PIB abéissen, wat sech an engem Uwuesse vum Budgetsdefizit vu méi wéi 2% géif erméigelen. Och de Steierausfall wier grouss, ëmmerhi steiert de Finanzsecteur eng 25% vun de Steuerrecettë bäi.

Ausserdem wieren op der Finanzplaz eng 7.000 Aarbechtsplazen a Gefor an der ganzer Economie kéinten eng 11.000 Plaz verschwannen. Wann ech des Chifferen zu den aktuellen Chômagezuele géif derbäiziele, da komme mer op e Punkt, wou och de Fonds pour l'Emploi des zousätzlechen Chargen net méi kéint droen, ausser mir géifen d'Solidaritéitssteuer erëm op den Niveau setzen, dee mir während der Stolkris haten, an dann nach ass d'Fro, ob dat géif duergoen. A wou mir des Leit nach erëm géifen op Aarbechtsplazen ënnedaach kréien, dat wier nach e ganz anere Problem.

Här President, ech wëll elo net den Däiwel un d'Mauer molen, net a Pessimismus verfallen, mä de Leit just eng kéier virum Ae féieren, wat an eise Land lass wier, wann d'Kris wierklech op eise Bankesecteur géif duergeschloen an eng gewëssen Unzuel vu Banke géifen oder missten zoumaachen an eist Land verloossen. Ech warnen dowéinst déi Leit, déi mengen, et misst een d'Banken zur Keess bidden, schliesslech hätte si och zur Kris bäigesteiert. Ech sinn net géint eng besser Kontroll, e besseren Encadrement vun de Banken an dem ganze Finanzsecteur; et muss ee just oppassen, wat ee mécht a wat ee verlaangt. Ze vill dären Gudden kann negativ Konsequenze mat sech bréngen, déi net gewollt waren.

Et bleift, datt d'Ofhängegkeet vum Finanzsecteur net gesond ass. Dofir muss fir d'Regierung, niert der Sanéierung vun de Statsfinanzen iwwert de Wee vun Aspierungen op der Dépensésäit, eng méi breet opgestallte Wirtschaft eng absolut Prioritéit sinn. Dës Diversifizierungsbestriewunge kënnen awer nëmme vu Succès gekréint ginn, wa mir de potenziellen Investisseuren e kompetitiivt Émfeld bidden. An datt dëst Émfeld am internationale Verglach net esou gutt ass, wéi mir eis dat vläicht ëmmer wellen agestoen, ënnermauern d'Positiounen vu Lëtzebuerg an e sëlliche Klassementer an internationale Rankingen, wouvun ech der e puer Beispiller wëll soen.

Do hätte mir fir d'Éischt de Kompetitivitéitsindex vum Weltwirtschaftsforum. Dësen analyséiert de mëttel- a laangfristige Kompetitivitéitsniveau vun 142 Länner a benotzt fir seng Berechnungen eng honnert Indicateuren, sou zum Beispill d'Schoul, d'Santé, den Aarbechtsmaart, d'Infrastrukturen an d'Innovatioun. Am Joer 2011 si mir an deem Klassement ëm dräi Plazen op d'Plaz 23 gefall. Däitschland ass op der sechster, d'Belsch op der 15. a Frankräich op der 18. Plaz.

Deen nächste Ranking ass dee vum „International Institute for Management Development“. Hei gétt analyséiert, a wéi engem Mooss e Land capabel ass, sengen Entrepreneuren e gutt Émfeld

zur Verfügung zu stellen. 59 Länner goufen op méi wéi 300 Kritären analyséiert. Hei sti mir op der eelefter Plaz, d'selwecht wéi d'lescht Joer. Däitschland ass an dësem Ranking besser gestallt wéi eist Land. D'Belsch a Frankräich par contre sinn hanner eis.

Dat drétt Beispill ass dat vum „European Innovation Union Scoreboard“ vun der Europäescher Kommissioun, deen am Kader vun der Strategie „Europa 2020“ op d'Bee gestallt ginn ass. Hei kann een erausliesen, a wéi engem Rhythmus d'Zilsetzung vun der Strategie 2020 an de verschiddene Memberlänner vun der EU ëmgasat ginn. An där Editioun vun 2010 leie mir op der zéngter Plaz, Däitschland op der véierter, d'Belsch op der sechster an d'Fransouse knapp hanner eis op der eelefter Plaz.

Et kann een elo vun dese Ranking halen, wat ee wëllt. Et kann ee se kritiséieren, soen, dass se net der spezifescher Situatioun vu Lëtzebuerg Rechnung droen, dass hei Äppel mat Bire verglach ginn, etc. All dat kann ee soen. Fakt ass awer, dass et ënner anerem dese Ranking sinn, déi vu potenziellen Investisseuren g nee ënnert d'Lupp geholl ginn, wa se virun der Entscheidung stinn, fir sich an deem engen oder deem anere Land néierzeloossen. Ob mir dat elo gutt fannen oder net, Tatsaach ass, dass Lëtzebuerg an dese Klassen, iwwer Jore gekuckt, Plomme gelooss huet an ëmmer manner gutt bewäert ginn ass a gëtt.

Dës Faite an d'Realitéit um Terrain, déi vill Leit nach ëmmer gewollt oder ongewollt verkenne, loosse eis Fraktioun zur Konkusioun kommen, dass mir onbedéngt a virun allem séier eppes fir d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg mussen ënnerehuelen. Dass dat méi einfach gesot ass wéi gemach an och net vun haut op muer ka geschéien, ass och bekannt.

Bekannt ass awer och, dass vill Iddien a Verbesserungsvirschléi schon zënter laanger Zäit um Dësch leien. Ech denken hei virun allem un déi 65 Proposen, déi de Wirtschaftsminister Jean-Claude Krecké den 10. Abrëll...

(Interruption)

...2010 opgezeechent huet an déi mir och weiderhin ënnerehuelen.

Och hu mir deemools als Fraktioun weider 20...

(Interruption)

...weider 20 respektiv 21 Pisten opgezeechent, déi een zousätzlech zu deene 65 Proposé kéint méi oder manner séier ëmsetzen.

Ech wëll dofir gären nach eng Kéier dat rappeléieren, wat de Jean-Louis Schiltz am Kader vun deenen Debatten zur Lag vun der Natioun de 6. Mee 2010 gesot huet: „Mir als CSV-Fraktioun hëllef gär bei der Ëmsetzung, der Präzisierung, dem Ausschaffe vun den Detailen vun deene 65 Propositionen. Mir mengen och, dass misst séier geschéien. Et muss een nämlech wëssen, dass vill vun deene Propositionen vun der Regierung eigentlech net nei sinn an dass se dofir am Endeffekt nëmme richteg pertinent wäerte sinn, wa se séier an effikass kënnen ëmgasat ginn. Soss bleift dat Ganzt en Exercice, deen zwar e konzeptuelle Wäert huet, mä deen am Resultat net vill bréngt. Ech brauch dem Wirtschaftsminister an aneren hei net ze soen, dass eis Konkurrenten dobaussen net schlofen. Si wëssen dat gradesou gutt wéi ech.“

Här President, mir stinn och nach haut zu dësem Wuert. Leider hu mir d'Impressioun, dass an dësem Punkt bis haut an der Regierung sech net vill beweegt huet a verschidde Leit hir Hausaufgaben einfach leie gelooss hunn. Dofir schloe mir als CSV-Fraktioun vir, dass déi concernéiert Ministeren hei an der Chamber eis en Tëschebilan vun der Ëmsetzung vun deene Mesurë géife presentéieren kommen.

Ausserdeem géife mir eis wënschen, dass deen neie Wirtschaftsminister sech dese Punkt ganz uweien op seng Lëscht géif schreiwen, well mir brauchen eng gutt Kompetitivitéit, nëmme da bréngt mir et och fäerdeg, nei Aarbechtsplazen ze schafe respektiv Aarbechtsplazen ze erhalten.

De Finanzminister huet gëschter Froe gestallt, wéi et mat verschiddene Reformen ass, déi bluttnoutwendeg sinn. Och hei muss d'Solidaritéit spillen, d'Solidaritéit tëschent de Generationen, d'Solidaritéit tëschent all deenen, déi vill hunn, an deenen, déi nääsch hunn. De Solidaritéitsgedanke muss erëm an de Mëttelpunkt kommen, an dofir waren déi Froe ganz berechtigt.

D'Regierung kann awer op alle Fall op eis Fraktioun zielen, wann et heescht, Reformen unzegeen. Mir hu fir all Reform en oppent Ouer. Mä et hänt ëmmer dovun of, wat am Detail an deem Projet drasteet.

(Interruption)

Dat bréngt mech, Här President, zur aktueller Situatioun um Aarbechtsmaart. D'Situatioun um Aarbechtsmaart ass net gutt. Si ass ugespaant, spigelt och dat schwieregt wirtschaftlecht Ëmfeld erëm, dat ech virdu beschriwwen hunn. Mä net nëmme! D'nächst Woch stëmme mir hei d'Reform vun der ADEM. Déi war néideg. Do si mir eis alleguerten eens. Mä mat der Reform vun der ADEM, mat engem neie Gesetzestext geet et awer nach laang net duer. Mir mussen och dat ganz Ëmfeld änneren. Mir mussen méi ambitiéis sinn, wann et ëm den Aarbechtsmaart geet. Awer dozou méi d'nächst Woch beim Projet vun der Reform vun der ADEM.

Enn Oktober ware laut der ADEM 16.600 Leit am Chômage. Dat waren der 506 méi wéi de Mount virun. Dat entsprécht enger Progressioun op de Mount gekuckt vun 3,1%. Do derbäi kéint, dass d'Zuel vun de Leit, déi an enger Beschäftigungsmoossnam sinn, mat 4.065 Leit konstant héich bleift. Am Joer 2009 waren et der nach an der Moyenne eng 3.100. Par rapport zu 2009, wat jo nach net esou laang hier ass, ass d'Zuel vun de Leit an enger Beschäftigungsmoossnam ëm ronn 30% an d'Luucht gaangen, wat eng enorm Progressioun duerstelt.

Mat dese Chiffere leie mer momentan bei engem Chômagetax zu 6%, en Taux iwwerengs, deen an der Moyenne vum ganze Joer zimlech konstant bliwwen ass. Ech wëll drun ënnerehuelen, dass mir 2010 an der Moyenne 6% hatten, 2009 5,7% Chômage hatten.

Mir kënnen eis natierlech freeën. Et schéngt, dass de Chômage sech mëttlerweil agependelt huet. Et schéngt - nom Statoc soll d'nächst Joer de Chômage op 6,5% klammen. Mir bleiwen also ëm déi 6%. Mä et ass kloer, dass egal, ob et sech ëm 6% oder 6,5% handelt, dass aussergewöhnlech héich Taux sinn, nottament am Verglach mat deem, wat mir op eise Aarbechtsmaart an deene leschten 30 Joer gewinnt waren.

Och wann den Emploi salarié zënter e puer Méint eng Tendenz no uewe verzeecht, sou hu mir jo trotz alle Beméiungen, déi ënnerehuelen gi sinn, et leider net fäerdegbruecht, de Chômagetax substanzial no ënnen ze drécken. Mir hunn et ëmmer méi mat engem strukturelle Chômage ze dinn, well d'Inadéquation tëschent der Offer an der Demande op eise Aarbechtsmaart ëmmer méi grouss gëtt. Mir maachen eis besonnesch vill Suergen iwwer de Chômage vun den eelere Salariéer an de Jugendchômage - e Problem, op deem ech nach ze spriechen wäert kommen.

D'Aussichten um Aarbechtsmaart sinn dann och éischer beonrouegend. Duerch den aktuellen Ofschwung vun der internationaler Konjunktur, deen hei Lëtzebuerg als staark exportorientéiert Land direkt ze spiere krit, geet de Statoc a senger leschter Note de conjuncture dovun aus, dass et an Zukunft zu enger weiderer Hausse vun der Aarbechtslosigkeit wäert kommen.

Och den Dynamismus beim Emploi salarié vun de leschte Méint wäert zrëckgeen. Konkret gesäit de Statoc vir, dass de Chômage sech am Joer 2012 an der Moyenne op 6,5% wäert belafen. An hie schätzt, dass den Emploi just nach ëm 1,5% wäert par rapport zu deenen 3%, déi fir d'nächst Joer virgesi waren, an d'Luucht goen.

Als CSV-Fraktioun hoffe mir, dass et an der Tripartite séier zu enger Eenegung kéint, fir déi Mesuren ze ergräifen, déi néideg sinn, fir der Problematik vun der Aarbechtslosigkeit entgéintzewierken. Wann dat net de Fall sollt sinn, dann ass et un eis heibannen, eis Verantwortung zu iwwerhuelen.

Et muss een an eisen Ae séier zu engem konkreeten Ofschluss kommen, well mir sollten nämlech net vergiessen, dass sech hanner all Chômeur en individuell menschlecht Schicksal verstoppt respektiv eng ganz Famill dovun betrafft ass. Et muss virun allem nei Pistë festgehale ginn, déi haaptsächlech eise eeleren Arbeitnehmer erëm zu enger fester Aarbecht verhéelfen. Mir sinn der Meenung, dass d'Leit iwwer 50 Joer nach laang net zum alen Eise gehéieren, mä am Géigendeel duerch hir Experiéiz der Wirtschaft an eise Land nach vill kënnen bréngen.

Och beim Jugendchômage heescht et, Remedur ze schafen. D'Ursaache si jo hisiichtlech bekannt: greisstendeels bedéngt duerch kee Schoul- oder Berufsschoulofschluss respektiv en Ofschluss, deen vun eiser Ekonomik net gebraucht gëtt. Dorunner sinn awer ganz sécher net nëmme déi Jonk schold, mä mir als politesch Responsabel mussen eis seriö Froe stellen, ob d'Schoul, d'Formation professionnelle a besonnesch d'Berufsorientéierung hire Rolle gerecht ginn.

De Méindeg huet d'Ministesch Mady Delvaux eng Rei Proposé virgestallt betreffend d'Reform vum Enseignement secondaire. Mir wäerten déi analyséieren a mat de Leit vum Terrain - den Enseignanten, Schüler, Elteren a Betreiber - diskutéieren an eis Iddien dann och erbréngen.

Fir eis ass et awer och wichteg, e Bilan ze kréie betreffend den Enseignement fondamental. Well do ginn d'Meenunge vum Erfolg oder vum Échec vun der Reform zumindest dobaussen an der Populatioun, mä och bei den Enseignanten selwer, wäit ausereen. Ëmsou méi wichteg och ass et, e Bilan vum Ministère ze kréien, och wann dese Bilan nëmme virleefeg ass.

Wichtig wier et och ze wëssen, wéi et an der Berufsausbildung ausgesäit, wou d'Reform jo schonns an Etappen ëmgasat gouf. Ech perséinlech sinn der Meenung, dass d'Formation professionnelle erëm misst dem Aarbechtsministère agegliddert ginn, wéi et bis Enn de 60er Jore war. Awer dat ass, wéi gesot, meng perséinlech Meenung. Genausou wéi ech mer och eng Fro stellen, ob et gutt ass, dass d'Gesondheetsberuffer just eleng an der Éducation ounge-siedelt sinn, mä ob do net och d'Santé vill méi misst matschwätzen.

Nach ëmmer zu de Gesondheetsberuffer: D'Lëtzebuerg Infirmereschüler mussen dräi Sproche kënnen, fir net nëmme hire Beruf draërfe ze léieren, mä och dann de Bac ze packen. Do stellt sech fir mech d'Fro, ob dese Décisioun, déi an den 90er Jore geholl ginn ass, net erëm misst iwwerkuckt ginn. Et ass jo esou, dass d'Frontalieren, déi an d'Land kommen, kenger Kontroll ënnerehuelen, wat d'perfekt Schwätzen an d'Verstoe vun deenen dräi Sprochen ueget. Dat ass emol dat Éischt. Doriwwer eraus ass d'Villsproochegkeet gutt, awer et muss een ëmmer wëssen, ob mer Dolmetscher oder Gesondheitspersonal brauchen.

„Voir, juger agir“ muss eiser Meenung no och den A an den O an der Bildungspolitik sinn. Bei der Schoulopolitik ass et wéi beim Fussball, wou all Mensch ëmmer besser Bescheid weess, wéi d'Équipe ze spillen huet, wéi den Trainer. Sou ass et och an der Schoul, wou all Mensch mengt ze wëssen, hie kéint besser Schoul hale wéi den Enseignant. Hei brauche mir Reforme mam Corps enseignant, mat de Schölerinnen a Schöler, mat den Elteren a mat der Berufswelt.

Eis Jugend, eis Kanner sinn eis Zukunft, an da muss mir hinnen och eng Zukunft bidden. Si mussen sech jo och méi wéi mir national an international bewiesen. Si mussen mat all deenen anere kënnen mathalen.

A bei all deene Reformen an der Bildungspolitik däerf och d'Weiderbildung net vergiess ginn. Ouni déi hei noutwendeg Kreditter ass et och net méiglech, déi Leit, déi hir Plaz verluer hunn, ëmzeschoulen, fir dass se erëm „employabel“ ginn, wéi dass jo haut esou schéin heescht am neie Lëtzebuergesch.

Här President, d'Sanéierung vun de Statsfinanze soll sinn an ass eng Prioritéit vun der Regierung. Wa mir vu Sanéierung vun de Statsfinanze schwätzen, da kéint een net derlaanscht, och iwwert d'Transfers sociaux ze schwätzen. An dësem Kontext mécht an der Debatt iwwert d'Soutenabilitéit vun eise Sozialausgab zënter e puer Wochen en neit Schlagwuert d'Ronn, nämlech dass d'iwert d'sozial Selektivitéit.

Jiddwer Partei huet sech a leschter Zäit méi oder manner fir eng méi grouss sozial Selektivitéit an de Sozialtransferten a besonnesch bei de Famillenzoulagen ausgeschat. Déi um ënnerehuelen Bord vun eiser Gesellschaft solle méi staark ënnert d'Äerm gegraff kréie wéi déi, deenen et besser geet. Dat ass jo och alles schéin a gutt, an et kéint och bei de Leit dobaussen positiv un, wann een esou eng Forderung stellt. Mä wann et da konkret ëm d'Ëmsetzung vun esou Mesurë geet, wëllen - wéi esou oft hei am Land - vill Leit séier nääsch méi dovun wëssen.

(Interruption)

Des Weideren huet nach kee konkret gesot, wat hie sech genee ënnert der sozialer Selektivitéit virstellt, op wéi enge Kritäre se baséiere soll a wat d'Zilsetzung ass: Geet et virrangeg ëm eng Ëmverdeelung vun de Suen oder wëllt een domadder eng aner Zort vu Politik maachen? A wat wieren d'Zilsetzungen vun esou enger Politik?

Geet et drës, dass iwwert de Wee vun de Famillenzoulagen d'Allgemengheet de Wäert vun der Kannerzéiung unerkenne soll, déi jo fir all Famill e Käschtepunkt duerstelt, onofhängeg vun hirem Revenu? Soll mat dësen Zoulagen d'Famill als solch gefördert ginn oder soll et einfach nëmme en Zousaz sinn zum eigentleche Revenu, fir d'Kafkraaft vun der Famill ze stäerke?

Dat si grundsätzlech Froen, déi mir eis mussen stellen an op déi et gëllt, Äntwerten ze ginn. Mir mussen wëssen, wou mir wëllen ukommen, ier mer fortfueren.

Här President, Kolleginnen a Kollegeen, eise System vun de Famillenzoulagen ass en universelle System. Dat bedeit, dass d'Integralitéit vun der Populatioun ouni Konditione Famillenzoulagen an Usproch kann huelen. Am Fong handelt et sech ëm eng direkt finanziell Bähel-lef fir d'Familljen, vu dass d'Famillenzoulage jo net besteiert ginn. Dës Zoulage ginn deemnom nom Prinzip vun der Gläichberechtigung an der Gerechtheek ausbezuelt.

De Virdeel vum aktuelle System ass deen, dass keng Kritären definéiert sinn. Jiddwieren, egal wat e schafft oder wou en hierkënt, kritt déiselwecht Leeschtungen. Ech wëll awer och drun ënnerehuelen, dass et an eise System haut schonns eng gewësse Selektivitéit gëtt: Sou gëtt d'Unzul respektiv den Alter vun de Kanner a Betruecht gezunn.

Här President, sou e System fannt Der och an anere Länner, an e gëtt esou laang net a Fro gestallt, soulaang déi néideg Mëttel fir seng Finanzéierbarkeet zur Verfügung stinn. Wann d'Geld awer ufängt, knapp ze ginn - et däerf ee jo net vergiessen, dass et sech jo en fait ëm eng Ëmverdeelung vu Steiereretten handelt -, da gëtt dee ganze System hannerfroet.

Ech muss jo kengem soen, dass mer mëttlerweil an esou Zäiten ukomm sinn, dass mir d'Ham net méi an der Mëllech kënnen kachen, och wann dat a verschidde Kreesser net akzeptéiert wëllt ginn.

Opgrond vun där prekärer finanzieller Situatioun beim Stat, wou mir virun allem op der Depensésäit de Risque lafen, d'Kontroll ze verléieren, muss et erlaabt sinn, driwwer nozedeken, ob et net ubruucht wier, bestëmmte Gesellschafts- a Berufsgruppe respektiv Familljen mat grousem Akomes, fir déi d'Famillenzoulagen keen entscheidende Bestanddeel sinn, vun hirem Akomes duerstellen, dese Famillenzoulagen net méi oder an engem anere Mooss auszebezuolen. An ech ënnerehuelen do un d'Aussoe vun dem Budgetrapporteur, dem Gilles Roth, wat d'Besteuerung vun Kannergeld ubelaangt.

All Kand huet deeselwechte Wäert, mä net all Kand huet deeselwechte Point de départ.

Mir si jiddfalls der fester Iwwerzeugung, dass een d'Sue prioritär deene Leit soll zeguttkomme loosse, déi wierklech eng finanziell Ënnerehuelung vum Stat brauchen. Heizou ziele mir och eis behënnert Matbirger an och nach d'Studenten.

Dat ass eng Approche, déi, mengen ech, vun alle Partei misst gedeelt ginn. Et geet eis net drëm, deenen engen eppes ewechzehuelen, et handelt sech och net ëm Sozialofbau, wann een esou eppes ëmsetzt, well et geet virrangeg drës, d'Ëmverdeelung vun de Suen ze rationaliséieren, an dat am Sënn vun nationaler Solidaritéit, der sozialer Kohäsioun an dem sozialen Ausgleich.

Dofir ass et fir eis wichteg, dass déi sozial Selektivitéit keen eidelt Schlagwuert ass, mä eng Äntwert op déi gesellschaftlech Problemer vun haut a muer an eng Äntwert fir d'laangfristeg Ofsécherung vun eise gudde Sozialeeschtingen.

À propos Selektivitéit: War d'Krisesteier net eng selektiv Moossnam? Déi, déi vill hunn, hu vill bezuelt, an déi, déi nääsch hunn, hunn nääsch bezuelt. Awer déi schafe mir jo elo of.

Här President, d'Ofsécherung vun eise Sozialleeschtinge bréngt mech zu deem nächste Punkt, deen iwwert d'Reform vun eise Pensionssystem.

An den nächsten Deeg presentéiert de Sozialminister seng Iddien zu enger Reform. Déi grouss Pistë si bekannt, mä den Däiwel läit, wéi ëmmer bei grouse Reformen, am Detail.

Fir d'CSV-Fraktioun muss dese Reform, déi och an der Optik vun der Ofsécherung vun de Statsfinanze muss gesi ginn, nohalteg a laangfristeg ausgeluecht sinn, an net nëmme fir déi nächst zéng Joer. An de Joren 2020 bis 2025 wäerte massiv och eis Frontalierskollegen an de Genoss vun hirer wuelverdengter Pension kommen, a wa mer nääsch maachen an eise Pensionssystem, da fält op eemol eise System wéi e Kaartenhaus zesommen.

Eise System berout aus enger Zäit, wou déi meescht Leit mat 15 Joer ugefaangen hu mat Schaffen a mat 65 Joer an d'Pension gaange sinn an 72 Joer al gi sinn. Haut gëtt am Duerchschnitt mat 22 Joer ugefaangen ze schaffen, et hält ee mat 59 Joer op, an dank der gudder Versuergung an der gudder Gesondheet ginn déi meescht Leit iwwer 80 Joer al. An domadder ass et einfach, dass de System sech mat där aler Method net méi kann droen.

E gudde Sozialsystem brauch Aarbechtsplazen, an do mussen mir d'Simplification administrative weiderdréieren. Et däerf net ze laang daueren, bis d'Beriber kënnen expandéieren oder sech hei nidderehuelen, sou wéi e Logistikzenter op den alen Terraine vun der WSA zu Beetebuerg-



Diddeleng, wou et net séier genuch viruget; an och op anere Plazen dauert et einfach ze laang, als Beispill den Agrarzenter, de Ban de Gasperich, fir elo emol nëmmen déi ze nennen.

D'lescht Woch huet den Ausseminister e Bréif un d'Madame Merkel geschriwwé wéinst der Europapolitik. Et wier sécherlech och net schlecht gewiescht, e Bréif op Sterpenich ze schécken an ze froen, firwat deenen hir Zon esou séier grouss gëtt an esou séier wüsst, well mer och emol do wéllte wëssen, wéi déi dat dann zu Sterpenich géife maachen.

Jo, mä esou e Bréif brauche mer net ze maachen, well mir hu jo d'Antwort. Mir missten et fäerdegrëngen, datt eis Prozedure méi einfach ginn an datt d'Leit och méi séier kënnen investéieren.

(Interruption)

Ee gutt Beispill ass hei de Belval.

(Interruptions diverses)

Här Gibéryen...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Här Spautz, wien ass da schold drun?

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Här Gibéryen, ech hu gelies op der Riednerlescht, datt Dir age-droe sidd, da wäert Dir eis dorop d'Antwort ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ech soen et elo direkt: D'CSV ass schold drun!

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- E gutt Beispill ass hei de Belval, wat eppes Grandioses ass fir d'Beliebung vun deenen alen Industriebroochen, wéi den Universitéitscampus, eng Schoul, Servicebetriber a Wunnengsbau. De Michel Wolter ass ufanks belächelt ginn, wéi hie mat der Iddi komm ass, an haut ass et amgaangen, Realität ze ginn.

Awer Belval huet ee Bémol: Wa vun auslännesche Gäscht de Site besicht gëtt, hu se, soubal se d'Autobunn verloossen, d'Gefill, si kéimen, naja, ech wëll et emol esou ausdrécken: an d'Pampa. An dann, 250 Meter méi wäit, gi se mat enger anerer Welt konfrontéiert, wou d'Mainzelmännercher fantastesch Gebaier operéiert hu fir d'Finanzwelt, d'Recherche, de Commerce, Wunnengen, Lyceeen an d'Uni.

Hei gëtt et endlech Zäit, datt mir op dësem Zukunftssite och eng entspriechend Entrée kréien, déi deem Zukunftssite gerecht ass, well heiansdo kënnen sech d'Leit emol net virstellen, datt hannert där schrecklecher Entrée och wierklech hannendrun en Universitéitscampus soll sinn.

(Interruption)

Här President,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Schwätzt emol mat Ärem Minister!

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Mir maachen dat, Här Gibéryen.

(Interruptions diverses)

Här President, Aarbechismaartpolitik, Kompetitivitéit an öffentlech Finanzen sinn en matenee verknäppert. Wann et an engem Beräich zu Problemer kënnt, sinn déi aner zwee direkt mat am Coup. Mir sinn haut awer an der Situatioun, datt mir net op engem Punkt Problemer hunn, mä datt mir gläichzäitig op deenen dräi Niveaue mussen agéieren, fir datt eis Land och nach an Zukunft handlungsfäeg bleift.

Dat mécht d'Saach net méi einfach. De wirtschaftlechen Ofschwung, dee mir d'nächst Joer erwaarden, féiert evidenterweis derzou, datt d'Situatioun sech um Aarbechismaart weider zouspéit an datt manner Suen an d'Statskeess kommen.

Mir wëssen, datt e klengt Land wéi Lëtzebuerg mat enger oppener Ekonomik sech a Krisenzäiten nëmme ganz limitéiert ka selwer hëllefen, mä vu sengen Handelspartner ofhängeg ass. An deene wäert et d'nächst Joer och net besonnesch gutt goen.

Mir wëssen, datt, wann eise Finanzsektor vun der Scholdekris bis ugastach ass, mer en neie Problem kréien. Mir wëssen, datt eis Statsdé-pensen ufänken, eis definitiv fortzelafen. Mir wëssen, datt den Triple-A wackelt.

Mir wëssen och, datt mir d'Statsschuld net aus dem Rudder kënnen lafe loossen an eis esou héich verschëlde kënnen, wéi dat scheinbar eis grouss Noperen an anerer maache kënnen, och wann dat aus verschiddene Kreesser vu Politik a Gesellschaft anescht erséit gëtt. Déi intakt Finanzkapazität vum Stat ass fir eis bluttnoutwendeg. Déi radikalste Method, fir manner Suen auszeginn, wier déi, datt de Stat net méi Suen däerf ausginn, wéi et dëst Joer ass, an datt esou eng Budgetsnorm géif festgehale ginn.

Dofir géllt et fir eis, nach méi wéi virun, elo ze spueren an d'Statsfinanzen erméiglech definitiv an d'Rei ze kréien, dat heescht an den Equilibre ze bréngen. Hei géllt et, wéi och fir aner Punkten,

wat am Koalitiounsaccord 2009 ofgemaach ginn ass.

Déi programmiert „mid-time review“ vun der Budgetpolitik am nächste Joer wäert eis weisen, wou mer stinn a wéi eng Efforté mer nach mussen ënnerhuelen, fir datt mer d'Zil vum Nulldefizit um Horizont 2014 erreechen. En Zil, wat fir eis weiderhin déi éischt an absolut Prioritéit ass.

An dësem Zesammenhang fannen ech d'Propos vum Finanzminister ganz gutt, fir d'nächst Joer zesumme mat alle Fraktiounen, de Jugend-organisatiounen an de Sozialpartner doriwuer ze schwätzen, wéi hir Vuë sinn, datt mer dat kënnen all zesummen erreechen. Dat ass de richtige Wee.

Mir als d'CSV si bereet, Verantwortung fir dëst Land a seng Bierger ze iwwerhuelen, well et geet an den nächste Méint a Joren hei net em eng Partei, och net em soss eng Organisatioun. Et geet hei eenzeg an eleng em d'Zukunft vum Lëtzeburger Land.

Mat all deenen Ausféierungen, Kolleeginnen a Kolleegen, ginn ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zum Budget an ech soenlech Merci fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Marc Spautz, an als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass amgaangen, eng Politik ze maachen, déi eendeiteg op d'Käschte vun deene künftege Generatiounen geet.

Mir si méttlerweile hei zu Lëtzebuerg bei enger Pro-Kapp-Verschuldung ukomm vun iwwer 10.000 Euro. De Statsdefizit 2012, pro Awunner gerechent, mécht net manner wéi 2.233 Euro aus. Däitschland gëtt sech do scho mat nëmme 477 Euro zefridde, d'Belsch mat 1.131 Euro a Frankräich mat 1.463 Euro. Fënefmol méi Statsdefizit op de Kapp also zu Lëtzebuerg wéi an Däitschland, duebel esou vill wéi an der Belsch.

Den Defizit beim Zentralstat 2012, also dee Budget, dee vun der Regierung kontrolléiert gëtt, dee vum Finanzminister a Budgetsminister géreiert gëtt, beleeft sech op 1,1 Milliarden Euro. Bal all zéngten Euro, deen de Stat d'nächst Joer wëllt ausginn, huet en net, kriit en net duerch seng üblech Recetten an d'Keess eran. Dat ëmschreift, wéi ganz vill aner Zuelen, den Train de vie vum lëtzeburgesch Stat.

D'Dépensé vum lëtzeburgesch Stat sinn tëschent 2005 an 2010 ëm 38,54% geklommen. Och do huet Däitschland sech mat 10,72% zefridde ginn. Dat huet derzou gefouert, datt mer an de Budgeten, déi mer hei gestëmmt hunn, 2009, 2010, 2011 an och 2012, e Budgetsdefizit vun emol eng Kéier e bësse méi an eng Kéier e bësse manner wéi enger Milliard Euro aus-gewisen hunn.

D'Regierung huet sech hei an de leschte Joren eenzeg an eleng op de Prinzip Hoffnung verlooss a gehofft, et géif dach iergendwéi vum selwen nees besser goen.

Haut si keng Reserve méi do. Haut mussen mer kucken, datt mer manner an d'Infrastruktur investéieren; dat hunn ech am Rapport vum Budgetsrapporteur héieren, wat ech allerdinge bedenkelech fannen, well all Dag, wa mer op der Strooss ënnerwee sinn, mam öffentlechen Transport ënnerwee sinn, all Dag, wa mer an d'Schoulen era kucke ginn a wa mer mat villen Acteuren am Land schwätzen, da wësse mer, datt mer nach wie vor e grouse Bedarf un zousätzlechen an neien Infrastrukturen hunn.

Et gëtt vun enger Pensionsreform geschwat vun dëser Regierung, déi bis ewell oft vertagt ginn ass an dann awer elo Enn dëst Joer soll kommen. Mä wa se deem entsprécht, wat ugekënnegt ass, dann ass et wuel kaum dee grouse Worf, well et wäert sécherlech keng generatiounenüwergräifend Léisung do derbäi erauskommen.

De Chômage, dee klëmmt ganz besonnesch - an dat ass ganz besonnesch drama-tesch - bei deene Jonken. D'Schoul gëtt zwar reforméiert, et gesäit een awer net wierklech, wat dat da finalement deem eenzelne Schüler sollt bréngen.

Mir haten eng grouss Diskussioun hei am Land iwwer eng Gesondheitsreform. Allerdéngs gesäit een elo, e Joer méi spéit, net, wat fir ee Problem dann do konkret geléist ginn ass bis ewell. A mir hunn nees Tripartite, an do geet et, wéi esou oft, alt erméiglech déi em den Index.

Bei bal all deenen doten Zukunftsproblemer mécht d'Regierung eppes, nämlech si mécht d'Aen zou. CSV an LSAP si gutt doranner, d'Aen zouzemaachen. Esou maache si och d'Aen zou

virun enger ganzer Rei vun anere Risiken, déi och, an dat zu Recht, am Rapport vum Budgetsrapporteur opgezielt goufen, nämlech, wéi mer eng Kéier déi ewechfalend Recetten aus dem Tanktourismus géifen ersetzen, wéi mer déi ewechfalend Recetté vun der TVA um Commerce électronique géifen ersetzen.

An de Budgetsrapporteur huet et jo virgeré-ent: En huet gesot, wa mer dat Geld - wat mer riskéieren ab 2015 duerch eng nei euro-päesch TVA-Regel - géifen um Commerce électronique verléieren, da misste mer hei zu Lëtzebuerg den TVA-Saz vu 15% op 18% eropsetzen - e sate Plus vun 3%! -, de bëlleger Taux gläichzäitig och nach eng Kéier vun 3% op 6% eropsetzen, an de méttleren Taux, deen elo bei 12 läit, géif ganz ofgeschafft ginn.

Ech wëll dem Budgetsrapporteur eleng fir déi dote Berechnung, déi interessant ass, félicitéieren, mä awer och fir säi gesamte Rapport, well emmer, wann een e Budgetsrapport mécht, ass dat eng ganz grouss Fläissaarbecht an et huet een et mat Sécherheet net emmer einfach, well een dee gesonden Equilibre muss fannen tëschent deem, wat ee selwer wëllt, wann ee ganz eleng kéint esou e Rapport schreiwen, doranner wëllt schreiwen, an deem, wat d'Kol-leegen an der eegener Fraktioun, op där anerer Säit beim Regierungspartner an da vläicht och nach esou an der Finanzkommissioun dann alles an deem Rapport och nach wëlle liesen, oder och vläicht net wëlle liesen. Duerfir eleng gehéiert dem Budgetsrapporteur vun dësem Joer, dem Gilles Roth, eise Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Wann déi Berechnung do interessant ass, da seet se eis awer och eppes. An natierlech ass et just e Reche-beispill. Dat gouf jo och schonn hei esou duergeluecht. Mä wann déi eenzeg Propos an déi eenzeg Pist, déi bis ewell vun dëser Regierung op den Dësch geluecht ginn ass, fir déi ewechfalend Recetten aus dem Commerce électronique ze kompenséieren, eng Erhéijung vun 3% vun der TVA ass, da gëtt et mer baang. Da gëtt et mer baang, well ech erméiglech eng Kéier gesinn, datt dës Regierung an dës Majoritéit keng aner Pisté sicht.

Et kéint een do sech iwwerleeën: Wat maache mer, fir déi Entreprises am Land ze behalen? Et kéint ee sech iwwerleeën: Wat fir en Ureiz gi mer och dem Commerce électronique no 2015 hei zu Lëtzebuerg? Et kéint ee sech iwwerleeën: Wat fir eng aner Beräicher probéiere mer hei zu Lëtzebuerg ze dévloppéieren?

Mä neen, eenzeg an eleng, wann eng Recette riskéiert ewechzefalen, da gëtt probéiert, un der Steierschrauf ze dréien, an hei un enger ganz besonnesch bëiser an onsozialer Steierschrauf, well wann d'TVA eropgesat gëtt, dat betrëfft jiddwereen, dat bezilt jiddwereen hei, a prozentual gesinn déi Kleng, déi mat deene kleng Revenuen hei am Land, däitlech méi wéi déi aner.

Ech hoffen, datt dat doten dann duerfir och e Rechebeispill bleift, mä bei där doter Regierung, do, muss ech soen, sinn ech dovunner net esou iwwerzeegt.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Nach mussen mer zu Lëtzebuerg keng Austeritéitspolitik maachen, mä wéi schnell et geet, gesi mer an enger ganzer Rei vun anere Länner. An zu wat dat féiere kann, wann een op Dauer d'Aen zomécht virun der Realitéit an d'Erausforderungen net wëllt gesinn an net wëllt drop reagéieren a vläicht der nächster Regierung, der iwwernächster Regierung dat iwwerloossen, dat gesi mer momentan weltwäit bei deenen Dausenden an Honnertdausende vu Leit, déi hirem lenger op der Strooss Loft maachen, deene Protester queesch uechtert d'Stied op der ganzer Welt, sief et an Europa, sief et méi wäit ewech.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

An et si virun allem déi Jonk, déi do op d'Strooss ginn, well si d'Gefill hunn, datt et déi Jonk wäerte sinn, déi herno déi Zopp müssen ausläffelen, déi d'Politik an deene Jore virun hinnen agebrocht huet. Eng Politik vum Geld-verdeelen, eng Politik vum Cadeaue maachen, eng Politik, déi esou gemaach huet, wéi wann een eigentlech sämtlech ekonomesch Gesetzer a Logik kéint ausser Kraaft setzen. Eng Politik, déi duerch all Stopschild an duerch all rout Luucht mat Vollgas derduerchgerannt ass. Haut sinn déi Regierungen, déi déi dote Politiken am Laf vun deene leschte Jore gemaach hunn, net méi do.

D'Problemer awer si bliwwen: de Chômage, d'Perspektivlosegheet, Auswanderungen. Ganz Gesellschaften leiden ënnert deenen dote Problemer an et kënn an deene Länner zu enger déiwer Vertrauenskris. Eng Vertrauenskris par rapport zu engem Wirtschaftsmodell, deen dach déi Länner do geholfen huet ze entwéckelen, oft iwwer Jorzéngten ewech, an och,

an dat muss eis ze denke ginn, eng Vertrauens-kris par rapport zu engem demokratische poli-tische System.

Haut erdrécken déi Problemer ganz besonnesch déi jonk Generatiounen. Mat der Konsequenz, datt et zu Austeritéitsprogrammer kënnt an deene Länner, mat der Konsequenz, datt de Chômage weider klëmmt, obschonn en do schonn op engem héijen Niveau ukomm ass, a mat der Konsequenz, datt et zu milliounefacher Perspektivlosegheet fir déi Jonk wäert kommen.

Déi Feeler aus dem Ausland däerfe sech hei zu Lëtzebuerg net widerhuelen. Duerfir solle mer eis hei d'Fro stellen: Wat bedeit eis de Generatiounevertrag haut a wéi kënne mer de Generatiounevertrag haut nei definéieren?

Mir hunn..., eis Generatioun huet dëst Land vun hiren Eltere géierft. E Land, dat emmer gezechent war vu grousssem Optimismus, e Land, dat iwwer Jorzéngten e groussen Op-schwung kannt huet, e Land, dat et fäerdegruecht huet, senge Bierger emmer e Maximum vun individuelle Liewenschancen ze ginn.

Esou e Land solle mir och der nächster Generatioun kënnen iwwerloossen. Ass dat de Fall? Wat kënnt op déi nächst Generatioun duer hei zu Lëtzebuerg, wann d'Politik net ännert?

Si wäerten déi Scholden, déi haut gemaach ginn, eng Kéier müssen zrëckbezuelen. Et sinn déi Jonk, déi keng Perspektiven um Aarbechts-maart hunn, et si si, déi wierklech wäerten da virun der Rentenauer stoen. Et si si, déi sech mussen Gedanke maachen, wéi se ewechfalend Recetté mussen kompenséieren.

Mir brauchen zu Lëtzebuerg en neie Generatiounevertrag, dat schéngt mer ganz, ganz kloer. Mir däerfen zu Lëtzebuerg d'Problemer net weider virun eis hierdrécken. Mir müssen déi nei Erausforderungen, déi sech haut stellen, definitiv ugoen. Mir müssen och akzeptéieren, datt mer haut an engem neien Émfeld musse Politik maachen.

Ech erënnere mech nach un d'Tripartite 2006. Do hu mer vun der Regierung eigentlech deiselwech Analys gemaach kritt, wéi dat, wat mer virun zwee Deeg vum Budgetsrapporteur hei héieren hunn, wéi dat, wat gëscht der Finanzminister nach eng Kéier ënnertrach huet.

Och do, 2006, dat si scho bal iwwer fënnef Joer hier, ass vun däischtere Wolleke geschwat ginn, vu grouse Risiken. Mä no där Diskussioun do koum et zu kenger Reform. Et koum zu kenger struktureller Reform, fir deene Risiken an deenen däischtere Wolleken do kënnen ze be-géinen.

2006 waren hei zu Lëtzebuerg 8.500 Mënschen oui Aarbecht. D'Politik huet sech awer an deem Domän net geännert. 2007 waren 8.900 Mënschen oui Aarbecht. D'Politik huet sech awer nach emmer net geännert. 2008 waren 9.100 Mënschen oui Aarbecht. D'Politik ass deiselwech bliwwen. 2009 waren du schonn 12.500 Mënschen oui Aarbecht, oui datt d'Politik reagiert hätt. 2010 huet d'Aarbechts-losegheet 13.500 Mënschen hei am Land konkret betraff. D'Politik huet dorobber net reagiert. An haut si mer bal bei 15.000 Mënschen hei zu Lëtzebuerg, déi keng Aarbecht hunn, déi gare wëllte schaffen, déi wëllte sech an hirer Famill eng Perspektiv bidden an déi keng ge-buede kréien an dësem Land. An nach fäert een, datt d'Politik och dës Kéier nees net wäert reagieren.

Ech froe mech: Wéi héich muss de Chômage hei zu Lëtzebuerg nach klammen, bis mer agesinn hunn, datt mer mussen Schluss maache mat där doten Aarbechismaartpolitik, datt mer müssen ëmdenken an deem doten Domän an datt mer d'Ae virun allem virun deem individuelle Schicksal vun deene Leit, déi hei zu Lëtzebuerg keng Aarbecht hunn, endlech mussen opmaachen?

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP)**.- An deene leschte 20 Joer hu mer net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä op der Welt enorm Bouleversemen-ter erlieft. De Kommunismus ass zesummege-brach, mir hunn d'Enn vun Kale Krich erlieft, Honnerte vu Milliounen Mënschen huelen um weltwäiten Handel deel, déi bis dohinner ei-gentlech an hire Wirtschaftssystemer hannert dem eiserne Virhang agespaart waren. Friier Aarmenheiser op dës Welt, wéi d'Länner a Südostasien oder a Südamerika, si hu sech opgemaach a si hunn net nëmmen eng schéin nei Fassade opgeluecht, mä si hunn en zollid, stabil Fundament gebaut an och eng ganz staark droend Struktur hirer Ekonomik ginn.

Et koum zu enger weiderer industrieller Revolu-tioun em alles dat, wat sech ronderëm d'Infor-



mationstechnologie gedréint huet, déi nei Méiglechkeete geschafen huet, déi nei Chancé gebueden huet, déi awer eng ganz Rei vun neie Gefore mat sech bruecht huet.

Léiersatz wéi „de Stat kann net faillite goen“ si méttlerweil net méi wouer. Europa ass besonnesch betraff duerch eng Scholdekrise, op déi et net virbereet war. Déi gemeinsam Währung, wat jo e Jorhonnertprojet war, steet haut um Spill, an ee Rettungsplang dee jot deen aneren, an alleguerter kucke mer haut, hoffnungsvoll op jidde Fall, op de Bréisseler Sommet.

De Businessmodell op jidde Fall fir déi ganz entwéckelt Welt, dee muss sech änneren, wa mer net ze vill wëlle vun eisem Wuelstand déi nächst Joren opginn.

Politik am 21. Jorhonnert maachen, dat ka sech net drop konzentréieren, fir einfach just dat weiderzeschreiven, wat am leschte Jorhonnert, am 20. Jorhonnert, vläicht gutt a richtig war. Mir mussen haut ëmdenken. Mir mussen eis haut a Fro stellen. Mir mussen awer och dat neit Potenzial entdecken, dat dat neit Ëmfeld eis bitt, a mir mussen déi Chancen, déi et ganz besonnesch och hei zu Lëtzebuerg gëtt, déi mussen mer nutzen.

Mir kënnen nach eng Zäitchen d'Aen zoumaachen. An et gëtt der hei zu Lëtzebuerg, déi mengen, et kéint een et nach e puer Joer packen. Mä de Schock wäert ëmsou méi grouss sinn, wa mer dann iergendwann eng kéier och hei zu Lëtzebuerg d'Aen nees mussen opmaachen.

Duerfir ass et irresponsabel, d'Leit gleewen ze dinn, et bräicht sech näischt ze änneren, d'Problemer, déi géife sech wun selwe léisen, an d'Kris, jo d'Kris, déi wär schonn eriwuer.

Den LSAP-Fraktionspresident Lucien Lux huet virun e puer Méint gemengt, d'Kris, déi wär eriwuer: „Wir haben eine Zeit der Chancen und Risiken hinter uns. Wir haben die Chancen am Kragen gepackt und das Land erfolgreich durch die Krise geführt. Jetzt gilt es, eine Phase des Aufschwungs und der Reformen vorzubereiten.“

Dat war de Lucien Lux, de Fraktionspresident vun der LSAP, ëmmerhin enger Regierungspartei, den 11. Juli 2011.

(Interruptions)

Den 11. Juli 2011!

(Interruptions)

Dat war virun e puer Méint, léif Kolleegen, a gëschter a virgëschter sinn awer vun der Regierung an hire Vertrieeder hei aus hirer Majoritéit nees aner Biller gezeecht ginn: Vun däischtere Wolleken, déifgräifende Reformen a vun engem groussen Ëmdenke gouf geschwat.

Et schéngt, wéi wann d'Regierung déi leschte Joren op déi falsch Prophete gelauschtert hätt, a wa mer widerhin op déi dote Prophete lauschteren, da wäert et ganz, ganz elle komme fir déi nächst Generatiounen an deem Land.

(Interruptions)

Mir sinn zu Lëtzebuerg nach net an der Situatioun, dass mer mussen eng Austeritéitspolitik maachen, wéi se haut a Spuenien, an Irland, a Griichenland, Italien a vläicht och an anere Länner noutwendeg ass. Mä Lëtzebuerg muss awer endlech ophalen, esou ze maachen, wéi wa mer keng Problemer hätten. Lëtzebuerg brauch e puer courageiert Reformen. Lëtzebuerg kann, an dovunner si mer fest iwuerzeegt, och emol mat manner Sue finalement eng besser Politik maachen.

D'Regierung muss endlech erwächen an handeln. D'Regierung muss einfach dat maachen, firwat se do ass: D'Regierung muss regéieren. An dat heescht: elo Reformen upaken. Reformen upaken, dat heescht net, Reforme virgaulen, déi eigentlech guer keng richtig Reforme sinn. Reformen upaken, dat heescht och net, Reformen ze versprechen a se da Joer fir Joer einfach nees viru sech hierdrécken. An et gëtt eng Hällewull vun esou Reformen, déi des Regierung an d'Vitrine stellt, mä déi eigentlech keng richtig Reforme sinn an déi vu Joer zu Joer bis ewell ëmmer vertagt goufen.

D'Reform vun der ADEM: Jo, do gëtt sech ëm d'Struktur an ëm de Kader vun der Administration de l'emploi, de Kader vun der Aarbechtsmaartpolitik gekëmmert, mä inhaltlech a konzeptionell ännert näischt mat där doter Reform vun der Lëtzebuenger Aarbechtsmaartpolitik. Wou geet déi Reform do Hand an Hand mat der Bildung a mat der Economie? Wou geet se Hand an Hand mat deenen, déi d'Leit ausbilden, op den Aarbechtsmaart kommen, an deenen op där anerer Säit, déi déi Leit do brauchen, déi se gäre wëilten astellen, wa se déi néideg Kompetenzen hätten?

Déi aktuell Reform op jidde Fall, fäerte mer, wéi se d'nächst Woch nach hei wäert diskutéiert ginn, déi wäert de Chômage net erofdrécken. Op jidde Fall esou laang net, wéi net déi Propositionen, déi mer schonn oft hei gemaach hunn, endlech ugepaakt ginn, fir aus der Administration de l'emploi eng Agence ze maachen, déi d'Weiterbildung an de Mëttelpunkt stellt, a fir eben och d'Aarbechtsmaartpolitik esou ëmzekrempelen, dass d'Aktivéierung am Mëttelpunkt steet an d'Leit ganz schnell nees zrëck an den Aarbechtsprozess kënnen bruecht ginn.

Eng Reform, déi hei och als grouss Reform duergestallt gouf a finalement komplett échouéiert ass, op jidde Fall, wann ee se kuckt aus dem Finanzminister sengem Eck, ob se da wierklech zur Konsolidéierung vum Budget géif bäidroen, dass ass déi vun de Studiëbäihëllefen.

Do sollten zéng Milliounen Euro pro Joer gespuert ginn, haut gi mer 19 Milliounen Euro pro Joer méi aus. A mir hunn all Grondsaz, deen am Regierungsprogramm stoung, deen och gëschter a virgëschter hei nach eng kéier opgeléicht gouf, nämlech vun enger selektiver Politik, do jo iwuer Bord gehéit. Well do hate mer e selektive System, dee gekuckt huet: Wien, wat fir e Student muss a Fonctioun vun deem, wat doheem verdéngt ginn ass bei den Elteren, wéi eng Hëllef kréien? Kritt en e Prêt, kritt en eng Bourse, déi en net muss zrëckbezuelen, a wéi héich ass dat?

Dat war e selektive System. Déi dote Regierung CSV an LSAP, déi esou vill vu Selektivitéit hei schwätzt, déi geet hin a mécht genau de Contraire, wéitscht dee System do ewech a setzt een dohinner, wou jiddwereen datselwecht kritt, onofhängeg vum Portmonni vun den Elteren an onofhängeg vun den Ausgaben och vum Student. Well et mécht en Ennerscheid, ob een heiheem bei den Eltere wunnt oder ob een zu London, zu Paräis oder soss iergendwou muss een deiere Studio lounen, fir kënnen do senge Studien nozougoen. A mir wëssen, dass do jo och nach de Risiko besteet, dass déi Reform do nach eng kéier méi deier wäert ginn, nämlech jee nodeem, wat d'Europäesch Unioun dovunner finalement wäert soen.

Mir haten och Reformen an der Éducation, jo. Ech denken un dee Chaos, dee mer erlieft hu bei der Ëmsetzung vun de Reformen, bei der Grënnung vun der Grondschoul, an elo soll nach de Secondaire reforméiert ginn, an d'Versicherung ass do jo op d'mannst gradesou grouss wéi bei der Grondschoul. Haut gesäit eigentlech kee wierklech, wat d'Plus-value vun där doter Reform, wéi se des Woch virgelleucht ginn ass, da wierklech kéint ginn. An och mir hunn d'Impressioun, dass se wierklech laanscht déi reell Besoinë vun de Schüler geet.

2011 sollt jo d'Joer si vum groussen Spuerbudget. Mä wéi ass dat Joer ugaangen? Mat engem Belaaschtungspak, net andeems d'Leit entlaascht goufen, net andeems de Stat selwer probéiert hätt, bei sech ze spueren, mä andeems einfach probéiert ginn ass, et do ze huelen, bei de Bierger a bei den Entrepreneuren hei am Land, wou da gemengt ginn ass, et wär nach iergendeppes ze huelen.

Gespuert sollt ginn: 34 Milliounen vun engem Budget vu bal eelef Milliarden, dat maachen dräi Promille aus. Wann een dann elo Enn 2011 kuckt, da war et domadder jo eigentlech och net ganz esou déck, mat deem Spueren do vun deene 34 Milliounen. Well wann ee seet, mir spueren 34 Milliounen, mengt ee jo, et géif ee 34 Milliounen manner ausgi wéi dat Joer virdrun. Esou stellen ech mer et vir, wann ech doheem mat menger Famill kucken, wou ee vläicht de Rimm e bësse méi enk ka schnallen.

Neen, hei ass et esou gewiescht, dass 2011 nach eng kéier de Lëtzebuenger Stat däitlech méi ausginn huet wéi 2010, dat Joer virdrun. Am Budget 2012 gëtt dann eigentlech och emol guer net méi vun engem neie Spuereffort geschwat; déi Ambitioun, déi besteet dann emol guer net méi. A fir d'nächst Joer wäerten d'Dépense vun Lëtzebuenger Zentralstat nach eng kéier ëm 8,5% par rapport zu 2011 an d'Luucht goen. Dass ass d'Reaktioun vun deser Regierung op d'Kris.

Eng Rentereform, och dat soll jo eng Reform ginn. Do ass et eiser Meenung no kloer, dass, wa mer eng Reform maachen am Domän vun de Renten, da muss et ëm déi langfristeg Ofsecherung vum System goen, da muss et eis drëms goen, dass mer de System esou ausbalancéieren, dass mer deene Jonken, déi haut an de System erakommen, nach kënnen d'Garantie ginn, dass de System d'Strooss hält, wa si dann och iergendwann eng kéier an de Benefiss vun den eegene Renteleeschtinge sollte kommen.

D'Reform vun der Regierung gesäit jo alt emol vir, dass sech elo näischt soll änneren, an net nëmmen, dass bei de Pensionen vun haut et soll stabil bleiwen, mä neen, dass d'Pensionen déi nächst Joren nach sollten an d'Luucht goen! Dat schéngt eis de falschen Usaz ze sinn, well

dat féiert dozou, dass duerno, wann dann eng kéier muss reagiert ginn, et da vill méi wéi wäert doen, wa mer elo d'Pensionen nach erhéije ginn, fir se duerno méi däitlech mussen aschneiden ze goen. Dass doten ass net nëmmen onverschimt, dass doten ass eng Politik, déi irresponsabel ass par rapport zu deene Jonken hei am Land!

Wierklech Reformen, déi eis weiderbréngen, sinn dass doten also net, net beim Chômage, net bei de Renten, net beim Budget, net an der Schoul. Gelonge Reformen, Dir Dammen an Dir Härën, déi gesinn anescht aus. An d'Experte soen eis et allegueren - an ech wëll virun allem emol mech op déi méi parteionofhängeg Experten hei konzentréieren.

De Statsrot huet et geschriwwen, d'Banque Centrale huet et geschriwwen, de Stater huet et gesot, d'Cour des Comptes, si all si sech eens, dass mer an enger wirtschaftlech a finanziell ganz schlechter Situatioun sinn. Si all si sech eens, dass den Defizit - nach eng kéier, vun 1,1 Milliarden Euro pro Joer -, dass deen net nëmme konjunkturell bedéngt ass, mä dass e strukturell, déifgräifend strukturell Ursachen huet. Si all si sech eens, dass d'Recetten, wéi se am Budget 2012 figuréieren, dass déi iwverschatt sinn. Si all si sech eens, dass mussen méi staark Efforté gemaach ginn, fir d'Dépense an de Grëff ze kréien. Si all si sech eens, dass mussen endlech hei zu Lëtzebuerg eng Rei vu strukturelle Reformen ugepaakt ginn. A si all si sech eens, dass, wann näischt geschitt, da wäerte mer mëttelfristeg eis mussen vum Wuelstand verabschieden.

Ech kéint lech eng Hällewull vun Zitater liwweren, vum Statsrot, vun der Banque Centrale, vun der Cour des Comptes, déi soen: Stop mat där doter Budgets- a Finanzpolitik, et ass héich Zäit fir ëmzesteieren. Seele virdrun waren d'Avisé vun de politesch onofhängegen Observateuren esou negativ wéi zu deem Budget 2012!

D'Demokratesch Partei wëllt awer net nëmme kritiséieren. D'Demokratesch Partei huet schonn eng Hällewull vun Alternativen op den Dësch geluecht. An ech begrëissen déi Initiativ, déi de Finanzminister gëschter geholl huet, fir och d'Parlament opzufuerderen, mat an den Débat eranzekommen. Nun, an deem Débat steet d'Demokratesch Partei schonn eng ganz Rei vu Joren. Ech muss awer och soen, wann de Finanzminister heihinner kéint bei senger Budgetsried an e seet: „Sot mer wann ech gelift, wat mer sollte maachen“, dass dat den Ausdruck ass vun enger ganz, ganz grousser Hëlfelesegeket vun där doter Regierung.

D'DP huet scho fir deen doten Débat geliwert. Mir hu ganz konkret Propositionen op den Dësch geluecht, an ech wëll der e puer nach eng kéier skizzéieren, wéi mer de Budget kéinten an den Équiliber kréien, wat mer kënnen zu Lëtzebuerg maachen, fir de Chômage ze bekämpfen a wéi mer d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg nees kënnen verbesseren.

An ech hunn es heiansdo sat, muss ech soen, fir Joer fir Joer, Debatt fir Debatt heihinner zrëckzekommen an der Regierung déiselwecht Propositionen op den Dësch ze leeën, an da vun där anerer Säit mierken ech, dass se net gelauschtert ginn, mä dass trotzdeem d'Analys gemaach gëtt, dass sech eppes misst dinn, mä finalement näischt konkret ugepaakt gëtt!

Et gëtt eng Alternativ, soen ech lech, zum Näischtmaachen. Et gëtt eng Alternativ zu der Verschëldung. Et gëtt eng Alternativ zu den zukünftege Steiererhéijungen. An ech gleewe ganz fest un d'Potenzial vun deem Land a vu senger Leit. Et geet elo dorëms, dass Potenzial och endlech ze notzen, well mir bleiwe fest dovunner iwuerzeegt, dass Lëtzebuerg et besser kann. Mir mussen eis allerdeings dann och bewusst sinn, dass mer vläicht e Stéck mussen ëmdenken an dass mer en neien Zukunftsmodell Lëtzebuerg mussen skizzéieren.

Esou en neien Zukunftsmodell Lëtzebuerg, jo, dee muss virun allem op enger neier Wirtschaftsstrategie an enger neier Wuesstumsstrategie baséieren. Déi ganz Regierung - déi ganz Regierung, an net nëmmen de Wirtschaftsminister! - misst sech drëms këmmen, wéi mer nei Aarbechtsplazen hei am Land kënnen schaffen. Deen heiansdo - de Wirtschaftsminister, an et konnt een e bedauern - den einsame Rufer war, wann et drëms gaangen ass, fir sech ëm d'Kompetitivitéit hei am Land ze këmmen, mä wou der vill vu senger Kolleegen an der Regierung do net matgemaach hunn an e blockéiert hunn, a virun allem wou der vill a senger eegener Partei net wollte matmaachen, wann et ëm zukunftsfaeg Aarbechtsplazen, wann et ëm en attraktiivt Ëmfeld fir Entrepreneuren hei am Land gaangen ass.

Mir mussen endlech op alle Gebidder Virfahrt gi fir d'Schaffung vun neien Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg, soss komme mer aus där doter Kris net eraus!

D'Demokratesch Partei huet, et ass annerhallet Joer hier, hei op deser Plaz e Programm vun 31 Pisté virgelleucht, wéi mer d'Finanzplaz kënnen nei opstellen - dee gréisste Wirtschaftsmotor hei vun eiser Economie -, mat 31 ganz konkrete Pistén, wéi d'Finanzplaz sech no der grousser Finanzkris, déi jo dee ganze Secteur do boulevéiert huet, nees nei kéint opstellen. Mir hunn hei x Propositionen gemaach, wéi mer an der Energiepolitik kënnen ëmsteigen; wéi mer der Pétrölsfäls kënnen entkommen; wéi mer um Wee zu enger Klimabank eis kéinte bewegen, déi et erlaabt, dass mer vill méi staark hei zu Lëtzebuerg kéinten an erneierbar Energien investéieren, déi et géif erlaben, dass mer vill méi staark kéinten an d'Sanéierung vun där aler, bestehender Bausubstanz investéieren. Dass wär en impeccabel Konjunkturprogramm fir eis méttelstänneg Entrepreneuren, et kéinten Dausenden an Dausende vun Aarbechtsplazen an deem dote Secteur nei geschafe ginn.

Wéi oft hu mer eis heibannen iwwert d'Simplification administrative opgereggt? „Et soll Chefsaach ginn“, sot de Premier Juncker 2009. Nun, de Chef huet bis ewell do nach net vill zustane bruecht!

Mir brauchen eng nei Strategie hei zu Lëtzebuerg, wéi mer der schlächender Desindustrialiséierung wëllen entgéintwierken. Gëschter gouf op ville Plazen am Land demonstréiert, well d'Leit Angscht hunn, dass dat lescht Kästéck vun der Lëtzebuenger Industrie, déi verbleiwend Stolindustrie, och nach lues a lues géif verschwannen. Nun, mir brauchen eng Strategie, wéi esou industriell Betriber och zu Lëtzebuerg kënnen tätég bliewen, mat deem Ëmfeld, dass mer hei hunn.

Mir brauche méi Hightech, mir brauche méi Fuerschung, mir brauche méi Plus-waalen an deem doten Domän. Mir froen: Wou ass déi Strategie? Wou ass och d'Strategie, fir d'Universitéit - déi mer geschafen hunn an déi gläich och an nei Gebailechkeete wäert kommen - och zu engem Wirtschaftsfacteur kënnen ganz konkret auszubauen?

A wann et drëms geet, fir, jo, eng Wuesstumsstrategie opzëerleeën, da komme mer och net laanscht d'Fro vum Index. D'Lëtzebuenger hei am Land hunn an der Regel ganz héich Léin, wa mer se mam Ausland vergläichen. Allerdeings heescht dat net onbedéngt, dass mer méi Kafkraaft hunn. Well, wann ee muss liewen, a virun allem, wann ee muss wunnen hei zu Lëtzebuerg, da bleift vun deene méi héije Léin oft net méi ganz vill iwweg! A bei all Index-tranche, déi nei erfält, ass et dann och oft esou, dass e Stéck vun der Index-tranche eigentlech dann erëm ganz schnell an d'Präisser mat age-rechent gëtt an och eng nei Inflation bewierkt.

Op Dauer heescht dass doten dann, dass mer vläicht méi verdéngen hei am Land wéi am Ausland, ouni dass mer awer iergendwéi méi Kafkraaft spieren, ouni dass et eis wierklech géif besser goen!

Elo hat den Indexsystem, an en huet se haut nach, eng ganz Rei vu Virdeeler: En erhält d'Kafkraaft vu ganz ville Leit, déi net an engem Kollektivvertrag sinn, déi net d'Force hunn, fir par rapport zu hirem Patron dann d'Distributioun vun deem, wat erwirtschaft ginn ass zezusammen an engem Betrieb, fir dat korrekt kënnen ze négocéieren. En huet, mengen ech, och derzou bäigedroen, dass mer a groussen Deeler vun eiser Economie, jo, eng ganz gutt Produktivitéit hunn, well steigend Lounkäschten och ganz oft dozou gefouert hunn, dass de Patron sech d'Fro gestallt huet: Wéi kann ech besser do fonctionnéieren? En huet och sécherlech an ouni Zweifel derzou bäigedroen, dass mer e gewëssene soziale Fridden iwwert d'Joren a Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg haten.

Den Index - a gewëssene Situatiounen, a Krisensituatiounen, a wirtschaftlech schwierege Situatiounen kann en awer och eng Gefor duerstellen. D'Demokratesch Partei huet am Laf vun leschte Joer eng Ëmfro gemaach zum Index bei den Entrepreneuren, bei deenen also, déi Aarbechtsplazen nei schaffen oder déi der och vläicht ofbauen.

An d'Äntwert war zimlech kloer, dass, wann et zu enger Index-tranche kéint an déi Index-tranche do net kann op d'Präisser répercutéiert ginn, well een an engem Secteur doheem ass, wou dat einfach net geet, well een an enger grousser internationaler Konkurrenz leeft, da féiert dat dozou, dass vläicht manner agestallt gëtt. Da féiert dat och emol dozou, dass vläicht Personal ofgebaut gëtt; net direkt entlooss gëtt, mä awer, wann een an d'Pensioun geet oder ee kënnegt, dass deem säi Posten awer emol eng Zäitche fräi bleift. Dass war déi ganz kloer Konklusioun vun deem Sondage, deen d'Demokratesch Partei zesumme mat TNS-ILRES bei ganz ville Wirtschaftsdécideuren hei zu Lëtzebuerg gemaach huet.



Duerfir menge mer, datt déi Propos, déi d' DP hei scho gemaach huet, fir am Index eng Tranche auszusetzen, fir de Betriber an enger schwieriger Situatioun nei Loft ze ginn, fir awer och d'Inflatioun eng Kéier ze kappen an déi méi héich Inflatioun, déi mer zu Lëtzebuerg kennen, e Stéck zrëckhuelen op den internationalen Niveau, op d'mannst op deen Niveau, wéi en och an den Nopeschlänner ass, a gläichzäiteg dann op dee méi nohaltegen Index iwwerzegoen, nämlech deen, wou Pétrolspräisser, wou Energiepräisser en général e manner staarkt Gewicht sinn, an dann dat kombinéiert mat neie Mechanismen, fir de Leit ze hëllef, der Energiepräisfäll ze entkommen - mir mengen, datt déi Propos nach ëmmer déi beschte Antwort ass op déi wirtschaftlech Situatioun, déi ee momentan kéint maachen.

A mir hunn op d'mannst schoen een an der Regierung iwwerzeegt. Leider ass en net méi laang do. Et ass den Nach-Wirtschaftsminister Jeannot Krecké, dee jo déi dote Proposition gemaach huet, deen awer ganz schnell erëm zréckgepaff ginn ass an ofgeschoss ginn ass vu senger Partei a vu sengem Fraktionspräsident.

D'Fro stellt sech, Dir Dammen an Dir Hären, ob zu dësem Zäitpunkt bei deene Verhandlungen, déi elo an der Tripartite amgaange sinn, e Kompromëss méiglech ass an der Indexfro. D'Demokratesch Partei mengt „jo“, well mir mengen, datt, wann et ëm d'Schafung vun Aarbechtsplaze geet, mir mengen, wann et ëm d'Erhaltung vun Aarbechtsplaze geet, da kann et och de Gewerkschaften net egal sinn.

A mir mengen op där anerer Säit, datt, wann een déi Proposition, wéi mir se gemaach hunn - eng Indextranche ausfallen ze loossen an dann op den nohaltegen Index iwwerzegoen -, wann een dem Patronat dat géif presentéieren a proposéieren, da misst d'Patronat eigentlech och bereet sinn, en Effort op engem aneren Niveau ze maachen.

A mir mengen, datt d'Patronat kéint duerfir bereet sinn, fir ze soen: „Et ass gudd. Wa mer eng Indextranche ausfallen loossen, dann engagéiert mir eis, datt mer ganz besonnesch deene Jonken, déi elo op der Sich sinn no enger Aarbecht, déi keng Ausbildung hunn, hëllef, an d'Betriber eranzekommen, an d'Aarbechtswelt eranzekommen.“ Dat kéint e Pakt sinn, fir den Index zesumme mat Aarbechtsplazen ze kombinéieren.

Esou e Paquet „Index/Aarbechtsplazen“ wéi deen dote, dee kéint Lëtzebuerg virubringen, ech mengen, op dräi Ebenen: éischters géif en Aarbechtsplazen ofsécheren, zweetens géif e ganz vill nei Perspektive fir ganz vill Jonker bidden, Jonker, déi virun allem keng Formation hunn, déi soss perspektivlos riskéieren ze bleiwen, an op där anerer Säit géife mer dann och - drëtters - méi en attraktivt Ëmfeld fir ganz vill Betriber hei am Land kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, Reforme si méiglech, mä jiddweree muss en Effort maachen. Mä jiddweree kann och profitéieren. A mir kënne Reforme sozial offederen. Dorëms geet et net, an ech mengen, dorëms wäer mer eis hei an dësem Haus ganz, ganz schnell eens.

Wann Dausende vu Mënschen awer am Chômage sinn, dann ass dat déi onsozialste Politik, déi ech mer ka virstellen: Mënschen, déi keng Perspektiven hunn, Mënschen, déi sech ausgegrenzt spieren, jo, Mënschen, déi sech ouni Wäert spieren.

En Zukunftsmodell Lëtzebuerg muss dann, mengen ech, awer och de Wee skizzéieren, wéi mer zréck zu enger seriöser Finanzpolitik kommen. Et muss ee bei de lafenden Ausgabe spueren. An et ass dat éischt, wat muss gemaach ginn!

Mir proposéieren zënter Joren, datt een op de Wee soll goen, fir eigentlech all Dépense, déi de Stat mécht, Joer fir Joer nees virtuell eng Kéier zréck op Null ze setzen an dann ze kucken: Wat brauche mer wierklech dëst Joer, fir där Praxis, fir Budgetartikelen einfach emol virunzeschreien a mam Index op d'mannst emol no uewen ze erweideren, endlech en Aus ze maachen?

Mir mengen och, datt op dem Niveau vun de Subventionen ee ganz, ganz villes sollt iwwerpräien an datt et Weeër gétt, fir dat duerch méi intelligent Mechanismen kënne ze ersetzen. Mir mengen och, datt een an der Sozial- an an der Familljepolitik e Stéck méi selektiv ka virgoen. A mir mengen awer och, datt ee keng nei Dépensen op onsécher Recetté soll baséieren, esou wéi mer et beim Tanktourismus gemaach hunn, esou wéi mer et dann och elo amgaange sinn, bei de Recetten aus der TVA vum Commerce électronique ze maachen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An ech wëll do nach eng Kéier d'Propos vum Charles Goerens - déi en als deemolege Fraktionspräsident vun der DP hei gemaach huet - vum virtuellen Ausstieg proposéieren, fir

ze soen: Jo, mir huelen dat Geld, wat mer iwwert den Tanktourismus eraakéien, mä mir ginn et eben net an de lafende Budget a mir leeën eis et op d'Säit, fir dann duerno emol eng Kéier méi schlecht Momenter, wann déi dote Recetten ewechbriechen, fir dann e Stéck méi wäit kënne ze kommen.“

Wa mer dat maachen, da brauche mer keng weider Verschëldung ze maachen. Wa mer dat maachen, da kréie mer neie Spillraum, och fir déi nächst Generatiounen. A wa mer dat maachen, da kréie mer och nei Margen, fir nei Politiken an aneren Domäne kënne ze maachen. Well mir dierfen ee Feeler net maachen: Mir dierfen eis och net kapottspueren, esou wéi ganz vill aner Länner momentan amgaange sinn, dat mussen ze maachen, an da kee Spillraum méi hunn, fir nei ze investéieren, fir op nei politesch Erausforderunge kënne ze reagéieren.

Mir mengen, datt um Niveau vun den öffentlichen Investitiounen nach wie vor e groussen Nohuelbedarf ass. A wa mer vun engem Zukunftsmodell Lëtzebuerg schwätzen, da muss och dat ee Volet dovun sinn, wou mer eis d'Wuert ginn hei am Land, wat fir eng Infrastruktur mer nach brauchen, wat fir eng, virun allem, datt mer prioritär brauchen.

Et gétt nach Schoulen hei am Land, déi mussen gebaut ginn. Mir mussen déi Universitéit do weider op- an ausbauen. Mir brauchen Infrastrukturen. Mir brauchen nach méi en Engagement an der Fuerschung. Mir brauchen och nach en neien Engagement an den erneierbaren Energien. An et ass nach ganz, ganz villes ze maachen am Domän vun der Mobilitéit. Dat mierke mer all Dag, wa mer am Land ënnerwee sinn.

Dat dote kënne mer awer och nëmme maachen, wa mer et fäerdegbréngen, jo Fous bei Mol ze hale bei de lafenden Ausgaben. Wa mer do déi lafend Ausgaben esou fortlafe loossen, wéi mer dat déi lescht Jore gemaach hunn, da wäerte mer villes, wat nach noutwendeg ass un Infrastruktur hei zu Lëtzebuerg, net kënne realiséieren a mer bleiwen do stoen, wou mer haut stinn, nämlech ganz, ganz oft am Stau.

Et gétt awer och eng Rei vun neie Politikfelder, déi sech opdinn, wou mer mussen Margen hunn, fir do kënne aktiv ze ginn. An och dat gehéiert zu engem neien Zukunftsmodell Lëtzebuerg. Ech denken do un nei Erausforderungen an der Sozialpolitik. Ech denken un nei Erausforderungen an der Bildungspolitik. Ech denken un nei Erausforderungen an der Familljepolitik. Mir mussen endlech ufänken, eng Sozial- a Familljepolitik ze maache fir dat 21. Jorhonnert, well et gétt haut nach eng ganz Rei vun Ongerechtegkeeten.

Wa mer iwwert d'Zukunftschanccé vun de Kanner schwätzen, da wësse mer, datt déi net déiselwech sinn hei zu Lëtzebuerg jee nodeem, aus wat fir enger Famill, jee nodeem, aus wat fir engem soziale Milieu, jee nodeem, ob ech aus enger Famill mat oder ouni Immigratiounshannergrond kommen.

Mir wëssen, datt d'Gefor besteet, datt d'Energiearmut sech wäert breetmaachen déi nächst Joren, virun allem dann, wann d'Energiepräisser weider wäerte klammen. A mir sollen einfach emol dovunner ausgoen, datt se weider wäerte klammen.

Mir wëssen, datt mer e Problem hunn zu Lëtzebuerg, fir bezuelbare Wunnumraum ze fannen. Déi Dausende vu jonke Familljen, déi iwwert d'Grenzen eraus wunne gaange sinn, well se sech hei am Land näischt konnte leeschten, sinn dee beschte Beweis dovunner. A si wäerten déi aner Säit vun der Grenz net laang eleng bleiwen, well Dag fir Dag sinn der nach ënnerwee. Mir brauchen also Margen, fir eis op déi dote nei Erausforderunge kënne ze konzentrieren.

Fir méi Chancégerechtigkeit hei zu Lëtzebuerg fir all Kand brauche mer nach nei Investitiounen an der Familljepolitik. Mir brauche méi Betreibungsplazen. Mir brauchen awer och eng besser, eng qualitativ héichwärtig Kannerbetreuung. Mir mengen virun allem, datt een nach méi fréi soll ufänken, de Kanner kënne duerch eng qualitativ Förderung do dat Beschnt mat op de Wee ze ginn.

D'Famill ass wichteg. D'Famill ka ganz, ganz villes maachen. Nu wësse mer awer, datt d'Famill där Aufgab do net ëmmer zu honnert Prozent gerecht ka ginn. An do, wou et net klappt, grad do mussen mer op d'Fréiförderung vun de Kanner setzen. Dat ass dee beschte Preventiounsprogramm. Dat seet all wëssenschaftlech Analys aus dem Ausland eis, datt mer genau do kënne setzen, fir duerno den Échec scolaire ze évitéieren, fir duerno Aarbechtslosigkeit ze évitéieren, fir duerno Délinquance ze évitéieren. An et kascht finalement vill, vill manner, wa mer et bei deene klenge Kanner richteg maachen, wéi et duerno bei deene méi groussen mussen ze korrigéieren.

Mir brauchen an der Schoulpolitik, an der Bildungspolitik eng Reform - a Reformen, déi bei de Kanner ukommen, déi bei den Enseignantent ukommen, déi virun allem finalement am Kllassesall ukommen. Wann d'Bildung weiderhin de Rôle soll spillen als soziale Lift, dann dierfe mer eis grad och elo bei deene Reformen, déi elo an der Diskussioun stinn, déi elo am Mëttelpunkt stinn, do net verhedderen, mä mir mussen eis op déi pädagogesch Elementer och do konzentrieren.

Mir mussen eis op d'Formation an d'Capacitéite vum Enseignant konzentrieren. An duerfir soe mir, datt deen, deen d'Pädagogik an der Klass steiert, dee finalement responsabel ass fir e gudden oder e manner gudden Unterrecht, den Enseignant, datt mer eis bei all de Reformen op dee mussen konzentrieren, datt hien de Mëttelpunkt vun enger gelongener Bildungspolitik ass.

Fir d'Wunnen am Land nach méiglech ze maachen, do gétt et eng Propos - se ass net vu gëschter - vun der Demokratescher Partei, fir eng ganz konkret Reform unzegoen. Mir wëllen d'Kannergeld reforméieren, vläicht insgesamt manner Kannergeld ausbezuelen, an ergänzen duerch e Wunngeld. Duerch e sozial gestaffelt Wunngeld, duerch e Wunngeld, dat der Akommessituatioun vun der jeeeweilerer Famill ugepasst ass, duerch e Wunngeld awer och, dat der Kannerzuel ugepasst ass am jeeeweilege Stot. Do hëllef mer nämlech deem, deen am meeschten Hëllef brauch. Et ass selektiv a sozial gerecht an eisen Aen.

Mir mengen, datt mer och um Niveau vun deem engen oder aneren Abatement nach éischer müssen d'Fro stellen, ob mer do net méi mussen maachen. Wann een haut d'Schuldzëns ka mat engem gewëssene Plaffong ofsetzen, e Plaffong, deen zënter Joren net ugepasst ginn ass, e Plaffong, deen och de Wunnpriisser haut eigentlech net méi Rechnung dréit, wéi mer se haut hei zu Lëtzebuerg hunn, da menge mer, datt een do eppes ka maachen an datt een eppes muss maachen. Mir hunn duerfir proposéiert, datt ee jonke Leit, déi dat éischt Logement géifen uschaffen, eng Verdräifachung vun deem aktuelle Plaffong géif zeguttkomme loossen.

Mir si géint deen neie bëllegen Akt, well mer e sozial net gerecht fannen, well mer et net gerecht fannen, datt deen, dee sech keen Haus vun der Klass A a Klass B - Passivhaus, Niddreg-Energie-Standard - ka leeschten, bestrooft gétt. Et misst jo ëmgedréit sinn.

All déi Parteien, déi hei optrieden, all déi Riedner, déi hei optrieden a vu sozialer Selektivitéit schwätzen, déi missten hei plädéieren, fir genau de Contraire ze maachen, nämlech datt een deem, dee sech keen nei gebautent Haus ka leeschten an eben dann oft muss op Occasiounen, op al Haiser zréckgräifen, fir sech awer op d'mannst emol eppes unzeschaffen, méi staark misst hëllef, fir sech iwwerhaupt nach eppes kënne unzeschaffen, wéi datt een e steierlech herno och nach bestrofe geet. Duerfir si mer och géint déi nei Variant vun der Reform vum bëllegen Akt. Dat do ass mat eis net ze maachen, Dir Dammen an Dir Hären!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Da mussen mer, fir dem Logementsproblem bäizekommen, eis Prozeduren dach endlech straffen. Et ass net normal, datt dat vun deem Moment un, wou en Terrain fräi ass bis e bebaut gétt an d'Leit kënne an d'Haiser eraplënneren, oft aacht Joer oder méi dauert. Mir mussen et endlech fäerdegbréngen, datt zu Lëtzebuerg um Wunngesamarché d'Offer méi schnell op d'Demande ka reagéieren. Ouni dat wäerte mer mat all de Mesuren op jidde Fall ëmmer nees handendurafen.

Dann hunn ech et gesot: Mir sinn der Meinung, datt ee bei der Rentereform elo emol soll virgoen a keng weider Erhéijung vum aktuelle Rentenniveau virgesinn. Eng Proposition d'ailleurs och, déi vun der Banque Centrale gemaach ginn ass, déi souguer - a vläicht iwwerschätzt d'Banque Centrale do selwer déi Proposition dach ëm e Stéckelchen -, wou gesot ginn ass: „Wa mer dat maachen, wa mer de System vum Ajustement ausser Kraaft setzen, da komme mer mëttelfristeg nees an eng daitlech besser Situatioun, esou datt mer e gudden Deel vun deem, wat mer als Budgetsanéierungsprozess hei zu Lëtzebuerg nach virun eis hunn, eleng mat där doter Mesure kéinten ofschafen.“

Ech sinn net gradesou optimistes. Ech mengen awer, datt een elo kengem eppes soll ewechhuelen, datt et elo net drëms geet, d'Liewensleschtung vun all deenen, déi virun eis do waren, net méi unzëerkennen, bien au contraire. Ech mengen awer, datt eng Reform, déi generatiounegerecht ass, eng Reform ass, déi vu jiddwengem och e gewëssene Bäitrag misst kënne mat sech bréngen.

Ech bleibe fest dervun iwwerzeegt, datt déi aktuell Rentnergeneratioun ganz gären op e Stéckelche verzicht, fir sécher ze sinn duerno, datt hir Kanner an hir Enkelkanner dann och nach eng zolidd Pensioun herno hei zu Lëtzebuerg kënne kréien. Et wëllt kee vun dëser Generatioun e Stéck méi, wann e weess, datt seng Kanner oder seng Enkelkanner dat Geld eigentlech herno eréischt mussen erschaffen, fir et dann iergendwann eng Kéier zréckbezeulen.

Déi geplangte Rentereform, wa se dann elo emol virläit, do sinn ech dann och gespaant, wéi de Premierminister eis dat wäert erklären, wéi mat där doter Rentereform, wéi se elo vum Sozialminister ugeduecht ginn ass, mer d'Rentemauer wäerten ëmkurven. Ech si wierklech gespaant op déi dote Erklärung vum Premierminister, well hien et jo ëmmer war, dee virun der grousser Rentemauer gewarnt huet. Mä mat dëser Reform, do kënnt se nach éischer e Stéckelche méi schnell, wéi datt se op d'mannst emol nëmme no hanne géif geréckelt ginn.

Mir mussen, wat d'Subventionen ubelaangt - an ech hunn et hei scho oft gesot -, eng déifgräifend Analys maachen, well Subventionen, wéi mer se haut hunn, sinn net ëmmer gudd. Si kaschten awer ëmmer ganz vill Geld a si sinn net ëmmer sozial gerecht.

Kommt, mir huelen emol dee ganzen Domän vun erneierbaren Energien a vun den Isolatiounen vun den Haiser, vun enger neier Energiepolitik also, déi mer mussen maachen. Ass et da sozial gerecht, engem eng Subvention ze ginn, dee sech et ka leeschten, eng Solaranlage op den Daach ze setzen, deen déi aner Prozedur, déi de Stat net iwwerhëlt, an der Täschen huet, fir dat direkt kënne ze finanzéieren?

An déi, déi Moyenen do net hunn? An där gétt et ganz vill hei am Land, an et si virun allem déi, déi oft an enger aler Bausubstanz wunnen. Et si virun allem déi, wou de Sanéierungsbedarf am gréissten ass. An et si virun allem déi, déi dem Risiko vun der Energiearmut am daitlechsten ausgesat sinn, déi dovunner missten eigentlech profitéieren. Et sinn déi, déi vum aktuelle System vun de Subventionen net kënne profitéieren.

Duerfir brauche mer do en Ëmdecken. Et soll ee Subventionen generell op d'Zäit limitéieren a se vun Zäit zu Zäit dann analyséieren. Et soll een éischer am erneierbaren Energieberäich, an den Isolatiounen vun den Haiser virfinanzéieren. An dann, mengen ech, soll een awer och kucken, datt munches, wat dann iergendwann eng Kéier muss sinn, och gesetzlech festgeschriwwen ass, datt jiddwereen dat eng Kéier muss erreechen an datt een do ewechkëent vun deene ganz ville Mitnahmeffekter, déi een do huet.

Mir hunn ee Beispill virgeluecht, wéi een eng aner Politik an deem dote Domän kéint maachen opgrond vun eisem Konzept vun enger Klimabank, wou mer Subventionen duerch en intelligente Mechanismus géifen ersetzen, wou mer grad deene Leit kënne hëllef, déi an deenen eelere Haiser wunnen, wou den Isolatiounsbedarf an den Investitiounsbedarf am gréissten ass, wou mer awer och wëssen, datt déi Leit oft vun hirer Bank gesot kréien: „Neen, du hues schon e Kredit, du hues dän Auto nach virfinanzéiert, mer kënne der elo fir déi Solaranlage do oder mir kënne der fir déi nei Fassade, déi nei Fënsteren, den isoléierten Daach net nach e Prêt maachen.“

Dat kéint eng Klimabank dann assuréieren, datt jiddweree seng Investitiounen do finanziert géif kréien. An et géif rembourséiert gi mat deem, wat ee Mount fir Mount un Energiekäschte spuert.

D'Chamber hat opgrond vun eiser Proposition, fir eng Klimabank hei zu Lëtzebuerg ze schafen, am Abrëll vun dësem Joer eng Motion ugeholl. Mir selwer si vum Premierminister opgefuerdert ginn, dach do emol e bësse méi wäit nozedenken iwwer esou e Konzept. Mir hu virun e puer Woche méi en detailléiert Projet vun enger Klimabank hei zu Lëtzebuerg virgeluecht.

Ech hoffen dann elo, datt d'Regierung endlech op deen dote Wee geet a mat eis dat dote wëllt ëmsetzen, well ech wëllt lech soen: Mir sinn amgaangen, doriwwer mat den Acteuren am Land ze diskutéieren, a ganz vill vun den Handwerker, déi mierken, wat do vu Potenzial dran ass. Ganz vill vun deene betraffene Leit, déi soen: „Ech géif gären eppes änneren, mä ech ka momentan näischt änneren.“ Déi wëssen, wat dat dote géif fir e Plus fir si bedeiten.

A ganz vill Acteuren och op der Finanzplaz weise ganz, ganz groussen Interessi um Projet

vun enger Klimabank. Et kéint och en neie Piliere fir eise Finanzzentrum hei zu Lëtzebuerg. Et wär finalement eng eenzegarteg Win-win-Situatioun do, wou de Statsbudget kéint profitéieren, vun där mer am Klimaschutz géife profitéieren, vun där mer d'Energiearmut kéinte bekämpfen a wou mer Dausende vun neien Aarbechtsplaze kéinten hei zu Lëtzebuerg schaffen. Ech froe mech, firwat mer dat doten net scho laang amgaange sinn ze maachen.

CSV an LSAP hu sech, wou se zu dëser Regierung ugetruede sinn 2009, eng Rei vu gudder Virsätz geholl. Si wollten méi staark mat Lëtzebuerg aus der Kris kommen, si wollten d'Kompetitivitéit stäerken, si wollten och selektiv Sozialpolitik maachen. Zweenenhalleft Joer duerno ass vun deene gudder Virsätz leider näischt méi iwwreg bliwwen, well d'Politik ass eng aner. D'Politik an deenen zweenenhalleft Joer huet eigentlech nëmme gelieft vun ale Reflexen: dovunner, fir Acquis-socialen ze verteidigen, dovunner, fir Problemer weider mat Geld zouzetippen. Geld, dat mer haut awer net méi hunn!

Et sinn also leider Ukënnegunge bliwwen ouni Suite. Ukënnegungen, wéi mer se da gëschter och nach eng kéier héieren hunn. De Finanzminister kéint heihinner a seet, mir missten elo ufänken, erëm zréck op de Wee vun enger seriöser Finanzpolitik ze kommen, mir missten elo ufänken, dann emol erëm méi seriö ze spueren.

Dat kéint mer bekannt vir. Deeselwechte Finanzminister huet hei zum Budget vun dësem Joer, also virun engem Joer, op dëser Plaz Folgendes gesot: „Dat heescht fir mech, datt och am Budget 2012 eng spuersam Politik muss virugemaach ginn. A spuersam Politik heescht virun allem, datt d'Ausgaben net dierfe staark klammen. D'Ausgaben dierfen net méi klamme wéi dat, wat mer dëst Joer gemaach hunn. Et muss ee virun allem kucken, datt d'Wuesse vun den Dépensen am Grëff behale ka ginn.“

Wann ech de Budget 2012 kucken, deen de Finanzminister, deen dat dote virun engem Joer hei gesot huet, virgeluecht huet, da froen ech mech, wéi et dann nach kann em déi Ukënnegunge vu gëschter hei gestallt sinn a wéi eescht ze huelen datt déi da solle sinn.

CSV an LSAP weise sech als reformonfäeg. CSV an LSAP, dat ass déi falsch Regierung fir dës Zäit! De Budgetsrapporteur huet eng richteg Analys gemaach. De Budgetsrapporteur huet eis op eng ganz Rei vun Erausforderungen hei opmierksam gemaach. Erausforderungen, déi mer zum Deel awer och scho kann hunn, mä et ass esou, datt mat dëser Regierung en Ëmsteieren, en Ëmdenken net méiglech ass, datt mer nëmme kënnen och enger aner politescher Konstellatioun op déi doten Erausforderunge kohärent a konsequent reagieren.

An et fänkt jo zu Lëtzebuerg net eréischt un, biergof ze goen. Et ass jo net, wéi wa mer nach an allem richteg gutt wäeren.

Gëschter ass eng Etüd mer an de Grapp komm vun der „Stiftung Marktwirtschaft“. Do ass dat, wat och haut de Moie schonn eng kéier ugeklongen ass vum Marc Spautz, do ass dat dann och emol nach eng kéier opgeléicht ginn: Wéi steet et eigentlech mat der wierklecher Verschëldung vu Lëtzebuerg? Wa mer net nëmme déi vum Zentralstat huelen, mä wa mer déi vun der Sécurité sociale mat arechnen, wou mer jo e Versprieche gemaach hunn, wat d'Rentepolitik ubelaangt, wat mer de Leit schëlleg sinn an Zukunft. Nun, wa mer déi Gesamtschold kucken, Zentralstat an d'Sécurité sociale zesummen, da lande mer an deem Ranking hanner Griichenland.

Lëtzebuerg läit domadder hanner Griichenland, trotzdeem gëtt et der hei am Land nach ëmmer, déi mengen, mir bräichten eis net ze bewegen. Fir eng aner Politik hei ze maachen, do brauche mer eng gëeente Regierungsequipe. Eng Regierungsequipe, wou net ee probéiert, deem anere Knëppelen tëschtend d'Been ze geheien. Wou net all Propos, déi vun engem gemaach gëtt, direkt vun engem Parteikolleg oder vun engem Koalitionspartner torpedéiert gëtt, wéi et an esou ville Proposé vum Wirtschaftsminister Jeannot Krecké war.

Et brauch een eng gemeinsam Strategie, an d'Zukunft vum Land muss am Mëttelpunkt stoen. Et dierf net weiderhin esou sinn, datt de parteipolitesche Profit fir deenen een oder deenen anere Regierungspartner do zentral Bedeutung huet.

Fir eng aner Politik ze maachen, Dir Dammen an Dir Hären, do brauche mer awer och e Regierungschef, deen d'Ficellen an der Hand hält. E Regierungschef, dee präsent ass.

(Interruption)

E Regierungschef, deen iwwerzeege kann. E Regierungschef, dee seng Popularitéit - déi en huet -, deen déi Popularitéit och am Dëngscht vum Lëtzebuerg Land asetzt, fir hei zu Lëtzebuerg d'Leit, d'Mënschen hei am Land, vun enger anerer Politik kënnen ze iwwerzeegen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Nëmme mat enger Regierung, déi selwer u sech gleeft, losse sech d'Lëtzebuerg iwwerzeegen. Nëmme mat enger Regierung, déi selwer iwwerzeegt ass, sinn d'Lëtzebuerg bereet, och sech e Stéck wäit ze änneren, fir datt et dësem Land an Zukunft och gutt soll goen.

(Interruption)

D'Demokratesch Partei ass bereet, Verantwortung mat ze iwwerhuelen. An ech begrëissen nach eng kéier déi Invitatioun vu gëschter - wa se dann eescht gemengt war -, fir och d'Oppositionsfraktiounen mat an deem Débat do kënnen erunzezéien.

Fir eis ass et kloer, datt all Zukunftspolitik dräi Konditiounen muss erfëllen: Éischtens muss se der Generatioungerechtigkeit gerecht ginn. Mir dierfen net weiderfuere, d'Problemer op déi nächst Generatiounen an op déi Jonk vun haut ofzewälzen an hinnen e Land ze hannerloossen, wat manner gutt op d'Zukunft preparéiert ass wéi dat Land, wat mir vun eisen Elteren iwwerloos kritt hunn.

Mir mussen eng modern Sozialpolitik maachen. Mir mussen déi richteg Äntwerte ginn op déi sozial Froe vun haut: wéi mer der Energiepräisfall entkommen, wéi mer Chancégerechtigkeit bei de Kanner assureieren, wéi mer d'Mëttelschicht och weider kënnen stäerken, wéi mer och an der Sozialpolitik net laanscht déi Generatiounen vu muer Politik wëlle maachen.

A mir dierfen net zréckzécken - an d'Demokratesch Partei, déi zéckt net, wann et drëms geet, Problemer unzepaken! D'DP ass an de leschte Joren net deen einfachste Wee gaangen, wann et drëms gaangen ass, hei am Parlament Faarf ze bekennen:

D'DP war géint deenen eisen Aen net sozial selektive System vun de Studiëbäihëllefen. Mir hunn deenen net matgestëmmt. Mir hunn och de leschten Ajustement net matgestëmmt. Mir hunn och hei an der leschter Regierungsperiod de Kannerbonus net matgestëmmt, well mer deemools schonn dervun iwwerzeegt waren, datt een net mat Geldeschungen do all Problem ka léisen an datt een éischer a Betreuung, also a Sachleschtungen, misst weider investieren. Mir hunn net de System vum Chèque-service matgedroen, well mer en als administratiivt Monstrum gesinn hunn.

Mir hunn also net all kéiers mat mam Kapp genéckt, wann et drëms gaangen ass, de Leit hei am Land eppes ze verdeelen, eppes ze versprechen. Mir kéinten eis et als Oppositionspartei, als gréissten Oppositionspartei, ganz einfach maachen an heihinnerkommen a lamentéieren. Mir kéinten d'Problemer beschreiwen, mir kéinten op déi offensichtlech Differenzen innerhalb vun der Regierung an der Regierungskoalitioun opmierksam maachen.

Mä d'Demokratesch Partei wëllt méi! D'Demokratesch Partei wëllt d'Potenzial opzeechnen, wat mer hei zu Lëtzebuerg nach hunn a wat mer kënnen notzen. D'Demokratesch Partei wëllt ganz konkret Handlungsalternativen hei opzeechnen. D'DP ass iwwerzeegt, datt mer d'kéier kënnen kréien hei zu Lëtzebuerg. Nach ass Zäit. Nach hu mer all Méiglechkeeten hei zu Lëtzebuerg, fir ze reagieren. Mir mussen just wëllen!

CSV an LSAP wëllen net! CSV an LSAP kënnen net! CSV an LSAP kënnen net zesummen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll am Numm vun den 13 Kolleeginnen a Kolleegen aus der LSAP-Fraktioun fir d'Éischt dem Kolleg Gilles Roth fir säi schrëftlechen an och säi mündleche Rapport, deen en iwwert de Budget 2012 gemaach huet, ganz staark félicitéieren. En huet vill Wëssen a säi schrëftleche Rapport erageluecht. Mir wäerten nach oft Geleeeënheet kréien, op Säiten zréckzebliedieren, fir Saachen nozekucken.

En huet eng Rei vun Akzenter versicht ze setzen, déi Courage verlaangen. Ech kennen ee vun deenen Akzenter - wann Der et net weider sot, da soen ech lech, dass et d'Autosteier ass -, fir ze wëssen, wéi vill Freed een dobaussen huet, wann een esou Sujeten upeilt. Mä ech mengen, dat ass gutt esou. Courage brauche mer, an Dir hutt et, Här Roth, an Ärem Bericht dëst Joer gemaach, an dofir eis Félicitatiounen!

Säit Méint, jo, et kéint ee bal soen, säit Joren, renne mer vun enger Krisemeldung, vun neien Zuelen, vun neien Iddien, déi op déi Krisensituatioun gesat ginn, zur anerer a mir mierken - an dat ass schonn ee vun de Punkten, wou ech souguer mat mengem Virriedner, dem Kolleg Claude Meisch, d'accord sinn -, mir lafen ëmmer méi an eng Glafwierdegkeetskris, an eng Vertrauenskris eran. Well vill vun deene Propositiounen, déi deenen een Dag gemaach ginn, sinn deenen aneren Dag scho Makulatur oder awer erëm vergiess oder ginn zerséit an der Bürokratie zu Bréssel, wou se Méint a Jore brauchen, fir dass endlech gesetzlech Direktiven oder Reglementer doraus entstinn.

Ech hunn emol nogezielt, dass mer säit dem Ufank vun der Kris zu Bréssel 22 Sommerten haten, 22! Et kéint een dat scho bal Aktionismus nennen. An et mierkt een och ëmmer méi, an des Woch ass jo e Beispill dofir, dass bei ville groussen Optrëtter, déi gemaach ginn, zum Beispill deenen op dem Perron vun dem Elysée, sech a sech méi innenpolitesch Agendae hannerdru verstoppen, wéi déi seriö Suerg, fir roueg, souverän an och ofgeschwat mat alle Partner zu gemeinsame Léisungen ze kommen, déi sonndes wouer sinn an och méindes dann och ëmgesat ginn. Dat schaaft oft zousätzlech Erwaardungen, déi dann net erfëllt ginn, a vill Veronsécherung.

Mir hunn dës Woch erlieft, dass Standard & Poor's 15 europäesch Länner, dorënner och Lëtzebuerg, op en negativen Ausbléck gesat huet a mat enger Ofstufung vun Triple-A op Double-A gedroht huet. Dass elo den EFSF an och eenzel Banke gëschter do drunhänken, ass a sech kohärent, wann een dat ka soen zu deem, wat déi Ratingagenturen do maachen.

D'Reaktiounen op déi Ofstufungen do, oder déi Drohungen vun Ofstufung, sinn extrem ënnerschiddlech. Si sinn et souguer zu Lëtzebuerg - extrem ënnerschiddlech - tëscht dem Finanzminister, dee gëschter dat éischer als e bal normalen Akt emfonnt huet, bal gerechtfertigt huet, dass dat a sech d'Situatioun erëmgëtt, wéi an Asien an op anere Plazen an der Welt iwwer Europa an der Tëschenzäit geduecht gëtt, an dass vläicht dodrunner och deenen Drock erzeugt gëtt, deenen derzou féiert, zu deene Politiken ze kommen, wou ee wëllt hikommen, an op där anerer Säit dem Premier, deenen éischer rose reagiert huet, dat „ongerecht“, e „Paukensschlag“ genannt huet an éischer fonnt huet, dass domat och dräi oder véier Deeg virun engem Sommet éischer Politik hei soll gemaach gi wéi eng seriö Auseenansetzung mat der Situatioun vun eenzelne Staten.

Am Fall vu Lëtzebuerg muss ee soen: Wat soll dat, e Land mat 17%, 18% Statsverschëldung - doranner nach ëmmer eist Kapital, wat mer bei der BGL BNP Paribas hunn - a mat engem öffentlechen Defizit vu manner wéi engem Prozent eropzestufen (veuillez lire: erofzestufen)? Dat ass éischer eng absurd Situatioun. Ech mengen, et bleiwen elo nach dräi Länner. Wann déi 15 géifen erofgestuft ginn, bleiwen der nach, mengen ech, dräi rescht: Singapur, Kanada an nach iergenden drëtt, déi dann am Triple-A bleiwen.

An dat stellt dann och d'Fro - an da kommen ech zréck op dat, wéi ech ugefaangen hunn -, dass mer scho säit zwee, dräi Joer dann och diskutieren: Wat maache mer mat deene Ratingagenturen an ass et net noutwendeg, eng onofhängeg europäesch Ratingagentur opzebauen? Dat hu mer scho virun zwee, wann net souguer virun dräi Joer gesot, och héchstwahrscheinlech hei gesot. A mir fänken natierlech elo erëm un an dëser Woch, wann een d'Meldunge liest - et gëtt an alle Länner elo erëm vill méi heftig an haart driwwer nogeduecht: Wéini maache mer endlech dat, fir eis vun dem Damoklesschwäert vun deenen amerikaneschen Agenturen, wou effektiv zum Deel och vill Politik gemaach gëtt, ze befreien?

D'Politik huet also d'Wiel, op deenen Drock, deen do erzeugt gëtt, heiansdo am eegenen Intérêt, ze reagieren, andeem een dat fir Verschwörungstheorien hält an dorobber opgereet an nervös reagiert, oder awer - an do wär ech méi no bei der Attitud, déi de Finanzminister gëschter zu där Fro hei hat - ze versichen, mat méi Souveränitéit, mat méi Rou a mat méi Kloerheit op déi Situatioun do ze reagieren.

Mir géifen also eendeiteg fir déi zweet Optioun plädieren: eis drop ze besënnen, wat mer wëllen, wat déi eigentlech Aufgabe sinn, déi mer ze erfëllen hunn, an dann och wierklech déi Aufgaben upaken. Ech géif der véier nennen, déi fir eis wichtig a kloer sinn.

Déi éischt ass - an et féiert kee Wee derlaanscht -, dass mer finanziell Stabilitéit brauchen, dass mer Scholde mussen ofbauen an dass mer net kënnen op d'Käschte vun deenen nächste Generatiounen liewen. Wann een dat seet, dann heescht dat - an dat ass eng Fro, déi

de Finanzminister gëschter gestallt huet an déi ech direkt wëll beäntweren -, dass eis Fraktioun déi Zilsetzung, fir en équilibréierte Budget am Gesamtstat 2014 ze errechen, nach wie vor mat zwou Hänn ënnerschreift.

Weider gerechten Ziler, déi ech gëschter héieren hunn, déi, mengen ech, sollt een emol am Laf vun nächste Joer, wa mer déi sougenannte „mid-term review“ maachen, kucken.

► **Une voix.** - Mir hu jo gutt Zäit, mir hu jo gutt Zäit!

(Interruptions diverses)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Mir mengen also, dass déi Zilsetzung, nach eng kéier, Här Helming, fir 2014 - an da kuckt Der lech emol un, wéi d'Situatioun...

(Hilarité)

Da kuckt Der lech emol un, wéi d'Situatioun an deenen anere Länner sech duerstellt, wa mer 2014 dat Zil do errechen - dass mer da vill fäerdegbruecht hunn.

An ech wëllt lech och soen, dass mer an där Trajectoire - ech kommen herno nach op déi zréck -, déi mer an dëser Legislaturperiod ugaange sinn, mat deene Spuermoosnamen, déi mer geholl hunn, zwee Joer - haut schonn! -, zwee Joer en avance si vun deem, wat mer eis 2010, Ufank 2010, am Pacte de stabilité virgeholl hunn. Ech wëll also soen, dass déi Zilsetzung do eng Zilsetzung ass, déi vun dëser Regierung ugepaakt ginn ass a wou se och op deem richteg Wee ass!

Déi zweet Zilsetzung ass déi, fir gläichzäiteg a parallel - an dat wäert eng vun de wesentlechen Aussoe sinn, déi ech haut am Numm vun eiser Fraktioun wëll maachen -, dass mer gläichzäiteg och fir Wuesstum a fir Aarbecht mussen suergen.

Dat heescht am Kloertext, dass Investitiounsvirhaben net onnéidegerweis solle gekierzt ginn, besonnesch dann, wa se wichtig si fir déi zukünfteg Generatioun an déi zukünfteg Aufgaben, déi mer hunn, an dass mer och bei der Kafkraaft vun de Leit dobaussen net eng onnéiz eesäiteg Austeritéitspolitik sollte maachen, fir derfir ze suergen, dass ebe Konfienz herrscht, Konfienz herrscht souwuel bei den Investoren wéi och bei de Konsumenten, fir dass d'Kaz sech net an den eegene Schwanz bäisst. Well dat ass dat, wat an der Tëschenzäit a ville Länner amgaangen ass ze geschéien.

Ech wëll just drun erënneren, och wann dat keng Referenz am Rescht vu menger Interventioun soll sinn, ech wëll drun erënneren, wann een dat genau liest, wat bei der Erofstufung, der ugedrohter Erofstufung vu Standard & Poor's gesot gëtt, dass déi Agence eis extra drop hiweist, dass déi héich Defiziter an déi héich Schold, dass dat net de Grond ass vun der Kris, mä dass dat d'Folge si vun der Kris. A si warnt virun enger eesäiteger Austeritéitspolitik. Si mécht extra drop opmierksam, dass een en équilibréierte Mix muss maache vu Politiken, an net eesäiteg, wéi dat awer an eenzelne Länner ass. A Griichenland gesäit een, wéi onméiglech et wäert ginn, fir op deem Wee do aus der Situatioun erauszekommen.

Deen drëtten, an do deelen ech déi Remarquen, déi mä Virriedner gemaach huet, deen drëtten Punkt ass dee vun der Kompetitivitéit. Ech gesinn net, ech soen dat hei, ech gesinn net, wou et heibanne bei deene 65 Propositiounen, déi de Wirtschaftsminister gemaach huet, ganz grouss Divergenz gëtt. Et gëtt vläicht eng, ech kommen herno op déi zréck, a puncto vum Index, mä ech mengen, all déi aner Punkten, besonnesch déi vum Ofbau - an Dir hutt se genannt -, vum Ofbau vu bürokrateschen Hürden an der Fro, wéi schnell mer kënnen Prozedure maachen, do hu mer heibannen, mengen ech, e grouse Konsens, fir dat ze maachen. Elo wëll ech awer eppes...

(Interruptions diverses)

Elo wëll ech awer eppes soen, Här Meisch, elo wëll ech eppes soen, Här Meisch, total onpolemesch; meng Gripp erlaabt mer net, ze vill heftig de Moien hei ze sinn. Ech wëll lech soen, dass de groussen Deel - an déi, déi zu Bréssel elo op eemol en anert Lidd sängen an all hiren Aussoen, och d'Kommissioun, déi am Lissabonner Prozess soen, mir mussen méi schnell virkommen, méi schnell decidieren -, ech soen lech, dass 80% vun deem, wat eis hënnert, an de Prozedure méi schnell virunzuekommen, gebuer a gedeelt ginn ass an de Brésseler Conseil.

An och an enger Regierungsperiod, wou Dir mat derbäi waart, si wesentlecher vun deenen Direktiven, déi eis haut vill Misär maachen, deemools do diskutiert an ëmgesat ginn.

(Interruption)

Mir hätten also all Intérêt - neen, dat ass net einfach! -, mir hätten also all Intérêt...

(Interruption)

...och de Brüsseler Bürokraten ze soen, dass, wa mer haut am Lissabonner Prozess endlech dovunner schwätzen, fir méi schnell virunzekommen, dass een och eng Entforstung net nëmmen zu Lëtzebuerg soll maachen, mä eng Entforstung vu ville Prozeduren, déi onnëtz sinn, zu Bréissel soll ufänken. Dat wär, mengen ech, dee richtege Wee, fir emol do unzefänken, wou déi meescht gebuer si ginn.

Dee véierten...

► **Une voix.** - ...dat ass de Problem.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dee véierte wesentlechen Eckpfeiler vun deem, wat eis Fraktioun denkt, ass dee vun der sozialer Kohäsion: derfir ze suergen, dass eise Sozialmodell - an ech kommen herno dorobber zréck -, dass eise Sozialmodell gestärkt gëtt. Dass mer derfir suergen, dass déi Mannerbemëttelt méi gehollef kréie wéi déi aner, dat ass ee richtege Prinzip. Ech kommen herno och méi konkret a praktesch nach eng Kéier dorobber ze schwätzen.

An da wëll ech eng Bemierkung maachen: Do muss ech soen, heiansdo froen ech mech, ob mer deeselwechte Film dobausse kucken. De Claude Meisch huet elo opgehale a senger Ried a gesot, des Regierung wär reformonfäeg. Ech muss éierlech soen, wann ech mer déi lescht Wochen, mer déi lescht Deeg dobaussen ukucken, da froen ech mech zwar, ob ee matkritt huet heibannen, Här Sozialminister, ob ee matkritt huet heibannen, dass de Sozialminister virun engem décke Joer eng Reform gemaach huet am Krankeeseberäich...

(Interruption)

...a vun engem Grupp, de liberalen Dokteren, mat engem Streik bekämpft ginn ass, fir dass net sollten eenzel Acquisen a Fro gestallt ginn. Hu mer dat matkritt, dass also e Minister hei au charbon gaangen ass - an am Fussball géife mer soen: an de Strofraum gaangen ass, do, wou et wéi deet, heiansdo souguer an de Fënefmeterraum.

Da froen ech mech, ob mer matkritt hunn, dass de Fonctioun-publiques-Minister, dass deen an der Reform, déi elo do läit - déi dausend Säite Reform an der Fonctioun publique -, dass deen au charbon gaangen ass mat der Ministesch zesummen, fir derfir ze suergen, dass mer eng Rei vun Acquisen, eng Rei vu Bewegungen an de Käpp an an de Methoden an der Fonctioun publique kréien - an dofir keen Applaus, wierklech keen Applaus kritt, wa mer des Woch héieren hunn, wat dann elo iwwert déi Accordé vu virun der Vakanz geduecht gëtt!

Ass eis entgaangen, oder lech entgaangen, dass mer an der Bipartite um 29. September d'lescht Joer mat de Gewerkschaften en Accord fonnt hunn iwwert den Index, eng Indexmodulatioun - e Report vun der Indexbranche vum 1. Juni décidéiert hunn op den 1. Oktober -, déi vill méi bruecht huet, wann ech dat fir d'Ekonomie kucken, vill méi bruecht huet, wéi vill vun deene Virschléi, déi am Zesammenhang mat Ännerungen am Wuerekerf hei proposéiert an ugeduecht ginn?

Ass et entgaangen, dass den Aarbechtsminister souwuel am Niveau vun der Praxis haut mat méi Leit, méi Agencen, bessere Methoden an engem Projet de loi, deen d'nächst Woch hei wäert gestëmmt ginn, derfir gesuergt huet, dass mer endlech Damp an deen Dossier vun der Reform vun der ADEM a vun der Aarbechtsmaartverwaltung kritt hunn?

An ass lech entgaangen, vläicht och nach, dass d'Éducatiounsministesch am Moment amgaangen ass, no der Reform am Fondamental, wierklech am Strofraum ze sinn, do wou et stëbst a kraacht, fir derfir ze suergen, dass dës Land reforméiert gëtt?

(Interruption)

An dofir mengen ech, dofir mengen ech, dass déi Beispiller do...

(Interruptions diverses)

...déi dote Beispiller lech weisen, dass déi doten...

(Interruption)

Jo, ech muss och soen, wann ech iwwert d'Geïsskan... Dir hutt jo elo vill dovun geschwat, vun der Geïsskan...

► **Une voix.** - Huelt eng Schlupp Waasser!

(Hilarité)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Sidd fein.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Majo. Mat der Geïsskan.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll lech och soen - un d'DP gericht, da brauch ech dat herno net ze maachen -, et kann een der Koalitioun... An ech ginn op eenzel Beispiller ganz selbstkritesch an, an der Fro vun: Wéi brénge mer et fäerdeg, fir endlech d'Selektivitéit an eenzel Moosnamen ze kréien? Mä ech muss

lech soen, wann ech - leider ass en elo net heibannen - mä ech muss soen, wann ech un d'Renten denken an un déi Virschléi, déi elo gemaach ginn, fir den Ajustement auszusetzen, muer ganz ofzeschaffen, an dann ze schwätze vun der Geïsskan, vun der Responsabilitéit, vun der Rentemauer, da wëll ech lech soen: Déi gréisste Schubkar voll vu Geïsskanen am Beräich vun de Renten, déi jee duerch dës Land gefuer ass, dat war déi vun liberale Sozialminister Carlo Wagner nom Rentendesch. Dat war déi gréisste Geïsskan, déi d'Land jee gesinn huet! Dofir géif ech mengen, e bësse méi Bescheidenheet...

(Interruption)

E bësse méi Bescheidenheet wär gutt.

► **Une voix.** - War da jiddwereen derbäi?

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - E bësse méi Bescheidenheet.

► **Une voix.** - Waart Dir dergéint?

(Interruptions diverses)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - E bësse méi Bescheidenheet géif lech also guttduen. Wann Der iwwert deenen aneren hir Geïsskane schwätzt, da duckt emol fir d'Éischt, mat wat fir enger Geïsskan...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Maacht lech awer elo net lächerlech, Här Lux!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...Der duerch d'Land gaange sidd.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Elo maacht lech awer net lächerlech!

(Interruptions diverses)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll en zweete Punkt soen...

► **Une voix.** - Et schafft keen am Gaart dermat.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech wëll en zweete Punkt soen, dat ass deen...

► **Une voix.** - Hie souz vir an der éischter Rei.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...dat ass deen - ganz kuerz, well de Kollege Alex Bodry wäert herno nach am Detail dorobber agoen -, e kuerzt Wuert iwwert déi Virschléi, déi dann elo, déi nei Virschléi, déi elo vun der däitscher Bundeskanzlerin an dem franséische President gemaach ginn. Ech wëll net weider politesch kommentéieren, wéi een de Fait selwer an och déi grouss Kéieren, déi do an deene leschte Jore gemaach gi sinn - wann ech eleng de franséische President kucken, vun Deauville bis de Méindeg um Perron an esou virun, wéi vill Kéieren, dass do hu misse gemaach ginn, fir dann zu deem Resultat ze kommen.

Ech wëll soen, dass d'Resultat, fir elo eng Modifikatioun ze maache vun Traité mat automatesche Sanktiounen, Règle d'or, Kompetenze vun Europäesche Gerichtshaff, do wëll ech soen, dass eis Fraktioun sech net prinzipiell géint Vertragsännerunge stäipt. An ech géif hei huelen dat Wuert vum Ausseminister, dee gesot huet: „Wa se schnell a schmärzlos sinn“; nach muss mer dann definéieren, wat schmärzlos da fir déi eng a fir déi aner heescht. Mä ech wëll soen, dass ee muss wëssen, ier een elo emol juristesche gekläert huet, wéi déi Vertragsännerungen da solle schnell goen - well et ass jo dorobber, wou et ukënn, fir zu engem Vertrauensbeweis no baussen erëm ze kommen -, wéi mer dat maachen.

Ech héieren elo schonn, dass d'Europäesch Kommissioun der Meinung ass, dass de Protokoll 12 déi richteg Basis wär, fir dat ze maachen, dass den Elysée an d'franséisch Regierung der Meinung sinn, et wär de Protokoll 14, fir dat ze maachen. Ech wënsche bonne Chance, fir zu deene Vertragsännerungen do ze kommen - wann ee weess, wéi schwierig dass dat an eenzelne Länner wäert ginn, an déi politesch Risiken, déi domadder verbonne sinn -, fir hei schnell a vertrauenserweckend zu Resultater ze kommen.

De „Sixpack“, deen ass eréischt a Kraaft a geet zimlech wäit an eenzelne Punkten, dat wäerte mir selwer an eenzelne Beispiller och nach erliewen, a scho ginn nei Vertragsännerungen an d'Diskussioun bruecht, mat neien Instrumenter. Mir sinn do éischer skeptesch a mir sinn och bei der Règle d'or vun der Verschëldung éischer der Meinung, dass, wann een an esou eng Richtung soll goen, da soll een dat och hei zu Lëtzebuerg éischer op engem gesetzleche Plang gesi wéi um Niveau vun der Verfassung. Mä ech mengen, dat sinn Diskussiounen, wou mer Zäit hunn, driwwer ze diskutieren.

D'Politik steet also viru ganz eeschte Verantwortungen. A wann ee vu Lëtzebuerg ausgeet, mat enger Verschëldungsquot vu 17%, déi jo fir Eenzelner schonn anscheinend en Horrorzenario duerstelt, da wëll ech deene siwe féierende Wirtschaftsmächten aus dem G7 emol hir Verschëldung eng Kéier hei einfach oplëschten, fir

dass mer emol d'Situatioun genau kucken: Amerika läit bei enger Verschëldung vu ronn 100% vu sengem PIB, Japan bei 229%, Däitschland bei 80%, Frankräich bei 88% - dat sinn déi, déi esou grouss Lektionen erdeelen deenen aneren -, England bei 83%, Italien bei 120%, Kanada bei 84%, och nach ee Land vun deenen, déi den Triple-A nach hunn.

An ech kommen dann op dat zréck, wat scho meng zwee Virriedner gesot hunn - déi Verschëldungskris. Aus där Verschëldungskris ass eng regelrecht Vertrauenskris ginn: Kee Vertrauen an d'Fäegkeet vu Staten a Regierungen, déi Scholdekrise an de Grëff ze kréien, d'Defiziter ofzebauen, d'Kompetitivitéit ze verbessern a fir Croissance ze suergen; Investoren, déi iwwerdriwwen - an eisen Aen - nervös reagieren; d'Politik, déi sech vun de Finanzmäert dreuwe léisst!

An ech muss lech soen, ech hätt, wéi vill heibannen, sécherlech léiwere gäre gesinn, dass den Här Berlusconi an Italien vum Vollek bei demokratesche Wahlen ofgewielt an an d'Opposition geschéckt gi wär, wéi duerch den Drock vun de Finanzmäert. Dat wär, mengen ech, och fir d'Vertraue vun de Leit an och fir deen Demokratiedefizit, deen dat a Wierklechkeet duerstelt, besser gewiescht.

An da muss ech jo soen, wann ech gesinn, wéi déi Regierungen, déi technokratesch Regierungen do opgebaut ginn, do tummele sech dann all déi Ex-Goldman-Sachs-Leit, déi mat responsabel ware fir d'Banken- an d'Finanzkris. Déi hu sech elo alleguer nach eng Kéier gelautert, eng Kéier geréselt, sinn eng Kéier e bëssen duerch d'Feegfeier gaangen, an elo triede se schonn erëm op a ginn eis alleguerte Lektionen. Ech mengen, och do muss een da ganz hellhöreg sinn!

Déi sozial Konflikter, an dat erliewe mer a Griichenland, a Portugal an a villen anere Länner ëmmer méi, ginn duerch déi Austeritéitspolitik ëmmer méi grouss, mat allem, wat un Aarmutrisiko, Streiken, soziale Revolten an domadder och un Ofbau vu Wettbewerbsfäegkeet mat drunhänkt.

D'Äntwert dorobber aus der Siicht vun der LSAP-Fraktioun an e puer Punkten: Mir mengen - an, Här Meisch, do ass eng vun den Differenzen, déi mer hunn -, mir mengen, dass een net op där enger Säit d'Vertraue kann erbaierede wëllen an duerch Gesten no baussen och kloermaachen, dass mer Vertraue bei Investoren a bei de Konsumente wëllen, an op där anerer Säit dann awer, an eisen Aen, ze vill Katastrophismus maachen, ze vill d'Situatioun schlechtrieden, ze vill eis Chancen an eis Trëmp, déi mer hunn, schlechtrieden. Ech mengen, dass mer do eng Divergenz an der psychologescher Upak schonn eleng hunn, wéi mer no baussen dat solle maachen.

De Jacques Delors huet eng Kéier gemengt, 50% vun enger gudder Wirtschaftspolitik wär, derfir ze suergen, dass psychologesch eng Atmosphär géif herrschen, déi positiv wär, déi déi wär, fir d'Aermel eropzekrempelen an net Heulsusen ze spillen! Mir mengen, dass dat och haut nach ëmmer richteg ass, an dass, wann een d'Zeitungen duerchkuckt: „Eurozone droht der Supergau“, „Kernschmelze in Europa“ fir d'Veerschëldungskris, dass dat natierlech och ee Wuertlaut ass, deen natierlech net derzou bäidreit, fir d'Bierger an d'Investoren och méi sécher ze maachen.

Den Helmut Schmidt huet viru e puer Deeg um SPD-Parteitag zu Berlin geschwat an nach eng Kéier drop higewisen, dass den Euro zur zweetwichtigster Währung an der Weltwirtschaft ginn ass, dass des europäesch Währung, deseen Euro no bannen an och am Ausseverhältniss vill méi stabil ass, nach ëmmer méi stabil ass wéi den amerikaneschen Dollar. An iwwergens - huet e gemengt - fir säi Land och vill méi stabil wär, wéi d'D-Mark an deene leschten zéng Joer vun hirer Existenz. An en huet zum Schluss, eng zitieren en, gesot: „Alles Gerede und Geschreibe über eine angebliche Krise des Euro ist leichtfertiges Geschwätz von Medien, von Journalisten und von Politikern.“ Dat ass jo och eng Meinung vun engem, deen, mengen ech, jo awer d'Kompetenz an och d'Ausstrahlung huet, fir eis op deem Gebitt do eng Rei vu Lektionen ze ginn.

Déi zweet Äntwert ass déi: D'Politik muss glafwierdeg Äntwerten op déi Vertrauenskris do ginn. Dat geet an éischer Linn, wann endlech dat och ëmgesat gëtt, wat eng Kéier beschloss ginn ass. Ech hunn dat viru gesot: 22 Sommerte mat Säiten a Säite Resolutiounen, grouse Virhaben, déi an d'Vitrine gestallt ginn, a meeschtens doktere mer dann, wa mer iwwerhaupt nach dokteren, doktere mer Méint a Joren drun, fir zur Ëmsetzung dovunner ze kommen. An dat ass och wouer fir all déi Treffen um G8, um G20, IWF-Treffen a Sommeten, wéi gesot, mat derbäi.

Wat ass a Saache Finanzmaartreguléierung bis elo geschitt? Wat ass a puncto makroökono-

mescher Koordinéierung geschitt? Wat ass an der Bekämpfung vun der Scholdekrise effektiv konkret geschitt, ausser ee Sommet nom aneren a grouss Resolutiounen? An dann, mengen ech, an ech hunn dat scho gesot, wär et gutt, an et huet keen heibannen - an do sinn ech mam Kollege Spautz d'accord -, Europa huet ëmmer eppes dovunner, wann den däitsch-franséische Motor funktionéiert. Dat ass vum Prinzip hier ëmmer richteg a gutt fir Europa!

Trotz allem muss ech soen - an ech hu viru gesot: Däitschland 80% Schold vu sengem PIB, Frankräich 88%, op den Defizit ginn ech net an -, ech mengen, och do wär et gutt, wann déi, déi no bause glafwierdeg wëllen oprieden, dass déi sech emol bei hirer eegener Nues fir d'Éischt géifen huelen a selwer weisen, dass se och „les bons élèves“ an der Klass sinn, fir no vir ze goen. Ech mengen, och dat gehéiert an der Glafwierdegkeetsfro derzou, dass mer virukommen.

An dann, drëtters, ass deen Discours vun der Alternativlosegkeet een, wou mer sollten ophalen. Dat Wuert, wat ëmmer méi erëmkënn: „Et gëtt dozou keng Alternativ“, och dat ass fir eis Demokratie ee ganz geféierleche Wee, dee mer ginn, ze mengen, dass déi Politiken, déi ugebuede ginn op deene Sommeten, an deene Resolutiounen, dass et dozou keng Alternativ gëtt. Dat ass an eisen Aen net richteg! Déi eenzeg Lösung, an ech hunn dat viru scho gesot, déi eenzeg Lösung, déi doranner besteet: „Spueren, spueren, Defiziter senken“, ass sécherlech eng, déi dozou féiert, dass déi aktuell Kris nach ka verschäerft an nach wäert verschäerft ginn.

Ech hunn hei oft den Ausdrock gebraucht: „Mir sollten eis net kapotspueren“. Dann hunn ech op deser Säit vum héijen Haus, bei de Kollege vun der CSV gesinn, déi hunn dann d'Stir gerunzelt, wann ech dat gesot hunn. Dofir war ech ganz frou ze liesen, dass an deem éischten Interview, deen hie ginn huet als neie Fraktiounspräsident am „Lëtzebuurger Wort“, och den Här Spautz déi Formule geholl huet, fir ze soen: „Mir dierfen eis net kapotspueren“, zitiert mat Gänsefeisercher. Ech mengen, dass et richteg ass, derfir ze suergen, dass deen Équilibrium ass tëschent op där enger Säit där Spuerpolitik, déi mer weiderhi muss maachen, an op där anerer Säit awer derfir ze suergen, dass mer en Équilibrium hunn an den Investitiounen an an der Kafkraaft bei de Leit, dass dat déi Politik ass, déi mer och an deenen nächste Jore weider zesumme muss maachen.

Mir hunn, ech mengen, déi Aschtzung, an ech wëll drop zréckkommen, wat de Kollege Claude Meisch gesot huet. Jo, ech gehéieren zu deene ganz villen, déi am Juni, Juli virun der Vakanz - an et gouf der nach bis an den Ufank Oktober, déi d'grouf der Meinung waren, opgrond vun de makroökonomeschen Donnéeën, déi mer haten, opgrond vun der Atmosphär, déi geherrscht huet bei den Investoren an och bei de Konsumenten, an dat huet sech zu Lëtzebuerg ausgedréckt duerch lauter ganz favorabel Zuelen, souwuel am Konsum wéi och an den Investitiounen - der Meinung waren, dass mer aus der Kris eraus wäeren an dass mer d'Enn vum Tunnel géife gesinn.

De Budgets- a Finanzminister huet nach de 5. Oktober hei am héijen Haus um Ofschluss vu senger Budgetpresentatioun gesot: „Eis geet et ganz gutt.“ An effektiv, opgrond vun de Vergläicher, déi mer mat jiddwereengem kënne maachen, geet et eis och haut ganz gutt. Dat hëlt eis awer net d'Veantwortung ewech! An da sinn ech erëm bei lech, fir op enger Rei vu Punkten, op déi ech ze schwätze kommen, derfir ze suergen, dass mer déi Situatioun, déi mer hunn, dass mer déi nach besser kënne maachen.

Jiddefalls ass et eendeiteg: Wann een d'Zuele kuckt, si mer vu Croissancezuelen, déi mer nach virun der Vakanz vum Statec, vun der OECD gesot kritt hunn, vun 3%, 4% erofgepurzelt op 1% a manner wéi 1%. Ech mengen, dat ass an Zäit vun dräi, véier Méint geschitt. Esou grave ass déi Vertrauenskris, well dat ware keng haart Fakten, déi dozou gefouert hunn, dat war eleng d'Psychologie, dat war eleng d'Atmosphär, déi herrscht an Europa duerch déi Verschëldungskris, duerch déi Kris um Niveau vun der politescher Gouvernance, déi mer feststellen. Eleng doduerch, mengen ech, ass also déi Situatioun geschitt.

Wat mech iwwergens dozou féiert, dass, wann dese Weekend fir d'Eurozon a fir d'Décsiounen e gudd Weekend gëtt - a jiddwereen heibanne wënscht sech, dass et muer den Owend zu kloren Décsiounen kënn, - sinn ech och iwwerzeegt, dass mer gradesou schnell, wéi mer an déi Situatioun erofgefall sinn, et och fäerdegbréngen, mat allen Trëmp, déi mer an der

Eurozon hunn, an och mat dem Euro als Währung, als zweetstärkst Währung vun der Welt, dass mer och gradesou schnell erëm aus deem Dall do kënnen erauskommen.

Da stellt sech d'Fro - mir hu bei der Budgets-presentatioun, nodeem mer de Budgetsminister oft... „kritiséiert“ wär iwwerdrivven, mä fonnt hunn, dass en ze vill virsichteg a senge Previsioun war -, dass och heibanne vill Leit gesot hunn: „Dir bleift léiwer um Geld sätzen.“ „Hien huet net genuch politesch Volontéit, fir no vir ze goen.“ Déi éischte Kéier, wéi mer hei erausgaange sinn an d'Gefill haten, dass de Budgetsminister emol eng Kéier beim Budget - d'Virstellung vun 2012 - Volontéit gewisen huet, Optimismus gewielt huet, ass en natierlech e bësse bestrooft ginn!

Dat deet eis leed, Här Budgetsminister, mä bleift awer an där Linn, wéi Der dat de 5. Oktober gemaach hutt. Mä Ären Optimismus de 5. Oktober ass leider net vun de Fakten, déi sech duerno ofgespillt hunn, an deene Vertrauensindexen, déi mer elo kennen, an deenen Zuelen, déi mer elo kennen a mat deene mer eis mussen ausenansetzen... Mä mir sinn absolut mat lech d'accord, dass dee Budget hei och opgrond vun deenen neie Previsiounen net soll op d'Kopp gekéiert ginn.

Mir si scho mat lech ganz op enger Säit, fir ze soen, dass een hei soll e rouege Kapp behalen, fir an deenen nächste Méint ze kucken, wéi d'Situatioun sech weider entwéckelt. An ech mengen, mir hunn dann Zäit, fir nom éischte Semester 2012, wa mer d'Zuele vun de Recetten, och um Niveau vun den Dépensen an iwwerhaupt d'Zuelen dobausse gesinn, fir dann déi „mid-term review“ virzuehelen, déi eis erlaabt, e Bléck ze geheie bis 2014 an deenen Zilsetzungen, déi mer ginn hunn.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, dass déi gesamt Regierung sécherlech och virun der Vakanz geduecht huet, mir wäeren esou lues um Wee aus der Kris eraus, wéi se den Accord salarial mat der Fonction publique ënnerschriwwen huet. Laang ware mer heibannen der Meinung, dass een an deem Accord salarial fir déi nächst zwee, dräi Joer, fir des Legislaturperiod keng Verbesserungen um Niveau vun de Gehälter soll maachen. Mir hu se awer gemaach, well mer gemengt hunn, dat géif deem Opschwung hëllef, deen amgaange war, sech ze weisen.

Datselwech géllt och fir d'Krisesteier, d'Ofschaffung dovunner. Vläch hu mer ze fréi lassgehooss, mä et waren, mengen ech, déi politesch Décisiounen, déi zu där Situatioun gepasst hunn. An ech mengen, mir mussen dann d'nächst Joer bei der „mid-term review“ op eenzel Punkten dann och zréckkommen.

Ech wëllt op e puer Punkte vun der politischer Agenda zréckkommen, e puer weiniger. Zu der ADEM-Reform hunn ech geschwat. Ech mengen, mir kréien d'nächst Woch d'Geleeënheet, den nächsten Donneschdeg, fir déi Reform hei ze diskutieren an ze kucken, ob se wäit genuch geet oder ob se net wäit genuch geet. Ech sinn awer haut schonn der Meinung, dass d'Beschäftigungspolitik a sech den Thema wär, dee mer am Januar, Februar missten hei diskutieren.

Well d'ADEM-Reform ass eng Strukturreform vun enger Verwaltung. Dat ass net eng Ausenansetzung mat der Beschäftigungspolitik vun dieser Regierung. Et ass ee Volet dovunner! Ech géif dofir och als President vun där Kommissioun, wann d'Memberen dovunner d'accord sinn, soen, dass mer eis scho sollten am Februar Zäit huelen - wa mer déi Reform elo gestëmmt hunn d'nächst Woch -, Zäit huelen eng Kéier an enger Debatt, wéi mer se dann och ëmmer nennen, fir ze kucken: Wéi ass et mat der Evaluatioun vun deenen eenzelne Moosnamen? Wat muss do geschéien?

Eng Rei vu Viraarbechte leien do. Et wär net gutt, wa mer nach eng Kéier, wéi d'nächst Woch, erëm eng Verlängerung misste stëmme vun de Krisemoosnamen, ënner anerem och de Beschäftigungsmoosnamen, mä dass mer d'nächst Joer derfir suergen, déi Evaluatioun ze maachen, fir dann net nëmme einfach mir näischt, dir näischt den Instrumentarium ze verlängeren, esou wéi mer dat d'nächst Woch wäerte stëmme, mä och derfir suergen, dass mer eng Analys maachen a kucken, wat wierklech ze geschéien huet.

Deen zweete Punkt ass deen - an ech mengen, dat mécht een e bësse verdrésslech -, wann ee gesäit, wat um Niveau vun der Fonction publique sech elo ofspillt. Ech mengen, mir hunn allegueren deen Accord, deen d'Regierung fonnt huet, souwuel iwwert den Accord salarial wéi och iwwert d'Reform vum Statut, all déi Ännerungen hu mer a sech positiv opgehol.

Ech mengen, et ass ëmmer gutt, wann d'Regierung et fäerdegbréngt, mat de Sozialpartner dobausse sech eens ze sinn. Dat ass e gudden Wee. Wa mer deen hei kënnen validieren, ass dat, mengen ech, och de Kinnekswee, deen ee soll goen. Haut mierke mer, dass viles erëm a Fro gestallt gëtt.

Mir sinn - an ech mengen, dat ass déi Ausso, déi ech am Numm vun eiser Fraktioun hei wëll maachen - bei allen Diskussiounen, déi elo am Moment stattfannen, der Meinung, dass deen Accord, dee fonnt ginn ass tëschent der Regierung an der CGFP, eent zu eent soll ëmgesat ginn. A mir wäerten als Fraktioun bei deenen dausend Säiten, déi elo virleien, da wann dee Prozess, dee jo elo nach amgaangen ass - fir mat der CGFP a mat deenen anere Gewerkschaften an Ënnerorganisatiounen ze diskutieren -, wann deen dann ofgeschloss ass an de Projet de loi deponéiert gëtt, wäerte mer ganz genau, akribesch kucken, ob dat deem entsprécht, wat ofgemaach ass; wat och an der Koalitioun dat war, wou mer der Meinung waren, dass een et konnt akzeptieren.

An dat virun allem op zwee Punkten: Deen éischte Punkt ass dee vun Bewäertungssystem. Ech soen nach eng Kéier dat Wuert, wat ech virun engem Joer am Januar eng Kéier gepréigt hat: Mir wäerten net akzeptieren, dass aus deem Bewäertungssystem e bürokratescht Monster gëtt, wou muer vill méi Zäit an Energie verluer geet, fir Leit ze bewäerten, wéi fir derfir ze suergen, dass Aarbecht gemaach gëtt an dass Dossiere behandelt ginn an dass et an der Fonction publique an an de Verwaltungen virugeet.

An zweetens: Gradesou akribesch wäerte mer dofir kucken, dass deen Accord, dee mer haten, an deen Accord, deen och mat der CGFP fonnt ginn ass, fir um Niveau vun den Ufanksgehälter eng Reduzéierung vun deene Gehälter just virzuehelen, just an eenzeg an eleng um Niveau vun der Stagezäit, an net herno um Niveau vun den Zäiten, wann d'Leit schaffe ginn, agehale gëtt. Ech mengen, dat sinn déi zwee Punkten, déi eis bei där Geleeënheet wäerte wichteg sinn.

An ech mengen, dass dat fir vill aner Punkten och géllt. An ech soen et nach eng Kéier bei der Tripartite: Beim État de la nation hunn ech am Numm vun eiser Fraktioun e waarmen Appel gemaach un d'Sozialpartner, sech um Bidon ze rappen, fir derfir ze suergen, dass d'Tripartite erëm un d'Rulle kënn, dass et zu Accordé kéint kommen.

Ech sinn net onbedéngt - obschonn ech esou gebuer sinn -, net onbedéngt optimistes, wann ech an de Kulisser vun deenen engen a vun deenen aneren héieren, wéi d'Positiounen schonn erëm amgaange sinn, festgeklappt a festgezurt ze ginn. Mä d'Hoffnung stierft zulescht an deem, dass se d'nächst Woch an d'iwwernächst Woch an an där Zäit, déi de Premier an déi aner Membere vun der Regierung, déi hei tangéiert si vun deenen eenzelnen Dossieren, sech huelen, fir dat ze maachen...

Ech wëllt iwwregens en passant, Här Meisch, lech soen: Ech gesi mech elo wierklech net hei als deen, deen de Premier muss verteidege par rapport zu deem, wat Der schonn d'lescht Woch an enger Pressekonferenz gemaach hutt, an och haut nach eng Kéier. Ech wëll awer wierklech soen - dat ass och an eiser Fraktioun esou diskutéiert ginn -, dass ee wierklech net soll higoen, dobaussen ze maachen, dass, wann de Premier zu Bréissel amgaangen ass - oder op villen aneren Enceinten -, fir derfir ze suergen, dass mer Reformen an erëm e Vertrauensbeweis um Niveau vun der Eurozon a vum Euro kréien, dass dat net eng Aarbecht ass, déi en do mécht - Stonnen an Deeg an heiansdo nuechtelaang an esou virun -, dass dat net eng Aarbecht ass, déi un éischer Stell och de Lëtzebuerger an deem Land zeguttkennt. Deen Dénge, ze maachen, dass dat, wat zu Bréissel geschitt, net am Intérêt wär vun deem, wat hei misst gemaach ginn, ass eppes, wat ech net gutt fannen...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech hunn net de Contraire behaupt.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...a wat mir och net...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Et bleift awer ganz viles hei leien.

(Interruptions)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Wat mir net gutt fannen... Ech mengen, et ass... Ech hunn lech virun am Ufank vu menger Ried kloer gewisen, opgrond vun all deene Beispiller, dass des Koalitioun an des Regierung, dass déi absolut reformfäeg ass. An ech wëll lech nach eng Nouvelle ginn, fir dat ze ënnermauern, wann ech lech soen, dass d'Rentereform, de Projet vun der Rentereform muer aacht Deeg am Regierungrot wäert sinn an dann do kann diskutéiert an dann Ufank Januar oder am Januar kann deponéiert ginn.

Dat weist an engem ganz décke Batz vu Reformpolitik hei zu Lëtzebuerg eng weider Kéier, niewent deene sechs Beispiller, déi ech lech scho genannt hunn, dass och an deem siwenten Dossier an des Koalitioun an an des Regierung elo Neel mat Käpp gemaach ginn an de Projet dann am Joer 2012 hei am héijen Haus kann diskutéiert ginn.

Ob en dann deem gerecht gëtt, Här Meisch, ob en dann deem gerecht gëtt, wat Dir driwwer denkt a wat mir driwwer denken, ass eng aner Saach!

Mir hu beim Ajustement eng aner Appréciation, wéi Dir eng schéngt ze hunn. Mir wëllen net einfach esou mir näischt dir näischt den Ajustement zur Dispositioun stellen, mä mir wëllen e koppelen un d'Situatioun, déi am Rentewiesen an an de Keesen an um Niveau vun der Evolutioun vum Emploi an deem Moment geschitt.

Mä au moins, haalt op, de Virwurf ze maachen, dass des Regierung bei de Krankeeseen, beim Aarbechtsamt, bei der Schulpolitik, bei der Fonction publique, beim Index, bei der Rentepolitik amgaangen ass a schonn ëmgesat huet eng ganz Rei vu Reformen, déi weisen, dass mer do an déi richtig Richtung ginn an dass déi Stroossekaart, déi de Finanz- a Budgetsminister wëllt zeechnen, dass déi Stroossekaart schonn an deene Beispiller do amgaangen ass, laang och matgezeicht zu ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Zum Index wëll ech lech soen: Och dat ass, mengen ech, kee Mëssel, dat ass kee Mëssel, wann ee feststellt, dass een eng Divergenz do kann hunn. An Dir hutt richtig gesot, mir haten déi och mam Nach-Wirtschaftsminister Jeannot Krecké an der Fro vun dem Cumul engersäits vum Report vum Index, an op där anerer Säit dem Eraushuele vun de Pétrolspräisser aus dem Wuerekerf.

Mir bleiwen nach wie vor opgrond vun deene Beschless, déi geholl gi sinn - awer déi geholl gi si vun der Regierung mat de Gewerkschaften zesummen den 29. September d'lescht Joer -, mir bleiwen der Meinung, dass een déi effikass Moosnam soll huelen. Dat ass déi, fir an der Tripartite an engem gesamte Paquet derfir ze suergen, dass een e weidere Report ka maachen. Wann ee sech do kann eens ginn, wär dat e wichtige Schrëtt an déi richtig Richtung. Mir mengen net, dass ee cumuléiert do derbäi nach soll d'Pétrolspräisser eraushuelen, well mer och der Meinung sinn, dass een de System net soll kapottmaachen. Et soll een, wann een d'Gripp huet - an ech weess, vu wat ech schwätzen -, da soll een och net den Thermometer ewechheien.

An hei si mer och der Meinung, dass een de System net soll änneren. Iwwregens sinn dat och Iwwerleungen, déi beim Statec selwer och gemaach gi sinn. Wann ee säin Text vu virun engem Joer, seng Studien nach eng Kéier nokuckt, huet en och a sech plädéiert, dass een an déi Richtung soll goen. An dass mer dat am beschten am Sozialdialog, am beschten an engem Accord an der Tripartite sollte fäerdegbréngen - wien heibannen, mengen ech, géif dozou eppes aneschtens soen! D'Regierung, an de Premier un éischer Stell weist mat senger 44 oder 45 Stonnen, déi e sech Zäit hält, fir an des Deeg mat de Sozialpartner getrennt an herno zesummen ze diskutieren, wéi dee Wee ka geschéien.

Ech soen och nach eng Kéier - obschonn och dat e Punkt ass, an ech si mam Här Meisch do d'accord -, ech hunn e Patron virun e puer Deeg um Fernseh gelies, dee gefrot ginn ass: „Wéi ass Är Appréciation vum Moment?“ Ech wëll iwwregens soen, dass och mam Index zwou Entreprises, d'lescht Woch eng an des Woch eng, decidéiert hunn, och mam Index op Lëtzebuerg ze kommen an ze investieren.

Ech wëll drun erënneren, dass Lëtzebuerg an deene leschte sechs Joer vun der Kris dat eenzeg Land ass, wat och mam Index et fäerdegbruecht huet, fir e positive Saldo an der Schafung vun Aarbechtsplazen ze hunn, par rapport zu all deenen aneren, déi réckgängig gaange sinn. Och dat, mengen ech, weist, dass een op Trémp an op Chancé vun deem Land soll setzen.

Mä ech mengen, et ass ee Punkt, wou mer net schnell genuch virukommen - ech hunn et viru drun schonn ugedeit am Zesummenhang mat den europäeschen Direktiven -, dat ass dee vun der Bürokratie. An dee Patron huet och prezis gesot, dass net den Index säin éischte Souci wär, mä säi Souci Nummer eent wär déi Zäit, déi e géif verléieren, fir Paperassen auszufüllen, fir Prozeduren, déi en heiansdo zum Deel onnëtz oder duebel an dräifach géif gesinn.

Ech mengen, dat ass e Punkt, wou méi misst geschéien. An ech mengen, den Här Spautz, de Kollege Spautz huet viru drun, mengen ech, a senger Interventioun och deeslewechte Punkt

nach eng Kéier genannt, fir de Fokus drop ze setzen, dass mer hei musse weiderkommen.

Ech wëll och - dat maachen ech all Kéiers, an och haut -, ech wëll och hei ëmmer erëm soen un d'Regierung, un d'Adress vun der Regierung, mä vun eis allegueren, dass, wa mer iwwer Kompetitivitéit a Produktivitéit schwätzen, dass mer net eleng sollten deenen nolauschten, déi eis da just mam Fanger weisen op d'Entwécklung vun den nominale Léin. Dat geet, fir e Bild ze hu vun der Kompetitivitéit vun deem Land, net duer! Dat spréngt vill ze vill kuerz.

Wann een dat mécht, da muss ee fir d'Betriber och soen, dass eis Fiskallandschaft fir d'Entreprises - an d'OECD huet dat d'lescht Joer an engem Ranking gewisen, wou Lëtzebuerg op der éischer Plaz war; d'Zeitungen hunn titréiert a Frankräich an an der Belsch: „Luxembourg champion du monde“ um Niveau vun der Fiskallandschaft fir d'Entreprises -, da muss ee soen, dass eis Soziallaaschten, an ech mengen, dat ass jo awer och wesentlech, wann ee schwätzt iwwer Reformen, déi gemaach ginn, dass eis Soziallaaschte fir d'Entreprises déi nidregst sinn. An ech weess net, wéi wäit dass mer musse goen, vläicht bis op Singapur musse mer goen, fir nach ähnlech niddreg Soziallaaschten ze hunn.

A wann ech viru gesot hunn, de Sozialminister huet virun engem Joer ënner schwierige Konditiounen eng Reform am Krankeesebereich gemaach - haut an der Gesondheitskeess -, dann ass et virun allem drëm gaangen, fir derfir ze suergen, e Bäitrag zur Kompetitivitéit ze maachen. Dat war net nëmme eleng, fir eng Krankeese aus rouden Zuelen erëm a schwaarz Zuelen ze kréien, wéi mer et haut hunn. Mä et war och, fir derfir ze suergen, dass d'Cotisationsen net sollten an d'Luucht goen, fir e Bäitrag zur Kompetitivitéit ze ginn.

Och do wëll ech de Verglach emol iwwerhaupt net ufänken ze maachen, fir eis Soziallaaschten a virun allem och eis Situatioun an der Krankeese, déi haut am Positive steet a schwaarz Zuele schreift, ze vergläiche mat den horrenden Defiziter an de Krankeese vun eisen Nopeschlänner, mat vill méi héije Cotisationsen an heiansdo och mat manner gutte Leeschtungen, déi op deem Gebitt gebuede ginn, fir ze weisen, dass dat eng Reform war, déi eng Strukturreform war an déi och der Economie an der Kompetitivitéit vun eise Land effektiv gehollef huet.

An deem Mosaik vun der Kompetitivitéit, leschtens, géif ech och drop hiweisen - och wann Einzelner heiansdo Schwierigkeiten hunn, dat mat nozevollzéien - a soen, dass d'Lëtzebuerger Salarieen am Verglach, dee mer kënnen maachen an der Groussregioun a mat all eisen Nopeschlänner, eng héich Aarbechtszäit hunn. Mir hunn an deene meeschte Secteuren eng héich Aarbechtszäit, wat dozou féiert, dass, wann een déi véier Saachen zesummenhëlt - nominal Lounentwécklung, awer och d'Fiskallandschaft, awer och d'Landschaft um Niveau vun de Sozialbäitrag an déi vun der Aarbechtszäit -, e ganz anert Bild dobäi erauskënn, an eng Produktivitéit dobäi erauskënn, déi sech weise léisst par rapport zu all eise Konkurrenten. An ech mengen, dass dat och wesentlech ass.

Ech wëll weider net agoen op d'Situatioun vum Chômage. Dat kënnen mer, wéi gesot, d'nächst Woch den Donneschdeg bei der Reform vun der ADEM maachen. Ech wëll awer bei menge leschte Bemerkungen och nach agoen op dat, wat de Rapporteur Gilles Roth zu enger vu senger wesentlechen Aussoen dobausse gemaach huet - och an deenen Interviewer, déi en op verschiddene Plaze gemaach huet -, déi vun der sozialer Selektivitéit.

Elo ass dat jo e bessen, wann ee 25 Joer hei derbäi ass, dann ass dat wéi d'Monster vu Loch Ness, déi sozial Selektivitéit. Mir schwätzen eis domm an dämlech, géif ech bal soen, iwwer sozial Selektivitéit. Ech hunn dräi oder véier Koalitiounsverhandlungen matgemaach, wou d'sozial Selektivitéit ëmmer ganz uewe stoung, a wa mer fäerdeg waren, dann ass net vill derbäi erauskomm. An ech wëll elo emol léiwer net mam Fanger op déi weisen, déi am meeschte resistent waren, fir an eenzelne Kapitelen an d'sozial Selektivitéit eranzugeen.

Ech mengen effektiv, dass dee Prinzip..., an et sinn e puer Prinzipien, déi do wichteg sinn. Mir mengen als Fraktioun, dass d'Stärke vun de Familjen dobaussen an de Kanner an deene Familjen, dass dat eng wesentlech Aufgab ass vun all Gesellschaft. Also an deem Beräich vun de Laaschten, déi mer verdeele fir d'Familjen, si mer schonn hellhöreg opzepasst, wat mer do maachen. A mir musse jo och op déi juristesche Elementer, déi et do gëtt - well d'Kannergeld, zum Beispill, ass e Recht vum Kand, et ass net e Recht vun den Elteren, et ass e Recht vum Kand, déi Jurisprudenz gëtt et haut -, op déi muss een also oppassen, wann een eenzel Pisté mécht.



Mä och do wëll ech - an da kommen ech emol erëm eng Kéier, fir en erëm méi freedeg ze stëmmen, bei den Här Meisch zréck -, et muss een allerdéngs, wann een dat seet, Här Roth, a wa mer eis dat alleguer soen, dass dat wichteg ass, dass een deene Mannerbemëttele méi soll hëllef weé deenen, déi et net esou brauchen..., an de Faitë maache mer meeschtens ëmmer de Géigendeel.

An dat Beispill, wat de Claude Meisch genannt huet, ass leider Gottes e richteg Beispill: Dat ass dat vun der Émwendung vum Kannergeld an d'Boursen, déi mer gemaach hunn. En hat Recht an en hat Onrecht. En hat Onrecht an der Fro, ob mer bei där Operatioun gespuert hunn.

Mir hu bei där Operatioun gespuert, Här Meisch, well op där enger Säit zwar bei de Bourse mer méi bezuelen, mä Dir hutt net ofgerechent, wat mer beim Kannergeld manner ausbezuelen. Wa meng Zuelen, déi ech gëschter kritt hunn, richteg sinn - mä dat kënnen mer kucken, dat ass elo weider net wichteg -, mä wa meng Zuelen déi richteg sinn, da spuerer mer. Insgesamt spuerer mer eppes dobäi, wa mer bei der Kannergeldkeess, wou awer, mengen ech - ech hunn déi Zuelen elo net am Kapp -, wou mer awer e gewëssenen Deel, e gudden Deel spueren duerch de Fait, dass mer hei kappen, an op där anerer Säit dat, wat mer bei de Bourse maachen.

Ech muss lech soen, ech hunn..., och wa mer iwwer sozial Selektivitéit schwätzen, da muss mer selbstkritesch genuch mat eis sinn, fir ze soen: Hu mer et do richteg gemaach? Besonnesch, wann ech gesinn - an do hutt Der ganz recht -, wann ech gesinn, dass mer deene Studenten, déi hei zu Lëtzebuerg studéieren, dass mer deenen datselwecht gi wéi deenen, déi - ech huelen elo emol meng - zu London an zu Berlin sinn. Wann ech déi Käschte kucken an ech vergläichen déi mat deem, wat een hei als Ausgaben zu Lëtzebuerg huet, mengen ech, da muss een - a mir kréie jo souwisou d'Geleehheet, dorobber zréckzekommen - dat nach eng Kéier op de Métier huelen.

An datselwecht Beispill, an ech géif proposéieren, dass mer emol géifen domadder ufänken - kommt, mer fänken emol mat engem Punkt un, dat ass dat vun de Chèques-services.

Ech mengen, dass ee wierklech bei de Chèques-services un de Punkt komm ass, wou een - wa mer eis elo wëllen haut eescht huelen - a mir schénge jo alleguer der Meenung ze sinn, dass d'sozial Selektivitéit dee richteg Wee ass: dat huet de Budgetsrapporteur gesot, dat huet de Finanzminister gesot, dat huet den Här Meisch gesot, dat soen ech och nach eng Kéier, dat huet den Här Spautz gesot -, mä kommt, mir huelen - dat ass déi Proposition, déi ech lech géif maachen - d'Chèques-services, well hei mengen ech, gëtt awer wierklech an engem Mooss Schindluder gemaach mat de Prinzipien, déi richteg an engem Land misste sinn, dass mer hei wierklech eppes maachen, fir deenen ze hëllef, déi et wierklech néideg hunn, par rapport zu deenen, déi Gesangscoursen a Sol-fège-coursen an aner Saache wierklech aus der eegener Täsche kënnen bezuelen, ouni dass dat muss iwwer e Subsid an de Familljeministère goen.

Zu deene leschte Bemierkungen, déi ech wëll maachen, dat ass dat vun... Ech hätt gär - mä ech wëll zum Schluss kommen -, ech hätt gär en Wuert gesot an ech géif awer eng Proposition maachen: Ech hunn elo fënnef Joer d'Geleehheet gehat, d'Chance gehat - an dat waren och flott Erausforderungen -, un de Klimakonferenzen deelzehuelen, déi tout au long bis zu Kopenhagen, wou dee groussen Hype jo stattfonnt huet, deemools ouni Accord awer.

Dass haut zwee Kolleegen, mengen ech, de Fernand Boden an den Eugène Berger, fir eis Chamber zu Durban derbäi si bei der Klimakonferenz... A wa mer eis och vläicht d'Zäit net genuch geholl hunn, fir eng Kéier virdrun, da vläicht awer dann duerno eng Kéier ze diskutéieren, wat fir eng Erausforderung fir Lëtzebuerg national, europäesch an international do drunhänke bis zum Enn vum Kyoto-Accord Enn 2012 an deem, wat e méiglechen Nofolgeaccord kéint sinn, wéi schwierig dat och am Moment zu Durban ass - wann ee vu Wäitem an och mat eise Leit dohannen diskutéiert -, wéi schwierig dass et ass, emol vläicht China dozou ze kréien, fir e ganz schwammegen Accord ze ginn zu engem méiglechen Nofolgeabkomme vu Kyoto.

Ech géif proposéieren, dass mer eis awer och hei, wann d'Fraktiounen domat d'accord wäeren, Zäit géifen huelen, fir am neie Joer eng Kéier dorobber zréckzekommen an iwwer Durban - net iwwer Durban en tant que tel, ech mengen, esou vill wäert dobäi net erauskommen -, mä eng Kéier de Point ze maachen iwwert dat, wat eis Virschléi do kënnen sinn.

De Budgetsrapporteur Gilles Roth huet, ech hat dat am Ufank gesot, sech d'Autosteier erausge-

holl. Als Spezialist vun der Autosteier sinn ech - an ech wëll zwou Saachen do soen - trotz allem frou driwwer, dass d'Reform vun der Autosteier an de Joren 2007 an 2008 déi eenzeg war, déi mer an all deene leschte Jore gemaach hunn, déi wierklech zu enger nationaler Reduktioun vun CO₂-Emissiounen gefouert huet. Déi eenzeg! All de Rescht hu mer bis elo mat vill Geld am Akaf vun Emissiounsrechter dobaussen an der Welt musse maachen, mat vill Suen, déi eis dat kascht. Mä wéinstens do huet et derzou gefouert - wéi schwierig et och ëmmer war, huet et derzou gefouert -, dass e Switch stattfonnt huet hin zu Dausenden an Dausenden, an Dir hutt et gesot, mengen ech: 26.000 Autoen, déi haut manner wéi 50 Euro bezuelen.

Et kritt ee jo bei esou Geleehheeten der ëmmer an d'Schnëss vun deenen, déi méi musse bezuelen. De Luef vun deene 26.000, déi haut manner wéi 50 Euro Autosteier bezuelen, deen ass bis elo ausbliwwen. Mä trotz allem, mengen ech, war dat e richteg Wee, an dass ech zäitliegens nach géif en Deputéierte fannen, dee géif proposéieren, fir d'Autosteier ze héijen, wéi Dir et gemaach hutt op deem Gebitt, dat hätt ech net geduecht!

(Hilarité)

Mä fir de Courage wëll ech lech nach eng Kéier félicitéieren, dass Der dat op deem Gebitt gemaach hutt.

(Interruption)

Mä loosse mer iwwer eis Klimaschutzziler an esou, wéi mer et wëlle maachen, och mat deene Propositionen, an den Här Meisch huet recht, d'Regierung huet d'lescht Kéier hei am Débat vum État de la nation gesot, dass se déi Propositionen... Ech mengen, mir hu souguer eng Motioun ugeholl iwwert déi Klimabank an iwwert d'Aart a Weis, wéi mer déi Investitiounen am Beräich vun der Energieeffizienz a vun den erneierbaren Energie géife maachen. Ech mengen, loosse mer effektiv bei där Geleehheet dann de Point maachen an derfir suergen, dass dat ëmgesat gëtt. Well wann et gutt Iddi sinn, dann ass et egal, ob se blo oder rout oder schwaarz oder gréng ugestrach sinn. Da sollte mer se och ëmsetzen.

Ech wëll e lescht Wuert soen iwwert déi Reform an der Éducatioun an déi Reform un Niveau vun dem Secondaire, déi och am Moment amgaangen ass. Dat gehéiert och zu deene Strukturereformen, déi noutwendeg sinn an déi esou schwierig sinn - wann een dobausse kuckt, wéi d'Atmosphär an den Diskussiounen heiansdo ass.

De President vun der Éducatiounskommissioun, de Kolleg Ben Fayot, huet mer de Moien e kleng Rapport gemaach iwwert déi Sitzung, déi gëschter an der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun zu dem Text vun der Madame Delvaux stattfonnt huet, fir mer ze soen, dass dat an engem ganz uerdentlechen, konstruktiven Toun stattfonnt huet an dass déi eenzel Fraktiounen d'Bekanntnis ofgeluecht hunn, dass se bereet sinn, fir iwwer eng Reform mat ze diskutéieren - deenen enge geet se vläicht ze wäit, deenen anere geet se net wäit genuch -, mä au moins derfir ze suergen, dass mer e konstruktiven Dialog kënnen kréien.

An dat Eenzegt, wat ech am Numm vun eiser Fraktioun wëll soen, no baussen un d'Adress vun de Profen, un d'Adress vun den Enseignant, un d'Adress vun den Elteren, un d'Adress vun de Schüler an de Studenten: dach derfir ze suergen, dass déi Froen, déi hei diskutéiert ginn, ob ee 7^e a 6^e an engem Block mécht, ob een op 2^e en Travail personnel mécht oder net, wéi een déi eenzel Dominanten opdeelt oder net, dass dat awer keng Fro sinn, wou et ëm Liewen an Doud geet, dass een an engem Klima mateneen diskutéiert, deen et net méi méiglech mécht, an deem Land roueg a sachlech mat enger Ministesch ze schwätzen, déi jo awer nu wierklech net no baussen d'Atmosphär ausstrahlt, eng ze sinn, déi mat der Dampwalz a mam Bulldozer wëll do derduerchgoen.

An dass mer endlech sollten elo deen Appel eescht huelen, fir esou, wéi et da gëschter an eiser Kommissioun hei roueg a sachlech a konstruktiv erofgaangen ass, och dobaussen een Toun ze fannen, deen et erlaabt, fir seriö ze diskutéieren, wat mer fir eis Kanner a fir eis jonk Leit op deem Gebitt vum Secondaire an deenen nächste Jore wëlle maachen.

Wa mer eis driwwer eens sinn, dass eng Reform noutwendeg ass, wa mer eis iwwert déi grouss Urache vun de Problemer, déi mer am Secondaire an an eise Enseignement do hunn, wa mer eis driwwer eens sinn, an ech hunn awer d'Gefill, dass mer dat sinn, da wäerte mer dach, mengen ech, vill méi roueg a vill méi sachlech et fäerdegbréngen, fir dat kënnen ze maachen. Ech mengen och, dass bei den Enseignant deen Wëllen dach misst bestoen, fir mateneen ze diskutéieren, wéi mer dat maachen, ouni

dass dat op eng Aart a Weis geschitt, déi, mengen ech, eiser net würdeg ass an der Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, iwwer Reformen ze diskutéieren.

An ech wëll ee Punkt, een Detailpunkt derbäi soen: Et sollt een och bei där Geleehheet, bei där Reform am Secondaire an och bei deem, wat nach an der Émsetzung vun der Reform am Fondamental amgaangen ass, net ze vill an d'Schubkar leeën.

Ech wëll domadder op Lëtzebuergesch soen, dass déi Virschléi, déi elo gläichzäitig kommen aus der Reform vum Statut vum Statsbeamte fir d'individuell Bewäertung an d'Fixatioun vu Postes à responsabilité am Enseignement, dass een déi vläicht emol soll e bëssen op d'Säit schubsen an net hei e Cumul vu Saache maachen, deen am Moment der néideger Visibilitéit vun deem, wat mer an der Hauptsach an der Reform vum Secondaire wëlle maachen, nëmme ka schueden.

Et soll een dat emol op d'Säit leeën an et soll een et dann och a Rou kucken, wéi esou Saache wéi de Bewäertungssystem an d'Postes à responsabilité, wéi déi am Enseignement effektiv kënnen ëmgesat ginn. Well ech soen lech hei de Prinzip, deen an eiser Fraktioun dann awer e Prinzip ass, dee mer akzeptéieren: dass een hei net kann eng Verwaltung an d'Aart a Weis an d'Method, wéi an enger Verwaltung geschafft gëtt, dass een déi einfach esou (veuillez lire: net einfach esou) eent zu eent kann eriwweitschwenchen op dat, wéi et an engem Schoulgebaai geet, mat Leit, mat Enseignant, déi a Klassen eng selwecht Responsabilitéit vis-à-vis vun deene Kanner a vis-à-vis vun den Elteren an der Gesellschaft droen. Dofir mengen ech, sollt een emol deen Dossier vläicht op d'Säit schubsen, fir dann, mengen ech, e bësse méi sech ëm dat Wesentlech kënnen ze këmmern.

Ech wollt nach ee Punkt soen, mä ech loosse deen haut aus, mä ech mellen en un: dass mer och eng Kéier, niewent der Diskussioun iwwert d'Beschäftigungspolitik, niewent Diskussiounen iwwert de Klima, d'Responsabilitéiten no der Konferenz vun Durban, dass et eis an der Fraktioun och Suerge mécht, dat, wat an der Akafspolitik vum Katar hei zu Lëtzebuerg geschitt.

Ech wëll haut net an den Detail vun eenzelnen Dossiere goen - wéi dat bei der Cargolux, bei der BIL, bei der KBL an Zukunft sech kéint auswirken -, mä ech mellen en, dass mer eis als Fraktioun hei scho Suerge maachen iwwer eenzel Dériveren, déi et hei kéint ginn, och an där Kultur, an där Betribskultur, an där Fro vu Cogestioun, an där Fro vu Responsabilitéiten no baussen an och an där Fro vu Strategie, déi mer hannendru gesinn - dass een déi Diskussiounen eng Kéier muss féieren. Mä ech mengen, haut geet dat iwwert d'Zil eraus, haut an där Debatt. Mä ech mengen, et ass eng Debatt, déi mer an deenen nächste Wochen a Méint eng Kéier musse féieren.

Ech hat ee Punkt vergiess, Här Meisch, ech halen da fir lech en beauté do op, fir ze soen, dass mer déi Suergen, déi Der hei ausgedréckt hutt am Zesummenhang mat der Reform vum bëllegen Akt, dass mer déi zu engem Deel och akzeptéieren an der Meenung sinn, dass mer déi Diskussioun hei ze féieren hunn, wann den Avis vom Conseil d'État elo virläit; an dann an der Finanzkommissioun, vläicht an enger Commission jointe zesumme mat der Logementskommissioun.

Ech mengen, dat wär vläicht eng Method, déi net schlecht wär, effektiv ze kucken, dass mer hei deenen zwou Zilsetzungen - deenen zwou Zilsetzungen, derfir suergen, dass eppes un Niveau vun der Nohaltegkeet an der Energieeffizienz ka geschéien -, dat fanne mer e richteg Punkt, mä dass mer net déi Leit hei dierfe vum bëllegen Akt ausschléissen, déi an der Onméiglechkeet sinn, fir heiansdo déi Suen opzebréngen fir e Passivhaus oder fir eng Renovéierung vun engem alen Haus ze maachen, an all déi Schwierigkeeten, déi et soss an Appartementshaiser gëtt, dann zesummen ze diskutéieren, fir ze kucken, zu engem gudden Enn ze kommen.

Meng Konklussioun, am Numm vun eiser Fraktioun, ass déi: An där Krisensituatioun, an där mer dra sinn - an där politescher Krisensituatioun, finanzieller Verschuldungskrisensituatioun -, ass méi Souveränitéit, méi Iwwerzeugung an eis eege Stärken noutwendeg, mat deene klore véier Ziler, déi ech am Ufank hei genannt hunn: gesond Finanzen - jo -, Wuessstum an Aarbecht an Investitiounen an deem Beräich - jo -, Kompetitivitéit op allen Niveaue, fir dass eis Économie och am Export an der Lag ass, hire Match ze maachen - jo -, an eng sozial Kohäsion, déi zu enger Gesellschaft gehéiert, wéi mir eis se virstellen - jo! Dat wäeren déi Punkten, wou mir d'Regierung an deenen nächste Méint gare géifen ënnerstëtzen an dee Budget och stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lux, an als nächsten a leschte Riedner fir de Moien ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, des Budgetsdebatten vun deem Joer, déi si fir eis anescht wéi déi vun deene leschte Joren, an dat aus e puer Grënn.

Éischtens, mir diskutéieren iwwer eng Budgetsvirrag, déi op der Einnahmesäit vun iwwer-driwwenen Erwaardungen ausgeet, déi opbaut op eng wirtschaftlech Entwécklung, déi ganz sécher an den nächste Joren net wäert realiséiert ginn. Mir diskutéieren deemno, eiser Meenung no, iwwer e fiktive Budget.

Zweetens, mam Budget stëmme mer eng staatlech Garantie vun 2,7 Milliarde fir eng Holding, an dat ouni datt mer eng seriö Analys hunn, wat mer do eigentlech garantéieren, respektiv ouni eng parlamentaresch Debatt driwwer gefouert ze hunn. Mir stellen deemno e Chèque en blanc aus, deen eis Statsschold op ee Schlag ëm 35% kann erhéijen.

Drëttens, mir erliewen eng Regierung, déi an der Budgetspolitik en dramatesche Schleiderkurs fiert an net à même ass, fir e seriösen, mëttelfristege finanzielle Konsolidéierungsprogramm virzeleeën.

Véiertens, mir wësse bis haut nach net, wat da wierklech d'Prioritéit vun deser Regierung an der öffentlecher Investitiounspolitik sinn. Dat, obschonn ugesichts vun der dramatescher Lag längst misst gekläert sinn, wou dann d'Prioritéit vun deser Regierung do leien. Nach ëmmer gëllt fir des Regierung just dat, wat am Koalitionssoffkommis leider festgeschriwwen ginn ass: datt alles - an ech betounen: alles! - ënner de Finanzéierungsvirbehalt gestallt ass.

Fënneftens, mir hunn nach ëmmer keng kloer Strategie, wat d'Kontroll vun de Fonctionnementskäschte vum Stat ubelaangt. Am Géigen-deel, des Regierung huet virum Summer d'Joer et fäerdegbruecht, d'Fonctionnementskäschte fir d'Zukunft zimlech staark eropzeschrauwen, andeem se hire Beamte fir 2013 eng 2,2%-Gehaltserhéijung versprach huet. Dobäi riskéiere mer, fir 2012 an eng Rezessioun ze falen, an 2013 wäerte mer mat Sécherheet kee Wuessstum hunn, deen eng allgemeng 2,2-prozenteg Erhéijung vun de Léin a Gehälter an der Fonction publique wäert erlaben.

Sechstens, déi grouss strukturell Reformen, déi mer onbedéngt am Interessi vun den nächste Generatioun misste maachen an déi awer och en enormen Impact op d'Statsfinanzen hunn, wéi zum Beispill d'Rentereform, gi weider viru sech hiergeschoben a mer verléiere wäertvoll Zäit.

Siwintens, datt mer finanziellen, mä och aus soziale Gerechtegkeetsgrënn onbedéngt och iwwert d'Einnahmesäit vum Stat missten diskutéieren, dat heescht iwwer eise Steier- a Subventiounssystem, dat schéngt des Regierung bis elo wéineg ze interesséieren.

Aachtens, an där dramatescher europäescher Statsscholdekris gëtt e doriwwe eraus ëmmer méi däitlech, datt de Finanzminister an de Premierminister zwou verschidde Linne vertrieeden. Deen een übt sech am desastréise Crashkurs vun der Madame Merkel, an deen anere läit éischer op der Linn vum wäitsichtegen däitschen Altkanzler Helmut Schmidt. An der CSV gëtt e eendeiteg zolidd Meenungsverschiedenheeten tëschent dem Premier a sengem designéierten Nofolger an der Budgets- a Finanzpolitik.

Néngtens, datt d'Energie- a Klimakris an deene kommende Joren a Jorzéngten och nach een zousätzlechen Impact op d'Budgets- a Finanzpolitik wäert hunn, dovunner schéngt des Regierung souwisou nach näischt matkritt ze hunn. Si mengt wuel, well eng onverbesserlech Politikwelt zu Durban sech laanscht dat Thema wëllt drécken, datt domadder och automatesch de Klimawandel net géif stattfannen.

Eent, Dir Dammen an Dir Hären, gëtt op jidde Fall bei deser Finanzpolitik méi wéi däitlech: De séchere Wee, dee gesäit anescht aus!

Ech wëll fir unzufänke vläicht kuerz drop äntwerten, wou schon den Här Lux virdrun dat elo hei e bëssen zum Ausdrock bruecht huet, mä och gëschter de Finanzminister an och de Rapporteur a sengem Rapport, datt e bëssen den Ueschäin hei geliwert gi wär, wéi wann déi Kris hei 2008 ugaange wär, iergendwann dertëscht eriwwe gewiescht wär, eng Paus ageluecht hätt, an duerno eis mat enger grouss-



ser Iwwerraschung am September elo dëst Joer erëm op de Kapp gefall wär.

Datt dat net esou ass, datt éischtens et eng Fraktioun an deem Parlament hei gëtt, an zwar déi gréng Fraktioun, déi bei alle Rieden, inklusiv der Budgetsried, déi ech d'lescht Joer hei gehalen hunn, an och beim État de la nation dëst Joer drop higewisen huet, datt eiser Meenung no dës Kris net eriwuer ass an datt et genuch Ekonomiste ginn ass, op déi mer eis och konnte referéieren, déi kontinuéierlech geschriwwen hunn, datt de Risiko vun engem „double dip“, respektiv datt mer net aus där Kris eraus sinn, datt dee ganz grouss ass. Dat aus deem ganz einfache Grond, well eigentlech déi grouss strukturell Problemer, déi eis an d'Kris gefouert hunn, sief et am Kontext vun der Reguléierung vun der Finanzwelt, mä sief et awer och, wat d'Statsscholdekris ubelaangt, well déi net geléist gi wärend respektiv net déi richteg Léieren erausgezu gi sinn.

Et ass leider esou, datt europäesch gesinn an och weltwäit gesinn déi Ekonomisten, wéi zum Beispill den Nouriel Roubini, deen d'Kris scho vun 2008 zimlech daitlech vorausgesot huet, datt deem seng Appeller a sengen Artikelen, déi e geschriwwen huet, respektiv senge Konferenzen, déi e gehalen huet, och virum Summer dëst Joer, kaum vun de Leit a virum allem net an der Politikwelt, mä och net an der Finanzwelt, eescht geholl gi sinn an einfach gemaach ginn ass, wéi wann - nodeems datt 2008 déi Schockwell op eis duerckomm war -, datt gemengt ginn ass, duerch déi grouss Rettungsaktiounen kéint elo erëm alles weidergoe wéi virum 2008.

Datt heescht, wann een e bësselche realistesch an op Basis vun deem, wat eben net geschitt ass, gekuckt huet, dann huet ee kënne schonn och virum Summer sech ausmulen, datt déi Kris net eriwuer ass an datt de Risiko ganz grouss wär, datt mer erëm kéinten an d'Rezessioun zrëckfalen.

Doriwwer eraus wëll ech bemierken, datt, wa mer de Wirtschaftswuesstum kucken an der Europäescher Unioun a virum allem awer zu Lëtzebuerg - an ech kommen herno nach dorobber zrëck -, da muss mer feststellen, datt dat lescht Joer, wou mer héije Wirtschaftswuesstum hatten - mindestens an deene Parametere, wou mir et gewinn waren -, datt dat 2007 war, datt 2008, 2009, 2010 an och 2011, souguer nach virum Summer, wou jo fir 2011 3% vorausgesot gi waren, mir kengesweeags an deene Parametere louche wéi virum der Kris vun 2008.

Datt heescht, datt mer et net fäerdegbruecht hunn, jeemools an deene Joren duerno op den Niveau ze komme vu virum 2008, an och dat hätt eis missen ze denke ginn, wéi mer de Budget opgestallt hunn.

Ech wëll mech duerfir och haut a menger Budgetsried mat deenen néng Punkten, awer och mat dem Budgetsrapporteur senge Recommendationen beschäftegen, well der do eng ganz Rei derbäi sinn, iwwert déi et net nënnen derwärt ass ze diskutéieren, mä déi eigentlech eiser Meenung no schonn an deem Budget hätte missen hiren Néierschlag fannen.

Ech wëll dem Rapporteur iwwregens och Merci sou fir seng Aarbecht, déi e gemaach huet. En huet e gudden Rapport erstallt, a virum allem fannen ech et interessant, datt en am Contraire zu der Tradition vun de Jore virum an den Ufankssäite mat de schlechten Nouvelles ugefaangen huet a sech duerno eréischt mat där méi detaillierter Analys vum Budget beschäftegt huet vum Joer 2012.

Ech mengen, dat hätt kënnen oder dat hätt missen op alle Fall jiddwerengem erlaben, d'Erausfuereunge genau ze erkennen, well jo d'Tendenz awer grouss ass bei de Leit, wat ee méi hannen an de Rapport kënnt, wat d'Konzentratioun - loosse mer soen - méi noléisst. An deementspreechend, vu datt hei d'Erausfuereunge fir déi nächst Joren am Ufank stoungen, hätt jiddwereen déi misse kënne liesen.

D'Regierung huet während dem Summer eng Budgetsried opgestallt mat als Ausgangsbasis engem Wirtschaftswuesstum vun 3%. Deementspreechend sinn natierlech och verschidde Recetten agedroe ginn. Am Total sollen d'Steierrecettë par rapport zum gestëmmt Budget 2011 ëm 11,3% klammen. Déi grouss Steierrecetten: zum Beispill d'Kierperschaftssteuer soll ëm 6,9% klammen, d'Lounsteuer souguer ëm 17,3%, d'Besteuerung op Basis vun der Assiette ëm 17% an d'TVA ëm 6,9%.

Elo krue mer gesot vum Budgetminister an och vum Rapporteur - wann Der si haut géift froen, ob dat ze optimistesches ageschat ass, da géife se lech soen, jo, dat wär ganz sécher ze optimistesches a wann een d'Zuele vun haut géif

kucken, da kéint een dervun ausgoen, wann déi sech géife confirméieren, datt déi do Recetten net géifen erakommen, mä leider wësst keen, ob a sechs Méint d'Kris net iwwerstane wär an donc dës op 3% - ech betounen: op 3%! - Wuesstum opgebauten Einnahmeschätzungen awer kéinten erfëllt ginn.

Ech mengen, et brauch ee wierklech ugesichts den allgemenge wirtschaftleche Parametere am Moment kee verbatterte Pessimist ze sinn, fir ze soen, datt ganz sécher dat nächst Joer keng 3% Wuesstum wäerten erreecht ginn.

Da seet de Finanzminister, datt déi agezonne Steiereinnahmen am Laf vum Joer net déi reell Situatioun vun eiser Economie géife berücksichtigen, well jo vill géif nobesteiert ginn an deemno am Fall vu schlechter Konjunktur 2012, dat heescht, wa mer net dee Wuesstum géifen errechen, dat eréischt mat Verspéidung sän Néierschlag géif fannen am Budget, also 2013 oder 2014.

Heizou wëll ech Folgendes ze bedenke ginn: Éischtens, duerch déi nei Steierandrewung, zum Beispill bei der Betriebsbesteuerung, wou jo manner wäert nobesteiert ginn, spigelt an Zukunft d'Recette, zum Beispill bei der Kierperschaftssteuer, vill méi d'Realitéit vum laufende Joer erëm, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

An zweetens, wat d'Nobesteuerung ubelaangt, esou muss mer awer dovunner ausgoen - an iwwregens fannen ech et nach ëmmer net seriö, datt mer keng fiabel Chifferen iwwert dem Finanzminister seng Vergaangenheitsmouk, loosse mer et emol esou nennen, kënne kréien, weder vun him nach vun der Steierverwaltung -, mä muss mer awer bedenken, datt déi gutt Steierjoren, also zum Beispill d'Joer 2006 oder 2007 an och nach 2008 - obscho jo zum Schluss vum Joer d'Kris komm war, ass dat awer u sech nach guer kee schlecht Joer gewiescht -, datt déi elo fäerdeg sinn, wat d'Solden ubelaangt, an datt mer elo un déi méi schlecht respektiv moer Jore kommen.

An ech wëll hei drun erënneren, datt mer zënter 2007 wäit ewech si vun de boomende Wirtschaftsjore vu virum. Just nach eng Kéier zur Erënnerung, wéi de Wuesstum war an deene leschte Joren: 2007 hate mer nach e Wuesstum vu 6,6%, 2008 si mer nach just bei 0,8% ukomm, 2009 hate mer e Minuswuesstum vu 5,3%, 2010 e Plus vun 2,7%, 2011 wäerte mer ëm déi 2% leien, wahrscheinlech souguer éischer ënner 2% wéi op 2%.

Datt heescht, wann een no 2007 kuckt, déi lescht véier Jore no 2007, da leie mer an engem Wuesstumslogik vun an der Moyenne nach genau 1,36%, op véier Jore gekuckt 1,36%. Gitt emol déi 15, 20 Jore virum kucken, an da kuckt Der emol do d'Moyenne haaptsächlech tëschent 1992 an 2007, an da kuckt Der emol, wéi d'Moyenne do waren, da wäert Der feststellen, datt mer dräi-bis véier-a fënnemol esou héich louchen, jee nodeem, wat fir Perioden datt Der kuckt.

Do kann ee sech also eiser Meenung no och kee wundersamt gëllent Kallef méi erwaarden, wat d'Solden ubelaangt, well et ass jo evident, wa mer e Wuesstum hu vun an der Moyenne 1,36%, dann huet dat jo sécherlech en Impact op all eis Steierrecetten. Dat heescht, bei der Nobesteierung kritt een do mat Sécherheet manner agedriwwen wéi nach déi Jore virum, wat Jore waren, wou mer e Wuesstum hatten - wéi zum Beispill 2007 - vu 6,6%.

Wann ech da gesinn, datt souguer op där optimistescher Vue, op där de Budget opgebaut ass, nämlech vun engem Wuesstum vun 3%, mer 10,692 Milliarde Gesamteinnahmen op där eng Sait hunn, an awer 11,088 Milliarde Gesamtausgaben deem géigeniwwerstinn, dat heescht, datt mer en Defizit vun 395,8 Millioune Euro am Gesamtbudget hunn, da kann een awer elo scho sécher dovunner ausgoen, wann een dat kuckt, wat ech elo gesot hunn, datt de Gesamtdefizit dat nächst Joer ganz sécher méi héich wäert ausfale wéi dat, wat mer hei am Budget stoen hunn.

Haut steet am Budget, datt mer 11,1% Mehreinnahme par rapport zu 7,5% Mehrausgaben hunn. Villes schwätzt awer dofir, eiser Meenung no, datt eis Mehrausgabe méi héich wäerte si wéi d'Mehreinnahmen, wat relativ problematesch ass. An et ass souguer angesichts der féierlecher konjunktureller Lag, an där mer eis befannen, eiser Meenung no net responsabel.

Vun Ofbau vu Schold a virum allem vu Schrëtt a Richtung équilibréiert Statsfinanze kann definitiv keng Rieds méi sinn. A wann Der d'Avise liest, déi mer kritt hu vun deenen eenzelne Beruffskammere respektiv dem Statsrot an och der Cour des Comptes, da gesitt Der, datt déi eis alleguerten eigentlech recht ginn.

Ech wëll eigentlech just stellvertredend fir all déi negativ Avisen an deem Kontext just ee vum Statsrot zitieren, dee seet: «Le Conseil d'État regrette que l'exposé introductif au pro-

jet de budget 2012 ne comporte pas d'analyse sur l'impact du programme défini par le Gouvernement en 2010 dans le cadre de la politique d'assainissement des finances publiques. Le Conseil d'État a également cherché en vain une analyse du Gouvernement sur la continuité de la politique d'assainissement budgétaire, dont la nécessité a pourtant été documentée de façon convaincante dans le projet de budget 2011. Si le Conseil d'État apprécie à sa juste valeur l'engagement réitéré du Gouvernement de „rétablir l'équilibre de tous les secteurs de l'administration“, documenté en termes explicites l'an passé, il a été interpellé par le silence que le Gouvernement entretient sur cet aspect essentiel de sa politique financière dans l'exposé budgétaire 2012.»

Nach méi schlëmm gesäit et aus, wann een d'Entwécklung just vum Zentralstat kuckt. Do muss mer feststellen, datt mer en definitive strukturellen, also chroneschon Déséquilibre erreicht hunn. Mir ginn iwwert d'Jore méi Suen aus, wéi mer der erakriegen.

Wa mer déi lescht Period vu fënnef Joer kucken, da stelle mer dat daitlech fest, an och do kann ech den Avis vum Statsrot zitieren. Hie schwätzt vun engem «détérioration totale du solde budgétaire de 1,5 milliards d'euros sur cinq années». Dat ass e grouse Problem an eiser Meenung no wierklech net responsabel.

Et ass kloer, datt d'Kris, déi 2008 ugefaangen huet a wou iwwer Bankerettungen a Konjunkturprogrammer versicht ginn ass, eis aus dem Ofgrond ze retten, d'Statsverscholdung an d'Luucht gedriwwen huet. Och deen doduerjer méi héije Chômage kascht de Stat vill Suen, mä déi strukturell finanziell Problemer, déi mer hunn, déi sinn et och scho virum ginn. Si sinn duerch d'Kris nëmme méi schnell sichtbar a spierbar ginn. An déi strukturell Problemer, déi hu mer och op zwou Säiten, nämlech op der Einnahmesäit an op der Ausgabesäit.

Ech wëll mat der Einnahmesäit ufänken.

Zënter 1990 si vill wichteg Steiereinnahme vum Stat konstant no ënne geschrauft ginn. Ech wëll just emol drun erënneren, wou mer virum 1990 stoungen. Et gouf virum e Spëtzesteiersaz vu 56%, haut si mer bei 39%. Virum gouf et e Kierperschaftssteiersaz vu 46,8% fir déi éischt Tranche tëschent engem Millioun an 1,3 Milliounen, an dann iwwer 1,3 Milliounen ëmmerhin nach 34%. Haut si mer bei 21%. Et gouf eng Verméigenssteuer, et gouf eng Gewerbesteuer an d'Gewerbesteuer waren och vill méi héich, wéi se haut sinn.

► **Une voix.** - Richteg!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Mir hunn also zënter 1990 systematesch d'Finanzcapacitéit vum Stat no ënne geschrauft. Dat sécherlech a gudder Gesellschaft mat allen aneren EU-Staten, an der Logik vun engem neoliberaler Wirtschaftsideologie, déi fonnt huet, wann ee méi Geld direkt am Wirtschaftsfloss géif loosse, wär dat besser fir d'Weiderentwécklung vun eiser reeller Economie.

Et ass och permanent erkläert ginn, datt trotz manner héije Steiersatz um Enn méi Steieren an d'Statskeess géifen zrëckkommen, well doduerjer, datt mer jo méi Geld am Wirtschaftsfloss géife loosse, méi Wuesstum géif arstoen an deemno méi Kafkraaft an och méi Aarbechtsplazen, donc och herno awer nach ëmmer vill respektiv méi Steiere géifen erakommen.

Déi Logik huet nëmme a klengen Economie wéi Lëtzebuerg - an dat och nëmme zäitweis - fonctionnéiert. An all seriösen Ekonomist weist lech drop hin, dat déi Équatioun „niddreg Steieren, héije Wuesstum, héije Wuelfstand“ iwwerhaupt nach ni fonctionnéiert huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - A gréisser Länner huet se ni fonctionnéiert. An, Här Henckes, Dir wäert elo erliewen, wat ech lech hei zielen, datt dat net falsch ass. A gréisser Länner huet se ni fonctionnéiert, an e gudden Deel vun der enormer Statsverscholdung ass justement drop zrëckgefieren, datt déi feellend Recetten duerch manner Steiereinnahmen einfach duerch ëmmer méi Scholde kompenséiert gi sinn, fir kënne Sozialausgaben oder öffentlech Investitiionsausgaben oprechtzerhalen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Besser 10% vun eppes wéi 80% vun näischt!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Oh, Här Henckes, wann dat géif stëmmen, wat Der do sot, da froen ech lech, wéi et méiglech war, datt an der Nokrichszeit, also no 1945, wou jo am Kader vu Bretton Woods vill Décisiounen geholl gi sinn a wou och e wirtschaftlechen Opschwung komm ass op der ganzer Welt, dee sengesgläiche sicht an dee précisement just op déi do Logik, op déi aner Logik opgebaut huet, wou et souguer an de Vereenegte State ganz héich Steiere gi sinn, wéi dat dann déi Zäit

konnt fonctionnéieren. Wéi dat Wirtschaftswonner an déi Golden Sixties méiglech waren ënner deenen...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ma well d'Welt geännert huet. D'Wirtschaftspolitik huet geännert, d'Welt huet geännert!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Neen, Här Henckes, déi fundamental Parametere hunn do guer net geännert, a wann Der lech e bësse seriö géift domadder auseruesetzen, géift Der dat och kënne feststellen.

Lëtzebuerg war eent vun deene klengen Länner, wou dës fatal Logik während enger Zäit fonctionnéiert huet. Irland war en anert innerhalb vun der EU. Dat klenge Land hat awer manner Chance wéi mir bis elo an der Kris, et ass duerfir eent vun deene finanzielle Suergkanner vun der EU, a seng Populatioun muss am Moment enorm Opfer bréngen.

Mä zënter 2008 fonctionnéiert den ominéise „4%-Wuesstum-an-der-Moyenne-Modell“ och net méi bei eis, an d'Resultater schloen sech jo och deementspreechend mat enger ëmmer méi héijer Statsverscholdung a chroneschon Budgetsdefiziter niddere.

Mä zrëck zu de Steiereinnahmen. Ab dem 1. Januar schafe mer jo erëm eng, déi mer eréischt 2010 agefouert hunn, erëm of. An der Summer-euphorie ass am Juli am Kader vun Accord mat der Fonction publique décidéiert ginn, fir d'Krisesteier ofzeschaffen. Nodeems mer also 2010 eng Rei Steiere gehéicht hatten an eng nei agefouert hatten, an dat, fir eben d'Statsfinanze op der Einnahmesäit méi an den Équiliber ze bréngen, schafe mer, well mer e Kouhandel gemaach hu mat enger Gewerkschaft, déi erëm of, an dat onofhängeg vun der reeller Situatioun vun de Statsfinanze.

Elo sinn déi gréng keng Unhänger vun der Krisesteier gewiescht a mir kräischen där och keng Tréin no, well mir waren a bleiwen der Meenung, datt dës Steuer, esou wéi se gestalt war, sozial net gerecht war. Allerdings ass et scho paradox, wéi gesot, datt mer an Zäite vu Budgetsdefiziter déi Steiereinnahmen do emol einfach no ënne schrauwen.

De Budgetsrapporteur huet jo a senge Pisten, wéi en dat nennt... An ech mengen, dat Wuert „Pisten“, dat gëtt zum Uding-Wort vun dëser Koalitioun, well schonn 2010, am Kader vun den Tripartite-Diskussionen, ass ëmmer, wann du vun der Regierung Proposen op den Dësch komm sinn a se sinn duerno ëmstridden diskutiert ginn, gesot ginn: „Oh neen, dat si keng Proposen, dat ass net eis Meenung, dat sinn nëmme Pisten!“

Datt heescht, mir wäeren nawell och emol eng Kéier interesséiert, ze wëssen, iwwert d'Pisten eraus, wat dann d'Meenung ass vun der Majoritéit respektiv vun der Regierung, well wann ee gären eppes wëll änneren, da muss een awer iergendwann eng Kéier soen, wat seng Meenung ass, an och versichen, déi iergendwann eng Kéier duerchezéien.

Mä komme mer awer dorobber zrëck, zu de Steierpiste vum Här Roth, an do huet e jo vill och iwwert d'Kierperschaftssteuer sech Gedanke gemaach, wat interessant ass. Iwwregens, Här Henckes, wou Der och gesitt, datt an der Majoritéit jo awer gespuert gëtt, datt et esou net méi ka weidergoen an datt meng Analys net esou falsch ka sinn. An do huet e gesot, e géif sech léiwer iwwert d'Bemessungs...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...schwarz gesinn ech en.

(Hilarité)

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Oh, Här Henckes, wësst Der, Dir wäert gesinn an deenen nächste Joren, datt kaum ee Land an Europa net iwwer Steiere wäert diskutéieren. Well ech soen lech, dat, wat do wäert op eis duerkommen, déi, déi de Leit wëllen de Moment wäissmaachen, do bräicht een net iwwer Steieren déi nächst Joren ze diskutéieren, déi beléien d'Leit, datt et niwelt a kraacht. A wann Dir dat och maacht, da beléit Dir se och.

(Brouhaha)

Den Här Roth huet gesot, et mist ee sech, e géif sech léiwer iwwert d'Bemessungsgrundlag vun de Betriebssteieren ënnerhalen an doriwwer nodenken, wéi iwwert den Taux vun där Steuer. Et ass sécherlech net falsch, dat ze maachen, well wat hu mer vun engem Kierperschaftssteiertaux vun 21%, wann 80% vun de Kapitalgesellschaften null Steiere bezuelen, well se duerch e geschéckte fiskalen Engineering d'Besteuerungsbasis zu engem Schwäizer Kéis gemaach hunn, sou datt se eben doduerjer keng Steiere méi mussen bezuelen?

Fir eis als Gréng ass et just wichteg, datt Kapitalgesellschaften erëm mussen Steiere bezuelen, an dat aus zwee Grënnen. Éischtens, well och Kapitalgesellschaften vill vun öffentlechen Infrastruktur profitéieren, déi vu Steiergelder bezuelt gi sinn; an zweetens, well et och eng



Fro vu Steiergerechtegkeet ass. Wa mer weiterfueren, wéi dat bis elo ass, datt mer déi Verschiebung vun der Besteuerung vu Kapital ëmmer méi weiterféieren, also zuongonschte vun deene Leit, déi géint Loun a Gehalt schaffe gi respektiv vun de physische Persounen, dat wäert sécherlech net méi laang goen, well da wäerte vill Leit net méi laang stallhalen.

An eigentlech, déi Reaktiounen, déi mer kréien de Moment a ganz Europa vu Manifestatiounen, déi sougenannt Occupy-Bewegung, dat ass schon en Ausdrück dovunner. Well wann ech kucken, wien do demonstriert, dat sinn net Leit, déi sech e Renouveau vum Mee '68 erdreemen, mä et si gréisstendeels Leit, déi aus dem Middelstand kommen oder respektiv souguer éischter iewescht Kaderberäicher, déi do manifestéieren, wéi datt dat elo, wéi gesot, onverbesserlech Revolutionäre wäeren, déi mengen, si missten a Revival vum Mee '68 kréien. Mä et ass ganz kloer d'Fro vun der Gerechtegkeet a virun allem vun der Steiergerechtegkeet an Ëmverdeelungsgerechtegkeet, déi déi Leit undreift a firwat se manifestéieren.

Fir eis ass et duerfir wichteg, datt eng Steuerreform, déi kënn, haaptsächlech eben zum Resultat muss hunn, datt Kierperschaften erëm méi zum Finanzement vum Stat bäidroen. An duerfir hu mer gesot, mir si bereet, iwwert déi Propositionen an deem Sënn ze diskutéieren, wéi se hei am Rapport proposéiert ginn ass.

Wéineg beschäftegt sech den Här Roth awer a senge Pistë mam Spätzsteiersaz. Hei menge mir awer, datt nach Spillraum no uewen ass, a mir kéintens eis duerchweege virstellen, datt de Spätzsteiersaz eropgesat gëtt. Ganz iwwerengens am Sënn vun deem, wat de Rapporteur um Schluss vu sengem Rapport gesot huet, datt staark Schëllere méi mussen droe kënnen wéi schwaach Schëlleren.

Mir sinn net der Meenung, datt een de Spätzsteiersaz op en Niveau muss bréngen, wéi e vläicht virun 1990 war. Mä téschent, wéi ech gesot hunn, 56%, wéi en deemools war, an 39% vun haut, do ass awer sécherlech nach Sputt dran. A mir mengen, och zu Lëtzebuerg misst do eppes geschéien. Dat wär méi sozial gerecht, wéi wa mer aner Steieren aféieren, déi éischter Mëttschicht betreffen oder Leit, déi wéineger Revenu hunn.

Wat awer onbedéngt och muss duerchforst ginn, dat sinn d'Ofschreibungsméiglechkeeten an, eiser Meenung no, esou gutt déi vun de private Persoune wéi och déi vun de Kapitalgesellschaften. Net nëmmen, well mer do och Spuereffekt gesinn, mä mir mengen och, datt vill Ofschreibungsméiglechkeeten, déi haut bestinn an eise Steiersystem, déi jo an enger gewëssener Zilsetzung vläicht agefouert gi si virun zéng, 15 oder 20 Joer, haut keng Berechtigung méi hunn, well déi Zilsetzung haut entweder anescht gesi gëtt oder iwwerhaupt net méi ginn ass.

Och d'Pist vum Rapporteur, fir iwwert d'Vermögenssteuer nozedenken, ass eng richtig, well grad bei ganz héije Verméige besteet eng grouss Diskrepanz téschent hirem Räichtum an dem Bäitrag, dee se leeschten un de gesellschaftlechen Aufgaben. Mir si frou, datt déi Diskussioun haut anescht gesi gëtt wéi nach viru sechs, siwe Joer, an dat ass och richtig esou.

Vollkomme Recht kënnen mer dem Rapporteur nëmme ginn, datt et héich Zäit gëtt, eng seriö Reform vun der Grondsteuer virzehuelen, an zwar aus villfältege Grënn, ënner anerem och déi, déi e beschriwwen huet, wou en dorop opmierksam mécht, iwwert d'Entwécklung vum Terrain, also vu Grondstécker zu Lëtzebuerg, d'Valeur dovunner a wéi dat zu Lëtzebuerg am Moment besteiert gëtt.

Dat gëtt eng schwier Reform, dat gëtt eng komplizéiert. Do muss een oppassen, datt een net déi falsch Leit trifft. Do muss ee verschidden normal Bierger schützen. Mä et gëtt der awer vill, wou - menger Meenung no - vill ze maachen ass an och vill derbäi erauszehuelen ass, a wou dat nëmmen aus Steiergerechtegkeetsgrënn - eiser Meenung no - och richtig ass.

Zu Recht gëtt am Budgetsrapport och drop higewisen, datt ee gudden Deel vun eise Recetten an deene leschte Joren duerch d'Steigerungsrate bei der TVA komm ass, an do speziell duerch den elektronischen Handel. Dëst wäert ab 2015, wann déi nei Direktiv a Kraaft trëtt, eriwir sinn.

Mir sinn der Meenung, datt duerch dee glécklechen Ëmstand - well et ass jo net, well mir esou besonnesch intelligent a gutt waren, datt mer deen Ëmstand do haten, mä et ass, well déi Grouss an Europa sech bei der Besteuerung vum elektronischen Handel ënnereneen net richtig eens gi sinn, an dunn ass eng Léisung gesicht ginn, déi zoufälgerweis eis immens zeguttkomm ass -, mä ëmmerhin, duerch deen Ëmstand vun deene leschte Joren, datt déi TVA

vum elektronischen Handel zu Lëtzebuerg erhuewe ginn ass, ass en neie Secteur zu Lëtzebuerg entstanden.

A mir mengen och, datt, dank eise gudden Infrastrukturen, déi mer an deem Beräich hunn, et wäert méiglech sinn, dee Secteur zu Lëtzebuerg ze behalen a souguer nach auszebauen. A rezent Beispiller, déi vu Betriber, déi op Lëtzebuerg komm sinn, déi beleeden dat jo och.

Mä duerch déi nei europäesch Verdeelung vun der TVA wäert dat bei där Steuer awer manner Suen an eis Keess spullen, dat ass evident. A wann een d'Steigerungsrate virun allem kuckt vum Joer 2011 an och dat, wat sech 2012 erwaart gëtt, dann huet dat entre-temps, vu datt jo aner Steiere manner héich erakommen, e substanzialen Effekt op de Budget.

De Rapporteur deit duerfir un, datt een dowéinst net laanscht d'Erhéijung vun aneren TVA-Sätz oder der TVA tout court kéim. Hei géif ech ze bedenke ginn, datt eng einfach generell Erhéijung vun der TVA sécherlech déi onsozialst Mesure wär, déi ee kéint huelen, well se jiddweree gläich fir all Produkter trifft, onofhängeg ob en e klengen oder en décke Revenu huet.

Wa mer bei den indirekte Steieren eppes wëlle maachen - a mir mengen och, datt een eppes do soll maachen -, da wëlle mer Folgendes bemerken:

Éischtens, et wär sënnvoll, endlech eng ekologesch Steuerreform mat engem deementsprechende sozialen Ausgleich, engem sougenannten Öko-Bozou, ze maachen. Dëst hätt de Virdeel, datt ee sozial Schwaacher kéint besser schützen an datt mer och nach een ekologesche Lenkungscharakter kéinte kréien.

An zweetens: Déi Mehreinnahmen, déi mer do erakréien, missten, och wann de Budget eng Unicitéit huet, awer iergendwou zweckgebondene genotzt ginn, fir den ekologesche Strukturwandel ze finanzéieren, zum Beispill den Ausbau vum öffentliche Transport, d'energetesch Sanéierung am Bau, alternativ Energien oder Ëmwelttechnologien. Doduerch géifen iwwerengens och nach Aarbechtsplazen a Bau an Handwierk geschafen an erhalte ginn. Ech komme spéider nach eng Kéier op deen Aspekt zrëck.

Da komme mer och zum Thema Tanktourismus, mat deem den Här Roth sech och vill beschäftegt huet, aus gudder Grënn, well en natierlech eng substanzial Recette ass bei eise Steiereinnahmen.

Ech muss awer do soen, et mécht ee wierklech rosen, wann een elo erëm liest, wéi wann - éischtens - déi Erkenntnis vun der finanzieller Ofhängegkeet vum Tanktourismus nei wär, an - zweetens - mir hei zu Lëtzebuerg iwwerhaupt e Choix hätten, ze bestëmmen, datt de fossilen Energieträger Pétrol an der Fortbewegung an der Zukunft eng Roll sollt spillen oder net, an deementsprechend weider Recette kéinten duerch e Präisdifferential einfach esou an eis Statskeess fléissen.

Ech wëll lech soen, fir eis ass et ganz kloer: Bensin an Diesel wäerten a mussen an deenen nächsten zéng bis 15 Joer zu null tendéieren bei Transporter mat Autoen, Bussen a Camionen. Et ass aus klimatologesche Grënn noutwendeg, mä och aus wirtschaftlechen, well de Pétrol als Rohstoff duerch d'Weltmarktpräisser ëmmer méi deier wäert ginn. Am Transportwesen, an der Mobilitéit wäerten a mussen mer eng industriell Revolutioun erliewen, déi ons aus der Ofhängegkeet vum Pétrol erausféiert.

Duerfir, des Einnahm wäert kuerz- bis mëttelfristeg staark zrëckgoen, an eigentlech dierfte mer scho laang kee Centime méi, deen aus där Einnahmequell kënn, fir laangfristeg Konsumausgaben am Statsbudget notzen. Mir sinn der Meenung, datt mer missten direkt de Gros vun deenen Einnahmen an en öffentliche Investissementsfond leeën an datt des Einnahmen nëmmen nach dierfte genotzt ginn, fir Investissementsausgaben ze tätigen, déi eist Land wirtschaftlech méi breet a méi op e fest Fundament géifen opstellen.

Ech kommen dann zum zweete Volet, zu den Ausgaben.

De Budget an den Équiliber ze bréngen, dat heescht awer och sécherlech bei den Ausgaben unzesetzen, do natierlech als Éischt bei de Fonctionnementskäschte beim Stat. Mir bleiwe bei der Meenung, datt do nach vill Sputt ass. Ech gesinn dat ëmmer erëm, och um Gemengenniveau, wa mer de Budget opstellen, datt ze vill, vill ze vill automatesch Reflexer do sinn, déi an der Regel, wann dru gedréit gëtt, keng Déngschtleeschung verschlechteren an awer vill Spuereffekt hunn. Et muss een awer mat System do drugoen, da kritt een och Resultater.

Wann de Finanzminister gëschter all Fraktiounen freet, si sollen him soen, ob se bereet wäeren, iwwer eng ganz Rei Saachen ze diskutéieren - virun allem schwätzt en natierlech jo

dann iwwert déi Saachen, déi och e grouse finanziellen Impakt hunn op de Budget -, da kann ech mech nëmme wonneren an em soen: Firwat hutt Der an deene leschte Joren net schonn déi Saache gemaach, déi mir lech proposéiert hunn als Oppositionspartei? Firwat hutt Dir awer an de leschte Joren deelweis de Contraire gemaach zu deem, wat Der selwer elo hei priedegt, respektiv zu deem, wat mir lech proposéiert hunn?

Ech wëll lech nëmmen e puer Beispiller gi vu Saachen, déi mir schrëftlech an och mëndlech hei proposéiert hunn!

Mir waren der Meenung zum Beispill, datt de Forfait d'éducation hätt sollen 2010 auslafen, datt een deen hätt sollen auslaffe loosse. Dat heescht, all deenen, déi e bis dohinner haten, hätt mer e solle loosse, mä ab 2010 hätt kee méi sollen derbäikommen. D'Regierung huet dat awer net esou gesinn a si huet just d'Altersgrenz op 65 Joer eropgesat.

Ech wëll iwwerengens soen, wann hei virdu vum Här Lux gesot ginn ass, gemaach ginn ass, wéi wa beim Rentendesch 2001 all Parteien unisono alles matgestëmmt hätten, datt dat net stëmmt! Éischtens war meng Partei als eenzeg do um Rentendesch der Meenung, datt se prioritär léiwer diskutéiert gehat hätt iwwert d'BIT-Studie, wou iwwert déi 4%-Wuesstumslogik diskutéiert gi wär. Leider wollt kee mat eis dorriwwer schwätzen.

Et ass richtig, déi deemoleg Regierung an de Sozialminister wollten och net driwwer schwätzen. Du souze mer zimlech eleng do mat der Studie. An eigentlech dat, firwat dann dunn e Rentendesch ageruff ginn ass, iwwert dat ass iwwerhaupt net diskutéiert ginn.

Mä och bei de Resultater si Saachen derbäi erauskomm, déi mir net gestëmmt hunn! Mir hunn dee Forfait d'éducation deemools net gestëmmt, deen eis vill Sue kascht, well mer der Meenung waren, datt dat just nëmmen, datt dat sécherlech bei deene Leit gutt géif ukommen, déi et géif treffen, mä datt se et éischtens net gefrot hätten, an zweetens, datt et en elektoralé Cadeau war vun der CSV un eng bestëmmte Clientèle, deen och opgaangen ass, well 2004 huet dat sech immens bezuelt gemaach bei den doropfolgende Wahlen.

Donc soll elo wann ech gelift keen eis hei ziele kommen, wat jiddweree ëmmer alles matgedroen huet! Dat ass net richtig! Mir hunn deemools gewarnt hei virdu, datt dat eng permanent héich Ausgab gëtt an datt ee besser gehat hätt, et hätt een déi Suen agesat zum Beispill, fir de Rentensystem laangfristeg finanziell ofzesécheren.

Zweetens: Mir fannen et keng gutt Iddi, fir d'Kannergeld no Akommes ze staffelen, well dat sollt e gläicht Recht fir jiddweree bleiwen, dee Kanner huet. Jiddwerengem säi Kand soll dem Stat a priori dat nämlecht wäert sinn.

Dat nämlecht gëllt fir eis och iwwerengens beim Chèque-service, well ech muss soen, dem Här Lux seng Iddi, fir beim Chèque-service unzesetzen... Wou ech em recht ginn, dat ass, datt de Chèque-service onnëtzweise ausgedehnt ginn ass op Leeschtungen, déi eiser Meenung no nëmmen en... Enfin, et ass och iergendwou ëmmer... Alles ass iergendwou Kannerbetreuung! Mä wann ech op eemol fir Sportsveranstaltungen oder Gott weess wat Chèque-service kann asetzen, dat war net gefrot vun Ufank un. Dat huet des Regierung ausgedehnt. Firwat?

Well dat zum Deel och bei verschiddene Lobby gutt ukomm ass. Stéchwuert: Museken am Land an esou weider. Elektoral kënn dat ganz gutt un, wann een esou eppes mécht, an do geet ee sech vill Wieler sichen. Dat ass awer ni gefrot gewiescht.

Mä wat awer d'Grondiddi war vum Chèque-service am Ufank, dat war, fir iwwert de Chèque-service eng éischt Etapp ze maachen zu der gratis Kannerbetreuung fir all Mënsch. Mä d'Contrepartie dovunner - dat war deemools op alle Fall vun eis esou an der Diskussioun gesinn - wär gewiescht, datt een dann hätt misse driwwer diskutéieren, wann een d'gratis Kannerbetreuung fir all Mënsch mécht..., qualitativ, gutt verstanen, dann huet ee jo vill misse als Stat investéieren, dann huet ee vill Infrastrukture misse zur Verfügung stellen. An et kascht jo och deen Einzelnen näischt. Da muss een op där anerer Säit och kucken, wou een da Saache schneide geet, déi dann natierlech jo net méi noutwendeg sinn, déi een net méi brauch ze ginn am Beräich vun der Familjepolitik.

An do gëtt et sécherlech eng Rei Saachen. Mä ech géif virdu warnen, fir generell eng Diskussioun ze féieren, fir beim Chèque-service als solches respektiv der Kannerbetreuung als solches, fir do Ënnerscheeder ze maachen téschent Revenuen. Ech si selbstverständlech d'accord, datt de Chèque-service, déi Ausdehnung op verschiddene Leeschtungen, déi eiser

Meenung no net berechtigt waren, iwwert déi kann een diskutéieren.

Mä mir haten awer och 2010 eng Propos gemaach par rapport zum Kannergeld. Mir hu gesot, et soll jiddweree dat nämlecht kréien, mä fir datt et sozial gerecht wär, respektiv fir datt net onnëtz Leit Sue kréichen, déi se net bräichten, sollt d'Kannergeld besteiert ginn, well da géif iwwert de Steiersystem automatesch bei deenejéinege Leit, déi vill verdéngen, en Deel vun de Suen zrëckkommen an de Stat, an dann hätt mer automatesch eng gestaffelt an équilibréiert Approche zu dem Kannergeld.

Drëttens, mir sinn der Meenung, datt doriwwe eraus all staatlech Subsidien, déi et gëtt, selbstverständlech solle gekuckt gi par rapport zu der Akommissituatioun vun de Leit. Ech wëll net soen, datt ee se all soll d'office koppelen un d'Akommissituatioun, mä mir solle se cas pour cas alleguere kucken an dat a Fonctioun dovunner analyséieren.

Véiertens, mir ware fir d'Ofschaffung vun der Kilometerpauschal, ausser fir déi Leit, déi op Schichte schaffen, well mer gesot hunn, datt d'Kilometerpauschal fir eis och aus ekologesche Grënn eng fragwürdig Approche wär, mä mir hunn net agesinn déi iwwerméisseg grousszügig Approche, déi mir zu Lëtzebuerg hu bei der Kilometerpauschal, datt déi berechtigt wär. Wéi gesot, ausser fir Leit, déi op Schichte schaffen, déi wierklech oft keng aner Méiglechkeeten hu wéi iwwert de Privatauto, fir op deen zrëckzegräifen, fir op hir Aarbecht ze kommen. Hätte mer dat gemaach, hätt mer vill Sue gespuert.

Fënneftens, mir waren 2010 der Meenung, datt bis 2014 beim Stat keng prozentual Gehaltserhéijung sollt virgeholl ginn. Dat heescht, datt nëmme qualitativ Elementer bei Gehälterverhandlungen sollen zougestane ginn, wéi zum Beispill Congéen oder Weiterbildung, eventuell och gratis öffentlechen Transport an esou weider. Do hätt ee sech eng ganz Rei Saache kënnen virstellen.

Dës Regierung ass awer higaangen a si huet virum Summer 2011 en Accord salarial mat der CGFP ausgehandelt, dee souguer scho fir 2013 - dat heescht fir dat Joer, wou de Finanzminister eis gëschter hei gesot huet, datt e fährt, datt et dat schwéierst Joer wäert ginn, grad fir dat Joer - eng 2,2%eg Punktwärterhéijung zougesteet.

Ech froe mech, wou een op esou eng Iddi ka kommen, fir virum Summer... An dat huet wierklech näischt dermat ze dinn, datt mir den öffentleche Beamten net eng Gehaltserhéijung kéinte vergonnen. Mä dat ass dach awer eng Saach vun hallefweege politischem Realismus, deen een hätt misse hu virum Summer, fir esou eppes net zougestoen. Well virum Summer 2011, fir eng Gehaltserhéijung vun 2,2% fir 2013 - an deenen onsécheren Zäiten, wou mer hei sinn - zougestoen, dat fannen ech wierklech irresponsabel!

An ech fannen et och net korrekt par rapport zu där Gewerkschaft, mat där verhandelt gëtt, a par rapport zu deene Beamten, well et huet ee se eigentlech domadder belunn a bedrunn. Well et weess ee genau, datt een eppes verspricht, wat ee mat Sécherheet net wäert kënnen halen.

► **Une voix.** - Très bien!

(**Interruption**)

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Sechste Punkt, mir hu schonn 2010 eng kloer Positioun virgeluecht, wou mer soen, datt mer am Interesse vun de kommende Generatiounen onbedéngt eng Rentereform mussen maachen, mä awer och, well d'Statsfinanzen dat soss net méi wäerte packen.

An ech mengen, beim Rentendossier, mir kënnen... Dat ass jo keen neien Dossier. Deen huet am Fong dräi Parameteren, déi ganz däitlech erginn, datt mer zu Lëtzebuerg besonnesch e grouse Problem hunn.

Deen éischte Parameter, dat ass een, dee gëtt et iwwerall. Dat ass een, datt d'Liewensverwahrung vun de Leit eropgeet. Dat gëtt et an alle Länner vun der Welt, oder bal alle Länner vun der Welt, loosse mer soen. An den industrialisierte Länner, loosse mer léiwer betounen, well et gëtt och Länner, wou d'Liewensverwahrung nach ganz niddreg ass.

Mä dat mécht awer natierlech, datt et e Problem gëtt, wa mer an engem Umlageverfahren sinn. An ech erënneren drun, wou d'Grondiddi vun deem Umlageverfahren hierkënn, dat datéiert aus dem leschte Jorhonnert. Dat ass de Bismarck, deen dat erfount huet. Dat heescht,



déi Grondiddi, déi eng gutt Iddi ass, vun dem solidaresche Verknäpp vum de Generatiounen, déi ass erfondt ginn zu enger Zäit, wou d'Liewenserwaardung vun de Leit bei 45 Joer louch am Duerchschnitt. An net bei, wéi haut bei de Männer - wou si mer drun, Här Di Bartolomeo? -, bei 84 bei de Fraen an 82 bei de Männer?

(Interruption)

Jo, bei de Fraen e bësse méi héich. Dat heescht, mir leien um Duebelen haut bei der Liewenserwaardung.

Bon, eleng dat seet eis, dass mer kënnen e Problem kréien, well natierlech duerch de Fait, dass mer ëmmer méi Leit hunn, déi an der Pensioun sinn, mer ewechkomme vun engem System, wou jo eigentlech, ech soen elo emol op ee Pensionär, wéi et fréier war, véier oder fënnf Leit komm waren, déi cotiséieren. Wann et esou weidergeet, kënn et iergendwann eng Kéier op e Punkt, dass mer eent zu eent sinn oder souguer an de Minus kommen, dass méi Leit an der Pensioun si wéi der eventuell schafen. Jee nodeem, wéi d'Entwécklung um Aarbechtsmaart ass, kéint dat eis duerchweeß passéieren. Dass dat e Problem ass an dass dat e ganz gravé strukturelle Problem ass, misst eigentlech all Mënsch allichten.

Da kënn déi méi spezifesch Lëtzebuurger Problematik. Mir hunn zu Lëtzebuerg profitéiert vun enger Situatioun vun deene leschten 20 Joer, déi einfach exceptionnel war; dass muss mer esou soen, wéi et ass: Wuesstum, hunn ech gesot, vun iwwer 4%, oft iwwer laang Perioden - wou mer elo gesinn, wou mer elo ukomm sinn -, Schafung vun neien Aarbechtsplazen, Dausenden neien Aarbechtsplaze pro Joer. Eng absolut Exceptioun! Ech mengen, et gëtt bestëmmt... Dach, vläicht wann een elo géif an de südostasiatesche Raum kucken, do gëtt et bestëmmt och nach esou Phenomeener. Mä awer wann ech elo d'Europäesch Unioun kucken, do gëtt et kee Land, wou esou eng verreckt Entwécklung war wéi bei eis déi lescht 15, 20 Joer, wat d'Schafung vun den Nettoarbeitsplazen ubelaangt pro Joer am Land - vun neien Nettoarbeitsplaze pro Joer am Land!

Elo ass et esou, dass dat natierlech eis d'Situatioun och vereinfacht huet, well evidenterweis sinn dat jonk Leit, déi op den Aarbechtsmaart kommen, déi keng Leeschtungen nach ze erwaarden hunn, déi da vill cotiséieren. Dass huet gemaach, dass duerfir eis Reserven natierlech enorm ugewuess sinn. Gott sei Dank, muss ee soen. Dass mécht eis natierlech och haut nach d'Situatioun e bësse méi einfach.

Mä iergendwann eng Kéier mussen do Leeschtungen bezuelt ginn. An de System kann nëmmen - wa mer an där Logik vun haut wëlle bleiwen, mat den niddrege Cotisatiounen, mat deene Leeschtungen -, da kann de System nëmmen eng Kéier iwwerliewen, wa mer entweder déi Multiplikatioun vun den Aarbechtsplazen ëmmer erëm esou weiderféieren. Dass bedeit da bis 2050 - dass einfach reng Arithmetik -, bis 2050 misste mer dann zu Lëtzebuerg ongeféier 1.500 Aarbechtsplazen hu par rapport zu haut - pardon -, 1.500.000 Aarbechtsplazen hu par rapport zu haut ongeféier 400.000. Dass heescht, nach eng Kéier verdräifachen!

Mä souguer wann een awer wierklech en onwahrscheinlechen Optimist ass, kann ee jo emol net dru gleewen, guer net dervun ze schwätzen, dass mer eis dat jo awer net wënschen, dass mer eng Kéier dohinner kommen. Well dann hu mer nämlech landesplaneresch an och ëmweltpolitesch vill ganz aner Grënn, déi hannendru sinn.

Dat heescht, mir packen dat sécher net, fir déi Steigerungsrate weider esou ze halen déi nächst 40, 50 Joer. Mir kréien dowéinst e Problem.

An da bleiwen net vill Méiglechkeeten. Da kann ee soen: „Dass ass eis egal, da gëtt ebe méi fiskaliséiert.“ Dass heescht, de Stat iwwerhëlt eben nach méi eng grouss Part vum Rentensystem zu Lëtzebuerg, wéi et haut schon ass, wou et jo scho fir de Privatsecteur een Drëttel ass, beim öffentleche Secteur sinn et zwee Drëttel, wou en iwwerhëlt, well do gëtt jo d'Cotisatioun, déi 8% vun de Patronen, net bezuelt, déi iwwerhëlt de Stat jo och nach d'office.

Dat heescht, do kann ee soen: „Dann dehne mer dat nach aus, da gëtt dat net méi en Drëttel, mä d'Halschent.“ Dann, op där anerer Säit, muss ee mer awer soen, wou dann déi Sue sollen hierkommen am Statsbudget, well dat si jo keng kleng Zommen, dass si grouss Zommen. Oder et seet een: „Mir loosse d'staatelech Participatioun plus ou moins wou se ass, an d'Cotisatiounen gegehéicht.“

Et kann ee jo esou maachen. Mir sinn zu Lëtzebuerg enorm... - de Rapporteur huet jo déi Zuele flott erausgeschriwwen, d'Verhältnis zu de Cotisatiounen, déi zu Lëtzebuerg bezuelt gi par rapport zu eisen Nopeschlänner -, an da soe mer: „Oh, do ass nach immens Sputt. Da gi mer erop op deenen hiren Niveau.“

Éischtens ass ze soen: Mir muss wäit iwwer deenen hiren Niveau goe mat de Cotisatiounen. An zweetens, mir wësse jo och, wa mer dat maachen, wat fir eng Konsequenzen dat huet. Da verdeiere mer d'Aarbecht awer wierklech zolidd. Da kréie mer doduerch e Problem.

An da soen ech lech, wa mer mengen, am Joer 2040 oder '50 wär eng jonk Generatioun d'accord, dass se géif 50%, oder bis zu 50% vun hirem Lohn a Sozialversécherungsbeitrëg bezuelen, fir dass dann eng al Generatioun weider kéint bequem liewen, deen, dee mengt, déi Rechnung géif opgoen an dass géif iwwerstane ginn, gesellschaftlech gesinn, dee läit wierklech komplett dernieft.

Spéitstens zu deem Zäitpunkt kënnegt déi jonk Generatioun, déi déi Belaaschtung huet, de Vertrag op a seet: „Mir hunn es genuch, well mir hunn net méi genuch vun deem, wat mer erakréien, firwat mer schaffe ginn, fir kënnen ze liewen, well mer mussen därmoossen héich Cotisatiounen bezuele fir eppes, wou mer emol selwer net wëssen, ob jeemoos mer eng Kéier an deen nämlechte Genoss kommen.“

Dee Vertrag wäert deen Dag spéitstens opgeléist ginn. A mir hunn eng verdammte Pflicht, fir derfir ze suergen, haut, wou et nach Zäit ass, dass mer net esou wäit kommen, dass mer där nächster Generatioun net esou eng lerschaft iwwerginn! Ech sinn och fest iwwerzeegt, dass och bei deenen eelere Leit, och bei Leit, déi an der Pensioun sinn, dass déi absolut Verständnis duerfir hunn, respektiv Leit, déi haut am aktive Liewe sinn an déi just virdu stinn, dass déi Verständnis duerfir hunn a bereet sinn, wa mer dat esou erklären, op dee Wee do matzegoen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Mir hunn awer och eng Reform proposéiert am Beräich vun de Renten, déi eiser Meenung no kéint derzou bäidroen, dass d'Sozialaschten ënnert de Betriber méi gerecht verdeelt ginn oder opgedeelt ginn.

Mir hätten zum Beispill gär e Rééquilibrage, dass e Rééquilibrage gemaach gëtt tëschent aarbechts- a kapitalintensive Betriber bei der Finanzéierung vun der sozialer Sécherung. Do mat wëll ech an engems och soen, dass mer strikt dergéint sinn, dass Betriber aus der sozialer Verantwortung géifen erausgeholl ginn an hei net méi géife mat berücksichtegt ginn.

Mä mir mengen, dass et e grouse Problem gëtt an eiser Gesellschaft haut, dass et oft héich kapitalintensiv Betriber gëtt, dass mer Betriber hunn, déi ganz héich Gewënner maachen, mä déi am Sozialstat kaum nach eppes wäerte matfinanzéieren. Par contre gëtt et vill Kleng- a Mëttelbetriber, haaptsächlech denken ech do zum Beispill un de Bau, den Handel an d'Handwerk, déi ganz aarbechtsintensiv sinn an et och wäerte bleiwen, well dat an der Logik vun der Saach läit, dass se et sinn, an déi e groussen oder ze vill e groussen Deel mussen droe vun de Sozialaschte bei der Ofsécherung vun der sozialer Sécherheet insgesamt.

Ech mengen, dass ass och eng Fro - fir do eng Ännerung virzehuelen - vu Solidaritéit ënnerhalb vun den Entrepreneuren, dass déi erëm anescht muss spillen. Well wa mer do e Rééquilibrage géife maachen, da géif dat bedeuten, dass virun allem Kleng- a Mëttelbetriber aus Bau, Handel an Handwerk géifen dovun profitéieren, an dat wär sécherlech och am Intérêt vun der Schafung oder vun dem Erhale vun den Aarbechtsplazen.

Bei all dese Reforme muss einfach d'Meenung am Sozialstat iwwer eppes kloer sinn: Si solle sécherlech derfir suergen, dass eise Sozialstat méi cibléiert gëtt, déi besser erreecht ginn, déi et am meeschte brauchen, a verhënnere, dass déi dervu profitéieren, déi et eigentlech net brauchen. Mä et dierf keng Reforme ginn, fir de Sozialstat als solches a Fro ze stellen!

An ech soen dat hei mat Betounung, well de Moment an deem Imbrogljo, wou mer eis de Moment befannen, vu Scholdekrise an Diskussiounen, wéi ee Scholden ofbaut a wou ee soll kierzee goen, et där enger an där anerer gëtt. Et gëtt der och, déi ganz sécher amgaange sinn - an dat sinn déi nämlechte iwwregens zu engem groussen Deel, déi eis an dee Misär hei erabruucht hunn, déi nämlechte Ideologen -, déi natierlech wëlle profitéieren vun där Kris hei fir ze soen, dass ass elo déi Geleehheet, fir net e Rééquilibrage ze maachen, mä wierklech dee ganze Buttek an de Koup ze schéissen.

Mir wëllen eist sozialt Netz reforméieren, fir et erhalen, fir dass och déi nächst Generatiounen kënnen dervu profitéieren, an dass ass e grouss

sen Ennerscheid. An duerfir kënn et immens drop u bei all deene Saachen, deenen eenzelne Mesuren, déi een hei an der Zukunft wäert diskutéieren, dass een dat ëmmer am A behält an dass jiddwereen och Faarf bekennt a seet, wat en dozou mengt.

Zur Ausgabesäit gehéiert sécherlech och déi öffentlech Investitiounspolitik. Hei ass et fir eis kloer, hei dierft esou mann wéi méiglech gespuert ginn, awer ënner enger Konditioun. Fir d'Éischt muss mer eng Analys maachen: Wou sinn eis Chancen, eis Stärkten, an awer och eis strukturell Schwächen? An da muss eng Prioritéit festgeluecht ginn a prioritär doranner investéiert ginn.

Fir eis sinn d'Beräicher kloer. Mir hunn nëmmen eng eenzeg Ressource, dass ass deen éischte Beräich, dass ass eis Matière grise! Dat heescht, Bildung, Weiderbildung a Fuerschung muss fir eis eng absolut Investitiounsprioritéit sinn!

Mir hunn awer och en duebelen Défi zum Beispill an der Mobilitéit. Éischtens, d'Klima- an Energiekris wäert d'Mobilitéit revolutionéieren, a mir mussen duerfir massiv an den öffentlechen Transport, d'Mobilitéit douce an och an intermodal Mobilitéitskonzepter investéieren.

Zweetens, eis Stied, eis Wirtschaftszentren rikeieren, duerch Immobiliteit gebremst ze ginn. Haut ass d'Investissement an nei Mobilitéitskonzepter, wéi zum Beispill „Mobilitéit 2020“, een extrem wichtige Wirtschaftsstanduertfacteur ginn. Duerfir konnt ech och nëmme staunen, wéi ech de Rapporteur op RTL héieren hu soen, dass den Tram als ee wichteg Element an deem Konzept - ech betounen: ee wichteg Element an deem Konzept - just e Gedankespill wär an nach keng Investitiounsprioritéit hatt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Eng weider Prioritéit ass fir eis de Wunnensbau an domadder verbonnen d'Förderung vun Energieeffizienz am Wunnensbau.

D'Wunnproblematik riskéiert, fir de Stat e finanziell Faass ouni Buedem a fir déi betrafte Leit eng sozial Katastroph ze ginn, wann et se net schon ass fir Verschiddener! Doriwwer eraus wäerten duerch déi usteigend Energiepräisser zousätzlech d'Leit och nach an Energiearmut gedriwwen ginn. Duerfir ass fir eis ee seriöse staatlechen, nohaltegen Investitiounsprogramm am Wunnensbau ganz wichtig, well e léist vill méi sozial Problemer wéi vill sozial öffentlech Geldleeschungen an e schafft an erhält Dausende vun Aarbechtsplazen am Bau an am Handwerk.

D'Klima- an Energiekris, iwwert déi kéint ech lech elo laang a laang schwätzen hei. Dass wëll ech awer net maachen; ech wëll lech dat erspieren. Mä ech wëll awer just eng Rei Fakten an Erinnerung ruffen.

An deene leschte 15 Joer sinn déi extrem Wiederereignissen esou schlëm ginn, dass op der ganzer Welt 15-mol méi Gelder mussen opbruecht gi wéi an der Period virdu fir Reparaturaarbechten. Déi grouss Réckversécherungsgesellschaft Münchener Rück, eng vun deene gréisste weltwäit, huet ausgerechent, dass wann näischt sech ännert, am Joer 2050 weltwäit pro Joer 600 Milliarden Euro mussen opbruecht ginn, eleng fir d'Schied ze reparéieren, déi duerch extrem Wiederkonditiounen entstane sinn.

De bekannten engleschen Ekonomist Nicholas Stern huet ausgerechent, dass wann näischt sech ännert, am Joer 2100 20% vum PIB, vum Welt-PIB, droppinn, fir Schied duerch de Klimawandel ze reparéieren.

Am meeschte wirtschaftlech drënner leide wäerten d'Beräicher Energieerzeugung, Landwirtschaft an och d'Industrie. Mä doriwwer eraus gëtt et dramatesch Konsequenz fir eis Gesondheet, fir d'Aartevillfalt op der Aerd an eis Ökosystemer insgesamt.

Wa mer haut handelen a richtig investéieren, da spuere mer net nëmme vill Geld, mä mir maachen eppes fir eis Liewensgrundlag, fir eis Gesellschaft, an et bréngt eis doriwwer eraus och nach wirtschaftlech eppes. Well wa mer an déi richtig Beräicher do investéieren, schafe mer Dausenden, fir net ze soen Zéngdausenden nei Aarbechtsplazen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Eng intelligent Investitiounspolitik, en - wéi mir et nennen - „green new deal“ schützt de Klima, schafft Aarbechtsplazen an domadder och nohaltege Wuesstum. Hei stinn natierlech d'Investitiounen an d'Energieeffizienz, d'Biomass, d'Geothermie an d'erneierbar Energien un éischer Stell. Duerfir zielen déi natierlech och fir eis zu den Top-Prioritéiten am öffentlechen Investitiounsbereich.

Fënneft a lescht Prioritéit si fir eis d'Investitiounen an d'Kannerbetreuung. Mir sinn der fester Iwwerzeugung, dass qualitativ Kannerbe-

treiungsstrukturen wichtig sinn, well se et erlaben, dass d'Kanner, déi d'Zukunft vun eiser Gesellschaft duerstellen, sech gutt entfale kënnen; an domadder erspuere mer eis iwwregens och vill Sozialausgabe vu muer!

Doriwwer eraus brauche mer an enger Gesellschaft, wou Männer a Frae berufstäteg sinn, esou Strukturen. Domadder si qualitativ Kannerbetriebsstrukturen haut och ee ganz wichtigen Aspekt am Kontext vun engem interessanten a moderne Wirtschaftsstanduert.

Also am Résumé: Bildung, Weiderbildung, Fuerschung, Mobilitéit, Logement, Energiewend a Kannerbetreuung. Wann d'Geld méi knapp gëtt, da muss alles anescht dese Beräicher ënnergeuerdnet ginn.

Dës Regierung huet eiser Meenung no 2009 de grouse Feeler gemaach, dass se bei den öffentlechen Investitiounen einfach alles ënnert de Finanzéierungsvirbehalt gesat huet. Wann een do awer keng Prioritéit setzt, da gëtt d'Investitiounspolitik beliebig, jiddweree versicht klengkäreiert, just seng Saachen duerchzesetzen, si gëtt oneffikass a setzt schlussendlech falsch Prioritéiten, jo, si kann zur Geldverschwendung ginn.

Ech komme bei desen Debatten natierlech och net derlaanscht, fir iwwert déi 2,7 Milliarde Garantie fir d'Dexia ze schwätzen. Et ass erstaunlech, dass an deem Parlament bei enger Budgetdebatte iwwert dat, wat dee gréissten Engagement ass fir déi nächst Joren am Budget, net méi geschwat gëtt.

Ech wëll gläich betounen, dass et fir eis och wichtig ass, fir d'BIL aus dem Groupe Dexia erauszeléien. Et ass fir eis duerfir och richtig, dass d'Regierung alles mécht, fir dat ze erreechen. Allerdéngs muss och dem Finanzminister hei awer och eng Rei onbequem Remarquë maachen, och vläicht em eng Rei onbequem Froe stellen.

Éischtens, dass d'BIL ugeet, sou sinn ech total averstanen, dass dat eng uerdentlech gefouert a wichtig Schalterbank ass an dass déi fir d'Lëtzebuurger Economie an d'Groussregioun och ekonomesch ganz bedeitend ass. Mir hunn och a priori kee Problem, dass privat Investisseuren des Bank wëlle kafen. Wat mer awer gäre wësst, dass ass: Wat ass den zukünftige Geschäftsmodell vun der BIL? Wat wäert dee sinn? Kritt oder behält des Bank ënnert deem neien Investisseur déi Geschäftsgrundlag, mat där se an der Regioun grouss a staark ginn ass? Dass heescht, eng zolidd Bank, déi der Realeconomie Kreditter gëtt a qualitativ de Spuerer aus der Regioun hir Erspuernisse verwalt? Oder keeft den neien Investisseur déi Bank just op, fir dann dorauer e Vehikel ze maachen, fir op de Weltfinanzmäert e maximale Rendement ze erzielen?

Dat ass eng wesentlech Fro, déi mir gäre beäntwert hätten, well un där hänke schlussendlech och déi iwwer 3.000 Aarbechtsplazen, déi do hannendrustinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Zweetens, mir hu grouss Problemer, wéi déi 2,7 Milliarde Garantie für den Holding Dexia ausgehandelt gi sinn. Déi mécht eis grouss Suergen. An ech wëll vläicht verdäitlechen och un e puer Saachen, firwat.

Dat Éischt ass emol, wann Der kuckt, wéi déi Opdeelung gemaach ginn ass a wat se duerstellt fir déi eenzel Länner, dann hu mer schon eng Rei Problemer. Wann ech kucken en valeur absolue, ech hunn hei en Tableau comparatif, wou ech kucken, wat dat en valeur absolue ausmécht, da stellt dat 32,85 Milliarde fir Frankräich duer, 54,45 fir d'Belsch an 2,7 fir Lëtzebuerg.

Wat eis awer am meeschten erschreckt, dass ass, wann ech kucken, wat et heescht par rapport, wat den Impact potentiel ass par rapport zu dem PIB respektiv par rapport zu eiser öffentlecher Schold. Wann een do d'Opdeelung kuckt a wat et ausmécht fir déi eenzel Länner, da gesäit een, dass dat Bild schon e bëssen anescht ausgesäit.

Eis Schold géif, wa mer missten opkomme fir déi 2,7 Milliarden, op ee Coup ëm 35% eropgoen. Fir d'Belsch géif et 16% ausmaachen, fir Frankräich 2%. Virun allem awer och, wann ech kucken, wat dat géif ausmaachen, d'Augmentatioun par rapport zu der Dette publique a Prozenter par rapport zum PIB, da stellen ech fest, dass do zu Lëtzebuerg eleng déi do Operatioun eis 6,4% d'Schold par rapport zum PIB géif eropdreiven, fir d'Belsch 15,4% a fir Frankräich 1,7%.

Firwat zitieren ech dat? Mä éischtens emol, fir d'Envergiere emol vläicht de Leit heibanne kloerzemaachen a wat mer iwwerhaupt hei decidéieren. Mä awer och, fir erauszesträichen, dass natierlech deen Impact vun där Rettungsaktioun do respektiv un där Garantie do e ganz aneren ass fir Lëtzebuerg oder fir d'Belsch



wéi fir Frankräich. A mir fannen dat eigentlech ganz seltsam. Well, wann een all déi Artikele gelies huet a kuckt, firwat datt d'Dexia a Schwierigkeete geroden ass, d'Dexia S.A., den Holding a Schwierigkeete geroden ass, da stelle mer fest, datt ganz vill Ursaachen, firwat déi Schwierigkeeten entstanen sinn, aus Frankräich awer kommen.

Sou datt mer eis awer Froe stellen, wéi hei verhandelt ginn ass. A mir stellen eis d'Froen, ob hei net Frankräich de Luusspätter gespillt huet an d'Belsch a Lëtzebuerg zimlech iwwert den Dësch gezu gi sinn.

Da kënn de Problem, déi Fro, déi ee sech jo muss stellen, et kann ee jo elo soen: „Majo, dat ass jo kee Problem - enfin, kee Problem -, mä et ass jo net esou grave, well kuckt, 2008, do hu mer jo och scho Garantien iwwerhol, an et ass eigentlech näischt anescht wéi 2008.“ Da soen ech: Dach! Éischtens ass d'Verhältnis zu deem, wat mer garantéieren, zu der gesamter Bilanzsumme vun der Dexia méi héich, wéi et 2008 war.

Mä virun allem muss ee wëssen, datt an deem Holding, nodeem dann elo déi -loosse mer soen - Korinthen erausgezu wäerte sinn, do nach just wäert e Résiduel iwwer bleiwen, dee ganz schwéier wäert sinn ze verkafe respéktiv ze refinanzéieren, respéktiv et sinn net weineg Analysten, déi dovunner ausginn, datt e ganz groussen Deel vun deem, wat do läit, och Pa-beiere sinn, déi mat der Dette souveraine ze dinn hu vun enger Rei Länner, virun allem vu Griichenland.

Dat heescht, de Risiko ass ganz kloer par rapport zu deem, wat do iwwer bleift, vill méi héich wéi dee par rapport zu där Garantie, déi mer 2008 ginn hunn. An ech kann och nëmme staunen, firwat d'Fransousen et fäerdegbruecht hunn, sech eng Rei Garantien auszuhandelen, déi bis elo menges Wëssens - jiddefalls huet de Minister eis se net gesot - mir net fäerdegbruecht hunn.

Ech wëll drop hiweisen, datt d'Fransouse sech véier Garantien ausgehandelt hunn. Mir hunn déi erausgeholl aus engem Text, aus engem Pa-beier, deen am Fransésische Senat diskutéiert ginn ass ronderëm d'Dexia. Dat eent ass, datt déi Garantie, déi staatelech Garantië fir d'Fransousen op kee Fall spillen, wann d'Dexia S.A., also den Holding, géif un en Tiers verkaft ginn.

Dat Zweet, an dat ass fir eis dat Wichtigst: datt se gären e Rapport hätten, dee ganz genau oplëscht, wat den Ensemble vun de Produits structurés an der Dexia S.A. duerstellt, fir kënnen emol erauszedeckeleieren, wéi grouss datt dann d'Risiken iwwerhaupt sinn.

Dat Drëtt ass, datt se gären e jährelche Bericht hätte vun dem Holding an Zukunft. An dat Véiert ass, datt während där ganzer Period, während där ganzer Lafzäit, wou d'Garantië spillen, vun dem Holding keng Bonussen a keng Dividenden dierfen ausbezuelte ginn.

Dat si Garantien, déi sinn awer net onwesentlech. Virun allem déi Zweet a virun allem, wann ee weess, datt vill Produits structurés - a vill geféierlecher - an deem Holding leien. Ech verstinn net, firwat datt d'Fransouse sech dat konnten aushandelen a mir dat net zum Beispill kritt hunn, firwat mir net kënnen Informatiounen kréien oder firwat d'Lëtzebuurger Regierung och wahrscheinlech keng Informatiounen huet, wat do läit.

Mir fannen dat wierklech zimlech problematesch. An d'Risiken, déi do leien, déi kënnen dramatesch Konsequenzen hu fir eis, jee nodeem, wat geschitt. Däers muss mer eis bewosst sinn.

Dat bleift eng lescht Fro, e leschte Punkt. Dat ass, mir wësst gären wierklech am Detail, wat d'Matsproocherecht gétt vum Stat, och vum

Lëtzebuurger Stat, herno an der Dexia S.A., am Holding. Well ech mengen, dat ass och net onwesentlech, wa mer déi Garantien do ginn.

Op alle Fall hu mir à ce stade grouss Problemer, fir esou eppes zouzestëmmen. Wéi gesot, mir sinn op där enger Säit ganz kloer der Meenung, datt d'BIL eng Bank ass, déi gesond ass, an datt et duerchweegs wichteg ass, datt mer déi erausgeléist kréien. Mä mir hunn e grouse Problem, fir dat heite matzestëmmen, well mer der Meenung sinn, och angesichts de Fakten, déi mer hu par rapport zu deem, wat Frankräich ausgehandelt huet, datt mer hei awer gewëssermoossen e Blankoscheck ausstellen an d'Fransouse sech besser ugeluecht hu bei deenen Négociatiounen wéi d'Belsch oder d'Lëtzebuurger.

Zum Schluss wéilt ech och nach e puer Wuert iwwert déi europäesch Scholdekrise soen. Éischtens, d'Finanzkrise huet de Scholdebüerg un d'Kippe bruecht, mä sougutt déi öffentlech wéi awer och déi privat Säit - an dat muss een och ëmmer betounen, wann een iwwer Scholde schwätzt: Et geet net nëmme ëm déi öffentlech Scholden, mä och ëm déi privat - huet viru während méi wéi zwee Jorzéngten op Schold gelieft an dozou bäigedroen. Vill Wirtschaftswuesstum war op Schold finanzéiert. An d'Steierproblematik, déi ech viru beschriewen hunn, ass ee groussen Deel dovunner, dee mat dozou bäigedroen huet, awer net deen eenzegen.

Et muss een awer och soen, datt während där Zäit 1% vun der Bevëlkerung an de groussen Industrieregionen, dat heescht och an Europa, extrem räich ginn ass, an datt deen Deel vun der Bevëlkerung och net onschëlleg ass un där fataler gesellschaftlecher Entwécklung, un där fataler wirtschaftlecher Entwécklung.

A ville Länner an der Europäescher Union ass awer an deene leschten 20 Joer d'Realakkomm stagnéiert, souguer zrëckgaangen. Dat muss een och derbäisoen. An dat dierf een och net vergiessen, wann et drëms geet elo, iwwert d'Sanéierung ze schwätzen.

Duerfir muss eiser Meenung no op zwee Niveaun d'Scholdekrise bekämpft ginn: andeems natierlech gespuert gétt a gläichzäitig awer och am Sënn vun Ëmverdeelung vu Räichtum. An der Bedeelegung un den Onkäschtchen vun der Kris muss grouss Verméigen a Kapital mat erugezu ginn, fir déi Scholden do ofzebauen.

An zweetens, et gétt ganz sécher och eng Rei Länner, déi eng desastréise Gouvernance haten, hei virun allem natierlech Griichenland, an duerfir mussen do besonnesch déif an haart a batter Reforme gemaach ginn.

An deem Sënn missten och an Europa sécherlech méi verbindlech a kloer Regeln opgestallt ginn, fir dat esou Situatiounen innerhalb vun der EU net méi kënnen virkommen.

Ech wëll mech elo net äusseren zu deem, wat eventuell wäert kommen no dem Sommet vun dësem Weekend. Dat, wat mer bis elo gewuer gi sinn, war u sech net schrecklech vill Neies respéktiv och net schrecklech vill Ëmwerfendes. Mä ech loosse mech awer gären iwwerraschen an ech hoffen och, datt de Sommet et wäert fäerdegbréngen, méi kloer an och méi effikass Saachen ze decidéieren an deenen nächsten Deeg.

Drëttens, déi Scholdekrise kann nëmme europäesch geléist ginn, well si ass europäesch entstanen. All eenzelt europäesch Land ass fir sech net staark genuch, fir kënnen an enger globaliséierter Welt mat neien, mächtege Wirtschaftsrise wéi China, Indien, Brasilien, fir nëmme déi ze nennen, ze bestoen.

Ouni de grouse gemeinsamen a kafkraaftstarken europäesche Bannemaart vun ëm déi 700 Milliounen Awunner ass all eenzelt EU-Land net vill wäert. Wann een nëmme d'Wirtschaftslo-

komotiv Däitschland kuckt, déi jo virun allem esou gutt dosteet duerch Exporter, da muss ee feststellen, datt 50% vun den Exporter vun Däitschland innerhalb vun der EU ginn, dat heescht, si profitéieren vun deem Bannemaart, deem kafkraaftstarken Bannemaart.

Dat heescht dat, wat den Altkanzler Helmut Schmidt - mat deem ech a senger Carrière sécherlech net ëmmer d'accord war, mä vun deem ech fonnt hunn, datt en um SPD-Parteidag eng brilliant Ried gehalen huet - kierzlech och do gesot huet, datt - vläicht e bëssen iwwerspëtzt - de Griichen hir Scholden, dat sinn den Däitschen hir Exportiwwerschëss. An ech mengen, dee Saz, dee géllt net nëmme fir d'Griichen, mä dee géllt fir eis alleguerte respéktiv fir alles, wat an der Europäescher Union leeft. De Wuertstand, deen déi Länner hunn, déi nach gutt dostinn, deen hu se nëmme, well anerer och mat am Boot waren an dohinner konnt exportéiert ginn.

Et mécht duerfir och kee Sënn, nozedenken iwwer zum Beispill en Erausgeheie vun de Griichen an - wie weess? - muer de Portugisen, de Spuenier oder den Iren aus dem Euro. Wann d'Griiche muer aus dem Euro erausfléien, da muss se mat engem staark ofgewäerten Drachme hir héich Schold, déi se awer an Euro hunn, zrëckbezuelen. Ech brauch jo kengem ze soen, datt dat definitiv net méi géif opgoen! Mä dat wär net nëmme dat definitiivt Enn vun deem Land, mä dat géif an deem Land, soen ech lech, zu engem Biergerkrich féieren.

Deen, deen de Leit dobausse wëllt wäissmaachen, den haarde Kär vun Eurolänner kéint mat engem Trümmerhaufe ronderëm sech gemittlech weiderexistéieren, dee bedreift en extrem geféierleche Populismus a setzt d'Zukunft an de Fridde vun Europa an donc och vu senger eegener Bevëlkerung op d'Spill.

Duerfir, mir brauche sécherlech méi verbindlech budgetär a finanziell Spillregeln an Europa, mä mir brauchen och eng gemeinsam europäesch Scholdenhaftung, dat heescht „Euro-Bonds“. An ech si frou, datt ech konnt liesen an engem Interview an der „Süddeutsche Zeitung“, datt eise Premierminister sech weider duerfir asetzt.

An deem Kontext fannen ech et dann och total onseriö, datt de Finanzminister der Madame Merkel hiren nationalistesche Crashkurs fiert, währenddem de Premierminister sech ebe fir déi „Euro-Bonds“ asetzt. An Tëschenzäit ass all Mount, all Dag, dee verluer geet, ier hei konsequent gehandelt gétt, ze vill verluer.

Och d'Madame Merkel misst spéitstens no hirer Pressekonferenz vun de Méindeg an der direkt folgender Ofwärtung vu Standard & Poor's vun Däitschland an enger Rei aneren Triple-A-Länner verstanen hunn, datt Kosmetik a falsch Léisungen näischt daachen, fir d'Lag ze verbesseren oder ze berouegen.

An ech ginn dem Här Lux recht, an ech hunn et gutt fonnt, datt en haut de Moien och hei zitéiert huet dat, wat d'Beweggrënn ware vu Standard & Poor's ënner anerem, fir deen Triple-A ofzewäerten. Do sinn alleguerten déi dote Punkten, déi ech elo opgezielt hunn, mat derbäi.

Drëttens, et muss awer an Europa kee mengen, datt nëmme mat grouss ugeluechten Austeritéitsprogrammer d'Kris ze iwwerwanne wär. Wann niewent Spuermoosnamen net gläichzäitig ee groussen europäeschen Investitiounsprogramm opgeluecht gétt, da wäert d'Kris sech just weider verschlimmern.

Par contre, wann an Europa intelligent Investitiounsprogrammer, zum Beispill an de Beräicher Energieeffizienz oder erneierbar Energien, lancéiert ginn, dann erreche mer véier Saache gläichzäitig: éischtens Wuesstum, an domadder och erëm Recetten oder méi Recetten, fir

datt d'Scholden iwwerhaupt kënnen zrëckbezuelte ginn; zweetens, mir schafen Aarbechtsplazen, mir bekämpfen also de Chômage; drëttens, mir bedreiwen aktive Klimaschutz. A véiertens - och ganz wichteg -, mir besetze wirtschaftlech Technologie vun der Zukunft, well et sinn déi, déi d'21. Jorhonnert wäerten dominéieren a wou am meeschte Wuesstum sech och wäert ze erwaarde sinn.

En europäeschen „green new deal“ fir Wuesstum an Aarbechtsplazen, dee brauche mer onbedéngt begleedend zu den noutwendegen Spuermoosnamen!

Véiertens, wa mer keng Léieren aus der Finanzkrise zéien, dat heescht, wa mer et net fäerdegbréngen, d'Finanzwelt esou ze reguléieren, datt an Zukunft net méi de kuerzfristige maximale Rendement, mä de gesonden Intérêt vun der Realwirtschaft am Vierdergrond steet, da renne mer vun enger Finanzkrise an déi nächst a mat ëmmer méi dramatesche Konsequenze respéktiv politeschen Instabilitéiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir liewen an enger schwéierer, an enger problematescher an enger riskanter Zäit. Mä an esou enger Zäit gétt an der Politik, wéi et op Däitsch esou schéin heescht „die Spreu vom Weizen getrennt“.

Bei enger Debatt iwwert d'Budgets- a Finanzpolitik vun haut, do kann ee sech net méi verstoppen hanner bëllege Spréich an Ausrieden oder primitivem Populismus. Duerfir ass d'Lag ze vill eescht. Et muss Faarf bekannt ginn. Et muss een eng Linn hunn. Et muss ee positiv Zilsetzungen hunn. D'Leit erwaarde vun eis, datt mer net bëllege op déi nächst Wahle kucken, mä soen, wat wierklech ass, wat mer wierklech mengen, an datt mer och deementspriedend handelen.

D'Kris ka fir d'Politik eng Chance sinn, fir d'Primat an der Gesellschaft zrëckzegewannen. De Sproch, datt all Kris och eng Chance ass, deen ass sécherlech ultrabanal, mä en ass richtig, awer ënner der Konditioun, datt mer déi richtig Léieren zéien an déi richtig Weiche stellen.

Duerfir geet et haut och net méi duer, fir sech nach just derduerchzewuschtelen, wéi des Regierung dat mécht. De Problem bei dëser Regierung ass, datt se als Kollektiv midd ass, keng Visiounen méi huet a sech fir näischt méi kann decidéieren.

De frappantsten Ausdrock an deene leschte Wochen dovunner war d'Demission vum Wirtschaftsminister. Net, datt mer eis falsch verstinn: Et ass och engem Politiker säi Recht, fir ze soen: „Ech hunn es genuch, ech halen op.“ Mä an deem heite Fall huet d'Aart a Weis, wéi en opgehale huet, alles ausgesot iwwert den Zoustand vun dëser Regierung! Schonn ee Joer viru huet en öffentlech säin Onmutt matgedeelt a seng Regierung als handlungsonfäeg duergestallt. Hien ass eigentlech de geliefte Ausdrock vun der Middegeet vun dëser Regierung. An deementspriedend gesinn och d'Finanzgestioun an d'Finanzperspektive vun dëser Regierung aus!

Nach ni, Dir Dammen an Dir Hären, ass et eis Gréng als Oppositionspartei esou liichtgefall, géint ee Budget ze stëmmen, wéi géint dësen!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bausch Merci. An ech géif lech proposéieren, datt mer de Mëtteg eréischt géife mat eisen Debatten um hallwer dräi ufänken. All déi Kolleege, déi elo net hei sinn, ginn iwwer E-Mail informéiert.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 12.55 heures)

■ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

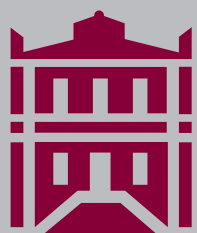
■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

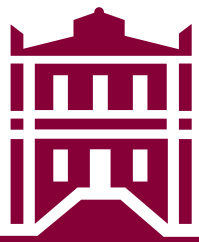
■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 (suite)

- Discussion générale: M. Gast Gibéryen (dépôt de deux motions), M. Serge Urbany (M. François Bausch intervient), M. Alex Bodry
- M. Luc Frieden, Ministre des Finances
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Motion 1: M. Jacques-Yves Henckes, M. Marc Spautz
- Vote sur la motion 1 (rejetée)
- Motion 2: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, M. Gast Gibéryen (motion retirée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir fueren de Mëtteg weider mat eise Budgetsdebatten. Et sinn elo nach ageschriwwen: déi Häre Gibéryen, Urbany a Bodry. Als éischte Riedner haut de Mëtteg kritt elo den Här Gast Gibéryen d'Wuert.

6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 (suite)

Discussion générale (suite)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Mir hunn Zäit.

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, och dat kënnt an der Chamber vir, datt, wann ee seng Ried mat Zäiten heihinnerleet, dann ee virdu kennt an engem d'Säiten duerjerneentässelt.

(Hilarité générale)

► **M. le Président.**- Ech sinn iwwerzeegt, Här Gibéryen, datt Dir lech awer erëmfant.

(Hilarité générale)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, ech muss. Ech muss awer elo zortéieren.

► **Une voix.**- Wie war et?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hunn e Verdacht.

(Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.**- War et den Här Kartheiser?

(Interruptions et hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- En huet ganz Aarbecht gelescht, kann ech lech soen, also!

(Hilarité générale)

► **Une voix.**- Dat kann dach net sinn! Du hues se dach am Kapp.

(Interruption)

► **Une autre voix.**- Komm, sätz dech!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Voilà! Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen,...

(Hilarité)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...ech mengen, selten hate mer Budgetsdebatten, déi am Virfeld esou diskutéiert gi sinn an och esou kontradiktöresch diskutéiert gi sinn, wéi dat dëst Joer de Fall ass, wat och d'Wichtigkeet vun dese Budgetsdebatten ervirsträcht.

Ech wëll awer, ier ech méi op d'Detailer aginn,

fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Kollege Gilles Roth, Merci soe fir säi Rapport, deen en eis hei virgeluecht huet, wat aus menger Siicht, kann ee soen, praktesch e Meeschterwierk ass, an dat an duebeler Hisiicht. Éischtens, well et eng Fläissaarbecht ass. Dee Rapport ass wierklech gutt strukturéiert an et ass eng Fondgrouv vun Informatiounen. En ass gutt opgebaut. Och wann ee selbstverständlech net mat allem politesch averstanen ass, wat dran ass.

Zweetens awer och, well en et fäerdegbruecht huet, trotz enger, géif ech soen, vu senger Säit aus gesi grousser Kritik um Budget dach awer herno nach zu positive Konklusiounen ze kommen.

(Hilarité et interruption)

Am „Lëtzebuurger Wort“ vum 17. November, nodeems d'Avisen zum Statsbudget alleguer virlouchen, stoung zum Rapporteur sengem Rapport: „Würde er sich dabei allein an den bis dato vorliegenden Gutachten inspirieren, er würde am Entwurf des Finanzministers kaum ein gutes Haar lassen.“

► **Une voix.**- Ah!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat stoung am „Lëtzebuurger Wort“, enger Zeitung, déi der CSV jo awer relativ noosteet.

De Rapporteur huet praktesch a sengem Rapport op all Risiken, an deenen eis finanziell Situatioun vum Stat ass, higewisen, an et kann een déi och quasi zu honnert Prozent deelen. Ech war just, wéi gesot, erstaunt, datt de Rapporteur dese Budget wëllt stëmmen.

(Hilarité)

Well op all déi berechtigt Problemer, op déi hien higewisen huet, gétt dese Budget keng Äntwert. Au contraire: Dese Budget verschäert déi ganz finanziell Situatioun vum Stat nach weider.

Här President, ech wëll och - aneschtens wéi fréier - d'Konklusiounen vu menger Ried virzéien, viru meng Interventioun setzen. Meng Konklusiounen sinn: Mir ginn als Gesellschaft méi Geld aus, wéi mer verdéngen. Keng Spur vun Nohaltegkeet. Mir liewen op d'Käschte vun eise Kanner a Kandskanner. D'Regierung huet net d'Zukunft vun onse Kanner, mä just deen nächste Wahltermin am Bléck.

D'Regierung gétt d'Geld weider esou aus, wéi wann näischt geschitt wier an déi finanziell Zukunft vum Land méi wéi ofgesécheret wier. Mir ginn haut Geld léinen, fir weider enner eis ze verdeelen, wëssend, datt eis Kanner müssen an zéng, 20 Joer dat Geld zrëckbezuelen. Mir wëllen haut wa méiglech nach besser Pensioune kréien a wa méiglech nach manner laang schaffe goen, wëssend, datt doduerch eis Kanner méi laang musse schaffe goen a méi kleng Pensioune kréien.

Wann d'Regierung d'Zukunft vum Land a vun de kommende Generatiounen, eise Kanner an Enkelkanner, am A hätt, dann hätt se e Budget am Équiliber presentéiert, ee Budget ouni neien Emprunt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mä déi eenzeg Zukunft, déi d'Regierung am A huet, ass den nächste Wahltermin.

Sou huet den Här Frieden geschter hei gesot: „Mir brauche méttel- a laangfristeg gesond Statsfinanzen.“ Dat kann ee mat zwou Hän

ënnerschreiven. Dee Budget hei, deen den Här Frieden awer presentéiert huet, dee bewierkt awer just de Contraire!

D'lescht Joer huet de Rapporteur säi Budget betitelt - de Budget 2011 - e Budget „Sortie de crise“. Dëst Joer seet de Budgetsrapporteur: „e Budget, fir nozedenken“. Richteg wier gewiescht: Budget 2012, e Budget voll an d'Kris an an d'Katastroph.

Här President, ech wollt déi Konklusiounen virzéien, ier ech op eng Rei vu Punkten aginn, fir se direkt am richtege Kontext ze situéieren. Ech wëll unhand vu 16 Beispiller beweisen, wéi fragile déi finanziell Situatioun vun eisem Stat a Wierklechkeet ass.

Éischtens, d'Eckwäerter vum Budget 2012, wat d'Recetten an d'Dépenses ubelaangt, wou mer mat engem Defizit vun iwwer enger Milliard - 1.143.000.000 - ofschléissen. Mir hunn zënter dem Budget vum 2008 permanent en Defizit vun ëm eng Milliard. D'Dépense klamme méi séier wéi de PIB a si si méi héich wéi bei eisen Nopeschlänner. Déi Rechnung kann net opgoen. Et kann een dat ee Joer maachen, zwee Joer maachen. Mä hei gétt et lues a lues zur Traditioun.

Zweete Punkt: de PIB. Wéi d'Regierung d'Provisiounen gemaach huet vum Budget, du waren d'Provisiounen fir 2011 3,2% a fir 2012 2,1% vum PIB. De Stateg huet se den 18. Oktober no ënne korrigéiert an de 24. November nach eng Kéier no ënne korrigéiert: fir 2011 2% a fir 2012 1,4%. Wann een déi international derbäihéilt, da leie mer fir 2012 téschent 0,5 an 1,5%.

Mir hunn also der Regierung hir Opstellung vum Budget an d'Estimatiounen vum Wirtschaftswuesstum, wéi se sech elo presentéieren. De Budget ass mat 0,7 bis 0,8% méi héije Prognosen opgestallt ginn, wéi ee se elo ka viraussoen.

Am Prinzip mécht dee manner Wirtschaftswuesstum vun 0,7% eng Moins-value vun ongeféier 280 Milliounen u Steierrecetten aus. Och wann déi Steierrecetten net am Joer 2012 bemierkbar ginn, well de Gros dovunner an deene Joren duerno encaisséiert gétt, sou musse mer awer wëssen, datt mer déi Moins-value vu Steierrecetté wäerte kréien. An och déi, well 2010, dëst Joer, ass elo schon zweemol no ënne revidéiert ginn. Dat heescht also och, datt dëst Joer déi Suen, déi 2011 verdéngt si ginn, manner u Steiere wäerten ofwerfen. An dat wäert dann och seng Konsequenze schonn 2012 an 2013 kréien.

Den drëtten Punkt: d'Maastricht-Kritären. Mir wëssen alleguer, datt den Defizit net därer iwwer 3% goen. Wa mer hei kucken eis Entwécklung, déi mer hunn: 2009 hate mer an der Administration publique - dat ass de Stat, d'Sécurité sociale an d'Gemengen zesummen - minus 0,9%. Mir sinn do lichts eropgaangen, lichts erofgaangen. Mir sinn haut erëm bei 0,7% fir d'Joer 2012. Et ass also och do bei der Administration publique eng relativ Stagnatioun.

Mä och beim rengen Statsbudget, der Administration centrale, ware mer 2009 bei 2,7, sinn do lichts erofgaangen a sinn elo erëm fir 2012 op 2,6 eropgaangen. Dat heescht also, datt mer, iwwer véier Joer gesinn, keng Verbesserung bei den Defiziter kritt hunn, souwuel an der Administration publique wéi an der Administration centrale.

Mir müssen also wëssen, datt et net méiglech ass, och wann de Moien hei Spriecher an och geschter d'Regierung soten, si géif um Zil festhalen, bis 2014 op null ze sinn, wat d'Administration publique ugeet, sou ass dat mat deem Budget net méi, oder no deem Budget vum 2012 doudsächer net méi méiglech. An dat selwecht huet och de Gouverneur vun der Lëtzebuurger Zentralbank an der zoustänneger Kommissioun gesot, datt mat deem Budget ee ka mat Sécherheet dovun ausgoen, datt dat Zil, fir 2014 op null ze sinn an der Administration publique, datt dat net méi méiglech wier.

Véierte Punkt: d'Maastricht-Kritären, wat d'Verschuldung ubelaangt mat 60%...

(Interruption)

...mat 60%. An der Entwécklung vun 2005 op 2011 ass de Montant an der Administration centrale op 6,7 eropgaangen an an der Administration publique 7,700 Milliarden. Dat heescht also an anere Wieder: Vu 6,1 op 18,2% ass d'Schold hei zu Lëtzebuerg an engem Zäitraum vu sechs Joer eropgeklommen.

Ech hunn nach all Joers drop higewisen op ee Problem, wat fir mech de wesentleche Problem

ass, virun allem, wat d'Finanzkris an Europa ubelaangt, well net nëmme Lëtzebuerg dee Feeler mécht, mä déi meescht State maachen dee Feeler, datt, wa se Emprunten ophuelen, se kee Kapital zrëckbezuelen, mä nëmmen Zësen zrëckbezuelen. Dat ass fir mech dee gréisste Problem. Dat ass fir mech dee gréisste finanzpolitesche Feeler, dee Lëtzebuerg an all europäesch State maachen.

D'Scholden ginn einfach op déi nächst Generatiounen ofgewälzt, wëssend, datt, wann den Erfallsdatum kënnt, wou dann déi Scholden, d'Kapital an enger Kéier misste rembourséiert ginn, dat bei deene meeschte Staten d'Budgeten esou iwwerstrapazéiert, datt keng Gelder do sinn, fir déi Emprunten, d'Kapital an enger Kéier zrëckbezuelen. An da ginn nei Emprunten opgeholl, fir eben déi Emprunten, déi oflafen, ze refinanzéieren oder nei ze finanzéieren. D'Statscholden klammen duerfir ab engem gewëssenen Datum duebel esou séier, wann dee Moment kënnt, wou al Emprunten oflafen a wou nei Emprunté mussen opgeholl ginn.

Lëtzebuerg ass dovunner betraff. A vun 2013 un - et ass also net méi ganz laang -, da lafen och hei zu Lëtzebuerg praktesch all Joers Emprunten of, an et gesäit net esou duerno aus, datt mer da Geld do hätten, fir dach kënnen d'Kapital an enger Kéier zrëckbezuelen. Et müssen duerfir dann, wéi gesot, nei Emprunten opgeholl ginn niewent deenen normalen Emprunten, fir de Budget vum Stat an den Équiliber ze bréngen.

Dat huet zur Konsequenz, wat een haut d'Scholdekris an Europa nennt. Mir brauchen ons och duerfir net ze wonneren, wann och elo schonn d'Ratingagenturen onst Land verschäert énnert d'Kontroll huelen. Mir sinn amgaangen, mat Riseschrëtt och an déi Scholdekris do ze falen.

Nach eng Kéier wëll ech soen, datt dat menger Meenung no dee gréisste finanzpolitesche Feeler ass. De Stat muss oder misst, genau wéi all Bierger oder all Betrib oder all Gemeng, déi en Emprunt ophëlt, vun Ufank un och Kapital zrëckbezuelen an net nëmmen Zësen. Da wier de Stat och direkt a sengem normale Budget mat Remboursementer vum Kapital beluecht an e géif gesinn, ob en dierft déi Schold ophuelen oder ob e se net kéint ophuelen. Mir sinn der Meenung, datt dat e ganz wichtege Punkt ass.

An duerfir, Här President, deponéiere mer och eng Motioun, wou mer verlaangen, datt, wann an Zukunft de Stat Emprunten ophëlt, e sech och misst direkt engagéieren, bei neien Emprunten d'Kapital direkt zrëckbezuelen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

considérant

- le risque, pour le Luxembourg, de perdre sa note AAA et partant de devoir souscrire des emprunts à des taux d'intérêt plus élevés;

- que pour les emprunts en cours, l'État ne paye que les intérêts, ne rembourse pas le capital et prolonge les emprunts parvenus à échéance;

- que ce faisant, le Gouvernement reporte le remboursement des emprunts sur les générations futures;

- qu'il y a lieu de mettre un terme à cette pratique financière malsaine;

demande au Gouvernement

de ne contracter à l'avenir que des emprunts prévoyant un remboursement du capital prêté à annuités constantes.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombero, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

E fënnfte Punkt, firwat datt eis Finanzsituatioun ganz fragile ass, oder dese Budget, dat ass d'Iwwerschätzung vun de Recetten. D'Steierverwaltung huet eis och matgedeelt, datt verschidde Chifferen, wat d'Recetten ubelaangt, d'Steieren ubelaangt, am Budget méi héich agesat wieren, wéi d'Verwaltung se proposéiert huet.

Do dernieft muss een nach eng Kéier soen, datt d'Recetten agesat si mat engem Wirtschaftswuesstum, dee méi héich dierft virgesi gi sinn, wéi en an der Realitéit ass. An et därer een och net derbäi vergiessen, an dat ass ee vun de wesentleche Punkten, wa mer iwwer d'Fragilitéit vun de Statsfinanzen schwätzen, dat ass de Finanzsektor, wou mer wëssen oder eis zumindest bal eens sinn, datt deen ni méi wäert esou vill Geld ofwerfen an der Zukunft, wéi dat an der Vergaangenheit de Fall war.



Mir hate Jore virun de Krisen, wou de Finanzsecteur am Fong viru Steiere sechs Milliarden zesumme Benefisser gemaach huet. Déi sinn 2009 op 200 Milliounen erofgaangen, fir duerno erëm op dräi Milliarden eropzegoen. Et sinn also do, och wat d'Recettë vum Stat ubelaangt, engersäits iwverschate Recetten; zweetens mat engem Wirtschaftswuesstum berechent, deen ze héich ass; an drëtters muss een och wëssen, datt d'Finanzplaz ni méi wäert déi Steiere bezuelen, wéi dat an der Vergaangenheet war.

Sechste Punkt iwwert d'Fragilitéit vun eise Finanzen, dat ass d'TVA, a priori den E-Commerce. 19% kommen aus deem Secteur, wat eis TVA ubelaangt. 2012 ass dat virgesi mat 572 Milliounen, déi eleng aus dem E-Commerce solle kommen, an déi awer duerch eng europäesch Direktiv dierftens degressiv tëschent 2015 an 2018 ewechlafen.

De Rapporteur huet hei ugedeit, datt ee kéint oder einfach theoretisch kéint déi Perte kompenséieren, andeem datt ee géif d'TVA vu 15 op 18% ausmaachen, fir ebe virzeféieren, wéi grouss datt déi Perte duerch den E-Commerce am Deel vun der TVA ass.

Mir wëllen awer direkt soen, datt dat fir eis keng richtungsweisend Politik ass, well eng Augmentatioun vun der TVA fir eis eng ganz onsozial Method ass. Mir waren iwwerrascht, datt eis sozialistesche Kollegen deemem Rapport esou séier zougestëmmt hunn, wou esou eng Iwwerleung dran ass. Mä wéi gesot, et gëtt där enger Sozialisten an et gëtt där aner Sozialisten. A mir hei zu Lëtzebuerg hu méi där aner Sozialisten.

(Hilarité et interruption)

Här Lux, wann ech vun deenen anere Sozialiste schwätzen, da mengen ech domadder d'Kavariersozialisten, wou mir hei zu Lëtzebuerg eng Konzentratioun dovun erwëscht hunn. An anere Länner ass dat e bësse besser verdeelt.

(Interruptions)

Wann ech zum Beispill an der Belsch kucken, wou jo och Sozialisten an der Regierung sinn - de Premier -, an der Belsch zum Beispill gëtt net, trotzdem jo déi méi schlecht dru si wéi Lëtzebuerg, um Index manipuléiert an et gëtt eng Verméigenssteuer agefouert. Hei zu Lëtzebuerg manipuléieren d'Sozialisten...

(Interruptions)

...um Index a si schafen d'Verméigenssteuer of. Dat ass eben d'Differenz tëschent deenen enge an deenen aneren.

Och muss mer wëssen, wa mer vun der TVA schwätzen, datt mer an der Vergaangenheet hätte kënne méi TVA hei zu Lëtzebuerg erakriegen. Ech erënneren drun, wann IKEA dës Säit der Grenz gebaut gi wier, da wiere vläicht d'Belsch bei eis heihinner komm, TVA bezuelen. Elo fueren d'Lëtzebuerger an d'Belsch, hir TVA bezuelen, oder an Däitschland oder a Frankräich.

(Interruption)

Dat heescht also och, wann ee vun der TVA schwätzt, da muss een och wëssen, wat fir eng Feeler mer als Land an der Vergaangenheet gemaach hunn. An heiansdo huet een d'Gefill, mer hätten näischt dorauer geléiert.

Och muss ee wëssen, wann een iwwert d'TVA schwätzt, datt bei der TVA ronn eng Milliard TVA aussteet, déi net encaisséiert ass, an dovun 687 Milliounen laut der Verwaltung net méi anzedeiwe sinn, wou gréisstendeels d'Ursaach bei de Faillitë läit.

An och hei, mengen ech, muss mer soen, ech perséinlech hu schonn zweemol hei an der Chamber eng Interpellatioun gemaach iwwert d'Failliten, mat enger ganzer Rei vu Propositionen, wat mer misste veränneren un de Failliten an un der Gesetzgebung, fir datt mer net méi déi Faillitë kréien, fir datt mer net méi d'Faillites frauduleuses kréien. Mä hei och beweegt d'Regierung sech absolut net. Do gëtt schonn zënter dräi Regierungen, kann ee quasi soen, doriwwer diskutéiert, mä mir hunn nach absolut keng Ännerung kritt.

A wann een da gesäit, wat d'Perté sinn op där enger Säit fir de Stat, wat d'TVA ubelaangt! Mir schwätzen hei wéi gesot vun enger Milliard, wou bis elo scho 687 Milliounen dovun op Failliten zréckzeféiere sinn. Mir kënnen dat bei der Kierperschaftssteuer, kënnen et bei der Gewerbesteuer huelen, mir kënnen et awer och bei de Cotisatiounen huele vun der Sécurité sociale, d'Pensiounen, Krankekeess a Fleegeversécherung, alles Cotisatiounen, déi bezuelt si gi vun de Leit, mä déi net ofgefouert si ginn. Genauou gutt wéi hei déi 687 Milliounen TVA, déi si reell bezuelt ginn, mä si sinn net ofgefouert ginn. Da gesäit een, wat fir eng enorm grouss ekonomesch Perte dat hei am Land duerstelt, wat de Statsbudget an d'Sozialversécherungen ubelaangt. Mä op deem Punkt ass d'Regierung net bereet bis elo gewiesch, ze bougéieren.

Et muss ee sech allerdéngs d'Fro stellen: Firwat, firwat geet eng Regierung net hin, wou se weess, wou de Problem läit, a se behieft en? Do kommen engem scho gelunge Gedanken!

Här President, e siwente Punkt sinn d'Solde vun der Kierperschaftssteuer. Ech bréngen déi och all Joers erëm hei an d'Diskussioun. Mir wëssen, datt d'Betribber fénnef Joer Zäit hunn, fir d'Kierperschaftssteuer ze bezuelen, a mir wëssen och, datt an de Joren 2010 an 2011 méi Solden eragedriwwen si ginn, wéi dat an deene Jore virvirdrun de Fall war. Dat huet och zum Deel mat deem neie Besteuerungssystem ze dinn.

Mir wëssen awer och, datt uganks dës Joers eleng duerch ee Betrib, wou d'Solden, d'Dekonte gemaach gi sinn, duerch ee Betrib 140 Milliounen erakomm sinn. An et muss een nëmme bedenken, dat si 5,6 Milliarden aler Frang, déi do nobezuelt si ginn an déi dann esou eng grouss Répercussioun op eise Statsbudget hunn, esou datt dat schonn duergaangen ass, fir an den éischte sechs Méint eise Budget vun deemem Joer an den Équiliber ze bréngen, eleng duerch d'Konte vun engem eenzege Betrib.

Wa mer dann awer wëssen, datt 2009 zum Beispill e Joer war, wou de Finanzsecteur ganz wéindeg, fir net ze soe bal keng Steiere bezilt, an awer Avancé bezuelt huet, da wier et wierklech interessant, fir emol gewuer ze ginn, wat nach vu Solden opsteet, ob de Stat nach eng Rei vu Betribber huet, déi Sue mussen iwwerweisen, oder ob vläicht emgedréit de Stat muss och Betribber Suen zréckiwierweise fir Avancen, déi Betribber a Jore bezuelt hunn, wou d'Benefisser méi kleng waren.

Den Här Finanzminister huet bis elo refuséiert, eis déi Informatiounen ze ginn. An der leschter Budgets- a Kontrollkommissioun huet den Här Frieden eis awer gesot, e géif déi Informatioun bei d'Verwaltung siche goen. Mir hunn nämlech gesot: Et brauch ee jo net vun Honnerten oder vun Dausende Betribber déi Analys ze maachen, mä wann een déi 20, 30, 40 déckste Betribber hëlt, déi hir Steiere bezuelen, déi dann och de ganz groussen Deel vun der Kierperschaftssteuer bezuelen, an et geet ee just déi Betribber kucken, dann huet ee relativ séier eng Iwwersiicht iwwert d'Solden, ob de Stat nach Suen zegutt huet a wéi vill datt dat ongeféier ass, oder ob de Stat muss Remboursementer maachen.

Et ass mer och vu Leit aus der Verwaltung gesot ginn, datt dat am Fong kee Problem wier, fir dat kuerzfristeg ze maachen. Et hânt just der-vun of, datt dee Büro déi néideg Uweisung kritt. Ech fannen et duerfir e Skandal, datt mir elo scho jorelaang doriwwer diskutéieren, ob do nach Solden ausstinn.

Et ass fir mech déi eenzeg Inconnue, déi mer an eise Statsfinanzen hunn, well bei all deenen anere Steieren, do si mer souzesoen à jour mat de Steieren. Et ass am Fong just d'Kierperschaftssteuer, wou et eng Inconnue gëtt, well et do eben, wéi gesot, nach ka bis fénnef Joer ausstoen. An ech hoffen, datt mer endlech eng Kéier dozou kommen, datt mer och doranner Kloersicht kréien.

Ech soen och ganz kloer: Ier mer kënnen an engem Parlament diskutéieren, fir nei Recetten ze maachen oder fir Saachen op där anerer Säit ze spueren oder Ofbau ze maachen, verlaange mir, datt fir d'Éischt eng absolut Transparenz an d'Finanze kënn. An dozou gehéiert fir eis och, ganz genau ze wëssen, wéi d'Situatioun mat de Solde bei der Kierperschaftssteuer ass. Ouni déi Informatiounen kann een net dermat d'accord sinn, datt aner Aschnëttsmëttel politesch decidéiert ginn.

En aachte Punkt, wat d'Ongewësseheet vun de Finanzen ubelaangt, ass zum Beispill den Emprunt vun zwou Milliarden, dee mer fir d'BGL gemaach hunn. Do ass d'Lafzäit bis 2013. Et ass deemools gesot ginn, well de Stat och an d'Kapital vun der BGL ageklommen ass, datt een eventuell kéint zu deem Zäitpunkt déi Aktië verkafen, fir domadder den Emprunt ze rembourséieren.

Mir wëssen, datt dat uganks 900 Milliounen waren. Déi waren op de Stand vum 30. September dëst Joer nach 386 Milliounen wäert a sinn an der Zwëschenzäit awer erëm op 440 Milliounen geklommen. Et kann een also soen, datt se am Ablack d'Halschent vum Wäert hunn, esou datt een elo net kann higoen a se verkafen, fir eben deen Emprunt vun deenen zwou Milliarden ze rembourséieren, mä datt mer 2013 wahrscheinlech mussen en neien Emprunt ophuelen, fir deen Emprunt ze refinanzéieren; wat ech virdu scho gesot hunn.

Och op där anerer Säit, do hu mer 1,6 Milliarden als Lëtzebuerg an d'BGL investéiert, déi net op der Bourse cotéiert sinn, wou een duerfir am Ablack och net weess, wat déi wäert sinn. Et kann een eng Kéier drun denken, fir déi ze verkafen, mä da muss e Keefer do sinn.

Eng ähnlech Situatioun hu mer bei der Dexia. An de Kolleeg Bausch ass de Moie méi an den Detail doranner gaangen. Ech mengen, wou mer eis alleguer kloer sinn: Wann de Stat... Engersäits hu mer am September 2008 eng Participatioun a Form vun Obligatiounen, déi ee kann an Aktien ëmwandelen, geholl vun 376 Milliounen. Am Oktober hu mer eng Garantie geholl vun dräi Milliarden. Op den 31. Oktober 2011 si vun där Garantie nach 888 Milliounen als Garantie.

An elo ass d'Diskussioun amgaangen, fir eben d'Dexia BIL aus dem Grupp erauszekafen; vum Katar, datt deen déi soll kafen. An de Lëtzebuerger Stat wëllt dann dorunner participéieren mat ongeféier 100 Milliounen oder zéng Prozent vun Actionariat.

Hei kann ee sech och d'Fro stellen - eng Fro un den Här Minister -, wou mer déi Suen do hierhuelen, déi 100 Milliounen, fir eis do anzekafen. An ech wëll awer och soen, datt mer gäre wësst, wat fir eng Garantien datt mer vun deene Leit aus dem Katar kréien, wa se déi Bank iwwerhuelen.

Ech wëll drun erënneren - ech kommen herno drop zréck -, datt mer och sengerzäit vum Här Mittal Garantië soi-disant kritt hunn, wéi se Arcecelor iwwerholl hunn. A wat déi Garantien haut wäert sinn, dat kënne mer all Dag gesinn! Ech kommen herno, wéi gesot, dorobber nach eng Kéier zréck. An duerfir wësst mer och gären, wann hei vu Garantië geschwat gëtt, a wat fir enger Form datt déi Garantien... ob dat eng mëndlech Ofmaachung ass, ob dat eng vertraglech Ofmaachung ass a wat esou Garantië wäert sinn.

Den zéngte Punkt vun der Fragilitéit vun eise Finanzen, dat ass den Europäesche Rettungsschiem. Ech wëll soen, datt och fir eis als Partei den Euro e wichteg Finanzéierungsinstrument ass fir eist Land, an datt mer eis net kéinte virstellen, als Land ouni Euro ze fonctionnéieren. Ech brauch net op déi Zäiten anzegoen, wéi mer nach um belsche Frang hongen. Duerfir hu mer all en Intérêt drun, fir datt deen Euro iwwerlieft, och wa mer different Vuen hunn, wéi deen Euro muss gerett ginn.

Ech mengen, mir hunn an där Debatt, déi mer am August heibannen haten, ganz kloer eis Position als DR, déi mer och op enger Pressekonferenz uganks des Joers gemaach hunn, virgestallt, déi aneschtens ass wéi déi vun deenen anere Parteien. Mir sinn déi Partei, déi seet: „Fir den Euro ze retten, sollt ee Länner wéi Griichenland hëllefen, fir datt se fräiwëlleg kéinten aus dem Euro erausklammen, an deenen dann ebe mat finanzielle Mëttele hëllefen, fir dat ze erméiglechen.“ Dat rett eiser Meinung no den Euro éischer, wéi dee Wee, dee mer elo amgaange sinn ze goen.

Da muss mer och wëssen, datt mer do - an dat ass och d'Fragilitéit vun eise Finanzen - eis Garantien duerch d'Gesetz elo vum 22. September vun 1,15 op zwou Milliarden hu missen eropsetzen. An all déi Garantien... Et weess een, vun Dag zu Dag kënn ee lues a lues méi zur Konkursioun, datt een och muss dermat rechnen, datt all déi Garantien eng Kéier wierken, an datt mer dann eisen Deel dozou och muss bezuelen.

Insgesamt - an dat ass den eelefte Punkt - muss mer wëssen, datt de Stat fir 5,6 Milliarde Garantien iwwerholl huet. Do sinn déi zwou vum Rettungsschiem an 3,6 Milliarde fir de Finanzsecteur dran. 5,6 Milliarden. Wa keng Risiko géife bestoen, da bräichten och keng Garantien iwwerholl ze ginn; däers si mer eis bewosst.

Jiddwereen hofft, datt déi Garantien ni brauchen anzetrieden, mä et muss een awer ëmmer wëssen, wann een iwwer Finanzpolitik mëttel a laangfristeg denkt (veuillez lire: nodenkt), datt do e Risiko besteet, datt déi Garantien, déi de Lëtzebuerger Stat ginn huet, och eng Kéier kënnen zum Droer kommen an dann eng relativ massiv a séier Progressioun mat sech bréngen géifen, wat d'Statsverscheldung géif ubelaangen.

Den zwielfte Punkt, dat ass de bilaterale Prêt, dee mer tëschent Lëtzebuerg a Griichenland gemaach hunn, deen am Fong nach virun d'Zäit vum Rettungsschiem zréckgeet, wou mer ons engagéiert hunn als Lëtzebuerger Stat, Griichenland 206 Milliounen direkt ze ginn, also bilaterale ze ginn. Do si schonn 110 Milliounen gelaf, an eng weider Tranche, war gesot ginn, géif elo November/Dezember oder Oktober/November lafen. Wou meng Informatiounen awer elo net sécher sinn, weini datt se gelaf sinn a wat dee Montant ubelaangt.

D'Griiche bezuelen eis duerfir Zësen. Déi kommen och regelméisseg, ass eis gesot ginn. Mä op där anerer Säit muss mer wëssen, den Datum, wou dat Kapital sollt u Lëtzebuerg zréckbezuelt ginn, do war an der éischer Phas vun 2014 geschwat ginn, an elo ass deen Délai schonn iwwer 2020 erhéicht ginn. Also muss

een och wëssen, datt dee Remboursement vun deem Kapital, wat mer de Griichen do geléint hunn, vun Dag zu Dag méi wäit ewechreckelt.

En 13. Punkt, wat d'Fragilitéit vun eise Statsfinanzen ubelaangt, dat sinn déi staatlech Participatiounen a Gesellschaften, déi op de Boursse cotéiert sinn. Am Rapport vun der Cour des Comptes gëtt et do eng ganz interessant Tabell, wourauser ee gesäit, datt tëschent zwee Joer - an zwar dem 30. September 2010 an dem 30. September 2011, also bannent engem Joer - d'Valeur vun deene Participatiounen an deene Gesellschaften, déi op der Bourse cotéiert sinn, vun 2.176.000.000 op 1.471.000.000 erofgefall ass; also déi hu 705 Milliounen manner Valeur bannent zwielef Méint, oder 32,41% manner Valeur wéi dat Joer virdrun.

Och dat muss ee wëssen, datt also do d'Reckgrat vun de Statsfinanzen bannent engem Joer 700 Milliounen erofgaangen ass eleng bei deene Gesellschaften. Dat ka wuel nach eng Kéier an d'Luucht goen, mä am Ablack ass dat den Niveau, dee se erreicht hunn.

De 14. Punkt, wat d'Fragilitéit ubelaangt, dat ass, datt mer elo wäerten an deenen nächste Méint mat engem Projet de loi hei befaasst ginn, wat eng Rekapitulatioun vun der Lëtzebuerger Zentralbank ubelaangt. Dat ass eis an der Finanzkommissioun matgedeelt ginn - den Här Minister huet dat gëscht heit och eng Kéier erwähnt -, mä et ass eis net gesot ginn, éischters - an do wier ech frou, wann den Här Minister eis kéint do vläicht eng Äntwert ginn -, wa mer vun enger Rekapitulatioun vun der lëtzebuerger Zentralbank schwätzen, vu wat fir engem Montant datt mer do schwätzen, a wéi mer dee Finanzement och géife maachen, wou mer dee Montant géifen hierhuelen, fir d'Zentralbank ze refinanzéieren.

15. Punkt Fragilitéit: Dat sinn d'Investitiounsfongen, déi mer maachen. Mir wëssen, datt mer d'nächst Joer Rekordinvestitiounen vun 1,8 Milliarde maachen. Mir hunn och festgestallt, wann ee kuckt, datt an deene Jore virvirdrun d'Investitiounen, esou wéi se an de Budgete geplangt waren, an der Regel net ganz opgeschafft si ginn. Mir hunn awer och festgestallt, datt dat an deene leschte Joren zwar ëmmer méi no bei de Budget komm ass. Dat heescht, wann een also och dat géif bäibehalen, da misst een dervun ausgoen, datt dee ganz groussen Deel vun deenen 1,8 Milliarden 2012 géif opgeschafft ginn.

Aus de Chiffere wësse mer, datt déi Fonge sech vun 2009 op 2012 dann dierfte vun deemools 2,1 op ronn eng Milliard reduzéieren. Dat heescht an anere Wieder, datt mer mat enger Vitesse vun 300 bis 400 Milliounen d'Joer den Investitiounsfong géife reduzéieren. Mir hunn en an dräi Joer halbéiert, an 2015 wieren d'Fongen dann eidel.

Et muss een awer och wëssen, datt déi Gelder, déi do op deene Fonge gebucht sinn, keng Sue méi aus deene gudder Jore sinn, mä déi Suen, déi do nach als Écriture stinn, dat sinn am Fong Emprunten, déi mer tëschent 2006 an 2012 opgeholl hunn. Mir hunn 932 Milliounen opgeholl fir an de Fonds du rail; mir hunn 850 Milliounen opgeholl fir an de Fonds des routes. Also, insgesamt hu mer an deene leschte fénnef Joer 1,8 Milliarden Euro opgeholl, déi an d'Fongen iwwerwise gi sinn. Ouni dës Emprunté wieren d'Fongen also elo schonns eidel.

Et war also en CSV-Märchen, och bei de leschte Chamberswahlen erëm, fir d'Leit gleewen ze doen, datt opgrond vun deene gudder Joren a vun der wäitsichteger Finanzpolitik vun der CSV mer hätte kënne Reserven uleeën!

Déi Reserven, déi gëtt et scho laang net méi. Dat, wat haut op de Fonge steet, dat sinn, wéi gesot, Emprunten, déi mer an deene leschte fénnef Joer opgeholl hunn. Mä déi Emprunten do sinn och nëmme eng Écriture budgétaire, déi awer als Suen an der Trésorerie selwer net méi ze fanne sinn.

Wann den Här Minister et géif esou maache wéi d'Fra, déi deemools op d'Spuerkeess gaangen ass. Si ass an de Guichet gaangen a si sot, si géif elo gär d'Sue gesinn, déi se op hirem Spuerbuch hätt, ob déi deen Dag do sinn. Wann déi géif bei den Här Finanzminister kommen a se géif soen: „Weist eis emol an der Trésorerie, ob d'Sue vun de Fongen och nach do dra sinn!“, da kéint hie se net virweisen, well mer déi Sue schonns zu engem gudden Deel aneschtens zweckentfremt hunn. Zum Beispill de bilaterale Prêt mat Griichenland, deen ass aus der Trésorerie einfach finanzéiert ginn, well eben dat Geld do war, wat awer och legal mat eise Bestëmmunge vun de Gesetzer an der Rei ass.



Här President, dat si 15 Punkten, déi ech wollt opweisen, fir ze weisen, wéi fragile d'Finanzsituation vum Lëtzebuurger Stat ass. Dobäi hunn ech net iwwert d'Risiko geschwat, déi mer bei den Akzisen hunn, wat Bensin an Tubak ubelaangt, respektiv eis Engagementer, déi mer vis-à-vis vu Kyoto kënnen oder mussen huelen.

Den zweeten Deel, Här President, dat wier dann, wat ech elo opgewisen hunn, wou d'Finanzsituation vum eisem Land drun ass. Da muss ee feststellen, datt se ganz, ganz fragile ass. Mir hunn also net nëmmen eng Milliard Defizit pro Joer am Zentralstat, mä mir hunn eng ganz Rei vun Inconnuen, wat d'Finanzpolitik ubelaangt, eng ganz Rei vu Punkten, wou kee kann haut genau soen, wéi et an engem, zwee, dräi oder véier Joer ausgesäit.

An duerfir ass et onverantwortlech, eiser Meenung no, datt d'Regierung hei mat dësem Budget riicht virufiert wéi wann näischt wier, wéi wa keng Risiko géife bestoen, wéi wann d'Finanzen ofgesécher wieren. Alles anescht ass d'Wourecht!

Wou kann dann elo gespuert ginn? Fir d'Éischt muss ech emol soen, Här President, datt ech dat Wuert „spueren“ weder am mëndleche Rapport vum Här Rapporteur nach an der Interventioun vum Finanzminister... Gëschter ass an deenen zwee Deeg dat Wuert „spueren“ net eng kéier gefall.

Dat ass signifikativ fir dës Regierung, déi léiwer Geld zur Fënster erausgehät an op där anerer Säit Geld bei d'Steierzueler siche geet, oder déi op där anerer Säit wellt sozialen Ofbau maachen. Mä dat Wuert „spueren“ ass weder gëschter nach virgëschter hei virkomm.

Duerfir, mengen ech, ass et och sécher, datt een da verschidde Meenungen, déi een hei héieren huet, och ka verstoen. Datt eng Regierung net spuert, ech mengen, mir hunn an deene leschte Joren des Öfteren drop higewisen, wéi mer hei bei Projete wierklech d'Ham an dem Rahm gekacht hunn, wou mer Gelder zur Fënster erausgehät hunn, wou Prioritéite falsch gesat si ginn, wou haut och nach ëmmer Gelder a Projeten zur Fënster erausgehät ginn. Et huet een absolut nach net d'Gefill, wéi wann déi Regierung hei d'Situatioun vum der Zäit erkannt hätt, mä datt se riicht virufiert mat Geld zur Fënster erausgehen!

Duerfir hätte mer och gären, datt d'Cour des Comptes sollt méi Pouvoiré kréien, fir och d'Effektivitéit vum den Dépense vum Stat kënnen matzkontrolléieren. An datselwecht gesi mer och, wat d'Gemengen ubelaangt, wou mer der Meenung sinn, datt misst en Transfert vum der Kontroll geschéien, wat elo am Service financier vum Intérieur geschitt, datt dat och sollt oder misst eriwuer bei d'Cour des Comptes goen, well mer der Meenung sinn, datt net kann en Intérieur Projeten approvouéieren a gläichzäiteg se kontrolléieren. D'Finanzgestioun: Och do sollt een déi Trennung do maachen.

ler mer also ufänken, géife mir proposéieren, datt de Stat emol sollt mam gudden Beispill virgoen a spueren do, wou et geet. A bei engem Budget vun zwielef Milliarde muss méi ze spueren sinn, wéi dat, wat ee bis elo konnt mieren, nämlech näischt.

Dat Zweet, wat mir soen, wat preventiv wier: Mir schwätzen eis fir eng Scholdebremms aus, déi soll an der Verfassung geännert ginn. Mir sinn der Meenung, datt een esou eng Scholdebremms an der Verfassung sollt aschreien zu Zäiten, wou een nach wäit vum deem Punkt ewech ass, wou een ebe kéint a Konflikt mat esou enger Scholdebremms kommen.

Wann ee kuerz virdru steet, da mécht een esou eng Scholdebremms net méi, well ee sech jo net selwer da wellt kuerzfristeg eng Barrière maachen. Et muss ee se also maachen, wann een nach wäit dervun ass. An et muss natierlech dann awer och eng Scholdebremms sinn, déi ee kann anhalen, an net mat honnertausend Schlupflächer, wéi mer dat elo bei eisen Nopere gesinn, déi wuel eng Scholdebremms hunn an awer nach e ganze Koup vum Argumenter hunn, fir kënnen laanscht esou eng Scholdebremms ze kommen.

Ech mengen, grad als e klengt Land mat enger klenger Economie hu mir en Intérêt drun, fir eis Scholden a Grenzen ze halen. A mir waren eis heibannen am Fong, wéi mer dat virun zwee, dräi Joer ugefaangen hu mat diskutéieren, partiiwgergräifend eeneg, datt am Fong e Land wéi Lëtzebuerg sollt oppassen. Och wa laut de Maastricht-Kritäre 60% erlaabt sinn, ware mir eis eeneg, datt mir als kleng Economie sollten de Seuil vum 30% net iwwerschreiden. Dat wier eng preventiv Finanzpolitik fir e Land.

Mir wëssen awer elo, datt mer bannent fënnef Joer vu fënnef op bal 20% eropgaange sinn. Et geet relativ séier. A wa mer wëssen, datt mer an deenen nächste Joren och mussen Emprunten ophuelen; datt de Budget defizitär bleift; wa mer wëssen, datt Emprunté vum 2013 un oflafen, déi mer mussen nei finanzéieren, also dann de Prozentsatz duebel esou séier an d'Luucht geet, wa mer alleguer déi Inconnuen - hoffentlech triede se net an! - a Betruecht zéien, da kann et ganz séier sinn, datt mer iwwert déi 30% eraus ginn. Duerfir hu mer all Intérêt, fir direkt eng Brems anzegeheien an unzefänke mat spueren.

Duerfir wëlle mir, datt mer och an eiser Verfassung, ofgesinn dovunner, well dat vläicht op europäeschem Plang diskutéiert gëtt... Mir sinn och net frou mat deem Här Sarkozy an der Madame Merkel, déi mengen eis missen alles virzeschreien, mä mir sinn awer als ADR, an dat hu mer och schonnsgangs des Joers gesot, fir esou eng Scholdebremms.

En drëtten Punkt, wou mer eis Bemierkung wëlle maachen, dat ass den Accord salarial. Ech mengen, den Accord salarial, do hu mer... An der Debatt iwwert d'Lag vum der Natioun am Mee 2010 huet de Statsminister vum dëser Plaz aus gesot: „D'Regierung ass der Meenung, dass et an der Fonction publique bis un d'Enn vum der Legislaturperiod keng Erhéijung vum Punkt-wäert ka ginn.“ An e seet dann, mä et wier fir d'Regierung wichtig ze wëssen, ob déi aner Parteien hei am Haus eis Meenung deelen, datt et zu kenge Lounerhéijung beim Stat an deenen nächste Joren a bis zum Enn vum dëser Legislaturperiod géif kommen.

(Interruption)

Den Här Meisch huet gesot: „Nun, ech wëlle soen, fir eis ass et normal, wann a Krisenzäiten, wou de Stat kee Geld huet, mä wou e muss spueren goen, wou e Scholde mécht, datt een dann deene Leit, déi eng sécher Plaz hunn, déi net fir hir Plaz mussen all Dag baangen, net nach kann eppes bäiginn. Dat schéngt fir eis eng Evidenz ze sinn.“

An den Här Bausch huet gesot: „Fir eis ass et eng Selbstverständlechkeet, datt an där Zäit, wou mer de Moment sinn, eng Nullronn muss gemaach gi mat der Fonction publique.“

An ech hu gesot am Numm vum der ADR: „Mir als ADR schléissen eis deene véier Parteien,...“ - dat sinn elo d'CSV an d'LSAP, déi virdru scho geschwat hunn - „...déi sech an dëser Debatt schonn zu der Nullronn am öffentleche Secteur ausgeschwat hunn, un.“

Ech mengen, dat ass e staarkt Zeeche vum engem Parlament, wat a Virverhandlung praktesch eestëmme der Regierung de Réck stäipt, fir ze soen, an dëser finanzieller Situatioun kann d'Land sech, de Stat sech net erlaben, och nach eng Augmentatioun niewent dem Index an der öffentlecher Funktioun ze maachen. Duerfir si mir och fir eng Nullronn an dem öffentleche Secteur.

Et war also virun engem Joer, wou all Partei an d'Regierung heibanne sech fir eng Nullronn ausgeschwat hunn, an awer, virun de Gemengerotswahlen, wéi dat ëmmer bei der CSV üblich ass kuerz viru Wahlen, ass en Accord salarial de 15. Juli ënnerschriwwen ginn, wou eng Prime unique vum 0,9% fir d'Joer 2012 virgesi ginn ass an eng Augmentatioun vum Punkt-wäert vum 2,2%, also praktesch eng Index-tranche, déi den 1. Januar 2013 géif kommen.

Et muss een also wëssen, datt d'Regierung, obscho se e kloert Mandat huet a selwer de Statsminister dat hei gesot huet, an d'Regierung eng Situatioun hat, wéi se nach ni hat, wou all Parteien hannerun hir stinn, a si geet dann hin a mécht awer esou eng Augmentatioun hei. Dat versteet kee Mënsch am Land! An ech hunn och mat ville Statsbeamte geschwat. Si sinn natierlech frou, wa se et kréien, mä se verstinn net, wéi d'Regierung zu dësem Zäitpunkt nach kann esou e Schrack maachen.

Et muss ee wëssen, Här President, ech wëll dat ganz kloer soen, datt mir am Prinzip haut hei Geld elo léine gi fir Gehälter, wat jo awer keng Sozialfall sinn, fir déi Gehälter nach ze erhéien, an eis Kanner, déi mussen an zéng Joer déi Emprunten zrëckbezuelen!

Et muss een de Statsbeamten dat erklären, datt mir Geld léine ginn, fir eis Gehälter ze erhéien, inklusiv eis heibannen, well mir gi jo och als Statsbeamte bezuelt, datt mir elo eis Gehälter héije gi mat engem Emprunt a mir soen zu eise Kanner: „Mir hunn eis et virun zéng Joer gutt goe gelooss, an dir musst elo zéng Joer méi spéit kucken, datt dir déi Augmentatioun, déi mir eis virun zéng Joer nach derbäiginn hunn, finanzéiert kritt; well an zéng Joer wäerte mer och nach kee Geld hunn, da mussen déi erëm Gelder léine goen, fir datt an zwanzeg Joer déi dann den Accord salarial vum dësem Joer bezele kënnen.“

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Déi Sue fir d'Banken hutt Der awer net esou heftig kritiséiert, Här Gibéryen, virdrun. D'Banke kréie jo och 2,7 Milliarden als Garantie an och als aner Hëllef. Dir als Gewerkschaftler oder fréiere Gewerkschaftler...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir kommt herno drun,...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Entschëllegt!

► **M. le Président.**- ...a wann ech gelift stellt eng Fro, mä fuert net engem Riedner einfach esou a seng Interventioun eran! Här Gibéryen, fuert virun!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech wëll dem Här Urbany just soen, och als Gewerkschaftler, fréiere Gewerkschaftler, datt doduerch, datt de Stat déi Banke gerett huet, mer d'Léin an d'Plaze vum all deene Leit, déi op deene Banke geschaff hunn, och gerett hunn. Dir hätt déi wahrscheinlech dann d'Baach erofgoe gelooss...

(Interruption)

...mat Äre kommunisteschen Naupen, déi Der nach ëmmer hutt. Op jidde Fall, mir hunn eis Responsabilitéit iwwerholl, an déi Leit hunn hir Plazen haut nach behalen.

Bon, Här President, en anere Punkt, dat ass, den Här Frieden huet gëschter hei gesot - dat huet awer mam Accord salarial ze dinn -: „Net Popularitéit, mä Responsabilitéit muss ons leeden.“

Also, ech muss soen, wann ech den Accord salarial kucken, da géif ech soen, dann huet sécherlech net d'Responsabilitéit, mä d'Popularitéit d'Regierung do geleet.

E weidere Punkt, Här President, dat ass den Index. D'ADR ass fir d'Bäibehale vum Index. A mir soen och hei eise Message un d'Tripartite: Mir géife léiwer eng Nullronn gesinn, datt en Accord géif getraff gi mat de Gewerkschaften, souwuel aus dem öffentleche wéi dem Privatsektor, datt ee soll eng Nullronn maache bei de Gehälter, an et sollt een den Index bäibehalen, an domadder kritt jiddweree säi Kafkraaftverloscht ausgeglach, an op där anerer Säit géife mer dann d'Gehälter roue loossen an där Situatioun, wou mer elo am Ablack sinn.

An da soll d'Regierung higoen, se soll hir Aarbecht maachen, deen alen an deen nie Wirtschaftminister, a se sollen d'Inflatioun bekämpfen. Well wa mer d'Inflatioun bekämpfen, wou mer jo hei a Lëtzebuerg awer am Ablack amgaange sinn, Rekorder opstellen, wat d'Inflatioun ass, wou e gudden Deel vum der Inflatioun eng hausgemaachten Inflatioun ass; wa mer also géifen ophalen, eis eng hausgemaachten Inflatioun ze maachen, mer géifen erëm iwwer eng Präiskontroll schwätzen, da kréiche mer keng esou héich Inflatioun méi hei am Land, da kréiche mer eng Inflatioun, wéi se an aneren europäesche Staten d'Normalitéit ass.

A wa mer keng héich Inflatioun hunn, da kréie mer och manner Indextranchen. Da kréiche mer also eng Situatioun, wou mer d'office net all zwielef Méint oder all puer Méint oder all zwielef Méint eng Indextranche kréien, da géifen déi no hanne réckelen.

Also, mir soen ganz kloer, mer sollten den Index bäibehalen, mer sollte mat de Gewerkschaften am privaten an am öffentleche Secteur schwätze fir eng Nullronn. Dat huet nämlech och de Virdeel, wa mer den Index bäibehalen, datt all déi Leit, déi net ënner Kollektivvertrag falen, an dat sinn der vill, an de Gros vum deene sinn déi mat deenen niddregste Revenuen, mat den niddregste Paien, wann déi keng Indextranche kréien, da kréien déi keng Augmentatioun, well et keng Kollektivvertrag gëtt, an doduerch, datt mer den Index maachen, kritt jiddweree säi Kafkraaftverloscht hei ausgeglach. An ech mengen, dat kënnt och eisem Commerce zegutt. Wann de Leit hir Kafkraaft erhal gëtt, dann investéiere se och, an dat kënnt dann och eise mëttelstännegen a klenge Betreiber zegutt.

E weidere Punkt, dat ass déi selektiv Sozialpolitik. Do ass elo scho laang vill driwwer geschwat ginn, an et ass selbstverständlech och an dëser Debatt doriwuer geschwat ginn. An ënner selektiver Sozialpolitik, do versteet jiddweree eppes anescht.

Ech mengen, den Här Lux huet de Moien hei gesot, an ech mengen, et war och den Här Meisch, dee frou war, datt d'CSV sech och elo méi konkret bei der selektiver Sozialpolitik beweegt. Ech hu virdru geschwat vum dem Géisskanepinzipp, wou mer iwwert d'ganz Land gefuer sinn. Bon, ech mengen, de Rapporteur huet eng relativ kloer Sprooch geschwat, wat déi selektiv Sozialpolitik ubelaangt.

Eis Chamber huet jo och eng Televisiounschaîne, an do war eng Table ronde elo virun enger Woch drop, wou dann d'Représentanté vum de Chambres professionnelles waren. Och eise Rapporteur, den Här Gilles Roth, war an

där Table ronde derbäi. An dunn ass hien natierlech och drop ugeschwat ginn, wéi hie sech déi selektiv Sozialpolitik géif virstellen, an huet dann och eng ganz kloer Äntwert ginn.

E war allerdéngs virsichteg, en huet se a sengem perséinlechen Numm gemaach, en huet se net am Numm vum der CSV gemaach, well e weess net, ob d'CSV esou wäit géif matgoen, huelen ech un,...

(Interruption)

...well en huet nämlech gesot, een, deen e Joeresrevenu huet vum iwwer 500.000 Euro d'Joer, wier hien der Meenung,...

(Hilarité)

...dee bräicht kee Kannergeld méi ze kréien. Dat huet mech un dee Sportler erënnert, deen d'Lat ëmmer esou héich geluecht huet, datt e gutt drënner erduerchkomm ass.

(Hilarité générale)

Dat heiten och mat 500.000 Euro d'Joer, do hat de Rapporteur d'Lat esou héich geluecht, ech mengen, wie kënnt nach dodrun? Also, an och déi do géifen drënner leien, dat bréngt wahrscheinlech eng Onmass vu Geld dann eran, datt de Statsbudget bannent e puer Woche saniert wier!

(Hilarité)

An dëiselwecht Kerb huet de Rapporteur gëschter heibanne geschloen, wéi e vum de Klengspuerer geschwat huet, wou ee kéint...

(Interruption)

...bei de Klengspuerer vum 200.000 Euro d'Joer... Do hunn ech mer geduecht: Dee Rapporteur do, a wat fir enge gesellschaftleche Kreesser beweegt dee sech do, wou se 500.000 Euro d'Joer verdéngen an déi Klengspuerer jiddweree 200.000 Euro op der Säit huet?!

Hei sinn d'Kresser, dat ass d'Sphär, wou d'CSV sech dra beweegt; do muss ech Raute wénken, do kann ech net méi matschwätzen.

(Hilarité)

Ech kennen déi Leit do net, also wierklech, mä et gesäit een awer, datt d'CSV elo bereet ass, haart durchzegräifen, an op der richteger Plaz amgaangen ass, do Akzenter ze setzen. Duerfir soll dann och d'Quellesteier vum zéng op 15% erop, fir datt déi kleng Leit do haart solle getraff ginn.

Eh ben, ech mengen, déi Leit, déi haut Gelder op de Spuerbicher hunn, déi kréien emol net méi esou vill Zënsen, wéi d'Inflatioun ausmécht, déi verléiere schonn all Dag. A wann dann och nach d'Quellesteier erhéicht gëtt, dat ass also en Encouragement, fir iwwerhaupt net méi ze spueren.

An da maachen ech mer Suergen ëm déi Leit do, wat déi da mat hirem Geld do maachen, wa se och schonn näischt méi op der Bank wäerte kréien. Mä wéi gesot, dat ass déi selektiv Sozialpolitik, wéi d'CSV se hei ganz gutt dokumentéiert huet a wéi se se och an deene leschten zéng Joer ganz aktiv bedriwwen huet, wëll ech soen.

Här President, wa mer vu sozialer Selektivitéit schwätzen, mengen ech, da sollte mer kucken, wou hei am Land d'Aarmut ass. A wa mer wëssen, datt hei am Land 14,5% vum de Leit ënner der Aarmutsgrenz leien an ouni Sozialtransferten dat 45% wieren, wa mer wëssen, datt eleng erziend Familjen, meeschtens sinn dat jo Frae mat Kanner, datt do 46% sinn - also, praktesch all zweet eleng erziend Mamm hei am Land läit ënner der Aarmutsgrenz, oder Famillje mat méi Kanner, déi och ënner der Aarmutsgrenz leien -, dann ass et fir eis do, datt mer déi sozial Selektivitéit ubauen, an datt mer virun allem deene Familjen, den eleng erziende mat Kanner a Famillje mat méi Kanner, datt mer deene mussen hëllef.

An duerfir war et och falsch vum der Regierung, fir grad d'Kannergeld ze desindexéieren. Et war falsch, fir d'Mammerent vu 65 Joer op 60 Joer ze setzen. A mir sinn och duerfir ëmmer derfir agetraat, datt ee sollt d'Negativsteier iwwer Crédits d'impôt aféieren, fir virun allem deene Familjen iwwer Steierkreditter Suen zoukommen ze loossen. Déi bis elo am Fong am meeschten dovu vertrieben, dat sinn dem Här Roth seng Frënn, déi bis elo am meeschte vum där Steierpolitik profitéieren. Mir sinn der Meenung, datt ee sollt Steierkreditter aféieren, d'Negativsteier, da géifen déi richteg Leit dat kréien.

Duerfir proposéiere mir och eng Aféierung vum engem Betreierungsgeld, wou mer am Fong soen, wou ee soll all déi familjepolitesch Zoulaagen zesummeféieren an all Famill déi zoukomme loossen. An och all déi Moosname sollten eiser Meenung no der Steier ënnerworf ginn, sou datt ee se da kierz op deem ieweschten Niveau an op deem ënneschten Niveau léisst ee se ganz.



Mir si souguer der Meenung, et sollt ee se héijen a se dann der Steier ennerwerfen, datt dat fir de Statsbudget finanzpolitesch neutral bleift, mä da gi mer d'Geld dohinner sichen, wou et ass, a mir ginn et dohinner, wou et gebraucht gëtt.

Dann hu mer eng sozial Komponent dran, an an eiser Iddi géif eng Famill wéi déi aner behandelt ginn. De Stat géif sech net méi dran améschen, ob eng Famill décidéiert, hir Kanner selwer ze erzéien oder ob se se a Strukture gëtt. D'Erzéiungsarbecht doheem géif unerkannt ginn. D'Mamm, déi doheem ass, géif sozial ofgeséichert ginn, well an eiser Iddi och d'Mamm misst, dann, wa se dat Betreuungsgeld kritt, och all Mount eng Cotisatioun an d'Pensionskeese bezuelen.

E weidere Punkt ass d'Fraude fiscale, Här President, wou mer och der Meenung sinn, wéi de Rapporteur, datt een der Steierverwaltung misst méi Leit bäiginn, well, wann ee mat deene Leit schwätzt, et sinn nach vill Gelder, déi kéinten eragedriwwen ginn. Et gëtt vill Steierhannerzëiung gemaach. An duerfir soe mir, et sollt een effektiv higoen an der Steierverwaltung déi Leit ginn, well déi Leit géifen dem Stat wierklech Gelder erabrénge, Gelder, déi mer brauchen.

An och hei si mir der Meenung, datt ee bei den Abattementer sollt iwwerkucken, ob all Abattementer, déi viru Joren agefouert si ginn, ob déi nach geschéilt sinn. A wéi viru bei der familljopolitescher Diskussioun gesot, datt een do sollt eng Rei vun deenen Abattementer a Crédits d'impôt émwandelen, fir datt och all Mënsch dovunner ka profitéieren.

Et kann ee selbstverständlech iwwert d'Reforme administrative schwätzen, mä dat ass scho bal langweilig. Mir schwätze schonns vun un datt ech hei an der Chamber sinn iwwert d'Reforme administrative. An déi successiv Ministeren, déi ginn all puer Joer déck Broschüren eraus mat grouse Programmer, mat 50 Punkten, mat 100 Punkten, wat alles do gemaach gëtt, an da leeë se dat an den Tirang, bis deen Nächste kennt an dat mécht.

Mä wann ee kuckt bei de Leit um Terrain, da brauch een nëmmen d'Avisen zu dësem Budget ze kucken vum de Berufschamberen, déi domadder mussen liewen, d'Chambre de Commerce an esou virun, an da gesäit een, wat fir ee vernichtend Uerteel déi iwwert déi Réforme administrative hunn, déi jo anscheinend scho stattfonnt huet, well d'Regierung seet ëmmer, si hätt scho vill gemaach, mä et huet nach just keen eppes dovun am Land gemierkt.

An duerfir ass och ganz kloer, wat se gemaach huet. Si huet nämlech näischt bis elo gemaach, an dat ass also och eppes, wat mer nach mat viruschleefen, mä dorunner hänken eis Betriber hei am Land. Wa se am Prozedurenschungel hänke bleiwen an an de Paperassen, komme se net virun. Dat ass och, wéi gesot, des Regierung, déi och nach näischt Konkretes an deem Punkt gemaach huet.

E weidere Punkt, wou mer der Meenung sinn, datt misst eng Reform kommen, ass bei de Renten, an dat souwuel privat an öffentlech. Ech mengen, doriwirer brauche mer keng Diskussioun méi ze féieren. Ech mengen, bei allem, wat mer wäerten änneren, ginn ech dovun aus, datt dat fir déi zwee Regimer ass, datt mer do keng Differenz méi maachen.

Mir hunn als ADR unganks vum Joer Propositione gemaach, fir datt eise Pensionsystem kéint laangfristeg ofgeséichert ginn. Mat engem permanente Wuesstum vu 4% wier de System laangfristeg ofgeséichert. D'Fro ass awer, ob mer eis dann de Konsequenze vun deene 4% bewosst wieren.

Éischtens, ob mer et fäerdegbrénge, fir permanent 4% Wuesstum ze maachen. Dat décidéiere mir net hei zu Lëtzebuerg selwer, dat gëtt um Niveau vun der Weltökonomie décidéiert. An och, wa mer dee Wuesstum hätten, datt dat géif bedeiten. Da mussen mer wëssen, datt mer müssen am Joer 2050 1,5 Milliounen Baitragszueler hunn. An dann ass de Problem net geléist, mä dat geet jo dann ëmmer virun, an 2070 wiere mer scho bei dräi Milliounen, an da wier de Problem nach net giess.

Da mussen mer eis d'Fro stellen: Wëlle mer déi Entwécklung - jo oder neen? Mir soe ganz kloer, mir wëllen déi Entwécklung net. A wann een déi Entwécklung net wëllt, wann een deenen nächste Generatiounen dat net wëllt zomudden, datt eis Gesellschaft sech misst esou entwéckelen, da muss een och bereet sinn, fir eppes ze änneren.

Mir hunn eng Rei vu Propositione gemaach. Ech ginn aus Zäitgrënn elo net méi dorop eran. De Minister soll jo dës Deeg oder dës Joer nach seng Propositionen op den Dësch leeën. Mir sinn der Meenung, datt mer eis da sollten zesummesetzen a verstänneg schwätzen, fir Léisungen ze sichen. Mä kloer ass: Wann een näischt um System ännert, wann et esou viruleeft, da lafe mer an eng Katastroph eran, well

da komme mer net derlaanscht, datt mer deene kommende Generatiounen esou eppes oppierden, wat kee vun eis wëllt maachen.

Dann ee Punkt nach: d'Finanzierung vun Europa. Mir wëssen, datt vun der Europäescher Kommissioun proposéiert gëtt, eng Finanztransaktionssteuer anzeféieren, wouvun een Drëttel soll an den Nationalbudget fléissen an zwee Drëttel sollen an den EU-Budget fléissen, an et soll 1% vun der TVA och an den EU-Budget fléissen.

Zum Prinzip géif ech soen, datt mir als ADR dergéint sinn, datt et europäesch Steiere gëtt. Steieren dierfe fir eis nëmmen national sinn. Den europäesche Budget dierf nëmme vun den nationale Budgete finanziert ginn, an déi eenzel Staten décidéieren eleng a selwer iwwer hir Steieren.

Wann en Accord géif fonnt gi fir eng Finanztransaktionssteuer, déi dann awer op nationalem Plang géif agefouert ginn, gemaach ginn, dann awer nëmmen ënnert der Konditioun, datt déi iwwert d'Grenze vun eisem Land, iwwert d'Grenze vun Europa géif erausgoen an datt se och an all aner Länner, wou Finanztransaktiounen stattfannen, sief dat England, d'Schwäiz, Singapur oder Hongkong, misst applicabel sinn.

Da muss een och wëssen, datt duerch d'Afëierung vun enger Finanztransaktionssteuer hei zu Lëtzebuerg eist Geschäft mat den Derivate géif ewechfalen. Doriwirer si mer informéiert ginn.

Dann en anere Punkt, deen ee muss wëssen: Géif den europäesche Budget direkt iwwer eng Finanztransaktionssteuer finanziert ginn, géife Länner wéi Lëtzebuerg, déi eng relativ kleng Ökonomie, awer e staarke Finanzsektor hunn, prozentual vis-à-vis vun deenen anere State méi an den europäesche Budget, an d'europäesch Keess abezuelen, wéi dat déi aner State géife maachen. Dat kann net sinn, an duerfir dierf eis Regierung eiser Meenung no och esou enger Regelung net zoustëmmen.

Zum Schluss, Här President, e puer Wuert iwwert de Chômage. Ech mengen, de Chômage, dee klëmmt rapid, dee klëmmt rapid hei zu Lëtzebuerg! Mir ginn elo un d'Grenz - wa mer d'Beschäftigungsinitiative mathuelen - vun 20.000 Leit erun. Mir sinn an enger permanenter Progressioun, kommen u 6%. An theoretesch misst een déi Leit, déi an der Siderurgie an den CDR beschäftigt sinn, och nach als Chômeure mat bäihuelen.

Et muss ee wëssen, datt de Jugendchômage hei zu Lëtzebuerg Rekorder huet elo scho vun 18,7% vun de Jugendlechen, déi am Chômage sinn. Dräi Véirel vun den Demanduren hu kee schouleschen Ofschloss. An trotzdeem mer all Joer 10.000 netto Aarbechtsplaze schafen, kréie mer et net fäerdeg, hei am Land de Chômageproblem ze léisen. Dat ass dorop zréckzeféieren, wéi gesot, well mer eben eng schlecht Formation, eng schlecht Schoulbildung hunn. Mir proposéieren - an ech ginn d'nächst Woch dann an där Debatt iwwert d'Reform vun der ADEM méi dorop eran -, datt een am Fong och misst d'Beschäftigungsinitiative méi an d'ADEM integréieren.

E weidere Punkt, Här President: Et muss een oppassen, datt d'Schaffe sech erëm rentéiert. Mir mussen feststellen, datt d'Differenz tëschent dem RMG an dem soziale Mindestloun fir d'Jonggesellen nach ënner 200 Euro läit. Wann een dann och nach bedenkt, datt deen, dee schaffe geet, nach Käschten huet mat Déplacement an esou virun, sou datt een da vläicht seet, ee Jonggesell, ob e schaffe geet oder net schaffe geet, ob en de Mindestloun oder den RMG kritt, dat ass datselwecht.

Mir sinn der Meenung, datt d'Schaffen erëm muss interessant ginn. Duerfir deponéiere mer och eng Motioun, wou d'Regierung sollt eng Etüd maachen iwwert de Wee vun de Steieren, fir Crédit-d'impôt anzeféieren, déi dann och dem Mindestlounbezéier géifen entgéintkommen, an doduerch iwwert de Wee vun de Steieren de Mindestloun géif gehéicht ginn, an do erëm méi eng grouss Differenz tëschent dem RMG, wat eng wichteg sozialpolitesch Moossnam war, fir datt déi da kann op de Mindestloun dropgeschloen ginn, an dann erëm méi eng grouss Differenz do ass.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que la différence entre le revenu disponible du salarié à revenu minimum et le revenu disponible du bénéficiaire du RMG est minimale et tend à devenir nulle;

- qu'il y a lieu de maintenir l'attractivité du salaire social minimum pour ouvrier qualifié et non qualifié et des personnes à faible revenu par rapport au niveau du revenu disponible du bénéficiaire du RMG;

demande au Gouvernement

- d'étudier les modalités d'augmentation du revenu disponible des salariés bénéficiant du SSM pour ouvrier non qualifié et qualifié et des salariés à faible revenu par une augmentation du crédit d'impôt salarié, voire par une révision du barème d'impôt;

- de déposer un projet de loi permettant d'atteindre cet objectif au courant de l'exercice 2012.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombara, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Et muss een och wëssen, datt d'Entwécklung an der Stolindustrie, Här President, an Afloss huet op d'Beschäftigungspolitik. Wann ech viru gesot hunn, datt mer bal 20.000 Chômeuren hunn, muss een och kucken, déi Leit, déi an der Cellule de reclassement, der CDR an der Stolindustrie sinn, datt dat och, et kéint ee bal soen, Chômeuren an engem gewëssene Sënn sinn.

An hei wëll ech drop opmierksam maachen, datt mat där Politik, déi momentan an der Stolindustrie gemaach gëtt, ee muss wëssen, datt dës Industriesektor, d'ArcelorMittal, wann déi wäert weider staark reduzéieren, datt dat och Schëffleng, Rodange bedeit, datt dat och seng Konsequenzen huet fir zum Beispill den Transportsektor, d'CFL-Cargo, déi da praktesch e groussen Deel vun hirem Marché verléiert, de Camionssektor TRA verléiert dervun, de Mäerterter Hafe wäert de gréissten Deel vu sengem Émschlag verléieren.

Et muss een also wëssen, wat hannert dem Ofbau vun ArcelorMittal belaangt (veuillez lire: steet) an datt do och eng Zäitbomm tickt.

Ech hu viru gesot, wéi mer iwwert d'Banke geschwat hunn, vum Katar, wat d'Garantien ubelaangt. De 27. Juni 2006 hei an der Chamber huet eise Statsminister gesot, wéi hei d'Fro gestallt ginn ass, wat fir eng Garantien datt mer vu Mittal hätten, wéi se Arcelor iwwerholl hunn, huet den Här Statsminister hei de 27. Juni gesot, déi Garantie fir d'Stolstanduerter zu Lëtzebuerg hu mir awer kritt. A weider sot den Här Statsminister a senger Interventioun: Déi Leit, déi op eise Schmelze schaffen, hu maximal Garantie kritt, wat d'Erhaltung vun hire Beschäftigung ubelaangt. Mir hunn all Garantie vu Mittal kritt.

D'Fro ass haut erlaabt un eisen Här Statsminister, dee jo entschëllegt net do ass haut: Wat fir eng Garantien huet den Här Juncker oder d'Lëtzebuurger Regierung vum Här Mittal da kritt? Wa se Garantie kritt hunn, da brauche mer eis jo keng Gedanken ze maachen. Da misst jo alles an der Rei sinn. Da bleiwen déi Standuerter erhalen.

Wa se awer net erhale bleiwen, hu mer da keng Garantie kritt? Si mer da belu ginn? Et muss ee sech déi Fro stellen. Wann ee Statsminister heihinnerkennt an e seet, en hätt Garantie kritt, datt déi Standuerter géifen erhale bleiwen an datt déi Beschäftegt an der Stolindustrie sech keng Suerge brauchen ze maachen, de 27. Juni 2006 op dëser Plaz, wéisse mir gär vum Statsminister a vun der Regierung, wat fir eng Garantie se da kritt hunn. War dat beim Kaffiskränzchen? War dat, wou se sech grad ofgekësst hunn, datt een dem aneren eppes an d'Ëwer geflüstert huet? Oder waren dat verbindlech Garantien, déi schréfflech festgehale gi sinn?

Mir wéisse dat gären, wat de Statsminister de 27. Juni 2006 hei op dëser Plaz gesot huet, vun deene Garantien, déi si um Här Mittal kritt hätten, wat d'Standuerter an d'Beschäftigung ubelaangt huet. Et kann een net heihinnerkommen a soen, et hätt ee Garantie kritt, wann ee keng huet.

Dat gesot, Här President, kommen ech zum Schluss. Mir sinn als ADR iwwerzeegt, datt d'Leit am Land bereit sinn, am Interesse vun der Zukunft vun dësem Land an de kommende Generatiounen, fir gewësse Sacrificer op sech ze huelen, ënnert der Konditioun, datt d'Regierung Kloertext schwätzt, Transparenz an de Statsfinanze mécht. An ech erënneren nach eng Kéier un d'Solden an der Kierperschaft.

Datt déi Sacrificer sozial gerecht verdeelt ginn, datt d'Situatioun vun eleng erzéende Famillje mat Kanner an d'Prioritéit geréckelt gëtt an datt déi Leit, déi méi verdéngen, deementsprechend och mussen méi droen.

D'gerecht Verdeelung tëschent physische Persounen, öffentlechen a Privatsektor, physische Persounen a Gesellschaften. Wann d'Leit d'Gefill kréien, datt déi Laascht sozial gerecht verdeelt ass an datt jiddweree säin Obolus zu senger Méiglechkeeten dréit, sinn ech iwwerzeegt, datt d'Lëtzebuurger bereit sinn, an och mir als Oppositionspartei, dee Wee hei matzegoen, fir och dësem Land an eise Kanner eng schéin Zukunft ze garantéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Finanzminister huet gëschter hei gesot, an deenen nächste Jore wier dee groussen Test fir d'Politik, géif doranner bestoen, wann d'Länner op d'Finanzmäert Sue wäerte léine goen. En huet domat, mengen ech, an enger ausseruerdentlech daitlecher Form gesot, wien hei an Europa regéiert. Ob et d'Politik ass, déi d'Norme setzt, oder ob et d'Finanzmäert sinn, déi d'Norme setzen.

Déi däitsch TAZ, déi Zeitung, huet viru Kuerzem geschriwwen: „Nicht nur Staaten, sondern auch die Parlamente sind postsouverän geworden. Statt Gewalt herrscht Sachzwang, Haushaltsdisziplin und Expertentum. Parlamente und Parteien haben sich gänzlich der Logik der Märkte unterworfen und ihnen ihre hoheitlichen Kompetenzen überlassen. Das Kriterium für gutes Regieren lautet nun: Wie reagieren die Märkte?“

Här President, wéi d'Politik sech zum Beispill u sougenannt Sachzwäng upasse kann, weist déi geplangte Budgetreform vun der Regierung. Op Aluedung vum Här Frieden huet d'OECD elo e Rapport iwwert d'Budgetsprozedur zu Lëtzebuerg verfaasst, an deem se eng Rei vu Recommendationen mécht. Obschonn ech net Member sinn an där Kommissioun, wou dee Pabeier virgestallt ginn ass, fannen ech et awer fir wichtig, hei e puer Konklusiounen draus virzedroen.

D'OECD-Experte schloen zum Beispill vir, déi staatlech Investitionsfongen opzeléisen. Domat géife Sue fir d'Zukunft agespuert ginn, gëtt gesot, fir d'Schold vun haut erofzesenken. Wie profitéiert dovunner? Natierlech déi räich Geldbesëtzer, déi och Créancieré vun de Staten, deene se a ville Fäll keng Steiere méi bezuelen, mä Sue léinen. An d'Zukunft gëtt dobäi geopfert, wann Investitionsfongen opgeléist ginn. Wann déi Recommendationen selbstverständlech sech duerschetze wäerten, dat gesi mer jo dann nach.

A well d'Schold awer zu Lëtzebuerg esou nidreg ass, soen och déi Experten, sollten d'Suen aus den Investitionsfongen och geholl ginn, fir entweder an de Pensionsfong vun der Rentekess ze stiechen, oder, wann do keng zousätzlech Sue méi gebraucht ginn, domat e Rentensystem fir d'Statsbeamten ze schafen, deen - nun haalt lech un! - um Kapitalisationsprinzip berout. A béide Fäll géifen erëm eng Kéier d'Finanzmäert déi sinn, déi dovun profitéieren, an da gëtt nach gesot, wann dann nach Iwwerschëss am Budget wieren, da sollten d'Steiere gesenkt ginn.

Här President, d'Salariatskummer seet an hirem Avis zum Budget, dass Stabilitéitsprogrammer a Scholdebremmen eigentlech zum Zil hunn, fir d'öffentlech Dépenses a fir d'Steierbetrag ze senken an ze verhënneren, dass de Stat nach Iwwerschëss behält, mat deenen e Politik maache kann.

Esou eng Politik gëtt och gedeelt vum Finanzminister, dee gëschter hei nach formell bei senger Duerleung zur Dexia-Affär d'Thees opgestallt huet, et misst een ëmmer fir d'Éischt eng Léisung mam Privatkapital fannen. Dat wier d'iewescht Prioritéit vun der Wirtschaftspolitik zu Lëtzebuerg, huet den Här Frieden gëschter hei deklaréiert.

Dat ass natierlech eng reng ideologesch Haltung, wéi ee se eigentlech och net anescht erwaart vun deem maartradikalen an onflexibele Firsprecher vun den Interesse vun de Finanzmäert hei.

Ech wëll nach zwee weider kuerz Beispiller zitieren aus deem Pabeier vun der OECD. Et gëtt zum Beispill virgeschloen, eng Regel anzeféieren, déi verhënnert, dass de Budgetsëquilibrium duerch nei Steieren erëm kann hiergestallt ginn. Zesumme mat enger Bannung vun den Dépenses un d'Entwécklung vum PIB géif esou d'Part vum Statsbudget um geschafene Räichtum agefruer ginn; op d'mannst no uewen.

Et gëtt och an deem Pabeier gesot - an et wonnert mech eigentlech, dass nach keen dat hei opgegraff huet -, dass d'Chamber nach nëmme méi géif de Budget presentéiert kréien a senge grouse Richtlinnen, a sech dann och während e puer Joer dorunner misst halen, an dass och déi eenzel Ministeren hir Ausgabe géifen an deem Budget gedeckelt kréien.

Wat dat bedeit, ënner anerem fir d'Souveränitéit vun engem Parlament iwwert d'Kontroll vum Budget, déi jo historesch gewuess ass an



och erkämpft ginn ass, dat muss sech an Zukunft nach erweisen. Ech fäerte just, dass sech hei e weideren historesche Réckschlag ukënnege wäert.

Déi Budgetsreform, déi jo nach soll diskutéiert ginn, gräift och am Fong geholl schon deenen europäeschen Diskussiounen iwwer eng konstitutionnell Budgetsreform, déi sougenannte gëlle Regel, vir. Déi iwwregens, dat wëll ech awer och hei soen, an Amerika an den 80er Jore vum Ronald Reagan agefouert ginn ass an e wesentleche Bestanddeel vun de sougenannten „Reaganomics“ war, déi och där Politik vun haut schon deemools virgegraff huet.

An den nächste Wochen a Méint ass ze fäerten, dass zu Bréissel Weiche gestallt gi fir eng europäesch Regierungsform, déi een net méi kann als ganz demokratesch bezeichnen, déi ee kann als autoritär bezeichnen, déi net demokratesch legitiméiert ass, och ënner anerem duerch d'Europaparlament, an déi souguer risquéiert géint bestehend EU-Verträge ze verstoussen, zum Beispill bei der Zweedrittelmajoritéit; déi mussen d'Staten hu fir géint eng..., fir eng Sanktioun vun der Kommissioun zréckzeweisen.

Dat ass eng Bestëmmung, déi steet net am europäesche Vertrag iwwer de Fonctionnement vun der Unioun. Et steet souguer de Contraire dran: Et misst eng Zweedrittelmajoritéit derfir do sinn.

Ech mengen, dass d'Lëtzebuurger Regierung bei all deenen Diskussiounen eng relativ wichteg Roll spillt. Den Här Frieden huet och geschéier hei onmëssverständlech d'Argumentatioun vun de Ratingagencen iwwerholl. E sot just, si hätten zum falschen Zäitpunkt sech öffentlech iwwer den Triple A vun den Eurostaten ausgeschwat.

Mä ech mengen och, dass et keen Ënnerschied a Wierklechkeet gëtt zwëschen dem Här Frieden an dem Här Juncker. Well och den Här Juncker ass en Exponent vun där Politik. Zum Beispill, wann en als Eurogroup-Chef vu Bréissel aus par personne interposée Lëtzebuerg Oplage mécht, wéi se sollten d'Rente verschlechteren, den Index manipulieren, den öffentlechen Déngscht verschlechteren, an alles nëmme mam Zil, fir de Lounniveau zu Lëtzebuerg ze senken, deen als ze héich emfonnt gëtt an deen emfonnt gëtt, dass en der Kompetitivitéit vun der Lëtzebuurger Ekonomie géif am Wee stoen. Do notzen och all Etüde vun der Chambre des Salariés dann näischt, déi just de Contraire beweisen.

Här President, d'Opbausch vum Statsdefizit geschitt an Europa zu engem groussen Deel mat deem ganz kloren Zil, strukturell Reformen duerchzusetzen. Duerfir, mengen ech, muss een och déi Erpressungsmanövere vun de Ratingagencen de Moment an deem Kontext gesinn.

„Der Krieg der Banken gegen das Volk“, dat ass den Titel vun engem Artikel vun haut an der groussbiergerlecher däitscher FAZ. Do spillt eng Dramaturgie, déi do bewosst an d'Feld gefouert gëtt, déi besonnesch awer am Fall vu Lëtzebuerg komplett déplacéiert ass, well grad Lëtzebuerg respektéiert jo, wéi mer all wëssen, d'Maastricht-Kritären als eent vun deene Länner, déi am wäitste vun de Grenzen, déi do gezu ginn, ewechleien.

A wann ee weess och nach, wou déi Schold hierkënn - zum Deel, zu engem groussen Deel vun deenen 2,7 Milliarden, woufir de Lëtzebuurger Stat sech elo engagéiert huet, während 20 Joer am Ganzen, fir dat, wat een d'„bad bank“ vun der Dexia kann nennen, mat Statsgelder ze garantieren -, da gesäit een am Fong geholl, wéi verréckt déi Politik ass, déi gemaach gëtt.

D'Regierung an och, muss ech soen, d'LSAP an der Regierung hält awer dru fest, an ech mengen, all Partei schéngen hei dru festzhalen, fir d'Schold bis 2014 op null erofzesetzen an duerno souguer e Boni ze maache bei de Statsfinanzen, e Produit, wéi dat neierdängs an der Maastrichter Sprooch heescht.

Dat ass zwar géint all wirtschaftlech Logik an entzitt dem Land weider Substanz. An dat sot keen anere wéi haut am Leitartikel vum „Tageblatt“ den Alvin Sold, dee geschriwwen huet: „Und wie ärgerlich, dass eine LSAP hilft, Luxemburg tiefer in die Rezession zu stürzen. Das war nie ihr Auftrag.“

D'Regierung wëllt elo mat allerhand Organisatiounen schwätzen. Wouriwwer? Iwwer d'Transferte vun universale Sozialrechter an iwwer selektiv Sozialpolitik, déi jo am Fong geholl näischt aneschters mécht, wéi Plooschteren dorëmmer ze verdeelen, well déi universal Rechter sollen ofgebaut ginn.

No de geplangte Verschlechterunge beim „bëllegen Akt“, déi wäerte substanzuell grad fir déi ausfallen, déi sech eng ekologesch Erneuerung vun hirem Haus net leeschte kënnen, gëtt elo offensichtlech d'Aaxt ugesat bei de Steierabattementer, wat d'Steierlaascht natierlech fir d'Stéit wäert an d'Luucht setzen.

Dann d'Famillenzoulagen. Hei gouf jo scho kräfteg an der Vergaangenheet gespuert duerch d'Desindexierung. Ech muss soen, ech akzeptieren net, wann eng Spuermoosnam, déi wierklech eng reng Spuermoosnam ass, als eng Moosnam vu sozialer Gerechtegkeet duergestallt gëtt. Well e Besserverdänger schuet engem Klengverdänger net, wann e Kannergeld kritt. Kritt en et awer ewechgeholl, fällt och innerhalb vum Salarat déi noutwendeg Solidaritéit ewech, zum Beispill wann an Zukunft d'Kannergeld soll gekierzt ginn.

Et ass e bësse wéi beim Index. Beim Index dierft jo grad d'Patronat am Bankesektor vun engem gedeckelten, fälschlecherweis sozial genannten Index profitieren. An duerch eng Politik vun niddrege Steieren op Gewënner, Kapital an héich Léin profitieren virun allem och erëm eng Kéier déi Besserverdänger, souguer wann hiert Kannergeld géif mat besteiert ginn.

Gerecht ass eng Steierpolitik, déi de Räichtum wierklech besteiert an net zu enger ëmgekierter Ëmverdeelung féiert vun direkten zu indirekten, sozial ongerechte Steieren. Elo soll jo och d'TVA erëm eng Kéier erhéicht ginn. Dat ass jo ee vun de Virschléi, deen am Budgetsrapport gemaach ginn ass. An et ass och net richtig, dass et an der Vergaangenheet gefouert huet vu Steieren op de Betriber an um Kapital zu Steieren op de Stéit.

Wéi déi Léin awer dacks hei nogewisen hunn, ass et an der Steierpolitik grad zu där falscher Ëmverdeelung an der Vergaangenheet komm. Dorun ännert och näischt, dass et nach eng relativ Progressivitéit bei der Akommessteier de Moment gëtt. Wann 10% vun den Akommesbezieher 50% vun de Steiere bezuelen, da seet dat am Fong geholl näischt aneschters, wéi dass et grouss Akommesënnerscheeder zu Lëtzebuerg gëtt.

Et misst och emol nogewise ginn, wéi vill méi Steiere mer hätten, wann d'Progressivitéit vun der Akommessteier méi staark wier. Déi Verstärkung vun der Progressivitéit vun der Akommessteier gëtt awer vun der Regierung kategoresch ausgeschloss.

D'Regierung schléisst och aus, de Plaffong vu fënnemol de Mindestloun bei der Cotisatioun fir d'Krankekeess ze erhéijen. A bei der Fleegeversicherung, wou et dee Plaffong jo net gëtt, léisst se zou, dass verschidde Patronen - ech froe mech eigentlech, wat fir Patronen dat sinn - keng Donnéeën iwwer Léin vu méi wéi fënnemol de Mindestloun liwweren an domat verhenneren, dass déi Moosnam wierksam gëtt an dass déi Sue vun der Sozialversicherung kënnen encaisséiert ginn.

Si ëmgeet souguer hiert eegent Gesetz, wou Penaltéiten dorobber stoungen, a mécht en neit Gesetz, fir op en anere Wee et ze erméiglechen, dass d'Patronen net müssen direkt selwer déi Revenuen, déi se ausbezuelen an hirem Betriber, deklarieren. Da gëtt iwwer de Wee vun de Steiere verfuert.

Wéi wéineg de Räichtum besteiert gëtt, gesäit een och bei der Taxe d'abonnement; där Tax, déi um Émsaz vun der Fongindustrie erhewe gëtt. Dat ass déi Industrie, déi jo e gewaltigen Émsaz huet vun 2.000 Milliarden Euro, déi vu Lëtzebuerg aus gesteiert gëtt an d'ganz Welt eraus. An et ass eigentlech jo de Mëttelpunkt vun deem, wat een nennt eng Finanzialisierung vun der Wirtschaft. An et gëtt jo och gesot, déi wier um Ursprung vun där aktueller Kris.

Abee, wann ee weess, dass op Avoiré vu 14.000 Euro just een eenzeg Euro Steieren do opgehuewe gëtt, da versteet een, wat eng ongerecht Besteuerung ass a wat eng Favorisierung vun Räichtum an der Steierpolitik duerstellt. Et gëtt net dru geduecht, fir zum Beispill déi Taxe an d'Luucht ze setzen. Awer wann et em d'Autostax geet, dat ass selbstverständlech kee Problem fir do ze schwätze vun Erhéijungen.

Och bei der Rentereform, mengen ech, geet et ganz kloer drëm, fir méi laang schaffen ze goe respektiv Leeschtungskierzungen a Kaf ze huele respektiv e lukrative Maart fir Privatzousazrenten ze schaffen. Mir komme bestëmt nach méi wéi eng Kéier op déi Froen do zréck.

Och muss ech soen, opgrond vun där Diskussioun, déi virun hei stattfonnt huet, och am öffentlechen Déngscht geet et schlussendlech dorëmmer, grad wéi bei der Indexfro, fir d'Lounquot erofzesetzen an domat Signalwirkung och ze erzielen an dem private Sektor. A mir wësse jo, dass zum Beispill de konventionelle Sektor vun de Spideeler, vun de Sozialdängschter an esou weider och un deene Lounerhéijungen am öffentlechen Déngscht mat

drunhänkt, déi dann elo anscheinend jo unanime, ausser wéi d'lescht Kéier schonn déi Léin, vun alle Parteien hei de Moment ofgelehnt gëtt, obscho se schonn ausgehandelt war.

Ech wëll net soen, dass ech mat den Detailer vun där Aushandlung d'accord war an ob ech d'accord war, dass dat gebonne war un dee Projet, deen elo virläit. Mä ech stelle just fest: Eng Lounerhéijung, déi am öffentlechen Déngscht de Leit zougestane gi war, soll elo anscheinend net méi kommen, an dat fannen ech eng verheerend Décisioun, déi Der hei zesammen huet!

Ech wollt nach eppes soen iwwer d'Wirtschaftspolitik. Ech gesinn awer schonn, dass meng Zäit...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Urbany, déi nach net geholl ginn ass, entschëllegt.

► **M. Serge Urbany (déi Léin).**- Si ass jo hei awer elo ugekënnegt...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech wëllt lech awer drun erënneren, datt nach ëmmer d'Parlament fir d'Éischt muss e Gesetz stëmmen, ier eppes a Kraaft ass. A menges Wëssens ass emol nach kee Projet de loi fir déi Erhéijung hei gestëmmt. Duerfir kënnen mer net eppes ofschafen, wat nach ni hei déposéiert ginn ass.

► **M. Serge Urbany (déi Léin).**- Ech mengen, dee Projet de loi, dee sollt elo déposéiert ginn, esou wéi en ausgehandelt ginn ass. An da soll en och hei gestëmmt ginn. An ech hunn lech awer och héieren, Här Bausch,...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo.

► **M. Serge Urbany (déi Léin).**- ...ganz kloer an däitlech nach eng Kéier hei soen...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här Urbany, ech widderhuelen lech nach méi haart: Meng Partei ass der Meenung, datt déi nächst dräi Joer eng Nullronn soll gedréit ginn am öffentleche Sektor. Et geet net dorëms. Ech wëll lech just drop hiweisen, datt nach ëmmer d'Parlament zoustänneg ass, fir ze decidieren, wat gestëmmt gëtt a wat net gestëmmt gëtt.

► **Une voix.**- D'Parlament hat e kloren Opdrag...

► **M. Serge Urbany (déi Léin).**- Ech kennen och d'Prozeduren hei. Meng Partei ass awer der Meenung, dass grad an enger Zäit vun esou enger Kris, wéi mer se elo erliewen, wou mer erëm eng Kéier gesinn, wien dovou profitéiert...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir musst elo esou lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany (déi Léin).**- Ech komme ganz séier zum Schluss. Mä leschte Saz. Ech war och derbäi, wéi déi 30.000 Leit hei demonstrieren hu mam Slogan: „Mir bezuelen net fir Är Kris.“ Ech stelle just fest, dat, wat mer hei an d'Ae faassen, och wa mer et nach net beschloss hunn, dat geet awer ganz genau an déi Richtung, dass mer fir d'Kris vun deenen, déi se verursaacht hunn, mussen bezuelen, Här Bausch, an do kënn Der nach esou vill Stiglitz an aner fortschrittlech Ekonomisten zitieren. Hei kënn et drop un, a Musek ëmzesetzen, wat déi Leit schreien. An da geet et och net drëm, fir ze soen...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Wéi geschriwwen, d'Statsbeamte géifen 2,2%...

(Hilarité)

► **M. Serge Urbany (déi Léin).**- An da geet et och net hei fir ze soen, mir refusieren engem ganze Sektor, dem öffentleche Sektor vun deene Beschäftegten, refusieren mir eng Lounerhéijung, déi scho laang aussteet an hinnechen och zousteet.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Als leschte Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- Do si ganz vill fein Leit derbäi.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh! Aaahhh!

► **Une voix.**- Awer och där anerer!

► **Une autre voix.**- De ganze Spidolssektor an esou weider hänkt dodrun.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Sou, elo lauschtere mer dem Här Bodry no.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...ech wollt zum Schluss vun deenen Debatten net alles erëm opkachen, wat schonn hei gekacht ginn ass am Laf vun dese stonnelaangen Diskussiounen. Vläch schwätzen ech éischer och zum Deel als fréiere Budgetsrapporteur, dee vum Budget vum lafende Joer.

Et fällt mer op, dass eigentlech iwwer dat lafend Joer nach ni esou mann geschwat ginn ass wéi grad dëst Joer. All Mënsch huet gekuckt iwwer de Budget 2012 an eigentlech ass wéineg geschwat ginn iwwer 2011. Normalerweis huet d'Regierung och ëmmer profitéiert, fir bei dëser Debatt déi lescht Zuelen ze ginn eigentlech, wat d'Exekutioun vum lafende Budget ueget.

De Budget 2012, wann ech elo dee kucken, deen ass effektiv villdeiteg. En ass opgebaut op Kontraster. Et kann een den Akzent leeën op déi relativ positiv Eckwäerter, déi an deem Budget 2012 och weiderhin dra sinn: eng Etapp an der Leeschtung vun eiseem Stabilitéitszil vun den öffentleche Finanzen fir 2014; héich Investissementer; kaum Neiverscheldung; d'Schold soll souguer Enn 2012 méi niddreg si wéi Enn 2011. E Gesamtdefizit am öffentleche Beräich vun manner wéi engem Prozent.

Et kann een awer och an deem heite Budget e weidere Bewäis gesinn, dass mer hei zu Lëtzebuerg strukturell Defiziter hunn, strukturell Defiziter och besonnesch am Zentralstat, am Statsbudget hunn, an dat net eréischt zënter 2008! An do géif ech vläch profitieren, fir d'Erënnerung vun eenzelne Kolleeginnen a Kolleegen hei opzefreschen. Hei gëtt jo gemengt, dass op eemol mat 2008 öffentlech Defiziter opgedaucht wieren. Dem ist nicht so! Wat fir ee Joer mengt Der dann, dass an deene leschten 20 Joer Lëtzebuerg dee gréissten öffentlechen Defizit ausgewisen huet? 2008, 2009, wäerten déi eng soen. Neen, 2004!

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh! Aaahhh!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- 2004, drolegerweis e Wahljoer. Drolegerweis e Wahljoer!

► **Une voix.**- Do gitt Der awer wäit sichen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat lescht Joer... Neen, et ass net wäit...

(Interruptions diverses)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Fënnef Joer an der Regierung, soss hätt Der wierklech ni eppes ze soen...

► **Une voix.**- Jo, jo, jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...ass nach haut dat Joer, wou Lëtzebuerg zënter ufanks den 80er Joren am leschte Jorhonnert dee gréisste Statsdefizit ausgewisen huet.

► **M. Claude Meisch (DP).**- A wéi vill Iwwerschëss goufen tëschent 1999 an 2004 gemaach? Sot Der eis dat och?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- An deenen anere Lektionen erdeelen, wéi een et soll maachen!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir sidd amgang alles auszedeele.

(Interruptions diverses)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...sollten emol nokucken, ob si hir Hausaufgabe sengerzäit gemaach hunn, wéi si an der Verantwortung stoungen.

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Bodry nozelauschteren!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Si héieren dat net gär. 2004 bleift bisweilen - an ech hoffen, dass dat och esou bleift - deen Exercice, wou Lëtzebuerg dee gréisste Statsdefizit ausgewisen huet. Et waren 2,6% am Zentralstat an et war en Defizit vun 1,2% an der Administration publique. Dat ass also nach haut ëmmer ze toppen. Et ass also u sech ënner Juncker a Polfer, wou bis elo dee gréisste Statsdefizit hei geschriwwen ginn ass.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Wann Der scho wëllt drun erënnert ginn. Mä et ass wouer!

(Interruptions diverses)

► **Une voix.**- Dat si staark Argumenter, dat do!

► **M. le Président.**- Sou, elo loosst den Här Bodry schwätzen!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Déi nächst Generatiounen soen lech Merci, Här Di Bartolomeo!

► **M. le Président.**- Här Bettel, Dir kënn herno d'Wuert froen, mä loosst elo den Här Bodry schwätzen!

► **Une voix.**- D'Tempos-Fraktioun, roueg!

(Interruption)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wat heescht provozieren? Mir haten ni e Chômage, deen esou héich war. Mir haten ni esou eng Situatioun!

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, den Här Helming, deen hat weinstens nach ganz vill Klass.



► **M. Xavier Bettel (DP).** - All déi Leit op der ADEM soen lech Merci. Bravo! Gutt, gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Also von da an ging's bergab!

(Hilarité)

Mir wäerten nach eng Keier un den Här Helmingen denken!

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, déi Zwëschegesprécher...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dir hutt et gutt ugepaakt, Här Di Bartolomeo. Dat war Äre Slogan. Bravo! Paakt et nach e bësschen un! Paakt nach e bësschen un, d'Leit soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Mir wäerten nach oft un den Här Helmingen denken.

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, Kolleeginnen a Kolleegen, an och den Här Minister Di Bartolomeo, elo dem Här Bodry nozelauschteren!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech wär frou, Här President, wann ech e bësse Riedezäit herno nach géif hei zeguttgeschriwwé kréien, wann déi Hären an Damme fäerdeg sinn.

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Knapp aus der Spillschoul eraus!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech widderhuelen also nach eng Keier, dass, wann een also de Bléck werft op d'Finanzsituatioun vun haut, därff een de Bléck net verschléissen op dat, wat war. De Fait och, dass mer also mat eise Statsfinanzen, notament mam Statsbudget, scho méi laang Problemer, strukturell Problemer hunn, dass déi 2004 en absoluten Déifpunkt erreicht haten, an dass mer elo gemeinsam d'Aufgab hunn, do erauszekommen.

Et ass effektiv esou, dass déi lescht Zuelen, déi virleien, déi lescht Prognosen, déi gemaach si ginn an den Nopeschlänner, vun den internationalen Institutionen, drop hiweisen, dass mer wahrscheinlech mat méi schwierigen Zäiten ze rechnen hunn, wéi dat nach gemengt gi war bei der Opstellung vun dësem Budget. Mir mengen awer, dass dat kee Grond zur Opreegung ass - wéi ech se elo grad hei gemierkt hunn -, kee Grond zur Panik, zur Dramatiséierung. An ech mengen, dass een och net muss dem modernen Trend verfallen, andauernd hei Blutt-, Schweess-, Tréinerieden ze halen.

Efforté sinn néideg! Efforté si sécherlech néideg! Ech mengen awer, dass mer solle méi wéi jee probéieren, eng Politik vun der roueger Hand a vum kloer Kapp ze maachen, net d'Aen zouzemaache virun deene Problemer, déi mer hunn, och an de Statsfinanzen, an doriwuer eraus och déi strukturell Problemer, déi Lëtzebuerg manifestement zënter etliche Jore schon huet an déi sech och erëm am 2012er Budget weisen.

Mä gradesou awer och d'Suerg hunn, niert enger noutwendeger Budgetdisziplin, also engem Laissez-faire entgéintzotrieden. Op där enger Säit awer och kloerzemaachen, dass mer gläichzäiteg déi noutwendeg Budgetdisziplin musse koppelte mat enger couragéisier Investitiounspolitik, besonnesch a Schoul an Ausbildung, a Fuerschung, Entwécklung, a grouss Infrastrukturen. Et ass do, wou mer déi zwee Elementer vun enger Krisestrategie musse gekoppelt kréien.

Spueren? Jo, do, wou et néideg ass! Mä gradesou wichteg ass investéieren, nach vläicht souguer méi wéi haut, op eenzelne Plazen, fir och dem Wuesstum eng nei Chance ze ginn, och hei zu Lëtzebuerg.

Ech géif och mengen, dass een haut ka soen, dass et richteg war, dass d'Regierung net Hals iwwer Kapp de bestehende Budget geännert huet. Effektiv ka keen heibanen soen, a wat fir engem Sënn se am Detail hätt missen Ännerungen un deem Budgetstext virhuelen.

Op där anerer Säit musse mer eis awer och bewusst sinn, dass mer och héchstwahrscheinlech, sollte sech déi Prognose bestätegen an deenen nächste Méint vun engem ganz luese Wirtschaftswuesstum, vläicht souguer vun enger Rezessioun an Europa an och zu Lëtzebuerg, dass mer da bei der Exekutioun vun dësem Budget aner Methode musse hunn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Ech mengen net, dass, wa sech dat alles esou bestätegt, wann dat och eng Répercussioun op eenzel grouss Stateinnahmen hätt, een dann de Budget einfach esou ka weiderlaffe loosse, wéi en hei vum Parlament gestëmmt ginn ass.

Ech betounen nach eng Keier, dass et en Autorisatiounsgesetz ass, an dass et un der Regierung ass, ze determinéieren, wat fir eng Dépenses dass se effektiv tätegt am Laf vun Joer. Dat muss si gesinn a genau präwisen am Laf vun der Exekutioun vun dësem Joer.

Et gëtt jo och ewell eng ganz Rëtsch vun europäesche Monitoringen, déi opgebaut ginn an déi wahrscheinlech eng éischte Keier wäerten am Laf vun 2012 spillen, wou also net nëmme d'Lëtzebuurger Regierung an d'Lëtzebuurger Institutione gefuerdert sinn, mä wou sécherlech och eng Rei vun europäeschen Institutionen och wäerten e genaue Bléck op d'Exekutioun vun dësem Statsbudget 2012 werfen. Ech kommen nach e bësse méi spéit op dat Element ze sprächen, wat an den Debatte vun haut e bëssen ze kuerz komm ass, wat de Budgetsprojéct 2012 ugeet.

Ech mengen, et soll een also roueg bleiwen, bereet sinn, eng Rei vun Ännerunge virzebereeden. Op där anerer Säit sollt een awer och net Lëtzebuerg méi schlecht maache wéi et ass a Lëtzebuerg am selwechten Otemzuch nenne wéi Griichenland, wéi Portugal, wéi Irland, wéi aner Länner, déi Schwierigkeeten hunn, den Androck ze ginn, dass d'eventuell Ofstufung, déi vun enger Agence ugekënnegt ginn ass, vum „Triple A“ vu Lëtzebuerg eppes mat der Lëtzebuurger Politik ze dinn hätt. Dat huet nëmme mat der Euroland-Politik ze dinn.

Loosse mer also och awer, bei allem Hang zum Pessimismus, dee verschidde Leit hei bei dësen Debatten ze iwwerkomme schéngt, nach eng Keier d'Fakte vun 2011 kucken!

Komme mer also awer och nach ee Moment, wann Der erlaabt, op dat lafend Joer 2011 ze schwätzen! 2011, wéi et elo ausgesäit - an dat si provisoresch Zuelen -, weist en Defizit aus insgesamt öffentlech vun 0,6%. Dat ass ee vun de beschten a ganz Europa. Mir weisen eng Statschuld, eng öffentlech Schold, vun 19% vum PIB aus; eng vun deene beschten a ganz Europa.

Mir hu Reserven an eise staatleche Fonge vu ronn enger Milliard Euro. An eise Pensiounsfongen hu mer iwwer eelef Milliarden Euro Reserve fir de Moment. Mir hunn eng Progressioun vum Emploi hei zu Lëtzebuerg gehat vun 3% am Schnëtt héchstwahrscheinlech am Laf vun 2011; e Wäert, mat deem eigentlech kee Mënsch heibannen och gerechent hat an dësem Joer. Et ass wouer, mir hunn en héije Chômage: 6%. An Europa ass en zwar wäit iwwer 10% am Duerchschnëtt. Et ass ze héich, 6%. A mir hunn eng héich Inflatoun vun 3%.

Et därff een also bei allem Jéimeren iwwert dat, wat ass a wat kënt, awer net vergiessen, dass mer 2011 zumindest stabil dostinn. Mir sinn eis bewusst - dat ass ganz kloer -, dass mer déi relativ gutt Situatioun, an där mer stinn, déi eis zu den Top Dräi an Europa mécht, souwuel wat d'öffentlech Schold ugeet wéi och wat den öffentlechen Defizit ugeet, dass mer dat zum Deel op eng Rei vun ausseruerdentleche Recetten zréckzeféieren hunn, déi elo 2011 gespilt hunn, notament de sougenannten Apel fir den Duescht; dat heescht also d'Solde vu fréiere Statssteieren, déi agedriwwé gi sinn an déi sech elo bemierkbar maachen, besonnesch och bei der Kierperschaftsteier respektiv bei der Gewerbesteier fir dëst Joer.

Et därff een awer trotzdeem soen - déi zulescht verfügbar Zuelen, déi ech hunn, sinn déi vun Enn September -, dass sech awer erausgestallt huet, dass mer 2011 wäerten héchstwahrscheinlech 600 Milliounen Euro méi Statssteieren anhuelen, wéi dat nach bei der Opstellung vum Budget 2011 geplangt war. Et ass awer och wouer, dass mer eng 200 Milliounen Ausgabe méi hunn, wéi dat bei den Opstellung vum deemselwechte Budget 2011 geplangt war. Duerfir soll een déi doten Donnéeën - dat sinn awer och Fakten - net einfach vergiessen. Dat gëtt eis eng relativ zolidd Ausgangspositioun fir déi nächst Joren.

Jo, mir sti gutt do, mä... Ech maachen et do wéi de Minister, ech soen awer och direkt e Mä hannendrun. Jo, mä mir wëssen et, et ass keng nei Erkenntnis, et gëtt regelméisseg widderholl an all méigleche Rapporte vun dëser Chamber, vu Spezialkommissionen, vu Budgetsrapporten, an de Budgetsrapporteur, den Här Roth, huet dat dëst Joer och nach eng Keier op eng ganz explizit Aart a Weis gemaach:

Mir wëssen, dass déi relativ gutt Situatioun, an där mer dra sinn, prekär ass, dass se zerbréchelech ass, dass mer méi wéi gréisser Länner enger grousser Volatilitéit ausgesat si vun den Einnahmen, och vun de wirtschaftleche Schwankungen, well mer nach wie vor hauptsächlich op een oder zwee Secteuren an enger staarker Ofhängegkeet hei stinn.

Mir wëssen och, dass laangfristeg eng ganz Rëtsch vu Chargé wäerten op de Statsbudget duerkommen. De Renteberäich ass scho genannt ginn. Mir wëssen och, dass mer eventuell mat méigleche Réckgäng vu grousser Stateinnahmen an deenen nächste Jore kéinte rechnen, och opgrond vun neien europäesche Bestëmmungen. Dat gëllt zum Beispill fir d'TVA, dat gëllt fir d'Akzisen.

Lëtzebuerg brauch keng Vollbremsung virzehuelen - wéi aner Länner eis dat op eng net flott Aart a Weis virdemonstréieren - fir de Moment, mä mir musse sécherlech d'Progressioun vun eisen Ausgabe verträglech halen. Mir musse déi Progressioun och wahrscheinlech momentan zréckféieren.

Ech ginn e Beispill. 2011/2012, wann ech se vergläiche mam Kont 2010, an d'Zentralbank huet dat gemaach: An zwee Joer ginn eis Statsausgaben ëm 12% an d'Luucht. 6% pro Joer! Dat ass enorm vill! Dat ass an dësen Zäiten enorm vill. Dat war sécherlech - mä mir louche schonn driwwer - hei Norm zu Lëtzebuerg. Dat konnte mer eis och während laange Jore leeschten, mä et schéngt mer kloer ze sinn, wann een och vergläicht, wat am Ausland üblech ass an och elo, wann een op déi europäesch Bestëmmungen ze schwätze kënt, dass esou eng Progressioun sécherlech net méi ze halen ass.

Déi Progressioun do ass mat deene Prognose vun dem Wirtschaftswuesstum, déi elo virleien, net méi konform mam Rhythmus vun enger normaler Entwécklung vun de Stateinnahmen, ass och net méi konform zu de mëttelfristege Wuesstumsperspektiven, déi fir Lëtzebuerg momentan zumindest ausgeschafft gi sinn.

An ech wëll drun erënneren oder fir d'Éischt hei soen, well et ass eigentlech nach net vill driwwer geschwat ginn - mir wäerten awer déi Diskussioun, denken ech, an deenen nächste Méint hei féiere musse, och hei am Parlament -, dass duerch den „Sixpack“, déi nei europäesch Bestëmmungen, déi d'Gouvernance économique ausmaachen, déi elo Mëtt Dezember a Kraaft wäerten trieden - dat si jo zu engem groussen Deel Reglementer -, dass do schon d'Welt eng aner wäert gi fir dës Chamber an och fir dës Lëtzebuurger Regierung. Ech wëll net soen, ob dat onbedéngt déi Welt ass, déi ech gären hätt, mä et ass awer déi, déi elo gëllt.

D'Experte vun der Regierung hunn eis ausgerechent, wann een déi nei europäesch Budgetnorm hält, déi jo soll ab 2012 och scho gëllen, dass dat, 2011 gekuckt, eng maximal Progressioun vun eise Statsausgabe vu 5,2% hätt därffte bedeiten.

Déi war an engem Moment ausgerechent ginn, wéi déi Prognose fir d'Wirtschaft nach net esou negativ waren. Wann ech elo kucken, wat déi lescht Prognose vun der OCDE sinn, vun aneren Instituter, déi de Statec jo och mat iwwerholl huet, denken ech, dass mer wéi 2012, wa mer déi doten europäesch Norm, déi elo geltend Recht wäert ginn, hei op de Budgetsprojéct 2012 applizéieren, dass mer riskéiere mat enger Progressioun vu 6% vun de Statsausgaben zu Bréissel duerchzefalen.

De Risiko ass grouss, dass d'Berechnung vun där europäescher Norm eis wäert enner 6% bréngen. Wat erauskënt, dat gesi mer, wann d'Regierung den nationale Programm fir Wuesstum a Stabilitéit am Fréijoer wäert op Bréissel schécken. Do wäert eng Analys gemaach ginn opgrond vun deenen neien europäesche Bestëmmungen, mat d'Budgetsnorm ugeet. An da kann et sinn, dass dee Programm do zréckgeschéckt gëtt, vu Bréissel op jidde Fall e bësse kritesch Remarqué wäerten iwwert déi dote Virschléi kommen.

Mir sinn also schonn an engem Ëmfeld, wat en anert ass wéi dat, wat mer eigentlech kann hunn. A mir musse eis drop astellen, dass mer och no an no vun deem System vun den Avisen, vun de Recommandatiounen, mat deenen ee mécht, wat ee fir richteg féint, och riskéieren ewechzekommen duerch eng Verschäerfung, déi ëmmer erëm an deene leschte Méint vun den Exekutiven decidéiert ginn ass, och ënner dem Drock vun de Finanzmäären, vun de Spekulationen och géint den Euro a géint eenzel Staten, fir ëmmer méi wäit ze goen an där doter Spiral vun der Kontroll vun der Budgetsdisziplin an deenen eenzelne Memberstaten.

An eis Regierung war och dermat averstanen, fir eng ganz Rëtsch vun also Verschäerfungen an dat europäesch Recht mat anzubauen, souwuel wat de preventiven Aarm vum Wuesstumspakt ugeet wéi och natierlech, wat de repressiven Deel vun deem Wuesstumspakt do ugeet.

Mir musse eis also als Chamber bewusst sinn, dass mer, mengen ech, déi leschte Keier hei eng Diskussioun gefouert hunn iwwert de Lëtzebuurger Statsbudget aus der elengeger Optik vu Lëtzebuerg, an dass mer am Laf vun Joer a beim Budget d'nächst Joer wäerten ëmmer méi eng Diskussioun hei féieren, déi vill méi enk gesat ass ginn iwwer eng Rei vun europäesche Virgaben, déi politesch festgehalé gi sinn.

A wann ech kucken, wat an deenen Texter steet, an deem „Sixpack“, deen elo zum gudde Deel a Kraaft trëtt dëst Joer, wann ech och kucken, wat d'Kommissionen nach Enn November vun zousätzleche Propositionen gemaach

huet, fir dee ganze System nach ze verschäerfen eigentlech, fir am Fong ze soen: „Majo, de Budgetsprojéct musse d'Länner schonn am Hierscht zu Bréissel mellen, an ier d'Parlament ofstëmmen, gi mir eisen Avis zu deenen doten Texter.“

Déi Regel do ass nach net duerch, mä wann ech kucken, wat fir eng politesch Stëmmung amgaangen ass, sech an Europa ze maachen, muss ech soen, dass ech fäerten, dass sech no an no déi doten Zaang ëmmer méi zouzitt. Mir musse eis also bewusst sinn, wéi den europäesche Rumm an Zukunft wäert hei definéieren, wat fir ee staarken Impakt dee wäert hei och op eis Diskussioun kréien.

Ech géif mer och wënschen, dass net déi Leit sech an Europa elo duerchsetzen, och an deenen Diskussiounen vun dësen Deeg, déi nach ëmmer méi wäit wëlle goen, ëmmer nach méi wäit wëlle goen an eigentlech awer déi ganz Diskussioun ronderëm den Euro, ronderëm d'Statsfinanzen a ronderëm de Budget résuméieren op eng Fro vun Équiliber vun de Budgeten. De Statsbudget ass méi, wéi en Équiliber ze sichen. Et ass jo kee Selbstzweck vum Budget.

De Statsbudget - ech soen et hei nach eng Keier - huet als Hauptfunktoun, derfir ze suergen, dass d'öffentlech Servicer kënnen finanziert ginn, dass eng Ëmverdeelungspolitik ka gemaach ginn, dass grouss Investissemter och kënnen getätegt ginn. Dat sinn d'Hauptfunktione vun engem Statsbudget.

Wënschenswäert ass et natierlech, dass dat geschitt an engem Équiliber, mëttelfristeg gekuckt, mat Ofweicunge vu Joer zu Joer, selbstverständlech. Et muss ee jo och kënnen op d'Situatioun reagéieren. Et muss een och kënnen eng antizyklisch Politik och nach an Zukunft maachen, wann et schlecht geet. Mä et bleift, dass mer also do sécherlech enner engem staarken Androck si vun dach engem Gedankegutt, wat jo bal en ideologesche Charakter huet op europäeschem Plang, fir eigentlech déi ganz Finanzfro just nach ronderëm den Équiliber vun de Statsbudgeten ze maachen.

Deen zweeten Hauptbegrëff vum Stabilitéitspakt, „Wuesstum“ - et ass de Stabilitéits- a Wuesstumspakt -, deen, fäerten ech, kënt ëmmer méi ënner d'Rieder bei all deenen Diskussiounen, déi op europäeschem Plang gefouert ginn. An dat erkläert zum Deel, firwat d'sozialistesche Fraktioun am Europaparlament géint eng ganz Partie vun deene Mesuren am „Sixpack“ gestëmmt huet. Déi sinn net gestëmmt gi mat de Stëmmen vun der sozialistescher Fraktioun am Europaparlament.

Mir brauchen also och hei fir Lëtzebuerg nei Prozeduren, wou mer eis op dat neit Ëmfeld astellen. Et muss sinn, dass mer ab Januar ufänken hei an der Chamber an der zoustänneger Kommission ze diskutéieren, wéi et elo weidergeet, wat d'Opstellung och ugeet vun deem nationale Plang fir Wuesstum a fir Stabilitéit, déi d'Regierung jo am Abrëll zu Bréissel muss weiderginn.

An do setzt d'Regierung d'Jalonen! Do setzt d'Regierung d'Jalonen bis 2014, an et ass déi Diskussioun, déi mer öffentlech och hei musse féieren. Mir musse se och öffentlech hei am Parlament, an der Chamber féieren, well do geet et eigentlech ëm d'Weichstellung fir déi nächst Joren, vill méi vläicht wéi mer dat haut maache bei der Diskussioun ronderëm de Statsbudget 2012.

Ech mengen, de Lucien Lux huet et scho gesot: D'LSAP-Fraktioun steet zu deem Stabilitéitszil, öffentlech Finanzen 2014, d'Gläichgewicht. Mir wëllen net, wéi dat hei den Här Urbany ugedeit huet, d'Verscholdung op null erofféieren.

Wann Der dee leschte Stabilitéitsplang vun der Regierung kuckt, da gesitt Der, dass do souguer virgesinn ass, dass déi Schold nach liicht wäert uweesse bis 2014. Mir maachen also net eng Politik vun radikalen Ofbau, mä vun enger vernünftiger Finanzpolitik. An hannert där Politik, do steet och d'LSAP-Fraktioun.

(Interruption)

E Wuert vläicht zu Europa nach weider mat all deenen Diskussiounen, déi virleien, all deene Proposen, déi gemaach si ginn. Et stellt ee fest, wann een dat liest, dass do ganz vill Redité sinn, dass ganz vill nei Proposen eigentlech al Propose sinn, déi erëm opgewiermt ginn, dass d'Positione changéieren vun deem engen a vun deem aneren.

Mä et schéngt awer och kloer ze sinn, dass, wann eng staark Äntwert vun Europa sollt kommen - an déi gëtt sécherlech och dobaussen an

désen Deeg erwaart -, déi ronderëm véier Achsen opgebaut ass. Dat ass op där enger Säit de provisoresche Rettungsschirm, gekoppelt mat deem neien, dem ESM, deem - déi eng soen 2013, déi aner soen 2012 - soll a Kraaft trieden.

Et ass d'Europäesch Zentralbank, déi eng wichteg Roll ze spillen huet. Et sinn och déi national Zentralbanken, déi och duerch eng Konzertatioun kënnen eng ganz wichteg Roll an där ganzer Krisenbewältigung spillen. An duerfir ass et jo net vun ongeféier ginn. An duerfir hee proposéiert huet, fir och d'Kapitaliséierung vun der Lëtzebuurger Zentralbank eropzesetzen, fir also och de kënnen méi eng staark Äntwert ze ginn, wéi dat mat de Méiglechkeete vun haut de Fall ass.

Et sinn esou Instrumenter wéi d'„Euro-Bonden“, déi och matspillen, wou jo Propose vun der Kommissioun virleien, wou eng Propos souguer derbäi ass, wou een net bräicht vill un de Vertrag, nächst bräicht un de Vertrag änneren ze goen, déi vläicht manner wäit geet wéi aner, déi awer schonn, mengen ech, e gudden Ufank wär.

Mir sinn der Meinung, dass, wann een déi Elementer do zesammenhëlt - de Rettungsschirm, d'Europäesch Zentralbank, d'national Zentralbanken, d'„Euro-Bonden“ -, wann een dat richtig matenee verbënnt, een dann u sech eng staark Äntwert op déi Verantwortung géif ginn, déi sech momentan an Europa an alle Länner hei stellt.

Et ginn zousätzlech Finanzmëttel gebraucht, dat ass ganz kloer. D'Regierung huet éischt Indicationen an déi Richtung do gemaach. An och déi eenzel Instanzen, déi och genannt hunn, brauchen och zousätzlech Handlungsmeiglechkeeten, well soss komme mer aus deem aktuelle Schlamassel wahrscheinlech net méi eraus.

Mir sinn eis alleguerten eens, och wann et momentan e bësse méi roueg ass, well jiddwereen ofwaart, wat da passéiert, dass wahrscheinlech déi nächst Woche wäerte fir Europa ganz decisiv Woche ginn. Do wäert sech erausstellen, ob Europa, ob den Euro kippt oder net. Et ass also ganz wichteg, dass mer och als nationaal Parlament enk un deenen Diskussiounen associéiert bliwien.

Ech wëll mat engem Rappel ophalen, dee mer e bësse wéideet, mä deen ech awer muss maachen. Ech huelen elo d'Konklusioun vu mengem Budgetsrapport. Ech kéint déi vun deene Budgetsrapporteure virdrun huelen. Dat wär vläicht nach méi haart! A vläicht kënnen d'nächst Joer - ech hoffen et net - deeslechten Exercice maache mat de Proposen, déi de Gilles Roth des Kéier a sengem Rapport gemaach huet, woubäi dat u sech éischer eenzel Propose waren, déi méi de Rapporteur selwer gedroen huet wéi d'Kommissioun.

Mä dee leschte Rapport, dee war eigentlech vun der gesamter Budgetkommissioun gedroen. Do waren aacht Propositioune gemaach ginn. Wann ech se haut duerginn - ech wëll net esou grausam sinn, dat ze maachen -, dann ass de Gros vun deenen net realiséiert; déi vun der Regierung, wou mer eis alleguerten - alleguerten! - eigentlech eens waren, fir dat ze maachen.

Ech wëll op een, zwee besonnesch hiweisen, well mer déi awer um Häerz leien a wou ech mengen, dass een do och muss Neel mat Käpp maachen, well mer och gemierkt hunn, dass dat nach ëmmer haut zu Problemer féiert.

Et ass u sech d'Festleegung vun den ökonomesche Previsiounen, awer och vun de Steierprevisiounen. Dat ass nach wie vor e ganz schwieereg Unterfangen. Eng absolut Sécherheet wäerte mer ni kréien, dat ass evident.

Ech mengen, dass et awer wichteg wär, dass dee Comité de prévision - deen huet d'Regierung jonk an d'Liewe geruff am Laf vun deem Joer - net nëmmen zesummegeet gëtt bei der Opstellung vum Stabilitéitsprogramm, mä dass een deen och zesummeriffert dertëscht, wa wichteg Décisiounen ze huelle sinn, dass ee virun allem - dat ass nach ëmmer net geschitt - derfir suergt, dass all déi Institutionen, d'Servicer, d'Verwaltungen, déi wichteg Donnéeën hunn, wat d'Budgetpolitik ugeet, wat d'Steier-einnahmen ugeet, wat d'Previsiounen vun der Wirtschaftsentwécklung ugeet, dass déi déi Donnéeën austauschen, dass net jiddwereen op sengen Donnéeë sëtze bleift.

Mir hunn nach elo héieren an den Diskussiounen an der Finanzkommissioun, dass anscheinend d'Zentralbank net déi lescht Donnéeën hat vun de Steierverwaltungen, wat d'Einnahmen am lafende Joer ugeet. Dat dierf net méi

sinn! Dat dierf net méi sinn, nodeem mer jorelaang heiriwwer diskutéiert hunn.

An dat Spillchen do geet nach ëmmer monter weider, wou jiddweree seng Kapell do wëll schützen a wou kee bereet ass, eigentlech deem anere seng Donnéeën ze ginn. Mir sinn an enger Krisensituatioun! Et kann net sinn, dass dat Spillchen do weidergeet. Duerfir brauche mer, mengen ech, och ofgeséichert Donnéeën, op deene mer kënnen déi richteg Politik och mëttelfristeg festleeën an deenen nächste Joren. Dat ass ee vun deene Punkten, mengen ech, déi mer besonnesch um Häerz leien.

Dat gesot wëll ech de Wonsch ausschwätzen, d'Iwwerzeegung ausschwätzen, dass mer des Kéier net fir d'Lescht och iwwert de Budget 2012 geschwat hunn, dass mer an deenen nächste Wochen a Méint dat wäerte mussen hei maachen an der Finanzkommissioun, an der Budgetssekretionskommissioun, dass mer et mussen maache bei der Opstellung vun deem nächste Programme de stabilité et de croissance vu Lëtzebuerg fir 2012 an doriwwer eraus, an dass mer dat och mussen öffentlech diskutéieren.

Ech mengen, d'Situatioun ass esou, dass mer eis net méi kënnen de Luxus erlaben, dass mer den europäesche Volet vun der Finanz- a Budgetpolitik net beieneeféieren op den nationale Volet - soss komme mer net eraus.

An deem Sënn: op eng gutt Zesummenaarbecht!

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. An elo kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech géif gären zum Schluss vun dëser Debatt soen am Numm vun der Regierung an als Finanzminister, dass ech dëst extrem interessant, konstruktiv a sachlech Budgetsdebatte fonnt hunn. Si hu sech ofgesonnert vun Debatten, déi ech emol an deene leschten zéng Joer gesinn hunn, well am Fong mer eis, wann ech dat dierf resuméieren, op zwee Punkten eens sinn heibannen.

Deen éische Punkt ass deen, dass am Fong keen heibanne fundamental contestéiert huet, dass mer eis mussen iwwert déi nächst Joren, an d'Regierung huet dat formuléiert mam Zil 2014, op ausgeglache gesamt öffentlech Finanzen hibewegen.

An deem Constat war och dran, dass mer an enger ganz volatiler Situatioun sinn, dass mer eng Rei strukturell Problemer hunn - si sinn hei och elo grad nach eng Kéier genannt ginn - wéi Chômage, héich Inflation, en Defizit, dee mer iwwer dräi, véier Joer beim Zentralstat hunn, deen also net reng konjunkturrell bedéngt ass. An ech mengen, dass dee Constat hei vun op d'mannst de Fraktiounssprecher vun den Haaptparteie gemaach ginn ass. Dat ass eppes, wat mech positiv stëmmt op deem schwieerege Wee, dee virun eis läit.

Zweetens kann ech feststellen - an och dat war eng Fro, déi ech gëscht gestallt hunn, a se ass hei am Fong an dëser Debatt beäntwert ginn -: De Reformwëllen, d'Akzeptatioun, dass een, och wann et schwéier gëtt, verschidde Saache wëllt änneren, ass net fundamental a Fro gestallt ginn.

Jiddwereen ass sech bewosst, dass all Ännerung, déi och ëmmer deen een oder deen anere méi positiv begleet, deen een oder deen anere wäert net dermat d'accord sinn, dass hei kee Blocage total war, fir Saachen ze änneren. An ech schwätze virun allem am Kontext vun den öffentleche Finanzen, wat den Objet war vun dësen Debatten a wat virun allem als Finanzminister meng Aufgab ass.

Ech soen awer derbäi, dass, wa mer eis dat Zil 2014 ginn, wa mer bereet sinn zu Changementen, mer mussen am Kapp halen, dass dat Zil vun 2014 net dat eenzeg Zil ass, wat mer kënnen hunn, wëssend, dass des Legislaturperiode bis 2014 geet, mä dass mer en fait zwee Problemer behalen, déi mer awer elo mat dëser Debatt och mussen ugoen.

Dat eent ass nach eng Kéier d'mëttelfristeg Budgetsziel, wat muss am Iwwerschoss bei de gesamt öffentleche Finanzen endegen, nämlech wéinst eiser grousser verstopptener Schold, déi zesummenhänkt mat der demographescher Situatioun, dat heescht mat der Finanzéierung vun de Pensiounen. Och däers, mengen ech, sinn d'Leit sech heibanne bewosst. Mä dee Wee, deen dohinne ass, ass nach méi schwéier wéi deen, dee mer scho bis 2014 ze goen hunn. An dee Wee duerno ass och deen, fir den Defizit bei dem Zentralstat ze reduzéieren.

Ënnerschätzt net, wat fir eng schwieereg Debatte dat ginn! An et ass hei gewise gi mat anere Beräicher, net déi, déi direkt d'Statsfinanze betreffen, wou eng Rei Reformen op den Dësch

komm sinn, wéi déi zerriert ginn. Et heescht also drëm, dass herno, no enger breeder Debatt, d'Parlament seng Responsabilitéit iwwerhëlt an d'Regierung selbstverständlech un éischer Plaz déi Propositioune muss maachen, dass déi och hei ganz staark an deenen nächste Jore wäert gefuerdert ginn.

Dat Drët, wat ech ganz positiv feststellen, dat ass, dass dës Debatten extrem prezis och scho waren. Ech hu mer se net esou prezis erwaart. Jo iwwert de Constat, jo iwwert d'Zil, an eng ganz Rei vu Kollegen hunn hei ganz konkret Propositioune gemaach. Ech denken u Propositioune, wou relativ breet iwwert d'Parteien eraus gesot ginn ass, dass d'Dépenses net kéinten alleguerten op déiselwecht Aart a Weis jiddwereen am Land betreffen, mä dass ee scho muss kucken, jee no Akommissituatioun, fir verschidde Saachen nei ze orientéieren, wa manner Suen do sinn.

Ech stellen och fest, dass déi Pensiounsreform, déi d'Regierung an deenen nächste Méint wäert sous forme vu Projet de loi presentéieren, dass och déi Zilsetzung oder déi gesamt Orientatioun, also déi Problematik hei net contestéiert ginn ass. Am Géigendeel. An déi huet natierlech eng wichteg Inzidenz op d'gesamt öffentlech Finanzen à moyen et à long terme, well et geet jo drëm ebe just, ze kucken, dass och am Joer 2020, 2030 an duerno, dass mer dann och nach dat kënnen finanzéieren.

An duerfir denken ech och, dass dat och wichteg Diskussiounen sinn, déi net nëmmen de Volet Pensiounen betreffen, mä selbstverständlech och de Volet öffentlech Finanzen fir d'Zukunft.

Ech hu gëscht hei gesot, dass ech gäre géif iwwert déi Problematiken, déi och déi gesamt öffentlech Finanzen betreffen, mat ville Leit schwätzen. Ech hunn de Fraktiounspresident vun der sozialistescher Fraktioun um Radio gëscht héieren. En huet sech gefrot, mä mir hätte jo scho Foren, fir dat ze maachen. Ech mengen, dat ass richtig. Mir hu Foren, fir dat ze maachen. Mä déi Fore sinn oft begrenzt an der Zesummesetzung oder an der Thematik.

Mir hunn an der Tripartite eng Diskussioun iwwer Aarbechtsmaart, iwwer Lounentwécklung, iwwer Index. Mä an der Tripartite sëtzen zum Beispill keng Parteien, keng Regierungsgesellschaftungen, keng Jugendmouvementer. An der Chamber hu mer Fraktiounen, mä et gëtt och aner Beräicher.

Duerfir ass och meng Iddi net, fir en neie Forum ze schafen. Mä esou wéi déi Debatt vun haut, déi ech extrem begrëssen, mengen ech, kann een a ville klenge Gespréicher erausfanen: Wou komme mer gemeinsam op deem schwieerege Wee virun?

Et ass evident, dass d'Regierung op engem gewëssene Moment muss hei méi Verantwortung wéi anerer droen an dat se méi muss Propositioune maachen. Mä ech mengen, et ass wichteg, dass een net, an dat wollt ech gëscht soen och mat Klischeeën, dass een alles, wat d'Oppositioun proposéiert, schlecht fënnt, alles, wat d'Majoritéit proposéiert, gutt fënnt, dat alles, wat ech an der Tripartite oft feststellen, dass et e permanenten oder oft répétéierte Konflikt tëschent de Sozialpartner gëtt.

Mir mussen zesumme versichen, an dat fënnt een heiansdo an informelle Gespréicher, déi net annonciéiert ginn, wou keng Kameraen derbäi sinn, wou keen eppes seet, ier en an d'Sitzung erageet an ier en aus der Sitzung erauskennt, komme mer héchstwahrscheinlech e Stéck virun.

Den Här Lux, mengen ech, huet hei gesot, wann et eng gutt Iddi gëtt, dann ass et egal, ob se schwaarz, rout, blo oder gréng ass. Dat ass genau dat, wat ech domadder wollt soen. Ech mengen, eng Rei vun deene Punkten, déi haut hei diskutéiert gi sinn, hu parteiwwergräifend héchstwahrscheinlech eng Chance, eis widerzebréngen.

Den Här Meisch huet gesot, absolut Virfahrt brauche mer fir Aarbechtsplazen. Dat ass richtig. Déi grouss Eerausforderung kënn, dass mer kënnen kucken, an enger Welt, déi ronderëm eis ännert, wéi mer et fäerdegbréngen, zu Lëtzebuerg weider Aarbechtsplazen ze schafen. An do komme mer dann a Konflikter mat och Politiken, déi mer selwer hei décidéiert hunn.

D'Prozeduren, déi hu mir decidéiert. Dat sinn och heiansdo géigesäitig Intéréten, déi mer mussen da versichen zesummenzebréngen - Kommodo, Ëmwelt, Landesplanung, Steieren, Kaderbedéngungen -, déi mer mussen versichen, op ee Leescht ze bréngen an der Richtung, fir dass mer zu Lëtzebuerg kënnen Aarbechtsplaze schafen.

An duerfir wollt ech och deene grénge Kollege soen, dass ech et als äusserst schwieereg gesinn, dass ee Steieren erhéicht. Sécherlech muss een déi eng oder déi aner Steuer iwwer Joren upassen. Mä déi Vergläicher mat der Vergaangeneheit - an ech mengen, den Här Bausch huet et zum Deel och gesot -, déi droen natierlech net der Tatsaach Rechnung, dass an Europa generell d'Steiere vun de Betriber iwwert déi lescht Jore substanzuell erofgaange sinn.

Dat kann ee bedauern. Mä wann een an enger oppener Ökonomie leeft, da muss een d'Steieren notament fir d'Betriber ëmmer esou fixéieren, dass mer par rapport zu deenen, mat deene mer a Konkurrenz sinn, an enger Situatioun sinn, wou et fir auslännesch Betriber, déi heihinnerkommen, an de Gros vun hinne sinn nun eemol Betriber, wou d'Kapital am Ausland ass - ech schwätze vun deene grouse Betriber -, et muss een also kucken, dass een an enger Situatioun bleift, wou mer all déi Betriber duerch d'Steierpolitik net erausdrécken.

Am Kontext vun de Steiere wollt ech och soen, well et ass e puermol hei ugeschwat ginn, dass d'Regierung net d'Intention huet, an deem Moment d'TVA ze héijen. De Rapporteur huet gesot, an dat war dat Eenzeg, wat en, mengen ech, op deem Punkt gesot huet, dass, wann de Commerce électronique 2015 ewechbrécht, da misst een, theoretesch gesinn, eleng fir dat ze kompenséieren, am Fong d'TVA ëm 3% héijen. Et ass hei also net esou - op d'mannst esou hunn ech de Budgetsrapporteur net verstanen -, wéi wann en dat proposéiert hätt.

Ech soen awer derbäi och, dass contrairement zu deem, wat e puer Kollege gesot hunn, ech net onbedéngt der Meinung sinn, dass d'TVA ëmmer ka beschriwwen ginn als eng net sozial Steuer. Well deen, dee méi huet a méi consomméiert, bezitt och méi Steuer, TVA. Dat heescht, dass also deem säi Budget, deen e consomméiert, domat och méi participéiert an dem TVA-Oppkommes.

Mä nach eng Kéier, dass ass eng Diskussioun, déi elo net aktuell ass. Et ass net virgesi vun de Säite vun der Regierung, fir d'TVA elo ze héijen. Mä et ass eng Debatt, déi mer mussen féieren, well generell an Europa - an dat féiert mech erëm zu den Aarbechtsplazen -, generell an Europa d'Meenung virherrscht, dass et besser ass, d'Aarbecht weineng ze besteieren an ze kucken, dass d'Consummation besteiert gëtt, aus diversen Ursachen, wou mer eng Kéier eng méi eng breet Debatt mussen driwwer féieren. Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer och do eng ekonomesch Iwwerleegung mat dralleen an net nëmmen eng reng Prinzipien-iwwerleegung, déi vläicht an engem aneren ökonomesche Kontext entstanen ass.

De Budget 2012, wéi gesot, versicht an enger onroueger, ongewësser Zäit eng gewësse Stabilitéit eranzebréngen. Déi Constaten, déi hei gemaach gi sinn, stëmme mech an deem Sënn positiv, dass mer et wäerte gemeinsam fäerdegbréngen, eng Rei vun deenen Défien unzegeen.

Déi aktuell Situatioun, hunn ech gesot, ass onsécher. Ech wëll dem Budgetsrapporteur vum leschte Joer soen, dass de Budget vun 2011 a

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



seng Exekutioun esou gemaach ginn ass, wéi de Budget gestëmmt ginn ass, mä datt een Element derbäikënn, wat ech schonn e bëssen a Previsioun vum Mäerz d'nächst Joer soen: De Fait, datt mer d'Steiereinnahme méi schnell agedriwwen hunn, wäert derzou féieren, datt de Budget vun 2011, d'gesamt öffentlech Finanzen wäerte besser ausgoen, wéi mer dat ursprénglech erwaart haten.

Doraus awer dann am Mäerz, Abrëll d'Konklusiounen zéien, datt elo also kee Problem wär, wär déi falsch Konklusioun. Ech anticipéieren dat, wat vläicht deen een oder deen anere wäert am Mäerz wëlle soen. Ech mengen, datt déi strukturell Problemer, an notament d'Croissance vun den Dépenses, iwwer Joren, déi och elo grad den Här Bodry nach eng Kéier rappeliert huet, datt duerch eng Rei vun Automatismen, vun Transferten och géschter erkläert ginn ass, datt mer doriwwer mussen eng breët Debatt féieren.

Ech soen all deene Merci, déi de Budget vum Joer 2012 wëlle stëmmen, an lech all fir déi äusserst konstruktiv, hëllefriich Interventiounen, déi haut hei gemaach gi sinn, an déi Debatt an der Finanzkommissioun, mä och méi breët an der Chamber an am Land wäerten an deenen nächste Méint méi einfach maachen.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Domadder wäere mer um Enn vun eisen Diskussiounen. Mir kommen elo zu der Ofstëmmung iwwert de Budget fir d'Joer 2012.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6350 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marc Spautz), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da kéime mer nach zu zwou Motiounen, déi den honorabelen Här Gibéryen eraginn huet. Dozou freet nach eng Kéier den Här Henckes d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Déi éischt Motioun, do froe mer, datt mer sollten iwwer ee Problem nodenken, dee sech doraus ergëtt, wann een d'Revenuë vum RMG vergläicht mat de Revenuë vum Mindestloun a vun enger Eenzelpersoun.

Bei enger Eenzelpersoun läit de Revenu disponibel vun dem Mindestloun am Ablack bei 1.549,41 Euro. A wann een den RMG kuckt, dann ass dat e Montant vun 1.354,39 Euro. Mä de Bénéficiaire vum RMG, deen huet och nach verschidden Avantagen, wéi datt en e Kulturpass huet, datt e fräi ka mam öffentleche Verkéier fueren an esou weider. A Waasser-Gas-Elektréisch och méi bëlleg kritt.

An do gëtt et elo eng Situatioun, zumools wann d'Regierung higee a si géif och nach d'Allocation de loyer héijen, datt herno den Attrait, fir schaffen ze goen, d'Motivatioun, d'Récompense fir deen, deen de Mindestloun huet, datt déi ëmmer méi kleng gëtt. A vill Jonker, déi 25 Joer al sinn, stelle sech op eng Kéier d'Fro, ob se net besser hätten, aus finanzielle

Grënn ophalen ze schaffen an op den RMG iwwerzegoen.

Ech mengen, do muss ee sech iwwerleeën, ob een net eng Léisung fënnt. Mir froen also vun der Regierung, datt se soll eng Etüd maachen, fir ze kucken, ob een net soll iwwert de Wee vun enger Erhéijung vum Crédit d'impôt oder iwwer eng Modulierung vun der Steiertabell oder vun engem Mix vun deenen zwee kucken, datt den Attrait, fir nees ze schaffen, speziell bei deene Jonken, méi grouss gëtt.

Déi zweet Motioun, déi mer virgestallt hunn, déi geet dorop eraus, datt mer gären hätten, datt an Zukunft keng Emprunté méi ënnerzeechent ginn, wou nuren Zënsen zrëckbezuelt ginn an net Kapital.

Mir verlaange vun der Regierung, datt se an Zukunft nure méi Emprunté virleet, wou festgeleecht gëtt, wéini d'Kapital a wat fir engen Anuitéiten zrëckbezuelt gëtt.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes fir déi Zousazexplikatiounen. Den Här Spautz freet nach d'Wuert.

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Jo, ech wollt just soen, dass dat, wat den Här Henckes elo gesot huet, beim RMG gutt kléngt. Mä awer, et ass awer net richteg an et ass och net esou ëmzesetzen, well den RMG kënnt Der net eleng kucken op eng Eenzelpersoun. Et muss een och op de Complément kucken, wann eng Familljenzesummesetzung ass.

Wéi e Salaire social minimum iwwert de Barème d'impôt soll entlaascht ginn, dat hunn ech nach net verstanen. Well wann ech richteg informéiert sinn, si ganz vill Leit, oder de Gros vun deenen, déi de Salaire social minimum kréien, déi bezuelen iwwerhaupt keng Steieren. Duerfir kann een dat net iwwert de Barème maachen.

(Interruption)

An dann ass et och net méi iwwer Ouvrier qualifié, mä dann ass et net méi een Ouvrier qualifié, da wier et e Salarié qualifié, well mir hunn neierdengs hei zu Lëtzebuerg e Statut unique.

An duerfir kënne mir, och wann et gutt kléngt, déi Motioun awer net matdroen.

► **Une voix.** - Dir waart seele besser, Här Spautz!

Motion 1

► **M. le Président.** - Gutt, mir kéimen dann zur Ofstëmmung iwwert déi éischt Motioun.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Interruption)

Den Här Gibéryen freet de Vote électronique.

Vote sur la motion 1

Da geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 48 Nee-Stëmmen, 4 Jo-Stëmmen an 8 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err

Sommaire des séances publiques nos 7, 8, 9 et 10

Communications	p. 66
Changements de composition	p. 66
Ordre du jour	p. 66
6350 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012	
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget	p. 66-69
- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances	p. 70-72
- Discussion générale	p. 76-89
- Discussion générale (suite)	p. 90-96
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel	p. 96-97
- Vote sur les motions	p. 97
Changements de composition des commissions parlementaires	p. 70
Dépôt de deux résolutions par Mme Anne Brasseur	p. 70
Question urgente n°1787 de M. Gast Gibéryen sur la réforme des traités européens	p. 72-74
Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2010	p. 74
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 de la Cour des Comptes	p. 74
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2010 du Médiateur	p. 74
6293 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2010	p. 74-76

(par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Motion 2

Da kéime mer zu der Motioun 2.

Kënne mer direkt doriwwer ofstëmmen? Neen, den Här Finanzminister wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Zu där zweeter Motioun wëllt ech soen, datt prinzipiell, wat d'Zilsetzung vun där Motioun ubelaangt, datt ech domadder d'accord sinn. Ech sinn net d'accord mam „wording“, an ech erklären, firwat.

Ech sinn net d'accord mat deem, wat hei geschiwwen gëtt, notament am Considérant, wou hei en Amalgame gemaach gëtt tëschent dem Risiko, wéi hei steet, fir Lëtzebuerg, fir säin „Triple A“ ze verléieren. Lëtzebuerg verléiert net säin „Triple A“ duerch de Scholdestand an duerch de Fait, ob mir Kapital oder Zënsen zrëckbezuelen. Déi Diskussioun, an dat ass jo hei amplekt diskutéiert ginn, ass eng iwwert d'Stabilitéit vun der Eurozon als Ganz. Duerfir huet dat iwwerhaupt näischt mat „Triple A“ ze doen.

Dat Zweet, dat ass, am zweete Considérant steet: «ne rembourse pas le capital».

Dach! Lëtzebuerg bezillt säi Kapital zrëck. Et ass schlecht erkläert hei. Dir wëllt soen, mir hunn elo net prezis gesot, ab wéi engem Moment mir zrëckbezuelen. Mä ech wëllt allen Investis-

seure soen, déi zu Lëtzebuerg dem Lëtzebuerger Stat Sue geléint hunn, Lëtzebuerg ass e Land, wat sengen Obligatiounen an der Vergaangenheet an och an der Zukunft zrëckkomm (veuillez lire: nokomm) ass, a mir bezuele selbstverständlech d'Statsobligatiounen zrëck.

Drëtt Remarque: Beim Considérant, datt dat eng «pratique financière malsaine» wär.

Dat ass falsch, well bal all, wann net all d'Länner an Europa hu ganz oft, wann e Prêt erfält, en Emprunt erfält, da gëtt deen nei refinanzéiert. Dat ass déi ganz Diskussioun, déi mer fir de Moment an Europa hunn.

Duerfir soen ech, d'Motioun, esou wéi se formuléiert ass, sinn ech net dermat d'accord.

Par contre, wou ech d'accord sinn a wou ech hei wëll en Engagement virun der Chamber huelen: Et ass scho richteg, datt mir haut eng Rei Emprunten hunn, wou mer elo nach net prezis gesot hunn an och net ëmmer prezis wëssen, op wéi engem Moment mer den Emprunt als Kapital zrëckbezuelen. Den Här Gibéryen huet selwer e Beispill a senger Ried ginn: Dat ass deen Emprunt, dee mer opgeholl hunn, fir an d'Kapital vun enger Lëtzebuerger Bank eranzeklammen.

Ech mengen, datt et gutt wär, wann an Zukunft géif d'Regierung - an ech engagéiere mech dozou -, wa mer en neien Emprunt ophuelen, datt mer der Finanzkommissioun oder der Chamber, dat ass mer egal, e Remboursementsplang, esou wéi mer en an deem Moment gesinn, iwwert d'Kapital och virleeën, fir datt d'Chamber ka gesinn, wéi mer gedenken dat Kapital och zrëckbezuelen.

Mir hunn zum Deel iwwert déi lescht Joren e Fonds de la dette gehat, mat deem mer och déi al Emprunten all zrëckbezuelt hunn. Mir hatten ee Moment iwwerhaupt keng Schold méi an duerno hu mer elo erëm eng Kéier Schold opgeholl. Dir wësst, datt mer fir de Moment 7,5 Milliarden hunn. An ech mengen, e Plan de remboursement, wéi en hei gefuerdert ass, domadder kann een d'accord sinn. An ech engagéiere mech hei, och ouni Motioun, fir dat bei deenen nächsten Emprunten, déi mer maachen, och der Chamber, virun allem der Finanzkommissioun virzeleeën.

► **M. le Président.** - Den Här Gibéryen freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, no den Erklärungen vum Här Minister géif ech proposéieren, mir géifen d'Motioun zrëckzéien a mir géifen d'Considéranté frësch formuléieren a se dann nach eng Kéier frësch deponéieren.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Okay.

► **M. le Président.** - Merci. Domadder wäere mer dann um Enn vun der Diskussioun an och um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 13., 14. a 15. Dezember.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.42 heures)

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

•

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

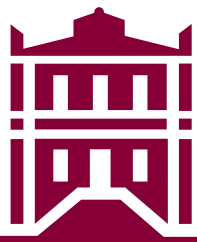
Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2010-2011		
1651	André Hoffmann	Risque d'outsourcing des services de maintenance de Cargolux
1652	Claudia Dall'Agnol	Hébergement d'associations dans le futur bâtiment de la Bibliothèque nationale
1657	Jean Colombera	Tuberculose et sida dans le milieu carcéral
Session ordinaire 2011-2012		
1698	François Bausch	Avantages fiscaux en faveur des salariés hautement qualifiés et spécialisés
1701	André Bauler	Construction de nouveaux lycées
1703	Ben Fayot	Vote par correspondance
1709	Eugène Berger	Secret professionnel
1711	Jean Colombera	Étude «Vivre au Grand-Duché de Luxembourg après un accident vasculaire cérébral»
1715	Roger Negri	Suppression de trains Luxembourg-Belgique
1716	François Bausch	Coût du projet Visupol
1717	Fernand Etgen	Formations continues organisées par le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT)
1718	André Bauler	Pont sur la Sûre près de Goebelsmühle (CR348)
1719	Eugène Berger	Marquage provisoire dans le tunnel «Howald»
1720	Félix Eischen	Installation de petites éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques
1721	Jean Colombera	Dispositifs rétro-réfléchissants
1722	Jean Colombera	Bonne pratique administrative
1723	Jean Colombera	Concept du «médecin-référent»
1724	Tessy Scholtes	Cours de natation des élèves de l'école fondamentale
1725	André Bauler	Politique de prix de la CFL
1726	Xavier Bettel	Services de la Police grand-ducale responsables des enquêtes judiciaires
1727	Camille Gira	Procédure commodo/incommodo pour exploitations de chèvres et moutons
1730	Claude Haagen	Coordinateur de sécurité et de santé
1731	Félix Braz et Henri Kox	Réaffectation du parc des machines d'ArcelorMittal à Bettembourg
1732	Jean Colombera	Remboursement des mémoires d'honoraires par la CNS
1733	Jean Colombera	Multilinguisme dans le secteur de la santé

1734	Félix Braz et Henri Kox	Accusations de violations des droits de l'Homme au Cambodge à l'égard d'une structure de sociétés de droit luxembourgeois
1735	Félix Braz	Capacités d'accueil de réfugiés au Luxembourg
1736	Marie-Josée Frank et Martine Mergen	Application de l'index aux laboratoires
1742	Jean Colombera	Manque de personnel à l'unité OR3 du CHNP
1744	Viviane Loschetter et Félix Braz	Pièces nécessaires pour une demande d'attestation d'enregistrement des immigrants de pays de l'UE
1747	Jacques-Yves Henckes	Dispositif antidémarrage par éthylotest électronique
1748	André Bauler	Neutralité de l'école par rapport aux différentes convictions et pratiques religieuses
1749	Camille Gira et Henri Kox	Concept énergétique du bâtiment pour le nouveau DataCenter à Roost
1751	Jean Colombera	Directive établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses
1752	Claude Adam	Aides financières accordées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
1755	Henri Kox	Augmentation de la radioactivité dans l'air depuis quelques semaines à travers l'Europe
1757	Jean Colombera	Vente en ligne de médicaments
1758	Vera Spautz	Congé spécial pour parents
1759	André Bauler	Insertion de personnes handicapées dans le monde du travail
1761	Anne Brasseur	Violence dans le football
1765	Félix Braz	Construction probable d'une série de barrages hydroélectriques au Laos et leurs conséquences sur les projets de la Coopération luxembourgeoise dans la région
1766	Félix Braz	Modification éventuelle du cycle de garde des pharmacies luxembourgeoises
1767	Serge Urbany	Transport de troupes militaires par une compagnie aérienne luxembourgeoise
1770	Fernand Kartheiser	Égalité des droits des parents
1772	Claude Adam et Félix Braz	Durée du titre de séjour pour étudiants issus de pays tiers
1776	André Bauler	Vote par correspondance
1782	Claude Adam	Prix de vente et droits d'auteur des livres numériques (e-book)
1794 urgente	Viviane Loschetter et Félix Braz	Mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig

Session ordinaire 2010-2011

Question 1651 (9.9.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant le **risque d'outsourcing des services de maintenance de Cargolux**:

Selon mes informations, la direction de Cargolux a informé début de l'année le comité mixte de l'entreprise d'une éventuelle joint venture de l'entreprise avec la société aérienne américaine Atlas Air, coopération qui devrait se limiter à l'acquisition et la gestion de pièces de rechange pour les nouveaux Boeings.

Le 26 mai 2011 deux sociétés ont été constituées au Luxembourg, à savoir «Global Aviation Technical Solutions GP S.A.» et «Global Aviation Technical Solutions SECS» (Mémorial C n°1943 et n°1964). Le siège de ces sociétés se trouve à l'Aéroport de Luxembourg et le conseil d'administration de «Global Aviation Technical Solutions S.A.» est constitué de façon paritaire par trois représentants de Cargolux et trois représentants d'Atlas Air.

Pourtant, la société-mère des deux sociétés n'est ni Cargolux ni Atlas Air, mais une société installée aux Îles Vierges Britanniques - à savoir «GATS Partnership (BVI) LP», représentée par la société «GATS GP (BVI) Ltd» - soumises à la juridiction et évidemment aux paradisiaques lois fiscales des Îles Vierges Britanniques.

L'objet social des sociétés nouvellement créées est l'exploitation d'un centre de maintenance pour avions, voire même l'exploitation d'aéronefs.

Les adresses email du personnel du département de la maintenance de Cargolux ont déjà été changées de «...@cargolux.com» en «...@gats.aero»!

L'État luxembourgeois est à l'heure actuelle le plus grand actionnaire de Cargolux (État, BCEE, SNCI, Luxair).

Ces faits soulèvent un bon nombre de questions, auxquelles je voudrais prier Messieurs les Ministres de bien vouloir répondre:

1. Le Gouvernement possède-t-il des informations concernant un éventuel outsourcing du personnel du département de la maintenance de Cargolux vers une autre société?

2. Dans l'affirmative, le comité mixte de Cargolux fut-il informé et consulté au sujet de ces plans, comme le prévoit le Code du Travail?

3. Pour quelle(s) raison(s) des représentants de Cargolux forment-ils la moitié des membres du conseil d'administration de «Global Aviation Technical Solution S.A.»? Existents-ils des liens ou intérêts communs entre les deux sociétés? Lesquels?

4. Cargolux est-elle impliquée dans la société «GATS Partnership (BVI) LP», respectivement «GATS GB (BVI) Ltd», sociétés-mères de «Global Aviation Technical Solution S.A. & Secs» et ayant leurs sièges aux Îles Vierges Britanniques, destination connue de l'évasion fiscale? Si oui, de quelle façon et pour quelles raisons?

Réponse (19.12.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à un quelconque «risque d'outsourcing des services de maintenance de Cargolux et l'implication de Cargolux dans des sociétés nouvellement créées».

Tout d'abord, d'après les informations que j'ai reçues, les procédures internes en la matière, à savoir présentation au comité mixte et approbation par le conseil d'administration, ont été respectées en l'occurrence.

Pour le reste, il n'appartient pas au Gouvernement de s'immiscer dans la gestion interne

d'une société commerciale de droit privé, gérée par un comité de direction et surveillée par un conseil d'administration.

Question 1652 (12.9.2011) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*) concernant l'**hébergement d'associations dans le futur bâtiment de la Bibliothèque nationale**:

Dans la réponse du 5 août 2011 de Madame la Ministre à ma question parlementaire n°1557 du 1^{er} juillet 2011 (*cf. compte rendu n°17/2010-2011*), il est précisé ce qui suit: «Nos services ont collaboré à l'élaboration du programme qui prévoit, comme par le passé, que les six sections de l'Institut grand-ducal ainsi que la Société préhistorique, avec leurs bibliothèques respectives, seront hébergées dans le futur bâtiment de la Bibliothèque nationale.»

Or, il s'avère que la Société préhistorique, bien qu'elle soit une organisation très scientifique et dynamique depuis sa fondation en 1979, ne constitue pas une section de l'Institut grand-ducal, mais une association sans but lucratif (R.C.S. Luxembourg F 5.275). Considérant que d'autres associations sans but lucratif luxembourgeoises sont aussi à la recherche de lieux de stockage bon marché pour leurs biens administratifs, bibliothèques et archives, je me permets de poser les questions suivantes:

- Sur quelle base juridique a-t-il été décidé d'accorder à cette a.s.b.l. un traitement qu'on peut qualifier de «privilegié» par rapport à d'autres associations?

- Quelles sont les démarches à entreprendre par d'autres a.s.b.l. auprès du Ministère de la Culture afin de pouvoir bénéficier d'un traitement identique?

- Est-ce que l'État ou la Bibliothèque nationale demanderont une contribution financière à l'a.s.b.l. pour l'hébergement de leurs bureaux et le stockage de leur bibliothèque au sein de la BNL?

Réponse (14.12.2011) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*:

Suite à la question parlementaire n°1652 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol relative à l'hébergement futur de la Société préhistorique luxembourgeoise au sein du nouveau bâtiment de la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg, j'ai l'honneur d'apporter la réponse suivante.

L'hébergement de la Société préhistorique et de son importante bibliothèque au sein de la Bibliothèque nationale est dans la droite ligne du programme de Gouvernement tel que retenu en 2009. Il est conforme aux objectifs fixés par ce programme pour valoriser la culture «comme élément constitutif de la société de la connaissance», pour rendre la «culture accessible à tous» tout en mettant en place «des synergies accrues» et appropriées entre acteurs et organismes culturels. Pour mettre en œuvre cette politique, l'État dispose de la liberté de contracter, y compris avec un organisme tel que la Société préhistorique luxembourgeoise.

La Société préhistorique luxembourgeoise, créée en 1979, a «pour but de promouvoir la recherche archéologique, l'étude et l'exploration de la préhistoire et de la protohistoire du Grand-Duché». Ses travaux se traduisent en particulier par la publication du «Bulletin de la Société préhistorique luxembourgeoise - Revue

interrégionale de Pré- et Protohistoire», publié avec le concours de subventions publiques. La Société préhistorique a rassemblé au fil du temps une importante collection d'ouvrages à caractère scientifique en rapport avec la recherche sur le plan international et national en matière de pré- et de protohistoire. Ces publications sont acquises en très grande partie par échange international avec de multiples institutions de recherche européennes de renom, qu'il s'agisse de centres de recherche d'universités, de musées ou d'associations archéologiques et préhistoriques. Elles constituent aujourd'hui la plus grande bibliothèque spécialisée du Luxembourg en matière de pré- et de protohistoire.

La riche bibliothèque de la Société préhistorique présente un grand intérêt documentaire, non seulement pour les membres de la société mais encore pour d'autres personnes, chercheurs, étudiants voire personnes privées désireuses de s'informer sur le sujet de la protohistoire et de la préhistoire. Par leur caractère scientifique, ces publications constituent un complément des collections afférentes de la Bibliothèque nationale et de l'Institut grand-ducal qui sera hébergé lui aussi au sein du nouveau bâtiment de la Bibliothèque nationale à Kirchberg.

Dans le souci de sauvegarder à long terme cet important instrument de documentation et de recherche, de le rendre aisément accessible au public intéressé et d'améliorer les conditions de travail de la Société préhistorique, celle-ci a sollicité l'aide de l'État et il a été convenu d'héberger la Société préhistorique et sa bibliothèque au sein du nouveau bâtiment de la Bibliothèque nationale.

Les modalités détaillées de cette future cohabitation, en particulier les modalités financières et bibliothéconomiques ainsi que les conditions de consultation de la bibliothèque de la Société préhistorique par le public, seront réglées en temps utile par convention entre l'État, d'une part, et la Société préhistorique luxembourgeoise, d'autre part.

Question 1657 (4.9.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la tuberculose et sida dans le milieu carcéral:

Un cas de tuberculose pulmonaire s'est manifesté à la prison de Schrassig. Généralement la tuberculose peut être une maladie en corrélation avec le sida soit en étant un signe avant-coureur, soit les personnes atteintes du sida contractent plus rapidement la tuberculose.

Questions:

- 1) Combien de patients atteints du sida se trouvent dans le milieu carcéral?
- 2) A-t-on pris des mesures supplémentaires pour isoler les personnes atteintes du sida pouvant développer plus rapidement la tuberculose que les personnes saines?
- 3) Quelles mesures ont été prises pour éviter une extension de la maladie?

Réponse (20.12.2011) de M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

L'honorable Député s'enquiert d'un cas de tuberculose pulmonaire, en corrélation avec le sida, apparu récemment au Centre pénitentiaire de Luxembourg.

Il faut rappeler tout d'abord qu'en raison du secret médical et des principes de la protection des données, les autorités pénitentiaires ne peuvent pas fournir de chiffres absolus et fiables à ce sujet alors qu'il n'existe pas d'obligation d'informer les autorités pénitentiaires des maladies éventuellement diagnostiquées par un médecin auprès d'un détenu. Ce point important étant précisé, les questions posées appellent les observations suivantes:

1. Le dépistage du VIH est proposé systématiquement à toute personne nouvellement admise au Centre pénitentiaire de Luxembourg, mais il reste toujours sujet au consentement du détenu, conformément notamment aux directives déontologiques admises au sein des pays membres du Conseil de l'Europe. Les chiffres statistiques restent donc tout à fait relatifs. À l'heure actuelle, aucune personne détenue au Centre pénitentiaire de Luxembourg n'est atteinte du sida.
2. Il faut différencier à ce sujet entre les personnes VIH-séropositives et les malades atteints du sida, c'est-à-dire chez lesquels la maladie se

manifeste. Ces derniers, très rares, bénéficient d'un suivi individuel intensif et les mesures à prendre sont toujours ordonnées par le médecin spécialiste traitant. L'identité des patients atteints du sida n'étant pas révélée à la direction du Centre pénitentiaire de Luxembourg pour les raisons indiquées en introduction, aucune mesure d'isolation n'a été prise par la direction du Centre pénitentiaire de Luxembourg récemment. Une telle mesure ne pourrait de toute façon être prise que sur avis médical.

3. Afin d'éviter une propagation de la tuberculose, le patient chez lequel la maladie a été constatée a été traité en milieu hospitalier. Les autorités compétentes du Ministère de la Santé ont été informées sans délai et les procédures prévues pour ces cas par le service de l'inspection sanitaire du Ministère de la Santé ont été appliquées (screening de toutes les personnes qui ont été en contact avec le malade, c'est-à-dire environ 300 personnes, détenus, personnel, magistrats, avocats, témoins, etc.). En cas de besoin, le Centre pénitentiaire de Luxembourg dispose par ailleurs d'une cellule équipée d'un appareil du type Plasmair pour la désinfection de l'air ambiant.

Session ordinaire 2011-2012

Question 1698 (12.10.2011) de M. François Bausch (déli gréng) concernant les avantages fiscaux en faveur des salariés hautement qualifiés et spécialisés:

Avec la circulaire du directeur des contributions L.I.R. - n°95/2 du 31 décembre 2010, l'Administration des Contributions directes a précisé une série d'avantages fiscaux appelés: Encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international de salariés hautement qualifiés et spécialisés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Quel est le nombre de personnes qui, depuis le 1^{er} janvier 2011, sont tombées sous l'application de cette circulaire?
2. Quel est le coût fiscal engendré par cette circulaire depuis le 1^{er} janvier 2011?
3. Quels sont les secteurs économiques qui ont pu en profiter?

Réponse (15.12.2011) de M. Luc Frieden, Ministre des Finances:

Depuis le 1^{er} janvier 2011 et jusqu'au 3 octobre 2011 inclus, 49 demandes ont été présentées à l'Administration des Contributions directes en application de la circulaire L.I.R. n°95/2 du 31 décembre 2010.

23 demandes ont été avisées favorablement et bénéficient ainsi des dispositions de la circulaire L.I.R. n°95/2 du 31 décembre 2010 portant sur l'encadrement fiscal des dépenses et charges en relation avec l'embauchage sur le marché international de salariés hautement qualifiés et spécialisés. Les demandes proviennent essentiellement du secteur financier. Les secteurs de l'IT, de l'industrie et de la logistique ont également présenté quelques demandes.

Vu le nombre peu élevé de demandes, le coût fiscal est par conséquent très faible à ce jour.

Question 1701 (14.10.2011) de M. André Bauler (DP) concernant la construction de nouveaux lycées:

À l'occasion du dépôt du projet de budget de l'État pour l'exercice 2012, Monsieur le Ministre des Finances a annoncé que le Gouvernement se propose d'accélérer la création des lycées à Clervaux et à Differdange.

Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a récemment fait savoir que la réalisation de ces infrastructures scolaires se ferait dans l'ordre suivant: Clervaux, Differdange et Mondorf-les-Bains.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir un calendrier précis selon lequel la construction des lycées en question sera mise en œuvre?
- Quels sont les programmes de construction retenus pour les trois lycées?
- À quels montants provisoires respectifs ces projets sont-ils évalués?

Réponse (1.12.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la planification des trois nouveaux lycées à Mondorf, Differdange et Clervaux, reportés l'année dernière par le Gouvernement pour des motifs budgétaires.

Tout d'abord, je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire n°1643 de l'honorable Député Kartheiser concernant ce même sujet (cf. *compte rendu n°2/2011-2012*).

Pour le surplus, je me permets d'informer l'honorable Député que l'actuel programme du lycée de Mondorf prévoit un lycée jusqu'à 1.200 élèves avec quelque 53 salles de classe de classes normales et spéciales.

En ce qui concerne le lycée de Clervaux, cet établissement dispose d'une capacité d'accueil d'environ 650 élèves et comprend notamment des surfaces pour l'enseignement (26 salles de classe, 6 salles spéciales et 8 ateliers), l'encadrement socio-éducatif, une salle des fêtes, un restaurant scolaire, des locaux pour l'administration et des infrastructures sportives avec piscine. Le coût du projet, qui sera définitivement arrêté à la fin de la phase de l'avant-projet détaillé, est actuellement estimé à quelque 60 millions d'euros.

Enfin, en ce qui concerne le Lycée funiculaire de Differdange, l'on planifie une capacité d'accueil d'environ 800 élèves avec des surfaces notamment pour l'enseignement (31 salles de classe, 8 salles spéciales et 2 ateliers) et l'encadrement socio-éducatif, une salle des fêtes, un restaurant scolaire, des locaux pour l'administration et des infrastructures sportives; des synergies éventuelles seront recherchées avec la commune de Differdange, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la piscine communale.

Question 1703 (14.10.2011) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le vote par correspondance:

- Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il me dire combien d'électeurs ont demandé à voter par correspondance aux élections communales du 9 octobre 2011 et combien de bulletins de vote par correspondance sont effectivement arrivés dans les bureaux de vote? Quant à l'acheminement des bulletins par la poste aux électeurs, sachant que ces lettres sont des envois recommandés, combien d'envois n'ont pu parvenir aux électeurs du fait que les électeurs ne pouvaient être atteints par la poste? Quant au renvoi des bulletins par les électeurs, combien d'envois ne sont pas parvenus en temps utile aux bureaux de vote?

- Il me revient par ailleurs que des électeurs résidant à l'étranger ont eu des difficultés à renvoyer leurs bulletins de vote moyennant les enveloppes prévues à cet effet. Ainsi, en Autriche, la poste ne reçoit ces enveloppes spéciales que moyennant une surtaxe de 13 euros. Peut-on constater des difficultés analogues dans d'autres pays?

Réponse (6.12.2011) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

La question de l'honorable Député concerne le vote par correspondance lors des dernières élections communales du 9 octobre 2011.

Sur un total de 263.068 électeurs 12.027 ont demandé à voter par correspondance, selon la répartition par commune détaillée en annexe. En revanche, le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région n'est pas destinataire des chiffres relatifs au nombre effectif de bulletins de votes acheminés vers les bureaux de vote, les constatations étant faites lors du dépouillement dans les bureaux de vote des 106 circonscriptions locales. Quant aux délais, l'article 271 de la loi électorale dispose clairement que «les enveloppes contenant le suffrage doivent parvenir au bureau de vote destinataire du suffrage au plus tard avant quatorze heures du jour du scrutin» de sorte que les envois tardifs ne sont pas pris en compte lors du dépouillement.

En ce qui concerne d'éventuelles difficultés d'envoi soulevées par l'honorable Député, le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région n'a pas été directement saisi d'une contestation ni d'aucune information chiffrée relative à cette question. Le Ministère a pris connaissance, cependant, d'informations relayées dans la presse concernant la commune de Bettembourg, ce cas isolé ayant fait l'objet d'une réponse à la question parlementaire n°1686 du 12 mai 2010 de Madame la Députée Josée Lorsché (cf. *compte rendu n°1/2011-2012*).

En ce qui concerne l'affranchissement des enveloppes, il y a lieu de rappeler que la loi n'instaure pas de principe de gratuité pour l'exercice du vote par correspondance.

Par conséquent, même si de nombreuses communes font bénéficier les électeurs par correspondance de coupons-réponse destinés à couvrir les frais d'envoi, l'on ne saurait en déduire un droit au paiement ou au remboursement de ces frais.

Il s'avère toutefois que le format actuel des enveloppes servant au vote par correspondance ne correspond pas à un format standard et peut donner lieu à des tarifs divergents selon les pays concernés.

Voilà pourquoi il est prévu d'adapter dans la mesure du possible - et notamment eu égard à la taille des bulletins de vote à y introduire - le format des enveloppes destinées au vote par correspondance.

Question 1709 (18.10.2011) de M. Eugène Berger (DP) concernant le secret professionnel:

Lors de la réunion jointe de la Commission du Développement durable, de la Commission des Affaires intérieures et de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports en date du 5 octobre 2011, Monsieur le Ministre de l'Économie a expliqué que non seulement les membres du Gouvernement et les hauts fonctionnaires du département de l'Aménagement du Territoire disposeraient d'informations détaillées sur le plan sectoriel «logement», mais également des personnes externes: «D'Ministere waren och u courant, mä mëttlerweil sinn eng Rei Leit scheinbar och u courant, dat mierken ech u Bréiwer, déi ech kréien, ganz erstaunlech, wou och Organisationsen Detailler wëssen, wat mech wonnert, a souguer där Associatiounen, déi menger Meenung no keen Intérêt hunn, dass een der Spekulationen elo Präis gëtt. Déi dierfte deng Intérëten dorunner hunn. Souguer déi hunn en, dat mierken ech u Bréiwer, déi ech kréien.»

Monsieur le Ministre laisse ainsi entrevoir qu'une ou plusieurs personnes auraient violé le secret professionnel en relation avec un document-clé de la politique du logement, qui ne devait en aucun cas tomber entre les mains de spéculateurs fonciers.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement:

- Depuis quand Messieurs les Ministres sont-ils au courant de telles fuites au sein de leurs Ministères?

- Quelles mesures ont été prises afin d'identifier les auteurs de ces indiscretions?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de transactions suspectes sur le marché foncier indiquant que les spéculateurs de terrain disposeraient d'informations réservées aux initiés?

- Messieurs les Ministres ne jugent-ils pas qu'il serait désormais important de présenter les plans sectoriels «zones d'activités économiques» et «logement»?

Réponse commune (2.12.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de M. Marco Schank, Ministre du Logement:

Le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et le Ministre du Logement n'ont aucune connaissance de fuites d'informations au niveau du plan sectoriel «logement» au sein de leurs Ministères.

Les sites potentiels de développement sont indiqués sur des plans à grande échelle accessibles par un nombre très restreint de collaborateurs tenus au secret professionnel.

Il est évident que ces sites peuvent également se dégrader lors d'une analyse intelligente de la structure urbaine de notre pays et de ses pôles de développement, exercice qui est quotidiennement opéré par les acteurs professionnels du secteur de l'immobilier.

Les Ministres n'ont aucune information précise sur des transactions suspectes sur le marché immobilier.

Les deux plans sectoriels invoqués seront engagés dans la procédure prévue par le législateur, suite au vote du projet de loi sur l'aménagement du territoire.

Question 1711 (19.10.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'étude «Vivre au Grand-Duché de Luxembourg après un accident vasculaire cérébral»:

Unter dem Titel „Vivre au Grand-Duché de Luxembourg après un accident vasculaire cérébral“ kündigten im Jahr 2008 die Uni Luxemburg zusammen mit dem CRP- Santé eine großangelegte Studie über die Versorgung und Nachsorge von Schlaganfallpatienten an. Das

Ziel war es, den Alltag und die Bedürfnisse von Hirnschlagpatienten und ihren Familien sowie die Qualität der Betreuung in Krankenhäusern und Reha-Einrichtungen zu untersuchen.

Finanziert werden sollte diese Studie vom Fonds national de la recherche und unterstützt von den Krankenhäusern, der Evaluierungseinheit der Pflegeversicherung sowie dem Gesundheitsministerium, dem Familienministerium und dem Ministerium für soziale Sicherheit.

Fragen:

1) Ist die Studie mittlerweile ausgewertet und abgeschlossen? Wo können die Resultate für den interessierten Teilnehmer, Patienten, Mediziner und Gesundheitsakteure nachgelesen werden?

2) Was sind die konkreten Resultate dieser Schlaganfallstudie für den Patienten?

3) Was sind die zurückbehaltenen Schlussfolgerungen für die Versorgungslage der Patienten im nationalen Gesundheitssystem?

4) Welches sind politische Maßnahmen, die nunmehr anstehen? Wird es eine nationale Stroke Unit geben? Wird es in diesem Sinne zu einer Bündelung der Ressourcen in der Schlaganfallversorgung hierzulande kommen?

5) Wie viel hat die AVC-Studie der Uni Luxemburg und des CRP-Santé schlussendlich und insgesamt gekostet?

6) Wird es Nachfolgestudien geben, welche die Reformmaßnahmen in diesem Bereich von Schlaganfallpatienten verfolgen und evaluieren werden?

Réponse (7.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'étude «Vivre au Grand-Duché de Luxembourg après un accident vasculaire cérébral» a été menée durant la période allant de 2005-2011.

Il s'agit d'une collaboration entre le Centre de Recherche Public-Santé (CRP-Santé) et l'Université du Luxembourg.

Les analyses effectuées sont actuellement encore en voie d'évaluation. Un premier rapport d'analyse sera publié au courant du 1^{er} semestre 2012.

Cette étude contient un volet épidémiologique ainsi qu'un volet sociologique, menés respectivement par le CRP-Santé et par l'Université du Luxembourg.

Après une étude de faisabilité s'étendant sur une année (2005), le volet épidémiologique a pu démarrer. Ainsi, entre juin 2006 et juin 2007, tous les codes «AVC» dans les diagnostics de sortie d'hospitalisation ont été répertoriés. Les données fournies par l'Inspection générale de la sécurité sociale, alors qu'elles ne renseignent que sur un seul code diagnostique, ne permirent pas à elles seules d'identifier les patients atteints d'un AVC.

À peu près 800 patients, dont le consentement a été requis pour la consultation de leur dossier d'hospitalisation, étaient concernés par l'étude.

Pour ces patients, une analyse du parcours de soins a ainsi pu être faite.

Le CRP-Santé s'est attelé à vérifier si les patients AVC sont passés ou non par les stroke-units existantes, s'il y a une différence en matière d'évolution et de morbidité/mortalité entre les patients ayant séjourné dans une stroke-unit et ceux qui n'y ont pas séjourné. Le suivi des critères et des «guidelines» internationaux en matière de parcours de santé et en matière de traitement et de prise en charge à l'intérieur de la stroke-unit a également été analysé.

Ensuite un «suivi secondaire» basé sur les données de consommation de soins et de médicaments a été fait sur une durée de deux ans (2008 et 2009). Ainsi, on a pu constater que certaines faiblesses subsistent en matière de «suivi secondaire»; notamment au niveau de la prise en charge des séquelles d'AVC, du traitement des comorbidités (diabète, hypercholestérolémie, HTA...).

On peut estimer qu'il y a entre 800 et 900 cas d'AVC par an au Luxembourg.

Dans le cadre du volet sociologique, qui a été assuré par l'Université du Luxembourg, une enquête sur la qualité de vie de ces personnes a été réalisée deux ans après leur hospitalisation pour un AVC (période de 2008 à 2010). Cette enquête portait également sur la satisfaction des patients envers leurs soignants, ainsi que sur la satisfaction de leurs aidants principaux.

Les résultats seront publiés au cours de l'année 2012.

Des modèles statistiques pour une évaluation plus précise des cas incidents seront élaborés.

Mon Ministère engagera également des discussions avec les médecins spécialistes en neurologie, les médecins traitants et les soignants.

L'étude totale, d'une durée totale de quatre ans (dont une année d'étude de faisabilité) a coûté 500.000 €. Elle a été financée par le Fonds national de la recherche, avec le soutien des Ministères de la Santé, de la Sécurité sociale et de la Famille et de l'Intégration, ainsi que celui de la cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance et des hôpitaux.

Le CRP-Santé a par ailleurs fourni des ressources humaines supplémentaires en matière de coûts qui n'étaient pas prévisibles au départ (négociations avec le comité d'éthique, la Commission nationale pour la protection des données, démarches dans les hôpitaux, etc.).

Question 1715 (20.10.2011) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant la **suppression de trains Luxembourg-Belgique**:

Le conseil d'administration de la SNCB (Société nationale des chemins de fer belges) a décidé en date du 18 octobre d'exécuter un plan d'économies entraînant la suppression de quelque 193 trains dont 23 connexions transfrontalières. Selon la liste dévoilée par la presse belge, quatre trains de et vers Luxembourg seraient ainsi supprimés d'ici 2014.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de ce plan d'économies?

2. Combien de voyageurs sont touchés par la suppression des trains en question?

3. Est-il prévu de remplacer les connexions supprimées par une offre alternative?

4. Existe-t-il des accords bilatéraux entre les deux sociétés ferroviaires respectivement entre les deux pays concernant l'exploitation des lignes transfrontalières? Dans l'affirmative, quelles sont les répercussions de la suppression des trains en question sur ces accords?

Réponse (1.12.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par la question parlementaire n°1715, l'honorable Député Roger Negri souhaite s'informer au sujet de la suppression par la SNCB de quatre trains de et vers Luxembourg d'ici 2014.

En effet, la SNCB a transmis aux CFL les décisions de son conseil d'administration du 18 octobre 2011 qui peuvent être résumées comme suit:

- suppression de 170 trains du trafic intérieur belge qui ne transportent pas plus de 40 voyageurs, à partir de décembre 2012;

- négociations avec les partenaires internationaux de la SNCB (dont les CFL) afin d'envisager la suppression de 23 trains transfrontaliers qui ne transportent pas plus de 40 voyageurs et dont les recettes commerciales ne couvrent même pas la facture d'énergie de traction, à partir de décembre 2013.

Les quatre trains touchés par les propositions de suppression touchant le Luxembourg et les CFL sont les suivants:

- train 5641 de Luxembourg à Arlon départ 21h57 (sans arrêts intermédiaires);

- train 5642 de Luxembourg à Arlon départ 22h58 (sans arrêts intermédiaires);

- train 5943 de Luxembourg à Arlon départ 23h47 (avec arrêts intermédiaires);

- train 5904 d'Arlon à Luxembourg départ 04h39 (avec arrêts intermédiaires).

Selon les comptages des CFL en 2010 et en 2011, ces trains sont occupés en moyenne de 10 à 20 personnes (en fonction des heures).

Il est à souligner que l'éventuelle suppression des quatre trains transfrontaliers n'est pas encore définitive, mais fera encore l'objet de négociations entre les CFL et la SNCB. Dans le cas où une suppression de ces trains à partir de décembre 2013 serait décidée, il pourrait être envisagé de remplacer l'un ou l'autre des trains concernés.

Il existe un contrat bilatéral entre la SNCB et les CFL dont le principe d'échange des prestations est le suivant:

- le Luxembourg prend en charge les prestations que les trains SNCB réalisent sur la partie luxembourgeoise du parcours;

- la SNCB paie les prestations que les trains CFL réalisent sur la partie belge du parcours.

À préciser enfin dans ce contexte que la suppression de quatre trains réalisée par la SNCB engendre une réduction des dépenses annuelles pour les CFL évaluée à quelque 250.000 €. Ces dépenses correspondent à la partie luxembourgeoise du parcours réalisé par les trains SNCB.

Question 1716 (21.10.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant le **coût du projet Visupol**:

L'évaluation du projet-pilote «Visupol» publiée début octobre soulève des doutes sérieux quant à l'efficacité de la vidéosurveillance dans la lutte contre la criminalité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Quel est le coût total du projet-pilote «Visupol» depuis sa mise en place à ce jour: acquisition, installation et entretien du matériel, location des locaux, formation et rémunération du personnel chargé de l'évaluation des images filmées, frais de fonctionnement courants, etc.?

Réponse (24.11.2011) de **M. Jean-Marie Haldorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Je vous joins en annexe une évaluation des coûts du projet-pilote portant sur la vidéosurveillance sur le territoire de la ville de Luxembourg.

Frais du projet pilote VISUPOL 2005-2011							
Chiffres en €	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1 Frais de consultance	23.520	8.310	33.350	0	0	0	0
2 Acquisition et installation	0	23.088	1.580.211	363.135	37.114	17.573	1.764
3 Entretien	0	0	375	20.077	12.845	3.425	1.322
4 Location des locaux	0	0	8.662	8.662	8.662	8.662	8.662
5 Formation	0	0	Formation interne	0	0	0	0
6 Rémunération du personnel	0	0	*	*	*	*	*
7 Frais de fonctionnement courants	0	0	16.466	99.569	145.209	142.031	131.195
Sous Total:	23.520	31.398	1.639.063	491.443	203.831	171.691	142.943
Total:	2.703.889						

*= Depuis 2007 4 policiers et 5 employés de la WSA font la gestion du système

Question 1717 (21.10.2011) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **formations continues organisées par le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT)**:

Le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) a entre autres pour mission de mettre en œuvre la formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées. À cette fin, le SCRIPT organise chaque année un certain nombre de formations dispensées par des experts étrangers.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de formations continues ont été organisées au cours de cette année par le SCRIPT?

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails chiffrés pour chaque cours de formation continue (sujet, participants, coûts)?

- Combien de ces formations ont été dispensées par des experts recrutés à l'étranger?

- Quels sont les sujets traités dans les formations dispensées par les experts non luxembourgeois?

- Existe-t-il des critères pour le choix des experts étrangers? Si oui, lesquels? Dans la négative, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas qu'il serait opportun de définir de tels critères?

- Existe-t-il des limites pour les honoraires des experts étrangers? Dans l'affirmative, quel est le montant maximal?

Réponse (22.11.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Durant l'année scolaire 2010-2011, l'Institut de formation continue du SCRIPT pour le personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées a organisé un total de 1.107 cours de formation continue, dont les participants étaient répartis en 1.406 groupes.

L'offre de formation de l'Institut de formation continue est structurée selon les domaines suivants:

Lernende Schule - Kultur des Miteinanders:

- organisation et qualité scolaire,
- travail en équipes,
- coopération avec les parents,
- communication et médiation - compétences sociales,
- leadership et management.

Im Mittelpunkt: Lehrerin und Lehrer:

- compétences personnelles,
- compétences administratives,
- compétences technologiques - maîtrise des outils liés aux TIC,
- initiation pédagogique pour chargés d'éducation (ES/EST),
- insertion professionnelle: relever le défi des deux premières années d'enseignement,
- personnes ressources: institutrices et instituteurs ressources, formatrices et formateurs, tutrices et tuteurs,
- enseignement fondamental: présidents des comités d'école,
- enseignement fondamental: membres des comités d'école,
- enseignement fondamental: coordinateurs et coordinatrices de cycle,

- enseignement fondamental: éducateurs et éducatrices (gradués),
- enseignement fondamental: titulaires des cours d'accueil.

Im Mittelpunkt: Schüler und Schülerin:

- enfants et adolescents,
- aide aux enfants,
- orientations scolaire et professionnelle,
- compétences sociales - troubles du comportement.

Lernen und unterrichten:

- apprentissage et motivation,
- classroom-management,
- Unterrichtsplanen und durchführen,
- beobachten und fördern - Evaluation,
- troubles d'apprentissage,
- pädagogisches Handeln: Rückblick und Ausblick.

Sprachen und Medienerziehung (Fächer - Wissen - Kompetenzen):

- langues,
- alphabétisation - promotion de la lecture et de l'écriture,
- défis pluriels: enseigner et apprendre en contextes plurilingues et pluriculturels,
- éducation aux médias.

Mathe und Wissenschaften (Fächer - Wissen - Kompetenzen):

- mathématiques,
- éveil aux sciences et sciences naturelles,
- histoire - Comoco - géographie,
- éducation au développement - environnement,
- promotion de la santé.

Gestalten, Musik, Bewegung (Fächer - Wissen - Kompetenzen):

- éducation artistique et travaux manuels,
- éducation musicale - expression corporelle - théâtre,
- sport - promotion du mouvement.

Philosophie - Formation morale et sociale - Formation morale et religieuse:

- philosophie - formation morale et sociale - formation morale et religieuse,
- sciences économiques et sociales - sociologie.

Berufliche Fächer (Fächer - Wissen - Kompetenzen):

- toutes formations,
- professions de santé,
- formations horticoles et agricoles,
- métiers de l'électricité,
- métiers de l'automobile,
- métiers du bâtiment,
- division informatique,
- métiers de l'hôtellerie et du tourisme,
- réforme de la formation professionnelle.

Le nombre de participants par formation peut varier, à savoir:

- 10, qui est le minimum pour une formation organisée au niveau national,
- 12 pour les formations en interne dans une école ou un lycée,
- 20 à 25, en fonction du dispositif mis en place par les formatrices et formateurs.

Le nombre minimal de participants peut exceptionnellement être réduit si les sujets de formation le requièrent (p. ex. au niveau de la formation professionnelle). Le nombre de participants peut également être augmenté pour une conférence s'adressant au grand public.

La durée d'une formation peut varier entre deux heures (conférences grand public) et plus de 100 heures pour certaines formations qualifiantes.

Les coûts des formations se chiffrent de la façon suivante:

- frais d'honoraires (cf. tableau dernière page),
- frais de séjour (hébergement et frais de restauration) pour les formatrices et formateurs venant de l'étranger,
- frais de voyage.

Durant l'année 2010-2011, 559 formatrices et formateurs sont intervenus pour les formations continues offertes par l'Institut de formation continue du SCRIPT.

Les formatrices et formateurs étaient originaires des pays suivants:

pays d'origine	nombre de formatrices et formateurs	part relative
Luxembourg	301	53,85%
Allemagne	163	29,16%
Belgique	34	6,08%
Suisse	22	3,93%
France	21	3,76%
Autriche	8	1,43%
autres	10	1,79%
total	559	100%

Les formatrices et formateurs intervenant pour le compte du SCRIPT:

- possèdent une expérience professionnelle avérée dans la matière des cours proposés (activité de formation auprès d'instituts de formation connus, publications, activités d'enseignement...);

- offrent des formations qui s'appuient sur un cadre théorique scientifique;

- conçoivent les formations offertes de manière à cibler clairement les pratiques pédagogiques en favorisant les échanges entre les enseignants sur leurs pratiques ainsi que la mise en commun et l'analyse de ces pratiques;

- proposent une variété d'arrangements didactiques qui incitent à une transposition active et réfléchie en classe;

- clarifient les objectifs de la formation et les adaptent, le cas échéant, selon les attentes et besoins des participants;

- veillent à créer un climat favorisant l'apprentissage et le respect mutuel, à offrir un cours de qualité (compétences disciplinaires et didactiques) et à présenter des documents de travail pertinents.

Les offres de formation continue sont systématiquement soumises à des évaluations de qualité et seront, en cas de besoin, adaptées aux exigences du système éducatif luxembourgeois et des participants.

Les indemnités dues aux formatrices et formateurs sont fixées sur la base d'une durée d'une heure de cours (60 minutes), y inclus le temps de préparation. Ces indemnités sont versées conformément à la loi du 7 octobre 1993 ayant pour objet: a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques; b) la création d'un Centre de Technologie de l'Éducation;

c) l'institution d'une Commission d'Innovation et de Recherche en Éducation.

Le montant de l'indemnité est déterminé en fonction des qualifications des intervenants. Les tarifs applicables aux formateurs luxembourgeois sont également valables pour les intervenants étrangers s'ils disposent d'une qualification analogue:

qualification	tarifs en vigueur à partir du 1 ^{er} octobre 2011
professeurs d'universités (ou fonctions assimilables)	131,32 €
enseignants des grades E7-E8 qui dispensent une formation de type supérieur; formateurs d'instituts étrangers de formation des enseignants ou qualifications assimilables	108,12 €
enseignants des grades E1-E6 qui dispensent une formation de type supérieur	88,00 €

Dans des cas exceptionnels, afin de pouvoir engager des experts renommés dans les domaines de formation prioritaires, des tarifs dépassant les tarifs en vigueur sont négociés.

Question 1718 (24.10.2011) de **M. André Bauler (DP)** concernant le **pont sur la Sûre près de Goebelsmühle (CR348)**:

La couche de roulement du pont sur la Sûre près de Goebelsmühle (CR348) se trouve dans un mauvais état, si bien que des problèmes d'étanchéité risquent de se poser à brève échéance.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces problèmes? Quelles mesures devraient être prises?

- L'Administration des Ponts et Chaussées envisage-t-elle d'effectuer une réfection de cet ouvrage d'art? Dans l'affirmative, quand ces travaux pourraient-ils être réalisés?

- Dans ce contexte, est-il également prévu de procéder à une rénovation du pont avoisinant sur la Wiltz (RN27)?

Réponse (1.12.2011) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives à la couche de roulement du pont sur la Sûre près de Goebelsmühle (CR348).

En effet, le problème évoqué par l'honorable Député est bien connu par mes services et les mesures de réhabilitation planifiées comprennent notamment la démolition et la reconstruction complète de la superstructure avec mise en œuvre d'un nouveau complexe d'étanchéité. En plus, il est prévu de renforcer les fondations et de réhabiliter les maçonneries ainsi que les parements des tympans. Ainsi, le programme de l'Administration des Ponts et Chaussées prévoit non seulement une simple réfection, mais une réhabilitation complète du pont. Après obtention de la permission de cours d'eau, les travaux de réhabilitation seront mis en adjudication de sorte que le chantier puisse en principe débiter au printemps 2012.

Quant à l'ouvrage OA1214 portant la route N27 et traversant la rivière Wiltz et les voies ferrées de la Société Nationale CFL, une inspection est lancée en vue de déterminer les mesures de réfection nécessaires le cas échéant.

Question 1719 (24.10.2011) de **M. Eugène Berger (DP)** concernant le **marquage provisoire dans le tunnel «Howald»**:

Dans le cadre des travaux de mise en état du tunnel «Howald» un marquage provisoire jaune a été mis en place sur toute la longueur du chantier. Après la finalisation des travaux fin novembre 2010 ce marquage a été décapé seulement provisoirement.

Bon nombre d'automobilistes me signalent toutefois que les restes du marquage provisoire sont dérangeants, voire dangereux, notamment pendant la nuit ou en cas de pluie.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer pourquoi le marquage provisoire n'a pas encore été entièrement enlevé?

- Dans quels délais pourra-t-on s'attendre au décapage définitif du marquage provisoire?

Réponse (1.12.2011) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des informations relatives au marquage provisoire jaune mis en place lors du chantier dans le tunnel Howald.

Le marquage provisoire du chantier de la fonte du tunnel Howald à l'approche de ce dernier a été réalisé sur un revêtement du type drainant, qui a cependant permis une pénétration plus profonde de la peinture.

Après la fin du chantier, le marquage provisoire a été fraisé superficiellement et normalement le reste du marquage se dégrade peu à peu sous l'effet du passage des véhicules journaliers. Un fraissage plus profond de la couche supérieure de roulement n'a pas été possible, car il aurait causé une dégradation importante de la chaussée.

Vu le résultat médiocre de dégradation et vu que le renouvellement de la couche de roulement n'est pas prévu avant 2014, il est prévu d'ôter le reste du marquage en utilisant du décapant avant la fin de cette année. Cette intervention nécessitera cependant la fermeture des voies de circulation et une circulation en alternance ce qui engendrera des perturbations importantes de trafic.

Il faut noter que le marquage provisoire de la bretelle de l'A3 vers l'A1 sur la Croix de Gasperich en direction du tunnel Howald a pu être complètement enlevé étant donné que la couche de roulement a été remplacée.

Question 1720 (25.10.2011) de **M. Félix Eischen (CSV)** concernant l'**installation de petites éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques**:

La construction d'éoliennes dans notre pays se heurte souvent à de nombreux obstacles et suscite de nombreuses polémiques au sein de la population. Une alternative serait d'utiliser les poteaux et pylônes électriques du réseau de transport d'électricité au Luxembourg (365 pylônes de 220 kV et 1.677 pylônes de 65 kV) comme supports à éoliennes. Une première installation a récemment été mise en service à Fribourg-en-Brigau. En installant une éolienne d'une puissance de 50 kW sur les 30.000 poteaux sur le territoire de Bade-Wurtemberg, la puissance installée serait équivalente à celle d'une tranche nucléaire.

Un autre avantage de ce concept est de pouvoir disposer d'éoliennes sur l'ensemble du territoire.

Comme le Luxembourg dispose de plusieurs centaines de poteaux électriques et de pylônes haute tension le potentiel énergétique à exploiter serait non négligeable.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de ce concept?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre entend-il transposer cette idée sous forme de projet-pilote au Luxembourg?

- Quel serait le potentiel énergétique à exploiter?

- Quelles autorisations sont requises pour l'installation de telles éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques?

Réponse (25.11.2011) de **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Félix Eischen concernant l'installation de petites éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Je peux vous confirmer que j'ai connaissance du concept concernant l'installation de petites éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques. Lors de l'établissement du Plan d'action national en matière d'énergies renouvelables (ci-après «le Plan») tel que prévu par la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, une analyse des différentes technologies renouvelables a été entreprise afin d'identifier un bouquet réaliste de technologies permettant la réalisation de l'objectif en matière des énergies renouvelables qui se chiffre à

11% de la consommation finale nationale à l'horizon 2020. La technologie visée n'a pas été directement retenue pour des raisons techniques, économiques et de potentiel de mise en œuvre.

Au moment de l'établissement du Plan, les analyses ont montré que la technologie des éoliennes sur les poteaux et pylônes électriques n'était pas assez mûre pour lui permettre un développement à moyen et long terme. En outre, le grand nombre de questions techniques, dont entre autres le souci de la stabilité des poteaux et pylônes électriques, la protection des câbles contre des objets qui pourraient se détacher des éoliennes, la maintenance en toute sécurité des éoliennes concernées et l'intégration de la production électrique à basse tension dans les réseaux m'ont mené à la conclusion de ne pas intégrer cette technologie dans le Plan.

Finalement, des estimations ont montré que le potentiel est très limité par rapport à l'objectif national en matière des énergies renouvelables. En supposant que chaque poteau et pylône de 220 kV et de 65 kV du réseau électrique national puisse accueillir jusqu'en 2020 une éolienne d'une puissance de 10 kW, ce qui constitue une approche purement théorique et très optimiste, la production maximale estimée se chiffrerait en 2020 à environ 30 GWh, ce qui correspond à quelque 0,06% de la consommation d'énergie nationale.

Pour ce qui est des autorisations requises pour l'installation et l'exploitation d'éoliennes ne dépassant pas la puissance de 100 kW sur les pylônes et poteaux électriques, celles-ci sont exemptes d'une autorisation en vertu de la législation en matière des établissements classés. Une modification de la nomenclature est actuellement en procédure réglementaire. Il se peut qu'à l'avenir certaines petites éoliennes puissent être considérées comme faisant partie d'un parc éolien et être soumises à autorisation.

Question 1721 (25.10.2011) de **M. Jean Colombera (ADR)** concernant les **dispositifs rétro-réfléchissants**:

Die Herbstzeit hat angefangen und damit gehen auch alljährlich widrige Verhältnisse im Straßenverkehr einher, bedingt durch die instabilen und wechselhaften klimatischen Bedingungen. Oft kommt es dann in den Morgenstunden oder auch tagsüber zu Nebelbildung mit eingeschränkter Sicht.

Im Ausland sieht man oft neue Markierungsmethoden von Straßen und Bahnhöfen. Hier werden sogenannte „Katzenaugen“ (Reflektoren) gar in verschiedenen Farben sowohl in der Mitte der Fahrspuren als auch an den Rändern der Straßen im Straßenbelag mit eingebaut, um auch bei schlechten Sichtverhältnissen den Fahrer visuell zu orientieren. Die Wahl der Farbe (rot, gelb, grün, blau, weiß) der Reflektoren hilft zusätzlich bei der Orientierungshilfe des Verkehrsteilnehmers.

Fragen:

1) Wieso sieht man bisweilen diese Errungenschaft der Verkehrssicherheit kaum hierzulande?

2) Was sind die Gründe für die derzeitige bescheidene Präsenz von solchen an der Fahrbahn fixierten Katzenaugen?

3) Gedenkt der Minister, in diesem Bereich Initiativen zu nehmen, um die nationale Verkehrssicherheit weiter verbessern zu können?

4) Denkt der Minister nicht auch, dass beispielsweise Zebrastreifen in diesem Sinne zu allen Zeiten sichtbar gemacht werden sollten und das Anbringen von Reflektoren auf den Fahrbahnen eine Lösung darstellen könnte?

Réponse (1.12.2011) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures**:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur l'utilisation du marquage lumineux comme moyen permettant de renforcer la sécurité routière. Il se demande de même si la sécurité des piétons empruntant un passage pour piétons ne peut être renforcée par la mise en place d'un marquage lumineux.

L'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, encore appelé Code de la Route, ne prévoit à l'heure actuelle aucune disposition réglant l'utilisation du marquage lumineux. L'article 110 du Code de la Route dispose toutefois que le marquage (non lumineux) comporte des marques qui sont soit de couleur blanche, soit de couleur jaune. Tout en reconnaissant l'utilité du marquage lumineux comme outil dans la lutte contre l'insécurité

rité sur la voie publique, il est cependant recommandable d'éviter une panoplie de couleurs et de se limiter, par analogie aux dispositions de l'article 110 précité, aux couleurs blanche et jaune.

Au Luxembourg, le marquage lumineux est essentiellement utilisé dans le cadre de chantiers, lorsque le marquage ou l'aménagement habituel de la chaussée est temporairement modifié et rendu, le cas échéant, plus complexe. Dans tous les autres cas, le marquage de la chaussée et l'aménagement de l'espace routier devraient offrir les garanties de sécurité requises.

En ce qui concerne plus particulièrement les passages pour piétons, l'éclairage vertical à la hauteur même du passage constitue un moyen approprié pour renforcer la sécurité des piétons voulant s'engager sur un tel passage, notamment en cas de visibilité réduite. La mise en place d'un signal A, 11a «approche d'un passage pour piétons», le cas échéant complété par un feu clignotant, permet également à renforcer la sécurité des passages pour piétons.

D'une manière plus générale, il convient de préciser qu'une récurrence élevée à ce type de dispositif lumineux comporte le risque de brouiller la perception de l'espace routier par l'automobiliste. Il existe par conséquent une corrélation directe entre l'usage fréquent des dispositifs en question et le risque d'accidents.

Question 1722 (26.10.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la bonne pratique administrative:

En 2008 le Médiateur a donné une série de recommandations concernant la bonne pratique administrative à savoir:

1) Toute demande d'un citoyen devrait faire l'objet d'un accusé de réception dans un délai de deux semaines sauf évidemment si dans le même délai une réponse exhaustive peut être transmise au citoyen.

2) L'agent public est tenu d'instruire les dossiers dans un délai raisonnable. Ce délai ne devrait pas dépasser trois mois. Dans le cas où ce ne serait pas possible vu la complexité du dossier, l'agent public ne devrait pas tarder à en informer le citoyen en indiquant dans toute la mesure du possible les délais dans lesquels il peut raisonnablement s'attendre à une prise de décision.

Questions:

1) Qu'est-il advenu du projet de loi concernant le droit à l'information du citoyen?

2) En absence d'une telle loi, y a-t-il des recommandations internes faites aux agents publics concernant les délais de réponse?

3) Y a-t-il un recours pour les citoyens en cas d'absence d'une réponse?

4) Que pense le Ministre des recommandations du Médiateur et quels sont les aboutissants?

5) Combien de plaintes ont été faites ces dernières années auprès du Médiateur concernant la non-réponse et combien de fois le Médiateur a-t-il dû intervenir?

6) Quelles conclusions le Ministre a-t-il tiré de ces interventions?

Réponse (29.11.2011) de Mme Octavie Mordert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:

Monsieur le Député Jean Colombera s'enquiert sur les suites réservées à une série de recommandations formulées en 2008 par le Médiateur en matière de bonne conduite administrative.

En réponse aux questions posées, je voudrais fournir à l'honorable Député les informations suivantes:

En ce qui concerne le droit à l'information du citoyen, les services du Ministère d'État sont sur le point de finaliser un projet de loi concernant l'accès des citoyens aux documents détenus par l'administration. Ce projet de loi tient compte des recommandations que le Conseil de l'Europe a faites en la matière. Il sera soumis après finalisation au Gouvernement et suite à son approbation par le Conseil de Gouvernement engagé dans la procédure législative.

À la question de savoir s'il existe des recommandations internes aux agents au sujet du respect de délais de réponse, je voudrais au préalable faire référence au droit positif, pour lequel l'administration n'est en principe pas tenue d'observer un délai précis. Toutefois, il convient d'ajouter le principe général découlant de l'article 4 (1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif qui prévoit un dé-

lai général de trois mois, passé lequel la demande est censée être refusée (voir infra). Par ailleurs, il convient de souligner que la législation luxembourgeoise prévoit, dans des domaines particuliers, des délais spécifiques en-dehors desquels l'administration publique doit prendre une décision administrative. Un tel délai est par exemple prévu par l'article 9, paragraphe 4, de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Par ailleurs, les juridictions administratives contrôlent régulièrement si une décision administrative a été prise dans un «délai raisonnable» (Cour administrative, arrêts des 5 mars 2009, numéro du rôle: 24981C, 1^{er} juillet 2010, numéro du rôle: 26747C et 28 octobre 2010, numéro du rôle: 26877C).

Enfin, il convient de préciser que le département de la Simplification administrative est en train d'élaborer un avant-projet de loi prévoyant, conformément au programme gouvernemental de juillet 2009, la mise en place de délais de réponse envers l'administration publique.

La troisième question a trait aux possibilités de recours en cas d'absence de réponse. D'après l'article 4 (1) de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, une décision implicite de refus se forme si dans un délai de trois mois à partir de la date du dépôt d'une demande aucune décision n'est intervenue. Dans ce cas, le demandeur peut introduire un recours contre la décision implicite de refus devant le tribunal administratif.

Pour ce qui est de la quatrième question, je voudrais rappeler que les deux recommandations auxquelles l'honorable Député fait référence dans son introduction font partie de la recommandation n°34 relative à l'introduction d'un Code de bonne conduite par le Médiateur. Cette recommandation à caractère global est intégralement reprise dans le rapport d'activité du Médiateur couvrant la période du 1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2009. À la page 72 du même rapport, le Médiateur reprend, analyse et commente également la réaction du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Il constate en guise de conclusion que «tout en se félicitant de la prise en considération de sa recommandation tant dans le projet d'un code de déontologie que dans d'autres projets relatifs à l'accueil et au service des citoyens, le Médiateur ne manquera pas pour autant de suivre de près l'évolution du processus de réforme et son impact sur la pratique administrative».

En ce qui concerne la suite réservée au processus de réforme en matière de «pratique administrative», je me permets d'indiquer qu'un important paquet de réformes de modernisation touchant aussi bien au fonctionnement des administrations qu'au statut et à la structure des traitements de la fonction publique a été élaboré depuis et est sur le point d'être introduit dans la procédure législative.

En matière de fonctionnement des administrations, ces réformes prévoient l'introduction d'une gestion par objectifs destinée à mettre en relation et à suivre les objectifs personnels des agents et les objectifs généraux de l'administration. La fixation d'objectifs généraux est basée entre autres sur les niveaux de qualité de service et les niveaux de satisfaction des citoyens et des usagers qu'une administration souhaite atteindre, ces niveaux prenant en compte les attentes en matière d'accessibilité, d'accueil, de devoir d'information et de délais de traitement des dossiers telles qu'elles sont exprimées également dans le Code de bonne conduite.

Parallèlement, les trois plans d'action approuvés par le Conseil de Gouvernement en date du 28 mai 2010 pour les années 2010 à 2014, à savoir le programme «Simplification administrative des procédures et formalités de l'État», le plan d'action de la réforme administrative et le plan directeur de la mise en œuvre des technologies de l'information au sein de l'État, ont en commun de porter sur le fonctionnement des administrations et l'organisation des procédures et d'en améliorer la qualité et l'efficacité. Ils continuent à proposer aux administrations et services de l'État des méthodes, des démarches et des outils destinés à leur permettre d'agir dans le respect des principes de la meilleure réglementation et de la moindre charge administrative, d'assurer l'implémentation et l'usage efficace des outils de l'information et de la communication, d'analyser et d'améliorer leurs processus de traitements de dossiers et de couvrir les aspects relationnels entre l'administration publique et ses usagers. Qu'il me soit permis à titre d'exemple de relever spécialement parmi ces outils l'introduction de la gestion électronique des documents au sein des administrations et services de l'État, solution informatique et organisationnelle qui organise et gère tous les aspects liés aux informations et

aux documents électroniques de l'État et dont l'objectif déclaré est entre autres d'offrir un meilleur service à l'utilisateur grâce à ses possibilités de suivi du dossier, d'optimisation des flux et d'accélération en conséquence du traitement de dossiers.

En ce qui concerne plus particulièrement les aspects en relation avec le comportement exigé de l'agent envers le citoyen, le paquet de réformes comprend un texte fixant les règles déontologiques dans la fonction publique.

La cinquième question, portant sur le nombre de plaintes faites ces dernières années auprès du Médiateur concernant la non-réponse et le nombre d'interventions de celui-ci dans ce contexte précis, relève plus directement de la compétence du Médiateur et je ne peux que me référer aux statistiques publiées en annexe des rapports annuels de celui-ci.

Finalement et pour répondre à la dernière question portant sur les conclusions à tirer des interventions du Médiateur, il m'est important d'attirer l'attention sur le fait que, de manière générale et pour ce qui touche au fonctionnement de l'administration, les exigences exprimées par le Médiateur, que ce soit au sujet de l'accessibilité et de la réactivité ou que ce soit au sujet de la transparence, d'une réponse compréhensible et d'une prise de décision motivée, sont toutes au centre des différentes initiatives en cours en matière de modernisation de la fonction publique, aussi bien dans le contexte des réformes en cours en matière statutaire et salariale que dans le cadre des plans d'action de la simplification administrative, de la réforme administrative et de la mise en œuvre des technologies de l'information au sein de l'État.

Question 1723 (26.10.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le concept du «médecin-référent»:

Im Rahmen des Konzeptes „Referenzarzt“, das in Kürze eingeführt werden soll, können ab 2012 Patienten auf freiwilliger Basis ihren Referenzarzt bestimmen. Das Gutachten der Arbeitskammer war in einigen Punkten skeptisch gegenüber dem Vorhaben, insbesondere was die Tatsache betraf, dass in der Einführung des Referenzarztes das Prinzip der freien Wahl des Gesundheitsministers in Frage gestellt wurde. Aber auch andere Elemente werfen Fragen auf, was ihre konkrete Umsetzung betrifft.

So sieht der Arzt eine Reihe neuer Anforderungen auf ihn zukommen, die über die derzeitigen Möglichkeiten einer Arztpraxis hinausgehen. Wenn ein Patient beispielsweise in eine Klinik eingewiesen wird, müsste in der Logik des Konzeptes „Referenzarzt“ und in der Logik der Versorgungskontinuität dem behandelnden Arzt in der Akutklinik der letzte Stand in der Behandlung und in der Versorgung mitgeteilt werden.

Fragen:

1) Wie wird das Konzept des „Referenzarztes“, das nunmehr in einigen Wochen zum Einsatz kommen wird, schlussendlich aussehen?

2) Wo können die Modalitäten dieses Konzeptes sowohl von den betroffenen Gesundheitsversorgern als auch den Patienten nachgelesen werden? Gibt es eine spezifische Internetseite mit entsprechenden und aktuellen Informationen zur ab 2012 gültigen Erneuerung?

3) Wie soll die Verwaltung der Gesundheitsdaten und Informationen von Patienten, die einen Vertrag mit ihrem „Referenzarzt“ unterschrieben haben, organisiert werden? Inwiefern können Gesundheitsdaten zwischen Dienstleistern ausgetauscht werden?

4) Wie werden die zusätzliche Arbeitsbelastung in den Arztpraxen und die damit verbundenen finanziellen Mehrkosten gelöst?

5) Wie kann die Zurverfügungstellung von Gesundheitsdaten bezüglich eines Patienten, der notfallsmäßig operiert wird, im Interesse des Patienten verbessert werden? Wie steht es mit einem elektronischen System, das unabhängig von Ort und Zeit Basisdaten als Zusammenfassung der relevanten Patientengeschichte („Patient Summary“-Datei) zur Verfügung stellen kann?

Réponse (6.12.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Die Vorbereitungen zur Einführung des Referenzarztes, so wie es die Gesundheitsreform vorsieht, welche durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 in Kraft getreten ist, verlaufen weiterhin nach Plan.

Im Übrigen verweise ich auf meine ausführliche Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.1620 des ehrenwerten Abgeordneten (cf. compte rendu n°17/2010-2011).

Question 1724 (26.10.2011) de Mme Tessa Scholtes (CSV) concernant le cours de natation des élèves de l'école fondamentale:

Le plan d'études de l'école fondamentale prévoit la tenue des cours de natation et ceci à partir du cycle 1. Il semble pourtant que l'organisation de ces derniers diffère fortement d'une commune à l'autre. Cette différenciation se fait sentir tant au niveau de leur tenue générale que dans la manière de les organiser. En effet, leur enseignement est soit assuré par l'instituteur lui-même, soit par un chargé de cours, soit par un instructeur de natation.

Souvent l'instituteur ne se considère pas apte à l'enseignement de la natation et ceci pour différentes raisons. D'une part, la formation d'instituteur n'inclut pas de formation spécifique en la matière, à part le brevet de premiers secours ainsi qu'un séminaire théorique où la natation fait partie des nombreux sujets abordés.

D'autre part, surtout dans les cycles inférieurs comprenant de nombreux élèves non nageurs, l'instituteur se voit souvent débordé par la tâche d'enseigner seul à sa classe. Voilà pour quoi maints instituteurs préfèrent se dessaisir de ce cours dont l'enseignement incombe finalement aux chargés de cours bien qu'eux non plus ne disposent pas d'une formation adéquate dans ce domaine.

Pour les communes où les instructeurs de natation sont chargés des cours, des questions sur leur rémunération et sur leur degré d'intervention se posent. En effet, bien que la loi sur l'enseignement fondamental de 2009 n'inclue pas les instructeurs de natation dans la liste du personnel intervenant, 941 leçons de natation par semaine sont actuellement gérées par ces derniers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer toutes ces allégations? Si tel est le cas, pourquoi ne pas procéder à une uniformisation des cours de natation au niveau national?

- Dans une telle optique, trois solutions pourraient se présenter, à savoir:

1. Une première solution pourrait résider dans une formation spécifique en natation des futurs instituteurs comprenant des volets théorique et pratique, comme l'encourage par ailleurs le programme gouvernemental 2014.

2. Une deuxième solution pourrait consister à confier la branche «psychomotricité, expression corporelle, sports et santé» dans l'enseignement fondamental aux titulaires d'un diplôme en éducation physique et sportive. Ces personnes sont manifestement qualifiées dans ce domaine qui offre néanmoins un nombre de postes limité.

3. Finalement on pourrait envisager d'inclure les instructeurs de natation dans la liste du personnel intervenant dans l'enseignement fondamental sous condition d'approfondir leur formation pédagogique en la matière.

Laquelle ou lesquelles de ces propositions Madame la Ministre pourrait-elle prendre en considération?

Réponse (29.11.2011) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

La série de questions posées par l'honorable Députée donne lieu aux réponses suivantes:

1. D'une part, des cours de natation font partie de la mise en œuvre du plan d'études de l'enseignement fondamental dans le cadre du domaine de développement et d'apprentissage qui regroupe l'expression corporelle, la psychomotricité, les sports et la santé. Pour ce qui est de la natation, les socles de compétence à atteindre à la fin des différents cycles de l'enseignement fondamental s'annoncent comme suit:

- l'élève sait se mouvoir librement et avec assurance dans l'eau à hauteur de poitrine (cycle 1);

- l'élève glisse sur l'eau à hauteur légèrement inférieure à la taille de l'enfant, avec l'aide de matériel auxiliaire (cycle 2);

- l'élève nage avec assurance dans un style de natation sur une courte distance

(25 m) (cycle 3);

- l'élève nage sans interruption dans un style sur une distance de 100 m (cycle 4).

La natation fait donc partie d'un large domaine de développement et d'apprentissage qui, d'après l'annexe 3 du règlement grand-ducal du 11 août 2011 fixant le plan d'études pour les quatre cycles de l'enseignement fondamental, comprend 108 leçons annuelles pour les cycles 2 et 3 ainsi que 72 leçons annuelles pour le 4^e cycle. Il est à remarquer qu'au 1^{er} cycle de l'enseignement fondamental, il n'y a pas de grille horaire fixe, mais que le personnel enseignant et éducatif y est appelé à veiller à prévoir pour chaque semaine des situations d'apprentissage qui couvrent l'ensemble des domaines de développement et d'apprentissage définis par la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

D'après les informations dont je dispose, 76,14% des leçons consacrées au domaine de développement et d'apprentissage susmentionné sont assurées par des instituteurs et 23,86% par des chargés de cours. Pour des raisons liées aux modalités de la saisie informatique, il n'est pas possible actuellement de faire le partage exact entre les leçons de natation et les autres leçons d'éducation physique.

2. D'autre part, les articles 7 et 8 du règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire traitent des dispositions relatives aux qualifications du personnel chargé de cours de natation:

«Art. 7. Peuvent être chargés des cours de natation dans les différents ordres d'enseignements:

- les professeurs d'éducation physique;
- les instituteurs de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire;
- les chargés de direction, les chargés de cours et les remplaçants des personnes visées sous a) et b);
- les instructeurs de natation.

Art. 8. Le niveau de qualification est basé sur les connaissances et capacités fondamentales dans les matières enseignées ci-après et à acquérir, pour les personnes visées sous b) et c) de l'article 7 ci-devant, dans le cadre de la formation initiale et continue:

- pédagogie et technique relatives à l'organisation et au déroulement des cours d'apprentissage de la nage;
- nage, plongée et plongeon;
- premiers secours, sauvetage et réanimation;
- hygiène des eaux.

Le niveau de qualification déterminé ci-dessus est vérifié dans le chef:

- des instituteurs ayant terminé leur formation avant l'entrée en vigueur du présent règlement ainsi que
- des remplaçants pouvant se prévaloir d'une formation adéquate ou des chargés de l'enseignement de la natation avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

De par leur formation professionnelle, la qualification pédagogique est dans tous les cas acquise aux instituteurs.»

En ce qui concerne la préparation des futurs instituteurs en matière de tenue de cours de natation dans le cadre de la formation initiale des instituteurs, celle-ci est à la fois tributaire des instituts de formation et des choix opérés par les étudiants lors du parcours de leur formation. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que la promotion 2011 des instituteurs nouvellement admis à la fonction compte 121 lauréats de l'Université du Luxembourg et 96 lauréats issus d'un institut de formation étranger.

Il convient aussi de relever que l'Institut de formation continue du personnel enseignant et éducatif des écoles et des lycées organise une série de formations continues en éducation physique et natation qui connaissent un vif succès (p. ex.: «Schwimmenlernen mit Kindern, Der Kompetenzbereich: Bewegen im Wasser im Rahmen des neuen Lehrplans der Grundschule»).

3. En guise de conclusion et conformément à l'article 11 du règlement grand-ducal précité: «L'enseignement de la natation appartient au titulaire de la classe. Toutefois, le titulaire peut être déchargé de cette obligation et remplacé pour tout ou partie des charges inhérentes au cours de natation par décision des autorités scolaires. Dans ce cas, celles-ci concluent un arrangement avec l'autorité responsable de la

piscine», j'encourage la prise en compte dans l'organisation de la formation initiale et continue des instituteurs des spécificités liées à la tenue de cours de natation conformément à la réglementation précitée.

Je tiens à signaler également que, pour ce qui est de la tenue des leçons de natation dans l'enseignement fondamental par des instituteurs de natation, j'ai l'intention de faire régler les conditions de leur intervention dans le cadre d'un futur projet de loi.

Question 1725 (26.10.2011) de M. André Bauler (DP) concernant la politique de prix de la CFL:

Il me revient que les CFL pratiquent une politique de prix très favorable à l'intention des voyageurs frontaliers occasionnels, grâce à la formule «billet 1 jour», et ce pour de nombreuses destinations situées dans la Grande Région. Ces billets sont valables pour un aller-retour au tarif du billet aller simple. Des habitants de la région septentrionale du pays ont toutefois attiré mon attention sur le fait que le tarif «1 jour» ne vaut pas pour les destinations de Gouvy, Vielsalm, Trois-Ponts et Coë (ligne du Nord). Ainsi, comme le trajet aller-retour de Troisvierges à Gouvy coûte 11,60 euros par personne, de nombreuses personnes refusent d'effectuer ce trajet en train.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cette discrimination? Dans l'affirmative, ce tarif défavorable est-il également en vigueur pour le passage en direction d'Arlon?

- Quelle est la raison de la discrimination de prix à l'égard des voyageurs traversant la frontière belge entre Troisvierges et Gouvy?

- Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès des responsables des CFL afin de remédier à cette situation? Dans l'affirmative, dans quels délais le tarif pourrait-il être adapté?

- Quels ont été les résultats des négociations entamées en 2008 avec la SNCB afin de prolonger le tarif CFL jusqu'à Gouvy?

Réponse (12.12.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Par sa question parlementaire n°1725 du 26 octobre 2011, l'honorable Député André Bauler souhaite s'informer au sujet de la tarification transfrontalière et le «billet 1 jour».

En effet, les CFL, de concert avec les entreprises ferroviaires des pays limitrophes, émettent des titres de transport journaliers aller et retour à destination de nombreuses villes de la Grande Région telles que par exemple Trèves, Sarrebruck, Thionville, Metz, Arlon et Virton. Les prix appliqués sont soit des prix de marché, soit des prix dérivés du tarif normal par l'octroi d'une réduction variable.

À l'heure actuelle, les CFL sont en cours de négociations avec la SNCB pour une mise en service d'une telle tarification «billet 1 jour» à destination des gares de Gouvy, Vielsalm et Trois-Ponts. Sous réserve de l'accord définitif des responsables SNCB, cette nouvelle tarification devrait pouvoir se mettre en place pour le 1^{er} février 2012.

Pour ce qui est des navetteurs frontaliers professionnels, une éventuelle extension jusqu'à la gare de Gouvy de la tarification nationale luxembourgeoise en termes d'abonnement mensuel est actuellement à l'étude auprès de la SNCB en vue de l'élaboration d'un business case. Une mise en place de cette extension est également préconisée pour la date du 1^{er} février 2012, sous réserve de l'accord de la SNCB.

Question 1726 (26.10.2011) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les services de la Police grand-ducale responsables des enquêtes judiciaires:

En matière d'enquête judiciaire, sous les ordres du Parquet ainsi que du cabinet d'instruction, la Police grand-ducale dispose, à côté du Service de Police Judiciaire, (compétence nationale), de six Services d'Enquête et de Recherche Criminelle/SREC (compétence régionale), unités destinées à combattre la petite et moyenne criminalité. Or, la pratique montre que souvent des affaires de petite et moyenne criminalité deviennent très complexes et atteignent un niveau de criminalité beaucoup plus élevé voire un niveau de criminalité organisée.

Tout comme leurs collègues du SPJ, les membres de ces Services de Recherche doivent faire preuve d'une grande flexibilité et disponibilité, ceci souvent au détriment de leur vie privée.

Cette flexibilité et disponibilité permanente, les heures de travail supplémentaires et irrégulières, une très haute responsabilité dans l'exécution des tâches journalières et dans l'accomplissement de leurs missions et bien d'autres raisons encore rendent ces unités souvent inintéressantes pour grand nombre de fonctionnaires de la police. Les SREC font face à des difficultés de recrutement considérables.

Il faut également savoir que le coût des formations en matière judiciaire et tactique policière comme la technique de filature sont considérables. À cela s'ajoute que l'expérience des différentes sections sur le terrain (mœurs, vol organisé, stupéfiants, cellule de police technique et protection de la jeunesse) se font aux prix de longues années d'expérience.

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Le Ministre a-t-il connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation afin que les services concernés puissent répondre de manière adéquate aux exigences des autorités judiciaires tout en garantissant une exécution de qualité en matière de lutte contre la criminalité?

Réponse (29.11.2011) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

Le programme gouvernemental prévoit une révision de la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale et l'Inspection générale.

Dans le domaine de la police judiciaire, un groupe de travail interministériel a été instauré sous autorité du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région. Les propositions élaborées par le groupe de travail sont actuellement analysées et le processus décisionnel est en cours. Il est évident que l'excellence de qualité de travail en matière judiciaire est primordiale.

Toutes les analyses et discussions sont menées en concertation étroite avec les autorités judiciaires et policières.

Question 1727 (27.10.2011) de M. Camille Gira (dél. gréng) concernant la procédure commodo/incommodo pour exploitations de chèvres et moutons:

La fièvre Q est une maladie infectieuse extrêmement contagieuse, un être humain pouvant être infecté par une bactérie unique. Dans un communiqué du 17 août 2011, l'Administration des Services vétérinaires a fait savoir que l'épidémie de la fièvre Q a été détectée dans deux exploitations agricoles au Luxembourg.

Selon la réponse de Monsieur le Ministre à la question parlementaire n°1639 de Monsieur Fernand Etgen du 29 août 2011 (cf. compte rendu n°1/2011-2012), il n'existe pas de normes concernant la distance entre les troupeaux des petits ruminants et les quartiers d'habitation, ni pour la construction de bâtiments servant à abriter chèvres et moutons.

Or, la proximité entre troupeaux et quartiers d'habitation peut être problématique en cas d'épidémie et les écoulements issus des troupeaux peuvent contaminer dans certains cas la nappe phréatique ou des réservoirs d'eau potable, non seulement avec des agents pathogènes, mais également avec des résidus de produits chimiques ou le mercure contenu dans les vaccinations pour bétail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait opportun d'instaurer une procédure commodo/incommodo pour les exploitations de chèvres et moutons?

Réponse (1.12.2011) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

En réponse à la question parlementaire sous objet, j'aimerais en premier lieu rappeler certains éléments de ma réponse que j'ai fournie à la question parlementaire n°1639 de Monsieur le Député Fernand Etgen.

La fièvre Q est une maladie animale qui peut toucher pratiquement toutes les espèces du règne animal: animaux domestiques (chats, ovins, caprins, bovins), animaux sauvages (oiseaux, serpents, amphibiens) et les arthro-

podes (tiques). En outre, il s'agit d'une zoonose, c'est-à-dire une maladie qui est potentiellement transmissible à l'homme. Alors que dans nos régions les animaux essentiellement atteints sont les petits ruminants (moutons, chèvres), dans d'autres endroits la maladie concerne surtout les bovins.

L'agent étiologique de la maladie est une bactérie, *Coxiella burnetii*, qui se transmet soit par voie directe (aérosol) soit par voie indirecte via les tiques.

La fièvre Q est certes une zoonose mais ne constitue pas pour autant un problème majeur de santé publique comme l'ont montré les résultats d'analyses effectuées au niveau national.

Au niveau réglementaire, il n'existe pas de normes concernant la distance entre les troupeaux des petits ruminants et les quartiers d'habitation, mais il existe des recommandations qui divergent suivant les auteurs.

Les conditions pour la construction de bâtiments servant à abriter des chèvres sont les conditions générales reprises dans la réglementation concernant la protection des animaux dans les élevages mais ne sont pas spécifiques pour les chèvres.

Pour ce qui concerne la demande précise de Monsieur le Député et qui consiste à instaurer une procédure commodo/incommodo pour les exploitations de chèvres et de moutons, il y a lieu de signaler qu'actuellement l'établissement «bergeries ou étables à moutons dans une agglomération de plus de 2.000 habitants (capacité de plus de 50 bêtes)» tombe sous le champ d'application de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Les demandes d'autorisation y relatives sont traitées par l'Administration de l'Environnement.

Un projet de règlement grand-ducal élaboré par le Ministre du Développement durable et des Infrastructures se propose d'élargir le champ d'application sur toutes les étables pour ovins et caprins d'une capacité à partir de 50 bêtes et sans distinction de lieu d'implantation.

Par ailleurs, l'Administration des Services vétérinaires continue à surveiller de près la situation en matière de santé animale et émet, le cas échéant, les recommandations appropriées pour les exploitations touchées par la maladie.

Question 1730 (28.10.2011) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant le coordinateur de sécurité et de santé:

La fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers est souvent perçue par le maître d'ouvrage d'un projet comme un devoir embarrassant, alors qu'il est indéniable que la sécurité et la santé des travailleurs sont à respecter et à préserver avant toute autre chose.

Les conditions de formation applicables à la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sont déterminées par la loi du 13 janvier 2002 modifiant la loi du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail (dispositions intégrées au Code du Travail en 2006) et précisées par le règlement grand-ducal du 9 juin 2006 en la matière.

En 2005 l'ITM avait demandé à tous les coordinateurs de sécurité de rédiger une demande afin de pouvoir exercer cette fonction.

En 2006 l'ITM demandait à l'aide d'un formulaire les expériences professionnelles de même que les références y relatives.

Il me revient qu'actuellement l'analyse de ces demandes et formulaires vient de se terminer.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1) Combien de coordinateurs de sécurité et de santé ont formulé une demande en vue de sauvegarder leur fonction? Combien de demandes formulées ont été refusées et pour quels motifs?

2) Quels ont été les délais maxima et minima pour le traitement des demandes d'agrément? Pour quelles raisons l'évaluation des formulaires et des références des coordinateurs de sécurité et de santé potentiels a duré aussi longtemps?

Selon la législation précitée, l'accès à la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles requiert un certain niveau de formation, en fonction de la catégorie de chantier à surveiller. Il s'agit d'un brevet de maîtrise dans un des métiers de la construction pour les chantiers de la catégorie A, d'un diplôme d'ingénieur industriel ou d'ingénieur technicien en génie civil pour les chantiers de la catégorie B, ou d'un diplôme (bac+5) d'ingénieur en génie civil ou d'architecte pour les chantiers de la catégorie C.

3) Un coordinateur de sécurité exerçant cette fonction depuis maintes années déjà, mais ne pouvant se prévaloir des diplômes respectifs requis, ne serait-il plus en droit d'exercer cette fonction depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2002? Si tel était le cas, quelles seraient les conséquences en matière de responsabilités professionnelles pour les projets réalisés par ces coordinateurs de sécurité avant 2002, 2006 et 2011 en cas de non attribution de l'agrément en 2011?

4) La loi dispose que les postulants à la fonction de coordinateur de sécurité doivent être détenteurs d'un des diplômes énoncés ci-dessus ou avoir accompli une «formation équivalente». Monsieur le Ministre peut-il me citer des exemples me renseignant sur le terme «formation équivalente»? Pourquoi les agréments des niveaux B et C restent-ils réservés aux seuls diplômés en génie civil?

5) Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que les expériences professionnelles en tant que coordinateur de sécurité devraient être prises en compte pour l'attribution des agréments, en pouvant se substituer sous certaines conditions à l'exigence d'un diplôme sanctionnant une formation particulière?

6) Le cadre législatif et réglementaire luxembourgeois en la matière est-il comparable à celui en vigueur dans nos pays voisins voire dans les autres États membres de l'UE? Est-ce que des individus ou des sociétés établis à l'étranger, agréés ou non dans leur pays d'origine, peuvent offrir leurs services de coordination de chantiers sur le territoire du Grand-Duché dans le cadre de la libre prestation de services dans le Marché unique? Dans l'affirmative, ont-ils besoin d'un agrément luxembourgeois à cet effet?

7) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait réadapter la législation actuelle?

Réponse (12.12.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Comme le souligne à juste titre l'honorable Député, la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers est essentielle pour préserver la sécurité et la santé des salariés.

D'après les dispositions afférentes du Code du Travail précisées dans le règlement grand-ducal du 9 juin 2006, tout candidat coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles doit remplir trois prérequis pour pouvoir obtenir un agrément:

- un prérequis de qualification (brevet de maîtrise, diplôme d'architecte, diplôme d'ingénieur en génie civil, diplôme d'ingénieur industriel en génie civil ou ingénieur technicien en génie civil, ou alors disposer d'une formation reconnue comme équivalente);

- une expérience professionnelle de trois, respectivement cinq ans dans le domaine de la construction;

- une formation spécifique comme coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles.

L'agrément délivré aux coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles a comme but d'assurer que les coordinateurs disposant d'un tel agrément ont les compétences minimales requises pour assumer les tâches dont ils ont la charge.

Concernant la première question, il convient de relever que 228 demandes d'agrément ont été introduites entre 2004 et le 23 novembre 2011. Toutes ont été traitées. 31 de ces demandes ont dû être refusées, parce que le postulant ne remplissait pas, soit le prérequis de qualification, soit le prérequis d'expérience professionnelle.

Quant à la deuxième question il y a lieu de noter que le paragraphe 4 de l'article 9 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 précité dispose que tout coordinateur de sécurité et de santé doit remplir les conditions réglementaires au plus tard 25 mois après la publication au Mémorial des nouveaux cycles de formation. Ces nouveaux cycles de formation ayant été publiés au Mémorial en date du 18 juillet 2007, les coordinateurs de sécurité et de santé auraient dû suffire aux dispositions légales et réglementaires au plus tard le 18 août 2009.

À cette date, 175 dossiers avaient été avisés par le comité consultatif relatif aux formations et aux agréments des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles, dénommé ci-après le comité, 41 dossiers n'étaient pas complets ou se trouvaient en suspens parce que les postulants avaient encore des pièces à produire.

En cours de route de la phase d'appréciation des dossiers, des consultations et réunions avec les parties concernées (ministères compétents en la matière, chambres professionnelles, instituts de formation, représentants des coordina-

teurs de sécurité et de santé) ont été organisées régulièrement afin que les membres du comité puissent disposer d'un maximum d'informations pour pouvoir aviser les dossiers de demandes d'agrément.

Dans le cadre de ces consultations les éléments figurant à l'ordre du jour visaient, dans la majorité des cas, le prérequis de formation (la formation de base) des postulants.

Suite à ces consultations, il a été décidé qu'il serait seulement possible d'envoyer les décisions ministérielles simultanément à tous les postulants pour les raisons suivantes:

1. l'envoi au fur et à mesure des décisions ministérielles aurait certainement eu des influences néfastes considérables sur le marché des coordinateurs de sécurité et de santé;

2. lors des délibérations du comité consultatif, il a été constaté que certaines décisions, notamment dans le cadre des reconnaissances des formations reconnues comme équivalentes, au sens de l'article L. 312-8 du Code du Travail en ce qui concerne les activités de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles, avaient des influences sur des dossiers déjà avisés antérieurement.

Comme certains postulants ont dû être recontactés à plusieurs reprises par le secrétariat du comité pour qu'ils produisent les éléments nécessaires afin que le comité puisse se prononcer et afin de compléter leurs dossiers, les travaux finaux se sont prolongés jusqu'à la mi-mars 2011.

Concernant la troisième question, il faut relever que même si un candidat coordinateur de sécurité et de santé a exercé depuis maintes années les fonctions de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles, ceci ne le décharge pas de suffire aux dispositions légales et réglementaires en la matière. Comme déjà indiqué, les conditions figurant à l'article L.312-8 du Code du Travail et précisées par les dispositions de l'article 6 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 quant à la formation de base, d'expérience professionnelle et de formation appropriée, sont cumulatives et doivent être remplies simultanément.

Comme les dispositions précitées du Code du Travail prévoient que les modalités d'octroi de l'agrément à délivrer aux coordinateurs de sécurité et de santé doivent être fixées par règlement grand-ducal (règlement grand-ducal pris le 9 juin 2006), comme ce règlement grand-ducal instaure une période transitoire étant venue à échéance en août 2009, et comme la délivrance des agréments a été retardée pour les raisons décrites ci-dessus, les autorités chargées du contrôle de l'application de la législation et réglementation en matière de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles ne pouvaient pas sanctionner un coordinateur ne pouvant pas se prévaloir des diplômes respectifs requis.

La période entre 2002 et 2011 a d'ailleurs été utilisée par maints coordinateurs pour, soit faire le nécessaire pour disposer d'un diplôme tel que prévu par la législation, soit se procurer l'expérience professionnelle exigée par la réglementation.

La responsabilité professionnelle des coordinateurs ne pouvant obtenir un agrément en 2011 et ayant réalisé des projets après 2002, 2006 et après la prise de décision ministérielle en matière de coordination de sécurité et de santé, est évidemment engagée, étant donné que ces coordinateurs ne remplissent pas les conditions de la législation, respectivement de la réglementation précitées.

Quant à la quatrième question, voici quelques exemples de formations reconnues comme équivalentes au sens de l'article L. 312-8(6) du Code du Travail et de l'article 5 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006 en ce qui concerne les activités de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles:

Pour le niveau A au lieu d'un brevet de maîtrise, le diplôme de:

- baccalauréat technologique - sciences et technologies industrielles - génie civil;
- bachelier technicien en génie;
- conducteur des travaux publics et technicien de bureau d'études.

Pour le niveau B au lieu d'un diplôme d'ingénieur industriel en génie civil respectivement d'ingénieur technicien en génie civil, le titre de:

- Diplom-Ingenieur (FH) - staatlich nachdiplomiert - Ausbildungsgang Hochbau;
- gradué en bureau de dessin et d'organisation en construction;
- ingénieur technicien section travaux publics.

Pour le niveau C au lieu d'un diplôme d'architecte ou d'ingénieur en génie civil, le titre de:

- master en sciences, technologies, santé, à finalité professionnelle, mention: mécanique,

énergétique et ingénierie, spécialité: génie civil et infrastructure;

- ingénieur diplômé spécialité bâtiment et travaux publics, grade de master;

- diplômé en méthodes de construction industrie et bâtiment.

La directive 92/57/CEE concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles concerne les chantiers où s'effectuent des travaux du bâtiment ou de génie civil.

Qui peut mieux connaître les risques engendrés par un tel chantier qu'un homme de l'art en la matière qui ne peut être qu'un architecte ou un ingénieur en génie civil, un ingénieur industriel en génie civil ou un ingénieur technicien en génie civil ou alors une personne disposant d'un brevet de maîtrise d'un des métiers de la construction.

Entre les années 1997 et 2002, les autorités de contrôle ont dû constater que la réalisation des missions dans la phase conception en bonne et due forme suivant la réglementation en la matière faisait malheureusement souvent défaut. Cette situation peut être expliquée par le fait qu'une partie des coordinateurs n'avait que très peu de notions dans le domaine du génie civil et de la construction ainsi que dans le domaine de l'organisation d'un chantier.

Concernant la cinquième question, il est évident que l'expérience professionnelle est un des prérequis exigés par la législation et par la réglementation en matière de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles.

La législation européenne donne en plus la possibilité à chaque personne de faire valider son expérience professionnelle afin d'obtenir un diplôme, un titre à finalité professionnelle ou un certificat de qualification professionnelle sur la base de son expérience professionnelle.

Certains candidats coordinateurs de sécurité et de santé ont d'ailleurs fait usage de cette possibilité et ont pu obtenir leur agrément.

Quant à la sixième question, il convient de noter que les dispositions légales, réglementaires et administratives en matière de la coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles ont comme base la directive européenne 92/57/CEE concernant les prescriptions minimales à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles.

Les conditions pour pouvoir accomplir les missions de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles sont comparables dans nos pays voisins voire dans les pays de l'Union européenne. De manière générale les trois prérequis figurant dans la législation luxembourgeoise pour se voir octroyer un agrément sont comparables avec les conditions existant dans nos pays limitrophes, à part l'exigence concernant la spécialisation en génie civil qui n'existe qu'en Allemagne.

Cette exigence a été introduite dans la législation et la réglementation luxembourgeoise suite à des consultations avec la Commission européenne dont les personnes responsables ont encouragé les autorités luxembourgeoises à procéder de cette sorte.

D'ailleurs en juin 2011, les autorités belges se sont adressées à mes services afin de se renseigner quant au système d'agrément au Grand-Duché alors qu'ils sont en train de préparer une modification de la réglementation existante belge et veulent suivre l'exemple luxembourgeois.

Toute personne ou société établie à l'étranger peut offrir ses services de coordination sur les chantiers temporaires ou mobiles sur le territoire luxembourgeois, à condition de détenir l'agrément luxembourgeois correspondant au type de chantier et le cas échéant d'autres autorisations nécessaires afin de pouvoir œuvrer sur le territoire luxembourgeois.

Finalement il y a lieu de relever que, comme les dispositions transitoires en matière de la réglementation relative à la coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles sont venues à terme il y a peu et comme les décisions concernant les demandes d'agrément des postulants coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles n'ont été prises qu'en date du 4 mai 2011, il est trop tôt pour avoir assez de retours d'expérience afin de savoir si la législation devrait faire l'objet d'une modification.

Contrairement à l'évolution croissante des coûts dans le domaine de la construction, la mission du coordinateur de sécurité et de santé donne actuellement lieu à des discussions au niveau européen quant à sa nécessité et sa plus-value, car les taux des accidents de travail dans les domaines de la construction et du parachèvement n'ont pas considérablement baissé en Europe depuis l'entrée en vigueur de la directive 92/57/CEE précitée. On peut consta-

ter une certaine prise de conscience auprès de la Commission européenne et des États membres du fait que seul un spécialiste en génie civil dispose des capacités nécessaires pour pouvoir coordonner la prévention des accidents de travail d'un projet d'ouvrage dès la phase conception jusqu'à sa réalisation.

Question 1731 (27.10.2011) de **MM. Félix Braz et Henri Kox** (*déi gréng*) concernant la **réaffectation du parc des machines d'ArcelorMittal à Bettembourg**:

D'après des informations de la presse luxembourgeoise, l'entreprise ArcelorMittal serait en train d'envisager une réaffectation substantielle du parc des machines de son site de Bettembourg.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

1. Est-ce que cette entreprise a reçu au courant des cinq dernières années des subventions d'investissement de l'État luxembourgeois ou des crédits subventionnés de la part de la SNCI ou d'un autre organisme public?

2. Dans l'affirmative, pour quelles installations et investissements exactement ces subventions ont-elles été payées?

3. Est-ce que de telles subventions sont en général et en particulier combinées à des garanties de maintien de l'emploi? Le cas échéant, quelles sont les modalités de ces garanties?

Réponse (18.11.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

1. La société ArcelorMittal Bettembourg n'a pas bénéficié au cours des cinq dernières années de subventions du Ministère ou de crédits subventionnés de la part d'organismes publics, y compris la SNCI.

2. La question 2 est sans objet.

3. Les demandes d'aides sont avisées par la Commission interministérielle aides d'État avant prise de décision conjointe par les Ministres des Finances et de l'Économie et du Commerce extérieur. Les dossiers sont évalués individuellement sur base de leurs mérites propres. La sauvegarde ou le renforcement des effectifs est un des critères d'appréciation en la matière. Des garanties de maintien de l'emploi ne sont en règle générale pas exigées, mais les entreprises sont tenues de rembourser les aides perçues en cas de fermeture des activités subventionnées endéans un délai de cinq ans.

Question 1732 (29.10.2011) de **M. Jean Colombera** (*ADR*) concernant le **remboursement des mémoires d'honoraires par la CNS**:

Im Rahmen von vermeintlichen Sparzwängen in der Finanzindustrie schlagen immer mehr Banken und Finanzinstitute ihren Kunden verlängerte Versandtermine von 14 Tagen oder gar einem Monat für Kontoauszüge vor. Dieses Angebot wird dann zusätzlich noch attraktiver gemacht mit dem einseitigen Versprechen von verminderten Versandkosten zu Lasten des Kontoinhabers.

Wenn diese Vorgehensweise der Reduzierung von Papierverschwendung auch im Sinne der Erhaltung der Natur und anderer Ressourcen in Ordnung geht, so stellt sich die Frage nach den verlängerten Zeiträumen, in denen Rückzahlungen, beispielsweise durch die Gesundheitskasse, abgeschlossen werden können. Denn es scheint, dass die Gesundheitskasse bisweilen keine anderen Belege anzunehmen bereit wäre als die Originalkontoauszüge, die dann mit dieser neuen Entwicklung immer später dem Kontoinhaber und CNS-Versicherten zur Verfügung gestellt werden.

Die Konsequenz könnte sein, dass ein „Mémoire d'honoraires“ dann bis zu zwei Monaten benötigen könnte, gerechnet vom Zeitpunkt des Arztbesuches bis hin zum Eingang bei der Gesundheitskasse zur Rückzahlung, um auf das Konto des Versicherten gebucht zu werden.

Auf der anderen Seite ist der Umstieg unserer Gesellschaft auf Modalitäten wie e-Banking nicht mehr zu verkennen und viele Bürger/innen zahlen ihre Rechnung von Gesundheits-



dienstlern mittels der ihnen zur Verfügung stehenden Online-Banking-Möglichkeiten.

Fragen:

1) In welchem Maße könnte die Gesundheitskasse Ausdrücke von Zahlungen über Online-Bankkonten anerkennen und aufgrund dieser Belege eine zeitnahe Rückerstattung vornehmen?

2) Inwiefern könnten die nationalen Banken mithelfen, auf der Ebene des e-Bankings Funktionen in ihrer Software vorzusehen, in denen zertifizierte Ausdrücke von Zahlungsbelegen entweder direkt an die Gesundheitskasse übermittelt werden könnten, oder zum Beispiel mittels eines „code-barres“ oder eines verschlüsselten Piktogramms, das den Zahlungsauftrag für die Gesundheitskasse über den beigefügten Beleg ermitteln lässt.

3) Wie lange wird es noch dauern, bis eine Alternative zum derzeit anachronistisch erscheinenden Papierverkehr der Gesundheitskasse angeboten werden kann?

4) Welche konkreten Initiativen will der zuständige Minister in diesem Bereich unternehmen? Wie priorität ist auch in diesem Bereich des Gesundheitswesens das von der Regierung erstellte Ziel der konkreten Umsetzung der „simplification administrative“?

Réponse (12.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Die Gesundheitskasse hat beschlossen, was Bankoperationen angeht, welche mittels Online-Banking erfolgen und insbesondere was die diesbezüglichen Kontoauszüge angeht, alle von den Versicherten vorgelegten Zahlungsbelege anzunehmen, also auch die vom ehrenwerten Herrn Abgeordneten angesprochenen Ausdrücke.

Der Herr Abgeordnete möchte des Weiteren wissen, inwieweit die Banken mithelfen könnten, Funktionen in ihrer Software zu entwickeln, welche zertifizierte Ausdrücke ermöglichen, die sofort an die Gesundheitskasse übermittelt werden könnten. Diese Frage müsste an die Banken gerichtet werden, wobei Bestrebungen in dieser Hinsicht aufgrund der sehr großzügigen Auslegung des Begriffs „Zahlungsbeleg“ seitens der Gesundheitskasse eigentlich überflüssig sind.

Zum heutigen Zeitpunkt ist nicht vorgesehen, Papierdokumente vollständig durch eine Alternative zu ersetzen, da die Mehrzahl der Versicherten sich an diese Art der Informationsübermittlung gewöhnt haben.

Question 1733 (30.10.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **multilinguisme dans le secteur de la santé**:

Das Luxemburger Gesundheitswesen gibt sich als „polyglott“ und der praktizierende Arzt kann Berichte und Unterlagen aus dem Gesundheitswesen einlesen, in denen in den verschiedenen amtlichen Sprachen des Landes kommuniziert wird. Es ist auch eine Tatsache, dass Gesundheitsakteure aus vielen unterschiedlichen Ländern in Luxemburg tätig sind und aus diesem Grunde unterschiedliche Sprachen in der Kommunikation zwischen dem Personal sowie auch im Kontakt mit den Patienten zur Anwendung kommen.

Diese Praxis ist allerdings nicht ohne Risiken und Gefahren, insbesondere wenn es darum geht klarzustellen, dass Informationen auch richtig verstanden werden und sich die angemessenen medizinischen und pflegerischen Akte daraus ergeben.

Bedenklich wird es dann, wenn man feststellen muss, dass in den Notizen von Patientenakten nicht eine einzige und damit einheitliche, bestimmte Sprache verwendet wird, sondern mehrere, und dies auch noch alternativ, wohl auch nach Gutdünken der verfassenden Person. Das kann dann Deutsch, Französisch sowie auch Luxemburgisch sein.

Fragen:

1) Ist dem zuständigen Minister diese Praxis in der medizinischen und pflegerischen Ausübung im Gesundheits- und Sozialwesen des Landes bekannt?

2) Wenn ja, wurde diese Praxis von der zuständigen Obrigkeit ausdrücklich genehmigt?

3) Wenn nicht, was sind die offiziellen Anweisungen bezüglich der Verwendung von Sprachen in der medizinischen und pflegerischen Dokumentation hierzulande?

4) Wer übernimmt die Verantwortung im Falle von Vorkommissen, in denen der Patient aufgrund von nachweislichen Problemen beim Verständnis von Textpassagen in der Patientenakte zu Schaden und es zu Schadensforderungen seitens des Patienten kommt?

5) Wie gedenkt das zuständige Ministerium die Sprachenfrage nunmehr in dem in Kürze anlaufenden nationalen elektronischen Patientendossier zu lösen, insbesondere auch wenn es darum geht, Dokumente in einer Sprache an eine andere Klinik weiterzusenden, in der eine hiervon abweichende Mundart als „erste“ Kommunikationssprache festgelegt wurde?

Réponse (6.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Ich bin mir bewusst, dass im medizinischen und pflegerischen Bereich zwischen den verschiedenen Akteuren und mit den Patienten in unterschiedlichen Sprachen kommuniziert wird.

Es gibt in Luxemburg keine gesetzlichen oder reglementarischen Bestimmungen, welche den Gebrauch einer bestimmten Sprache vorschreiben würden bei der Anlegung einer Patientenakte. Im Jahr 2007 wurde eine Vorlage einer großherzoglichen Regelung betreffend die Einführung einer individuellen Patientenakte nach einem vorgeschriebenen Modell vom Ministerium für soziale Sicherheit ausgearbeitet. Diese sah vor, dass alle Dokumente der Patientenakte in einer der drei offiziellen Sprachen des Landes verfasst sein müssten.

Die besagte Vorlage wurde nie angenommen, aufgrund von Einwänden seitens des Staatsrats, welche auf eine unzureichende legale Basis verwiesen. Nach Verabschiedung der Gesundheitsreform, die am 1. Januar 2011 in Kraft getreten ist, wurden die Arbeiten an dem Reglement wieder aufgenommen.

Man muss allerdings sagen, dass besagte Vorlage nur die aktuellen Gepflogenheiten in Sachen Erstellen von Patientenakten reglementarisch verankert hätte, da bereits heute der weitaus größte Teil aller Patientenakten in einer oder mehreren der offiziellen Landessprachen erstellt wird.

Eine restriktivere Reglementierung wäre nicht möglich aufgrund der Vielsprachigkeit der in diesem Bereich Beschäftigten, welche zu einem Großteil aus der Großregion Saar-Lor-Lux und Belgien kommen und deren Arbeitskraft benötigt wird, um in Luxemburg die Aktivitäten des Gesundheits- und Pflegesystems zu gewährleisten.

Question 1734 (31.10.2011) de **MM. Félix Braz** et **Henri Kox** (*déi gréng*) concernant les **accusations de violations des droits de l'Homme au Cambodge à l'égard d'une structure de sociétés de droit luxembourgeois**:

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme vient d'éditer un rapport sur l'impact des plantations industrielles d'hévéa sur les habitants de plusieurs villages de la région de Mondulhiri au Cambodge. Dans ce rapport des accusations massives de violations des droits de l'Homme sont soulevées à l'égard d'une structure de sociétés de droit luxembourgeois et cotées à la Bourse du Luxembourg.

Dans ce contexte et considérant la situation de vie dramatique des personnes concernées, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que le Ministre de l'Économie n'est pas d'avis qu'il faudrait adopter un cadre légal et des politiques conséquentes afin de permettre de tenir responsables des sociétés établies légalement au Luxembourg pour des violations des droits de l'Homme commises à l'étranger, ainsi que permettre aux victimes d'accéder à des voies de recours effectives?

2. Le cas échéant, est-ce que le Ministre de l'Économie compte mettre en place une législation allant dans cette direction?

3. Étant donné que des exactions à l'égard de la population locale peuvent constituer un risque managérial conséquent, est-ce que le Ministre de l'Économie est d'avis qu'il serait utile d'exiger des sociétés cotées en Bourse au Luxembourg de compléter leurs rapports financiers et comptables par un rapport annuel décrivant les impacts sociaux et environnementaux tant positifs que négatifs de leurs activités (y compris des activités de leurs filiales)?

4. La Bourse de Luxembourg s'est dotée de principes de gouvernance d'entreprise applicables aux sociétés luxembourgeoises cotées en Bourse. Ne serait-il pas opportun d'y intégrer un volet concernant la gouvernance sociale et environnementale?

Réponse (6.12.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

La question parlementaire n°1734 des honorables Députés Henri Kox et Félix Braz appelle la réponse suivante de la part du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

La question parlementaire des honorables Députés Henri Kox et Félix Braz se réfère à un rapport intitulé «Cambodge - terrains défrichés; droits piétinés» dans lequel la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) porte des accusations à l'encontre de la société Socfin-KDC concernant le non-respect des droits de l'Homme dans le cadre de l'exploitation de plantations industrielles d'hévéa au Cambodge. Socfin-KDC est détenue majoritairement par la société Socfinasia S.A. cotée en bourse au Luxembourg.

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur constate tout d'abord que depuis la publication de la question parlementaire sous rubrique, la société Socfin S.A., à laquelle appartient Socfinasia S.A., a réagi aux allégations de FIDH et a démenti les accusations portées à son encontre. FIDH, tout en donnant suite au droit de réponse de Socfin S.A. par la publication sur son site Internet de leur prise de position, maintient les constatations, l'analyse et les recommandations publiées dans le rapport.

Il échet de constater qu'il est difficile de juger les faits relatés par FIDH et les actions que Socfin S.A. estime avoir prises sans pouvoir procéder aux vérifications sur place au Cambodge.

Par ailleurs il convient de souligner que le Luxembourg a adhéré dans le cadre de l'OCDE aux «Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales». Ces lignes directrices ont été établies en juin 2000 et ont été renforcées récemment en mai 2011.

Les principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales sont des «recommandations non contraignantes adressées aux entreprises par les gouvernements qui y ont souscrit. Leur objectif est d'aider les entreprises multinationales à agir en conformité avec les politiques gouvernementales et les attentes de la société» (www.oecd.org). Les principes directeurs établissent ainsi des normes demandant aux entreprises multinationales d'agir de façon responsable tant en ce qui concerne les impacts environnementaux, le respect des normes sociales ou encore les populations locales. Ils s'adressent à toutes les entreprises luxembourgeoises qui effectuent des investissements à l'étranger, et en particulier aux investissements effectués dans les pays en voie de développement et davantage fragilisés.

Le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur estime que le cadre de l'OCDE devra être davantage promu pour inciter les entreprises à respecter leurs responsabilités sociétales lors d'investissements à l'étranger. Il est ainsi prévu de publier les principes directeurs de l'OCDE également sur le site Internet du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

En ce qui concerne les sociétés qui sont présentes au Luxembourg à travers des sociétés «holding», et notamment celles cotées à la Bourse de Luxembourg, force est de constater que la gestion opérationnelle des activités des entités contrôlées par la société "holding" est à l'étranger et donc soumise aux législations nationales respectives. Il n'est pas prévu à ce stade de légiférer en cette matière.

Les principes de gouvernance de la Bourse de Luxembourg (www.bourse.lu) comportent aujourd'hui déjà un principe spécifique qui prévoit que la mission du conseil d'administration d'une société consiste à agir «en tant qu'organe collégial, dans l'intérêt social et sert l'intérêt commun des actionnaires en veillant au développement durable de la société» avec une ligne de conduite qui appelle le conseil d'administration des sociétés cotées en bourse à prendre en considération tous les aspects de la responsabilité sociale de l'entreprise en définissant les valeurs de la société. Les principes de gouvernance ont été mis à jour en octobre 2009 et seront régulièrement révisés afin de tenir compte des évolutions futures en matière de gouvernance d'entreprise (e. a. les aspects sociaux et environnementaux).

Question 1735 (2.11.2011) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant les **capacités d'accueil de réfugiés au Luxembourg**:

Nos infrastructures d'accueil et nos ressources d'encadrement pour familles et personnes individuelles ne sont pas en équation avec l'augmentation actuelle du nombre de demandeurs d'asile au Grand-Duché.

Dans ce contexte et considérant la situation de vie parfois dramatique des personnes concer-

nées, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Est-ce que Madame la Ministre compte entamer, comme elle l'a récemment annoncé dans une interview à la télévision luxembourgeoise, une démarche visant une coordination nationale pour l'accueil des réfugiés, impliquant l'ensemble des communes selon leurs capacités?

2. Est-ce que Madame la Ministre compte y associer le Syvicol?

3. Selon quels critères, Madame la Ministre envisage-t-elle de réaliser la répartition équitable des demandeurs d'asile sur les différentes régions et communes du pays?

4. Sur quel appui et renforcement dans le domaine de l'encadrement social des demandeurs, les communes peuvent-elles compter?

Réponse (7.12.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. La démarche visant une coordination nationale pour l'accueil des demandeurs de protection internationale vient d'être entamée.

2. Une réunion à cet effet a déjà eu lieu avec le Syvicol. D'autres réunions sont prévues à partir de janvier 2012.

3. Les critères de répartition des demandeurs de protection internationale seront déterminés au cours desdites réunions.

4. Il en va de même des modalités d'appui et de renforcement à garantir aux communes.

Question 1736 (3.11.2011) de **Mmes Marie-Josée Frank** et **Martine Mergen** (CSV) concernant **l'application de l'index aux laboratoires**:

Les tarifs des prestataires de soins ont été réévalués par l'application de l'index aux lettres-clés au 1^{er} octobre 2011. Or, il paraît que le seul secteur faisant exception soit celui des analyses médicales extrahospitalières.

S'il est un fait que les frais de ces laboratoires ont bien augmenté avec l'application de l'indexation des salaires de leurs employés, il faut dire de même que la loi sur la réforme du système des soins prévoit bien dans son article 4 l'application de l'index aux laboratoires hospitaliers.

- Nous voudrions savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale les raisons de cette application inégale à l'index?

Réponse (6.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

La question parlementaire des honorables Députées soulève «l'inégalité de traitement» qui consisterait à accorder l'adaptation indiciaire des tarifs aux laboratoires hospitaliers en vertu de l'article 4 de loi sur la réforme du système de soins de santé alors que cette adaptation serait refusée aux laboratoires du secteur extrahospitalier.

L'article 66 du Code de la sécurité sociale dispose dans son alinéa 2 que les valeurs des lettres-clés des nomenclatures des prestataires de soins visées à l'article 61 alinéa 2 point 1) à 3) et 12) correspondent au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 et sont adaptées suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'État.

Or, cette disposition introduisant en 2003 (loi du 22 juillet 2003 modifiant le chapitre V «Relations avec les prestataires de soins» du livre I^{er} du Code des assurances sociales) le principe de l'indexation automatique des tarifs des prestataires libéraux à l'échelle mobile des salaires ne vise pas les laboratoires d'analyses médicales. D'après le commentaire des articles à la base de la loi de 2003, les auteurs du texte ont à l'époque délibérément renoncé à faire bénéficier les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique de l'adaptation indiciaire automatique, étant donné que le plafond pour l'adaptation des tarifs était précisément fixé à l'augmentation du coût de la vie (article 67 du Code dans sa teneur avant l'entrée en vigueur de la loi de 2003).

En ce qui concerne l'article 4 de la loi du 17 décembre 2010 portant réforme du système de soins de santé qui attribuerait l'adaptation indiciaire aux tarifs des laboratoires hospitaliers, il dispose «par dérogation aux articles 65 alinéa 2 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale, les valeurs des lettres-clés des prestataires visés à l'article 61 alinéa 2 points 1 à 7 et 12 sont maintenues par rapport à leur valeur applicable au 31 décembre 2010 au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012.



Toutefois pour la même période, et par dérogation à l'alinéa précédent, la valeur de la lettre-clé de la nomenclature des médecins est fixée à 0,51109 à l'indice 100, celle de la nomenclature des médecins-dentistes est fixée à 0,62021 à l'indice 100 et celle de la nomenclature des infirmiers est fixée à 0,65251 à l'indice 100».

L'article 4 ne déroge formellement qu'aux articles 65 alinéas 2 et 67 à 70 du Code de la sécurité sociale, mais non à l'article 66 qui introduit le principe général de l'indexation automatique des tarifs de certaines catégories de prestataires.

L'article 65 prévoyant le principe général de la fixation des tarifs et de leur inscription dans des nomenclatures dispose dans son alinéa 2 que «Dans chacune des nomenclatures des prestataires de soins visées à l'article 61, alinéa 2, points 1 à 4 et 12, chaque acte ou service est désigné par la même lettre-clé et par un coefficient. La lettre-clé est un signe dont la valeur en unité monétaire est fixée par valeur conventionnelle. Le coefficient est un nombre exprimant la valeur relative de chaque acte professionnel inscrit dans chacune des nomenclatures visées au présent alinéa tenant compte de la durée, de la compétence technique et de l'effort intellectuel requis pour dispenser cet acte professionnel.»

L'article 67 décrit le mécanisme de la revalorisation biannuelle des nomenclatures. Cet article contient d'ailleurs également la disposition susmentionnée fixant le plafond des négociations de la valeur de la lettre-clé des laboratoires d'analyses médicales à la variation de la moyenne annuelle de l'indice du coût de la vie entre la quatrième et la deuxième année précédant l'exercice en cause.

Du fait que la dérogation (inscrite à l'article 4 de la loi susmentionnée) vise parallèlement encore les articles 68 à 70, dispositions qui encadrent la fixation de la valeur de la lettre-clé par voie conventionnelle, on peut déduire que le législateur, en dérogeant à l'article 65, alinéa 2, ait voulu déroger exclusivement au mécanisme de la fixation par voie conventionnelle de la lettre-clé pendant les deux années à venir. Pour préciser la base de ce soi-disant «gel» de la lettre-clé pour les deux exercices à venir, le législateur a disposé à l'article 4 que «les valeurs des lettres-clés ... sont maintenues par rapport à leur valeur applicable au 31 décembre 2010 au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012.» Une autre interprétation est difficilement concevable pour plusieurs motifs. D'abord en raison du fait que les tarifs des prestataires auxquels réfère l'article 4 ne sont pour partie pas fixés par lettre-clé, mais tous sont fixés par voie conventionnelle. Ensuite même si on admettait que la formulation de l'article 4 accordait aux prestataires y visés le bénéfice de l'indexation automatique des tarifs, la base de rattachement à la périodicité prévue à l'article 66 du Code (c'est-à-dire adaptation suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'État) ferait défaut.

La disposition figurant à l'article 4 est une disposition financière transitoire, de laquelle on ne peut tirer qu'elle puisse mettre à néant un principe général de fixation des tarifs. À supposer toutefois qu'il en était ainsi et que l'article 4 introduirait l'indexation automatique des tarifs des laboratoires du secteur extrahospitalier, cette mesure ne s'appliquerait que jusqu'au 31 décembre 2012. La question à laquelle il faudrait dès lors également trouver une réponse est celle de savoir si l'adaptation indiciaire accordée une seule fois devrait être prise en considération lors des prochaines négociations conventionnelles de la valeur de la lettre-clé, à savoir que dès lors le plafond prévu à l'article 67 serait éventuellement déjà atteint.

En ce qui concerne l'application de l'article 4 aux laboratoires du secteur hospitalier, il convient de constater que l'article 74 alinéa 8 renvoie, en ce qui concerne les tarifs des prestations de laboratoire, aux dispositions du secteur extrahospitalier et que par conséquent les laboratoires du secteur hospitalier sont soumis aux règles extrahospitalières pour leur activité correspondante. En conséquence ils facturent leurs prestations suivant les mêmes tarifs et subissent dès lors l'application de la même valeur de la lettre-clé: «les actes et prestations dispensés par un laboratoire hospitalier en milieu extrahospitalier et figurant dans la nomenclature des actes et services des laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique sont pris en charge suivant les modalités régissant le milieu extrahospitalier».

Comme la CNS est amenée à prendre en charge par le biais de la procédure budgétaire voire via rectification budgétaire les coûts supplémentaires résultant de l'application de l'évolution de l'échelle mobile des salaires du personnel des laboratoires hospitaliers, même si ce même personnel effectue des prestations de la-

boratoire décomptées via la nomenclature des actes et services du secteur extrahospitalier, elle a mis en place un mécanisme permettant, à partir du coût intégral généré par le laboratoire hospitalier, d'imputer de façon précise les prestations de laboratoire soit au laboratoire hospitalier ou au laboratoire extrahospitalier. De la sorte la quote-part du personnel liée à l'activité extrahospitalière peut être extrapolée et est dispensée de l'augmentation due à l'évolution de l'indice du coût de la vie.

Question 1742 (8.11.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant le **manque de personnel à l'unité OR3 du CHNP:**

Im diesjährigen Bericht des „Service de contrôle externe des lieux privés de liberté“ wird in den „Observations finales“ auf Seite 49 auf den „manque flagrant de personnel soignant et médical à l'unité OR3 du CHNP“ hingewiesen.

Nun gibt es hierzulande das kanadische Pflegeinstrument PRN (Projet de Recherche Nursing), das seit Jahren im nationalen Gesundheitswesen zum Einsatz kommt und den für die Patientenprofile adäquaten Personalschlüssel ausrechnen soll, und in einer zweiten Phase stellt die Gesundheitskasse die notwendigen finanziellen Mittel für die Entlohnung des Personals zur Verfügung.

Trotz dieser Vorgaben scheint es auf der vom Ombudsmann besuchten „Unité OR3“ des CHNP einen flagranten Mangel an medizinischem und pflegerischem Personal zu geben.

Fragen:

- 1) Ist dem zuständigen Minister die Personalsituation auf der „Unité OR3“ des CHNP bekannt gewesen?
- 2) Was gedenkt der Minister kurzfristig und konkret zu unternehmen, um diese Situation zu verbessern, sowohl zum Wohle der dort versorgten Patienten als auch des dort arbeitenden Personals?
- 3) Denkt der Minister, dass das kanadische Pflegeinstrument PRN das angebrachte System darstellt, um in der Pflege des Personalschlüssel zu bestimmen?
- 4) Spiegelt der derzeitige und vom Ombudsmann beanstandete Personalschlüssel auf der OR3 des CHNP die vom PRN vorgegebene Anzahl der einzusetzenden Pflegekräfte wider?
- 5) Wird das CHNP den Vorschlägen des Ombudsmanns nachkommen und den Personalschlüssel kurzfristig und permanent erhöhen, ungeachtet der Pflegemessungsdaten des PRN?

Réponse (14.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Der ehrenwerte Abgeordnete bezieht sich auf den Missionsbericht des Ombudsmanns, in seiner Qualität als externes Kontrollorgan im Freiheitszug, betreffend die geschlossene Jugendpsychiatrie (OR3) im CHNP.

Der Ombudsmann erwähnt in seinem Missionsbericht einen Personalmangel auf der Station OR3 des CHNP. Dieser Missionsbericht, der auf den Inspektionsbesuchen des Ombudsmanns im CHNP beruht, wurde dem CHNP zwecks Stellungnahme zugestellt.

Das CHNP, das eine öffentliche Einrichtung ist, die eine gewisse administrative Unabhängigkeit genießt, hat die Bemerkungen und Feststellungen, die der Ombudsmann in seinem Missionsbericht zurückbehalten hat, ernsthaft zur Kenntnis genommen und ihm eine detaillierte Stellungnahme zukommen lassen.

Diese Stellungnahme beschreibt unter anderem die reelle Personalsituation in der erwähnten Station und gibt dem Ombudsmann zusätzliche Erklärungen, aus denen laut CHNP hervorgeht, dass die Qualität der Behandlung der jugendlichen Patienten der Station OR3 nicht durch die aktuelle Personaldotation beeinträchtigt ist.

Es ist zutreffend, dass momentan noch eine Stelle als Jugendpsychiater im CHNP ausgeschrieben ist und dass die Direktion des CHNP sich bemüht, diese Stelle so schnell wie möglich zu besetzen.

Ich möchte dem ehrenwerten Abgeordneten versichern, dass ich ebenfalls der Meinung bin, dass eine qualitativ hochwertige psychiatrische Betreuung der Kinder und Jugendlichen eine Priorität ist und dass das CHNP genügend Personal haben muss, um einem solchen Auftrag gerecht zu werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich den ehrenwerten Abgeordneten informieren, dass ich dem CHNP ermöglicht habe, einen Bauernhof in Putscheid zu erwerben, der Jugendliche nach einem Aufenthalt in der geschlossenen Jugendpsychiatrie aufnehmen soll, um ihre Integration

in die Gesellschaft zu unterstützen und wieder zu ermöglichen.

Dementsprechend habe ich kürzlich die Detailplanung des Projektes in Putscheid freigegeben.

Was die generelle Frage der Anwendung des PRN-Systems als Pflegemessungsinstrument betrifft, möchte ich den ehrenwerten Abgeordneten auf meine detaillierten Antworten auf seine parlamentarische Anfrage Nr.0821 sowie auf die parlamentarische Anfrage Nr.1148 des ehrenwerten Abgeordneten Claude Haagen verweisen (cf. *comptes rendu n°3 et n°10/2010-2011*).

Question 1744 (9.11.2011) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant les **pièces nécessaires pour une demande d'attestation d'enregistrement des immigrants de pays de l'UE:**

Selon des informations diffusées ce matin par RTL 92,5, un nombre croissant de communes demanderaient aux ressortissants issus de pays membres de l'UE de présenter un contrat de travail à durée indéterminée comme pièce justificative avant d'établir l'attestation d'enregistrement (ancienne carte de séjour). Or, l'article 8 de la loi en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2008 et l'article 2 du règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration sont très claires et définissent comme pièces supplémentaires à présenter:

Le travailleur salarié présentera:

- soit un contrat de travail (daté et signé par les deux parties);
- soit une promesse d'embauche (datée et signée) délivrée par le futur employeur;
- soit d'une attestation de travail.

Le contrôle des dispositions de la loi en question incombe soit au Ministre délégué aux Affaires étrangères, soit à l'Inspection du Travail et des Mines. Les communes de séjour des étrangers n'ont pas le droit de contrôle ultérieur des conditions de séjour à remplir par les personnes concernées.

Dans ce contexte et afin de clarifier la situation dans les meilleurs délais, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer ces informations?

- Si oui, quelles mesures envisagez-vous de prendre afin de faire respecter la loi?

Réponse commune (12.12.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Les agents du Service des étrangers de la direction de l'Immigration ne sauraient confirmer que des administrations communales réclameraient, aux fins de la délivrance d'une attestation d'enregistrement d'un citoyen de l'Union, la preuve d'un contrat de travail à durée indéterminée. La direction de l'Immigration ne dispose d'aucune d'information relative à un cas concret où une administration communale aurait procédé de cette manière contraire à la loi.

Avant et après l'entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2008 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, telle qu'elle a été modifiée par la suite, des circulaires d'information relatives à la mise en œuvre et à l'interprétation de la nouvelle loi, rédigées par les services du ministre ayant l'immigration dans ses attributions, ont été communiquées par le Ministère de l'Intérieur aux administrations communales.

Par ailleurs, à intervalles réguliers, et notamment en décembre 2008 et mai 2011, la direction de l'Immigration réunit les agents des bureaux de la population de toutes les administrations communales pour leur apporter toute information utile et nécessaire afin qu'ils puissent au mieux remplir leurs missions en matière d'enregistrement des citoyens de l'Union et des membres de leur famille.

Ainsi, les administrations communales y ont été informées qu'un contrat de travail à durée déterminée ou un contrat de travail temporaire doivent être considérés comme étant suffisants pour permettre la délivrance de l'attestation d'enregistrement à un citoyen de l'Union en qualité de travailleur salarié. Cette information est reprise d'ailleurs dans une brochure d'infor-

mation de mai 2011 mise à disposition des administrations communales via la circulaire n°2928 du 30 juin 2011 du Ministère de l'Intérieur. L'information en question est jointe en annexe.

Les administrations communales ont de même été informées qu'un contrôle du respect des conditions de séjour est effectué a posteriori par la direction de l'Immigration.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 1747 (14.11.2011) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant le **dispositif antidémarrage par éthylotest électronique:**

Le nombre d'automobilistes sanctionnés pour avoir circulé en état d'ivresse va croissant. Le seul choix laissé au juge est la fixation du taux de l'amende et la durée de l'interdiction de conduire. Le récidiviste peut également être condamné à une confiscation du véhicule et à une interdiction de conduire pour une durée qui peut être extrêmement longue.

J'estime que, à l'instar du législateur français, une nouvelle peine complémentaire devrait être offerte au magistrat, à savoir l'interdiction de conduire un véhicule ne comportant pas un dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique.

L'antidémarrage avec éthylotest permet au conducteur de se voir matériellement dans l'impossibilité de démarrer son véhicule, puisque si l'éthylotest est positif, le véhicule ne démarre pas.

Cette peine complémentaire nouvelle permettrait la responsabilisation du conducteur et offrirait au magistrat une mesure de prévention combinée à une sanction.

Bien entendu, il faudrait prévoir parallèlement des sanctions pour la personne qui aurait utilisé de façon frauduleuse le dispositif, par exemple de faire démarrer le véhicule par un tiers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Le Gouvernement envisage-t-il d'introduire dans notre législation une peine complémentaire pour les automobilistes circulant en état d'ivresse, à savoir l'interdiction de conduire un véhicule ne comportant pas un dispositif d'antidémarrage par éthylotest électronique?

Réponse (12.12.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur une éventuelle introduction dans notre législation de «l'alcolock», i. e. un dispositif qui soumet le démarrage d'une voiture à un test d'alcoolémie.

En effet, certains pays comme la France, la Belgique et les Pays-Bas ont introduit récemment dans leur législation respective le système alcolock comme peine alternative voire complémentaire à une interdiction de conduire à prononcer à l'égard de conducteurs condamnés pour ivresse au volant. Les conducteurs concernés doivent installer entièrement à leurs frais le dispositif en question sur leur véhicule et se soumettre à un programme destiné à «dissocier l'alcool et le volant».

Dans ce contexte, j'ai contacté récemment les différents acteurs concernés, tels le Ministère de la Justice, le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, le parquet et la Police grand-ducale pour aborder avec eux l'efficacité d'un tel outil dans le système des peines luxembourgeoises.

Question 1748 (15.11.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **neutralité de l'école par rapport aux différentes convictions et pratiques religieuses:**

Il me revient que Madame la Ministre vient de soumettre pour avis au collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental ainsi qu'aux collèges des directeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique une instruction concernant l'accueil d'élèves témoignant de convictions religieuses dans les écoles fondamentales et lycées publics.



Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre estime-t-elle que chaque école fondamentale et chaque lycée sont en mesure d'organiser des cours de natation séparés pour filles et garçons?

- Avec une telle mesure, Madame la Ministre ne craint-elle pas mettre en question le statut d'une école publique qui se veut neutre par rapport aux différentes convictions et pratiques religieuses?

Réponse (7.12.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Il est correct que j'ai soumis à l'avis des collègues des directeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique, du collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental ainsi qu'à la commission des droits de l'Homme un texte portant sur l'accueil à l'école fondamentale ou au lycée d'élèves témoignant de convictions religieuses. Ce texte porte sur divers aspects de cette question épineuse.

Je n'y ai pas évoqué des cours de natation séparés pour garçons et filles, mais j'ai parlé de la possibilité de prévoir des cours supplémentaires de natation pour les garçons et pour les filles.

Je m'étonne que le député évoque une école publique neutre par rapport aux différentes convictions et pratiques religieuses qui n'est pas ainsi définie par la législation de notre pays. Pour ce qui est du principe de cours communs pour les garçons et les filles dans toutes les disciplines, je n'ai pas l'intention d'y déroger.

Question 1749 (15.11.2011) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** (*déi gréng*) concernant le **concept énergétique du bâtiment pour le nouveau DataCenter à Roost**:

LuxConnect, une société créée par le Gouvernement en 2006 avec la double mission de construire et d'exploiter des centres internationaux d'hébergement et de communication au Luxembourg et de déployer des réseaux de transmission de données basées sur la fibre optique au Luxembourg comme à l'international, est en train de construire un nouveau centre de données informatiques DataCenter à Roost. Il est prévu de refroidir les installations techniques de ce bâtiment à l'aide de l'énergie produite par une nouvelle installation de cogénération située sur le même site.

Or, des centres de données informatiques comparables en France (p. ex. au Val d'Europe dans le département Seine-et-Marne) utilisent l'énergie produite par leur installations techniques pour chauffer à l'aide d'un circuit d'eau chaude 600.000 m² de bureaux et d'équipements publics et pour refroidir ainsi leurs propres installations. Donc, contrairement au concept du DataCenter à Roost, l'énergie produite du centre au Val d'Europe est utilisée pour substituer d'autres formes de production d'énergie pour le chauffage de bâtiments. Ce concept nous paraît être beaucoup plus intéressant du point de vue développement durable que le concept du centre à Roost.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias.

- Est-ce qu'une étude a été réalisée en relation avec l'utilisation de l'énergie produite au DataCenter à Roost?

- Si oui, est-ce que l'option de la récupération et de l'utilisation de l'énergie du DataCenter a été étudiée (p. ex. pour alimenter un réseau de chaleur)? Pourquoi, le cas échéant, cette option n'a pas été retenue?

- Si non, pourquoi l'option de la récupération de l'énergie produite par le DataCenter n'a pas été étudiée?

Réponse (14.12.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Le concept de «Green IT» fait partie intégrante du programme gouvernemental et se traduit notamment par la recherche d'économies d'énergie, l'utilisation d'énergies renouvelables et la réutilisation de l'énergie actuellement dégasée dans l'atmosphère.

Dans cet ordre d'idées, les centres de données construits au Luxembourg par les sociétés à participation étatique directe ou indirecte, soit

LuxConnect et E-business & Resilience Centre (ebrc), ont le souci d'utiliser l'énergie de la façon la plus rationnelle possible et ce non seulement dans un souci environnemental, mais également afin de rester compétitif sur un marché international fortement concurrentiel.

D'une manière générale, tant du point de vue économique qu'écologique, un centre de données constitue d'ailleurs un meilleur choix par rapport à une salle serveur interne pour une entreprise gérant un parc informatique. En effet, vu le prix de l'énergie électrique, tout élément d'un centre de données doit être optimisé afin d'avoir une consommation énergétique aussi basse que possible, ce qui est rarement le cas d'une simple salle serveur qui se situe dans un bâtiment servant également à d'autres fins que l'hébergement d'infrastructures informatiques.

La construction d'un centre de données représente un investissement considérable. Avant de commencer une telle construction, des études approfondies sont faites afin de réaliser un centre qui correspond aux critères écologiques et économiques, ainsi qu'aux attentes des clients nationaux et internationaux.

Le résultat de ces efforts est mesuré par l'indicateur d'efficacité énergétique ou «power usage effectiveness» (PUE) en anglais, un facteur technique qui renseigne sur l'efficacité d'utilisation de l'énergie du centre de données. Plus la valeur de l'indicateur est petite, plus un centre de données est énergétiquement efficace.

Avec des techniques de plus en plus avancées, comme notamment le «free cooling» et le «free chilling» (refroidissement de l'air ou de l'eau par le contact avec l'air extérieur), on obtient aujourd'hui des indicateurs d'efficacité énergétique inférieurs à 1,35. À titre de comparaison, en 2008 cet indicateur était généralement encore supérieur à 2. Un indicateur d'efficacité énergétique de 2 signifie que pour un kilowatt (kW) d'énergie consommée par l'équipement informatique, le centre de données doit retirer le double du réseau électrique, le 2^e kW étant nécessaire au traitement de l'énergie électrique et à la production du froid. Du fait que l'énergie devient de plus en plus chère, il est évident qu'aussi bien les opérateurs que les clients soient fortement intéressés à ce que le centre de données travaille de la manière la plus économique en énergie possible.

L'énergie nécessaire pour le fonctionnement et le refroidissement des équipements informatiques se retrouve finalement à la fin des processus, convertie sous forme de chaleur. Aussi bien LuxConnect qu'ebrc ont mis en place des dispositifs pour récupérer cette chaleur de rebut, afin de l'utiliser dans une application utile.

Pour tous ces centres de données, LuxConnect utilise la chaleur de rebut pour chauffer ses bâtiments administratifs et techniques ainsi que pour préchauffer ses générateurs de secours. La chaleur de rebut en excès pourra, à terme, être utilisée à d'autres fins, comme par exemple pour le chauffage d'un bâtiment administratif ou technique avoisinant.

En ce qui concerne plus particulièrement le nouveau centre de données de LuxConnect à Bissen, il convient de souligner que la société Kiowatt S.A. y construira une installation de cogénération. Cette installation brûlera du bois de rebut, classé biomasse, et produira principalement de l'énergie électrique destinée à être injectée dans le réseau de Creos. La chaleur de rebut dégasée dans ce processus est récupérée pour la réutilisation dans différents processus:

- 53% sont convertis en froid et dirigés vers le centre de calcul de LuxConnect pour refroidir les équipements informatiques;

- 25% sont utilisés pour une production de pellets;

- les 22% restants pourront, à terme, par exemple être utilisés pour l'alimentation d'un réseau de chaleur à distance; la réalisation d'un tel réseau de chaleur à distance ne dépend cependant pas de la volonté de LuxConnect.

L'installation de Kiowatt S.A., qui fait partie intégrante du concept du centre de données LuxConnect à Bissen, permettra à notre pays une réduction importante des émissions de CO₂ de l'ordre de 10.000 tonnes/an.

Outre la réduction considérable de consommation énergétique, LuxConnect est, grâce à Kiowatt, le premier centre de données au monde, qui selon la connaissance de mes services s'alimente principalement à base de biomasse.

En ce qui concerne ebrc, la chaleur de rebut est également utilisée pour le chauffage de bâtiments annexes, comme c'est par exemple le cas du bâtiment Editus à Kayl.

Par ailleurs, il est à noter qu'ebrc est certifiée ISO 14001, une norme dans le domaine du management environnemental.

L'engagement environnemental d'ebrc porte essentiellement sur l'optimisation de la consommation énergétique des centres de données par l'amélioration continue des installations: récupération des eaux pluviales et des eaux grises, panneaux solaires à cellules photovoltaïques, «free chilling», pompes à chaleur, «free-cooling» ou roue de Kyoto, façade dynamique, «Cold Aisle Containment», etc. En outre, ebrc achète de l'énergie de source exclusivement hydroélectrique et éolienne.

Question 1751 (16.11.2011) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant la **directive établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses**:

D'EU-Direktiv 1999/74/CE setzt nei Norme fir d'Hale vun Hinger, déi Eeër leëen. D'Käfighaltung gëtt streng geregelt, an deem Sënn, datt dës Déiere méi Plaz kréien an zum Beispill iwwer en Nascht an e Perchoir verfügen.

Dës Direktiv, déi op de Juli 1999 datéiert ass, huet laang Iwwergangszäite bewëllegt, esou datt eréischt vum 1. Januar 2012 un d'Hale vun Hinger a kleng Käfeg ganz verbueden ass. An awer hunn, laut den EU-Institutionen, nëmmen Däitschland, Schweden, Eisträich a Lëtzebuerg dës Direktiv mat Zäit ëmgesat.

Um EU Ministerrot fir Landwirtschaft vum 14. November huet déi däitsch Ministerin fir Landwirtschaft gedréit, en Importstopp ze erlosse fir Eeër aus Länner wou d'Direktiv net applizéiert gëtt.

An deem Kontext géif ech dës Froen un de Landwirtschaftsminister stellen:

1) Wat fir eng Haltung huet d'Lëtzebuurger Regierung an dësem Dossier op dem Ministerrot vum 14. November vertrat?

2) Envisagéiert d'Regierung och en Importstopp fir Eeër aus Legebatterien aus Länner wou d'EU-Direktiv net ëmgesat ass?

3) Wéi vill Prozent vun den Eeër, déi zu Lëtzebuerg consomméiert ginn, kommen aus eegener Produktion, a wéi vill aus dem Ausland? Aus wat fir Länner ginn am meeschten Eeër op Lëtzebuerg importéiert?

Réponse (12.12.2011) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

1) Op hiner Réunion vum 14. November 2011 huet déi Europäesch Kommissioun d'Landwirtschaftsministère iwwert de Stand vun der Ëmsetzung vun der Direktiv 1999/74/CE informéiert. Aus dëser Informatioun geet ervir, datt eng Partie Länner déi Direktiv net wäerte bis den 1. Januar 2012 ëmgesat hunn. D'Kommissioun huet drop opmierksam gemaach, datt se ferm géint déi Länner wäert virgoen. Lëtzebuerg, wat déi Direktiv ewell ëmgesat huet, huet d'Kommissioun an där Hisiicht ënnerstëtzt.

2) D'Lëtzebuurger Regierung envisagéiert zu dësem Zäitpunkt keen Importstopp op den Eeër aus dëse Länner. De Landwirtschaftsministère wäert awer d'Situatioun um Marché am A behalen.

3) Op Basis vun de statisteschen Donnéeën vum Service d'Économie rurale a vum Stateg kann ee soen, datt d'Consommation vun den Eeër aus Lëtzebuurger Produktion an deene leeschte Joren an d'Luucht gaangen ass an datt mer am Joer 2010 ongeféier 27% aus eegener Produktion verbraucht hunn. Déi importéiert Eeër stame praktesch all aus eisen Nopeschlänner, dat heescht aus der Belsch, aus Däitschland an aus Frankräich.

Question 1752 (16.11.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **aides financières accordées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle**:

Le règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 portant exécution de la loi du 8 juin 2007 portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécialisé pour les certificats d'investissement audiovisuel prévoit l'obligation de justifier des conditions de moralité et d'honorabilité.

1. Quel contrôle des conditions de moralité et d'honorabilité est effectué par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle lors de l'attribution des agréments des sociétés requérantes? Est-ce que l'actionnariat et les dirigeants des sociétés ayant obtenu l'agrément sont contrôlés régulièrement?

2. Dans la mesure où seules les œuvres achevées entrent en ligne de compte afin de pouvoir profiter des aides étatiques, est-ce bien la volonté du législateur de permettre postérieurement à la déclaration de faillite d'une société que la production du film soit terminée et que le Fonds établisse des certificats d'investissement audiovisuel avec pour conséquence que des endossataires puissent profiter des effets de l'article 6 de la loi du 21 décembre 1998 (abattement de 30% du revenu imposable du contribuable bénéficiaire du certificat) sans pour autant que la rémunération des personnes ayant participé à la réalisation du film soit assurée?

3. De quels mécanismes de contrôle le Fonds dispose-t-il pour parer à des agissements frauduleux, comme par exemple le gonflement artificiel des frais de production afin d'obtenir plus d'aides étatiques?

Réponse commune (23.12.2011) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

L'honorable Député Claude Adam souhaite obtenir un certain nombre d'éclaircissements au sujet des aides financières accordées par le Fonds national de soutien à la production audiovisuelle, ci-après le Fonds, dans le domaine de la production audiovisuelle.

1. Aux termes de l'article 2 de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel, ci-après la Loi, les certificats d'investissement audiovisuel sont accordés à des sociétés de production agréées. L'agrément est délivré par les ministres compétents, à savoir les ministres ayant dans leurs attributions les finances, le secteur audiovisuel et la culture, le conseil d'administration du Fonds préalablement entendu en son avis.

Les moyens du Fonds pour contrôler dans ce contexte la moralité et l'honorabilité des organes de gérance, des actionnaires et associés sont les suivants: (article 2 de la Loi, article 1^{er} du règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 portant exécution de la loi du 8 juin 2007 portant modification de la loi modifiée du 13 décembre 1988 instaurant un régime fiscal temporaire spécial pour les certificats d'investissement audiovisuel).

- La société requérante doit faire parvenir dans le cadre de sa demande d'agrément la copie de l'autorisation d'établissement délivrée par le Ministère des Classes moyennes, de sorte que le Fonds ne procède plus à un contrôle à ce sujet.

- Les dirigeants des sociétés de production requérantes doivent en outre justifier auprès du Fonds de leur qualification professionnelle dans le domaine de la production audiovisuelle (article 1^{er} du règlement grand-ducal du 4 juillet 2007, précité). Cette qualification est démontrée notamment par l'expérience acquise dans le domaine de la production audiovisuelle au Luxembourg et le cas échéant à l'étranger.

- L'agrément est accordé pour un terme renouvelable de deux ans. À l'expiration de ce terme, la société de production peut demander le renouvellement de son agrément. Dans le cadre de la demande de renouvellement, elle est tenue de notifier le cas échéant au Fonds toutes modifications survenues au niveau de la société, de ses actionnaires, associés et gérants et dirigeants.

L'administration du Fonds suit de près l'évolution des sociétés de production par l'intermédiaire des projets audiovisuels pour lesquels une aide financière est demandée. Et ceci au moment du dépôt des dossiers, au cours de la réalisation du projet, ainsi que lors du décompte final de la production. Si le Fonds constate qu'une société agréée manque gravement à ses obligations légales, réglementaires ou contractuelles, ou que les conditions pour l'octroi de l'agrément ne sont plus remplies, il doit en aviser les ministres compétents qui peuvent prononcer le retrait de l'agrément à la société concernée. En application de l'article 1^{er}, 6^e alinéa, du règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 précité, le retrait de l'agrément entraîne de plein droit la déchéance du bénéfice du régime de la Loi pour les productions audiovisuelles en cours ou à venir de la société sanctionnée.»

Le Fonds est autorisé à demander à tout moment aux sociétés agréées tous documents et renseignements permettant de vérifier si les conditions pour l'octroi de l'agrément sont toujours remplies.

2. Les certificats d'investissement audiovisuel sont attribués au bénéfice d'une œuvre audiovisuelle déclarée éligible suivant les conditions fixées par la loi et le règlement grand-ducal afférent (article 4 de la Loi, article 2 du règlement grand-ducal du 4 juillet 2007 précité).

Avant le début d'une production, la société de production agréée introduit une demande en bénéfice du régime des certificats d'investissement audiovisuel, pour une œuvre déterminée. Dans le cas où l'œuvre est déclarée éligible elle pourra bénéficier du régime de soutien. En exécution de cet arrêté, une convention est ensuite signée entre le Fonds et la société de production.

Si au cours de la production, la société de production est déclarée en état de faillite, il appartient au curateur, qui représente et défend les intérêts de la masse de tous les créanciers, de décider, suite à l'autorisation du juge commissaire compétent, s'il veut poursuivre la production de l'œuvre. En effet, conformément à l'article 3, alinéa 3 de la Loi précitée, les certificats audiovisuels ne sont émis que pour des œuvres achevées. Une œuvre dont la production est engagée mais n'est pas terminée ne donne pas droit à l'obtention de certificats au prorata des coûts exposés.

Si la production est achevée, les certificats seront émis au profit de l'œuvre terminée dans la mesure où ces coûts ont été exposés et dépensés conformément aux dispositions légales.

La décision d'achever une œuvre permettra au curateur de se voir attribuer des certificats audiovisuels et de récupérer ainsi des fonds qu'il pourra par après distribuer aux créanciers.

Le curateur distribue les fonds conformément aux règles qui existent en matière de faillite.

Il convient de rajouter que la distribution des fonds entre les créanciers comme d'ailleurs les opérations de réalisation d'actifs ou de poursuite d'une activité sont effectuées sous le contrôle et avec l'accord du juge-commissaire sinon du tribunal.

3. Avant le début de la production:

- Dans le cadre d'une demande en bénéfice du régime de soutien à la production audiovisuelle, le budget de production et le plan de financement sont examinés en détail par le comité d'analyse économique et financière. Ce comité procède en outre à une audition du requérant pour chaque demande et l'interroge sur les éléments économiques et financiers du projet. Ce comité est composé de membres de l'administration du Fonds et d'experts nationaux et internationaux choisis en raison de leurs compétences professionnelles.

- Le Fonds signe une convention avec le producteur après réception de toutes les preuves de financement du projet.

Pendant la production:

- Conformément à la convention signée entre le Fonds et le producteur, ce dernier est tenu d'informer le Fonds sans délai de toute modification majeure apportée à son projet. Au cas où une modification majeure intervient sans avoir été autorisée, le Fonds peut résilier la convention. Dans ce cas l'arrêté ministériel devient caduc.

À la fin de la production:

- Suite au tirage de la première copie du film, la société de production dépose sa demande de certificats accompagnée du décompte des coûts du film qui doit obligatoirement être accompagné d'un rapport d'audit externe établi par un réviseur agréé. (Chaque société de production agréée doit tenir une comptabilité analytique.)

L'administration du Fonds vérifie par la suite le décompte introduit par le producteur conformément aux procédures arrêtées par le conseil du Fonds en exécutant les contrôles nécessaires des pièces comptables quant à l'opportunité des dépenses (qui doivent être en relation avec la production) et quant au décaissement effectif de celles-ci. Le montant des certificats est attribué sur base des seuls coûts de production effectivement exposés et dépensés dans le cadre de la production. Dans le cadre de ce contrôle le Fonds peut être amené à refuser d'admettre des dépenses soit parce qu'elles ne sont pas en relation avec la production soit parce qu'elles n'ont pas été effectivement décaissées ou qu'elles ne sont pas conformes aux prévisions budgétaires.

- Les certificats d'investissement audiovisuel ne sont émis qu'après l'achèvement de l'œuvre et l'approbation du décompte par le Fonds.

Si dans le cadre de son activité, le Fonds relève des agissements qui sont susceptibles de pouvoir être qualifiés de contraires aux dispositions pénales en vigueur, il transmet le dossier au Parquet général. Dans cette hypothèse, la procédure d'émission des certificats est suspendue avant tout autre progrès en cause.

- Dans tous les cas, le Fonds peut suggérer aux ministres compétents le retrait immédiat de l'agrément de la société requérante responsable s'il s'avère que les conditions pour son octroi ne sont plus remplies.

Question 1755 (18.11.2011) de M. Henri Kox (déli gréng) concernant l'augmentation de la radioactivité dans l'air depuis quelques semaines à travers l'Europe:

Depuis environ deux semaines différents laboratoires et stations de mesure en Europe de l'Est mais aussi en Allemagne et en France enregistrent une augmentation de la radioactivité dans l'air liée à l'isotope iode 131, sans que l'origine exacte puisse être identifiée. Hier, l'Institut hongrois de recherche sur les isotopes a annoncé avoir enregistré une augmentation des émissions d'iode 131 dans son laboratoire de Budapest. Le pays à l'origine de la fuite d'iode 131 en Europe de l'Est serait donc la Hongrie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer que cette fuite d'iode 131, annoncée en Hongrie, est bien à l'origine de l'augmentation de la radioactivité mesurée depuis deux semaines à travers l'Europe?

2. Est-ce que cette fuite radioactive fut découverte si tardivement ou est-ce qu'elle fut intentionnellement cachée au public hongrois et européen?

Réponse (20.12.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Fin octobre - début novembre 2011, des traces d'iode 131 ont été détectées dans différents pays en Europe de l'Est. Au fur et à mesure, les pays de l'Europe situés plus à l'ouest ont également détecté des traces d'iode 131 dans les analyses radiologiques des filtres des stations de surveillance de l'air ambiant. Tel fut également le cas pour le Luxembourg.

Informée de ces anomalies dans les mesures de l'air ambiant par la République tchèque, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a procédé à des investigations dès le 11 novembre 2011 afin d'identifier la cause et l'origine de ce nucléide. Dans un communiqué daté au 17 novembre 2011, l'AIEA annonce qu'il s'agit d'un institut de production d'isotopes situé à Budapest en Hongrie, où plusieurs rejets en iode 131 ont eu lieu au cours des mois de septembre à novembre 2011. L'AIEA a demandé aux autorités hongroises d'éclaircir ces événements au plus vite.

Il est vrai que les pays voisins de la Hongrie ont détecté en premier ces particules d'iode 131.

À l'heure actuelle la cause de ces rejets n'a pas encore pu être déterminée. Les autorités hongroises ont ouvert une enquête et vont présenter leurs conclusions à l'AIEA. À la fin de leur enquête, les autorités hongroises remettront leur rapport à l'AIEA.

Question 1757 (20.11.2011) de M. Jean Colomera (ADR) concernant la vente en ligne de médicaments:

In seiner Antwort auf die parlamentarische Frage Nr.1700 zum Einkauf von Medikamenten weist der zuständige Minister darauf hin, dass der Bezug von rezeptpflichtigen Medikamenten über Online-Dienste oder Versandhandel nicht zulässig sei und eine Anfrage auf Rückerstattung der Kosten von der Gesundheitskasse negativ beschieden werde (cf. *compte rendu* n°2/2011-2012).

Nun gibt es aber in Deutschland offiziell anerkannte Apotheken, die in einem offiziellen Register erfasst sind und strengen Auflagen unterworfen sind. Somit wäre ein legaler Einkauf von Medikamenten auf Rezept, der in einem europäischen Land getätigt wird, in einem anderen europäischen Land durch Überqueren der nicht mehr vorhandenen Grenzen illegal geworden.

Fragen:

1) Für den Fall, dass Personen, die bei der CNS versichert sind, Medikamente auf Rezept bei diesen ausländischen registrierten Versandapotheken beschaffen würden, müsste dann nicht die Rückerstattung von der CNS erfolgen?

2) Für den Fall, dass eine in Luxemburg angesiedelte Apotheke einen Online-Shop einrichten würde und/oder einen Versandhandel einrichten wollte, könnte diese Anfrage vom Minister grünes Licht erhalten?

3) Welche Möglichkeiten haben Versicherte der CNS hierzulande, um sich rezeptpflichtige Medikamente zu beschaffen, wenn sie Probleme mit der Mobilität haben? In welchen Fällen könnte ein Versand dieser Medikamente nach Vorlage (durch postalische Zusendung) der ärztlichen Verordnung erlaubt sein?

4) Denkt der Minister an eine Differenzierung und Relativierung dieses derzeitigen Verbots des Bezugs von rezeptpflichtigen Medikamenten über Online-Ankauf und Versandapothecken?

5) Welche schwerwiegenden Beweggründe haben den Minister seinerzeit dazu bewogen, pauschal den Bezug von rezeptpflichtigen Medikamenten über Online-Dienste und/oder Versandapotheken zu verbieten, auch angesichts der Tatsache, dass andere europäische Länder dieser Problematik sehr viel differenzierter angegangen sind?

6) Inwieweit wird über diese derzeitige Maßnahme eine Art Protektionismus betrieben zu Lasten der betroffenen Patienten und Versicherten der CNS?

7) Gilt diese Regel des Verbots des Bezugs von rezeptpflichtigen Medikamenten auch für Versicherung von internationalen Institutionen, wie beispielsweise CECA-Bedienstete, NATO- und WSA-Beschäftigte?

Réponse (23.12.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:

Dans ma réponse à la question parlementaire n°1700 de l'honorable Député, j'avais souligné que la vente par Internet et la vente par correspondance de médicaments soumis à prescription sont actuellement illicites au Luxembourg.

Tel que le précise déjà ma réponse à la question parlementaire précitée, la loi interdit actuellement toute délivrance au public d'un médicament en dehors d'une pharmacie ou d'un hôpital. L'interdiction de ce type de délivrance résulte des dispositions de la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments.

En ce qui concerne les motifs du législateur, je me permets de rappeler à nouveau ma réponse à la question parlementaire n°1633 (cf. *compte rendu* n°10/2006-2007) à laquelle j'avais déjà renvoyé dans ma réponse à la question parlementaire n°1700. Pour le surplus, l'honorable Député pourra utilement consulter les documents parlementaires relatifs au projet de loi n°1857, qui est devenu la loi précitée du 25 novembre 1975.

En application de la loi précitée, une pharmacie établie au Luxembourg ne saurait être autorisée à distribuer par Internet des médicaments soumis à prescription.

En ce qui concerne les autres questions de l'honorable Député en rapport avec le remboursement de l'achat en ligne dans une pharmacie étrangère officiellement reconnue par le pays de son établissement, il y a lieu de souligner que cette question a été analysée au regard du droit communautaire par un arrêt du 11 décembre 2003 rendu par la Cour de justice des Communautés européennes entre le «Deutscher Apothekerverband» et la société «Doc. Morris N.V.». Cet arrêt a été largement commenté à l'époque et a fait l'objet de plusieurs questions parlementaires.

Je me permets de rappeler ainsi à l'honorable Député que la Cour de justice a retenu dans cette affaire que pour les médicaments soumis à prescription médicale, ces derniers échappent à l'ouverture faite par la Cour en faveur de la vente de médicaments par correspondance. S'agissant de ces médicaments, généralement plus invasifs et requérant pour le consommateur une protection plus élevée dans le sens d'un conseil médical et pharmaceutique, la Cour a en effet été d'avis que l'article 30 du Traité, protégeant la santé et la vie des personnes, autorise une dérogation par la législation nationale au principe de la libre circulation des marchandises.

Par ailleurs, je souhaite porter à l'attention de l'honorable Député que la directive 2011/62/UE modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés, introduit dans la législation communautaire une réglementation détaillée minimale de la vente à distance au public.

À noter toutefois que la directive précitée réserve expressément les législations des États membres qui interdisent - comme au Luxembourg - l'offre à la vente à distance au public de médicaments soumis à prescription.

Question 1758 (21.11.2011) de Mme Vera Spautz (LSAP) concernant le congé spécial pour parents:

L'article L.233-10 du Code du Travail prévoit que «le congé est fixé en principe selon le désir du salarié, à moins que les besoins du service et

les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise ne s'y opposent». Il s'avère cependant que cette formulation est régulièrement mise en avant par les patrons pour refuser un congé lors des vacances scolaires. Par conséquent, il est impossible aux parents, souvent monoparentales, de partir avec leurs enfants en vacances pour faute de congé accordé.

À cela s'ajoute qu'un grand nombre de maisons relais sont fermées pendant les vacances d'été et de Noël. Cette situation infortunée oblige les parents, souvent monoparentales, à recourir à l'assistance des membres de la famille ou des amis, voire les obligent à se déclarer malade afin de pouvoir s'occuper de leurs enfants.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre, le patron a-t-il le droit de refuser constamment au salarié un congé lors des vacances scolaires si le concerné a un ou plusieurs enfants à sa charge?

- Monsieur le Ministre existe-t-il une disposition législative qui permet au salarié d'avoir au moins quelques jours de congé lors des vacances scolaires s'il a un ou plusieurs enfants à sa charge?

- Dans la négative, ne serait-il pas indiqué de prévoir au moins un minimum légal de jours de congé que les parents puissent prendre lors des vacances scolaires indépendamment des besoins du service?

Réponse (23.12.2011) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:

Conformément à l'article L.233-10 du Code du Travail le congé est fixé en principe selon le désir du salarié, à moins que les besoins du service et les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise ne s'y opposent.

La lecture de cette disposition légale et notamment la prise en compte des désirs justifiés des salariés laisse conclure qu'il est quasi impossible qu'un employeur refuse constamment la prise de congé pendant les vacances scolaires et ce notamment aux parents d'enfants scolarisés.

Aucune plainte en ce sens n'a d'ailleurs jamais été portée à ma connaissance.

À l'heure actuelle il n'existe pas de disposition légale qui permette au salarié d'avoir au moins quelques jours de congé lors des vacances scolaires s'il a un ou plusieurs enfants à sa charge.

Bien au contraire, il existe deux règlements grand-ducaux qui, dans le domaine de l'agriculture, de la viticulture, dans les entreprises hôtelières, dans les entreprises de restauration et dans les débits de boissons, interdisent au personnel y occupé, d'exiger la fixation de son congé annuel pendant les vacances scolaires d'été.

Si pour des raisons d'égalité de traitement entre tous les salariés, une priorité légale spécifique pourra être difficilement instituée en faveur des salariés en raison de leur situation familiale, il y a néanmoins à prendre en considération, notamment au niveau de l'entreprise, la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle.

Question 1759 (21.11.2011) de M. André Bauler (DP) concernant l'insertion de personnes handicapées dans le monde du travail:

Il me revient que des personnes handicapées, encadrées dans des ateliers protégés, ne peuvent guère bénéficier de la possibilité de participer à un stage spécifique leur permettant de collecter des expériences professionnelles et de se retrouver en relation avec un patron qui pourrait se forger ainsi une image assez fidèle de leurs capacités et compétences.

Selon mes informations, le droit du travail ne prévoit pas de stage à leur intention, à moins que celui-ci ne soit organisé par un établissement post-primaire ou supérieur. Il n'est donc pas surprenant que les responsables, chargés d'encadrer ces personnes, éprouvent de sérieuses difficultés à les placer dans un contexte de stage, ce qui risque d'entraver, voire de mettre en question leur accès futur au marché du travail.



Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quelles sont les mesures prises jusqu'à présent par le ministère pour favoriser l'insertion de personnes handicapées dans le monde du travail?

- Quelles décisions le ministère se proposera-t-il de prendre à l'avenir afin de faciliter l'accès des personnes souffrant d'un handicap à des stages et, dans la mesure du possible, au premier marché du travail? Monsieur le Ministre peut-il me dire si le Gouvernement se propose d'alléger les démarches administratives en la matière?

Réponse (12.12.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

Conformément à l'article 18 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, il échet de constater que pour le travailleur handicapé guidé vers les ateliers protégés, les responsables des structures prénommées définissent les mesures permettant l'emploi du travailleur handicapé dans des conditions adaptées à ses besoins et les mesures d'insertion professionnelle, d'accompagnement et de suivi sur le marché du travail ordinaire.

Dans cette optique, les ateliers protégés peuvent organiser pour leurs salariés handicapés des stages extérieurs avec des employeurs afin d'augmenter leur employabilité en vue d'une intégration éventuelle sur le marché du travail ordinaire.

En ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits à l'Administration de l'Emploi, je me permets de citer le contrat d'appui-emploi (CAE), le contrat d'initiation à l'emploi (CIE) ainsi que le stage de réinsertion professionnelle comme instruments servant à améliorer les perspectives d'emploi.

La Commission d'orientation et de reclassement professionnel peut proposer au directeur de l'Administration de l'Emploi des mesures d'initiation ainsi que des stages d'adaptation ou de réadaptation au travail pour des travailleurs handicapés (selon l'article 8 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées).

Finalement, des discussions avec tous les acteurs impliqués concernant l'allègement et la simplification de toutes les démarches seront prévues pour le début de l'année 2012 et ceci surtout dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention onusienne relative aux droits des personnes handicapées.

Question 1761 (21.11.2011) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant la **violence dans le football**:

Dans un commentaire diffusé par RTL Radio en date du 21 novembre 2011, un journaliste a révélé que pour certains matchs de football de soi-disant supporters se manifesteraient non seulement de façon très ostentatoire, voire agressive, mais que leur principal objectif consisterait dans le déclenchement de bagarres.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de tels agissements qui nuisent gravement à la réputation du football?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il contacté les responsables de la Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF) pour mettre sur pieds un programme de prévention?

Réponse (20.12.2011) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Dans sa question parlementaire du 21 novembre 2011, Madame la Députée est revenue sur un commentaire diffusé par RTL Radio concernant certains agissements de soi-disant supporters de football qui nuiraient gravement à la réputation du football dans notre pays.

À ma connaissance, lesdits agissements se limitent à ce jour à des déclarations et annonces diffusées par voie d'Internet.

J'ai pris contact avec la Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF) sur ce phénomène apparu tout récemment sur le «net». J'ai eu

confirmation de la part de la FLF qu'aucun incident récent n'a eu lieu en relation avec des agissements de groupes de supporters sur les terrains de football du pays.

Toutefois, les clubs plus spécialement concernés ont été contactés par la FLF afin de connaître leur point de vue quant au problème évoqué et les responsables des clubs en question se sont déjà concertés de leur côté pour discuter du bienfondé de la prise de mesures préventives lors de certaines rencontres.

Question 1765 (22.11.2011) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant la **construction probable d'une série de barrages hydroélectriques au Laos et leurs conséquences sur les projets de la Coopération luxembourgeoise dans la région**:

Le Ministère de la Coopération luxembourgeoise a deux pays prioritaires pour ses projets en Asie, à savoir le Laos et le Vietnam. Une série de projets de barrages hydroélectriques sur le Mékong et notamment un premier projet de construction du Gouvernement laotien risquent d'avoir un impact socio-économique et environnemental lourd sur les régions et les populations concernées.

La «Mekong River Commission for Sustainable Development (MRC)» - une commission internationale chargée de coordonner la gestion et l'exploitation des eaux du bassin du Mékong entre le Cambodge, le Laos, la Thaïlande et le Vietnam - est actuellement saisie d'un premier projet appelé «Xayaburi Dam».

En tant que pays donateur du MRC, le Luxembourg participera au prochain Conseil du MRC qui se tiendra le 8 décembre 2011. Cette réunion sera particulièrement importante, car les pays donateurs invités y font traditionnellement une déclaration commune et pourraient y faire référence aux projets de barrage, rappeler les conclusions de l'étude du MRC et plaider pour le report de la décision.

Alors que ces barrages ne seraient pas nécessaires pour couvrir les besoins énergétiques du Laos, leur construction serait en contradiction flagrante avec les conclusions de l'étude d'impact environnementale initiée par la MRC. L'étude souligne en effet de graves lacunes scientifiques de même que des conséquences néfastes sur l'écologie, sur le tissu économique et sur la sécurité alimentaire des populations qui dépendent directement du Mékong. En conclusion, elle recommande aux pays membres de reporter de dix ans toute décision relative aux barrages.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1. Quel serait l'impact de la construction d'un ou de plusieurs barrages hydroélectriques sur les projets financés ou cofinancés par la Coopération luxembourgeoise au Laos et au Vietnam?

2. Le Luxembourg partage-t-il les conclusions de l'étude d'impact initiée par le MRC et la recommandation de reporter toute décision relative à la construction?

3. Est-ce que le Luxembourg entend insister auprès des pays membres pour que la décision soit reportée? Cette demande ne devrait-elle pas figurer dans la déclaration commune des pays donateurs lors du Conseil MRC du 8 décembre?

Réponse (7.12.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

1. La construction éventuelle de barrages hydroélectriques sur le cours principal du Mékong ne pose pas de risque d'impacts directs sur les projets financés ou cofinancés par le Luxembourg.

2. L'étude intitulée «Strategic Environmental Assessment of Hydropower on the Mekong Mainstream» recommande un report de dix ans de toute décision relative aux barrages sur le cours principal du Mékong. Le Luxembourg appuierait pleinement le Laos si celui-ci prenait la décision d'un tel report qui devrait permettre de réaliser des études beaucoup plus détaillées et de mener un réel processus de concertation avec toutes les parties prenantes de la sous-région.

3. Les partenaires au développement de la MRC, dont le Luxembourg, prépareront une déclaration commune pour la réunion du 9 décembre qui abordera aussi la question des barrages hydroélectriques. Cependant, la MRC étant un organisme consultatif qui élabore des recommandations aux pays membres, ni les pays membres ni les partenaires au développement n'ont la possibilité de s'opposer à la décision souveraine d'un des États membres.

Question 1766 (22.11.2011) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant la **modification éventuelle du cycle de garde des pharmacies luxembourgeoises**:

Le Syndicat des Pharmaciens luxembourgeois a.s.b.l. réfléchirait à des changements dans l'organisation des cycles de gardes des pharmacies luxembourgeoises. Ces changements auraient pour résultat essentiel de scinder les pharmacies luxembourgeoises en deux catégories: celles situées à proximité d'une maison médicale et d'une polyclinique qui seraient de garde de 08h00 à 08h00 et les autres, plus éloignées des maisons médicales et des polycliniques, qui seraient de garde jusqu'à 22h00 en semaine et de 10h00 à 22h00 les dimanches et jours fériés seulement.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre est-il au courant de ces réflexions?

2. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que les pistes proposées risquent d'être contraires aux intérêts de bon nombre d'assurés? Dans l'affirmative, quelles démarches allez-vous entreprendre?

Réponse (23.12.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le Syndicat des Pharmaciens luxembourgeois (SPL) m'avait effectivement mis au courant de ses réflexions concernant des changements qu'il souhaitait faire introduire au niveau de l'organisation des gardes des pharmacies.

Suite aux objections de ma part, le SPL vient toutefois de retirer ses propositions.

L'organisation du service de garde des pharmacies, qui requiert l'approbation du soussigné, doit répondre à la fois aux besoins des usagers et aux préoccupations des pharmaciens.

C'est sur la base de ces prémisses que les discussions seront menées avec le SPL.

Question 1767 (23.11.2011) de **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*) concernant le **transport de troupes militaires par une compagnie aérienne luxembourgeoise**:

Je viens de prendre connaissance d'un communiqué de l'OGB-L relatif à la compagnie aérienne Strategic Airlines S.A., établie à l'Aéroport de Findel et enregistrée au Registre de commerce luxembourgeois. Selon ce communiqué, cette compagnie aérienne luxembourgeoise opère depuis quelques jours des transports de troupes militaires pour le compte de l'OTAN à destination de l'Afghanistan et de l'Iraq. À cause de la situation politique précaire, voire d'une situation de guerre dans ces territoires, le personnel navigant immatriculé au Luxembourg et engagé dans le cadre d'un contrat de travail civil, ayant effectué jusqu'à présent des vols de charter purement commerciaux, aurait peur d'effectuer des vols à caractère militaire dans ces régions. Plusieurs salariés auraient contacté l'OGB-L parce que la sécurité et la santé au travail ne seraient plus garanties.

Ces faits soulèvent des questions fondamentales, auxquelles je voudrais prier Messieurs les Ministres de bien vouloir répondre:

- Le Gouvernement peut-il confirmer que la société de droit luxembourgeois Strategic Airlines effectue des transports de troupes en Afghanistan et en Iraq?

- Pour le compte de qui ces transports sont-ils effectués? S'agit-il de l'OTAN dont le Luxembourg est membre ou, directement ou indirectement, d'un autre donneur d'ordre avec qui le Luxembourg entretient des relations diplomatiques?

- Est-il normal et acceptable que du personnel civil soit impliqué contre sa volonté dans des opérations à portée militaire?

- Le Gouvernement entend-il intervenir d'urgence auprès de cet employeur luxembourgeois afin qu'il cesse immédiatement de mettre en danger la vie de salariés employés au Luxembourg?

- Le Gouvernement entend-il intervenir auprès du donneur d'ordre afin qu'il cesse immédiatement d'utiliser du personnel civil comme supports, voire même de couverture de convois militaires?

Réponse commune (19.12.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*, de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

- Lors d'une demande en obtention de droits de trafic, la société Strategic Airlines a indiqué qu'elle effectuerait des vols vers l'Iraq ainsi que l'Afghanistan et cela pour le compte de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Cette demande a été déposée auprès de la Direction de l'Aviation civile (DAC), autorité compétente en la matière et a reçu une suite favorable.

- Pour pouvoir réaliser ces vols, l'opérateur a dû soumettre à la DAC une analyse de la situation sécuritaire de la région de destination des avions, basée sur une évaluation des risques et mettre en place un dispositif de surveillance par le biais d'un échange régulier d'informations avec les autorités militaires présentes sur les aéroports desservis.

La DAC continue à s'assurer, dans un contact permanent avec l'opérateur des vols, que les mesures prises restent adaptées à la situation sécuritaire sur le terrain. Il est utile de rappeler à cet endroit que les deux aéroports desservis, celui de Kaboul en Afghanistan et d'Erbil en Iraq, sont utilisés couramment par des compagnies aériennes comme Lufthansa, Austrian Airlines, Olympic Airlines ou encore Turkish Airlines.

- Le Gouvernement, à travers les administrations et organes compétents, continuera à surveiller la situation.

Question 1770 (24.11.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**égalité des droits des parents**:

À plusieurs reprises, Madame la Ministre de l'Éducation nationale a confirmé son intention de respecter l'égalité des droits des parents sur leurs enfants, indépendamment de leur statut matrimonial. En plus, la Cour Constitutionnelle a déclaré, dans son arrêt 47/08 du 12 décembre 2008, que les articles 302, alinéa 1^{er} et 378, alinéa 1^{er} du Code civil ne sont pas conformes à l'article 10 bis (1) de la Constitution dans la mesure où ils n'autorisent pas l'exercice conjoint par les deux parents divorcés de l'autorité parentale sur les enfants communs.

Normalement, toutes les écoles devraient donc veiller à toujours faire parvenir les mêmes documents aux deux parents des élèves et de les associer, de façon strictement égale, à toute décision concernant leurs enfants.

Or, il semble que de nombreux problèmes subsistent à cet égard. Le système informatique ne semble pas prévoir la possibilité d'inscrire, si nécessaire, deux adresses différentes pour les parents des élèves. En outre, surtout à l'école primaire, les élèves sont parfois priés de ramener eux-mêmes des documents à la maison, ce qui, dans le cas de parents séparés ou divorcés, revient à priver l'un des deux parents de ses droits.

Plusieurs écoles, qui ont fait l'objet de demandes de la part de parents concernés, ne semblent pas répondre à de telles démarches.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1) De quelle façon, Madame la Ministre a-t-elle informé les écoles des modalités à appliquer pour toujours garantir le traitement égal des deux parents? Ces instructions sont-elles suffisamment claires et contraignantes? Est-ce que ces instructions ont également été transmises aux écoles privées et à l'École européenne qui sont toutes soumises à la législation luxembourgeoise en la matière?

2) Madame la Ministre veille-t-elle à ce que les modalités pratiques, par exemple en matière de gestion électronique des documents, permettent de traiter les deux parents de façon égale?

3) Est-ce que les écoles communiquent toujours à l'autre parent les éléments d'information contenus dans des documents que les enfants sont censés remettre en personne au parent chez lequel ils habitent?

Réponse (23.12.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

1) Il va de soi que tant les écoles publiques que les écoles privées et l'École européenne situées sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg sont tenues de respecter les dispositions du Code civil luxembourgeois. Il ne m'appartient toutefois pas de donner des instructions à l'École européenne dont le statut est régi par la convention portant statut des écoles européennes, signée le 21 juin 1994 et approuvée par la loi ad hoc du 23 décembre 1998.

J'ai informé les directions des lycées et les inspecteurs des écoles fondamentales que les



deux parents d'un élève ont le droit d'être renseignés sur la progression scolaire de leur enfant, indépendamment de l'état civil des parents. Je ne manquerai de rappeler cette disposition par voie de circulaire aux directions des lycées et aux membres de l'inspection de l'enseignement fondamental.

2) La saisie électronique des données à caractère personnel d'un élève ne constitue pas d'obstacle au traitement égal des deux parents. Sont saisis, d'un côté, l'adresse de résidence de l'élève, et de l'autre, les noms, prénoms, adresses électroniques et numéros de téléphone de leurs père et mère et autre représentant légal, le cas échéant.

3) Il n'y a pas de raison que les écoles ne communiquent pas, sur demande, à l'autre parent les éléments d'information contenus dans les documents que les enfants sont censés remettre en personne au parent chez lequel ils habitent. Dans ce contexte, je tiens à attirer l'attention de l'honorable Député sur le fait que depuis la mise en vigueur des lois du 6 février 2009 relatives à l'enseignement fondamental, l'obligation de réunions d'échanges trimestrielles entre parents et titulaires de classe, portant notamment sur la progression scolaire des élèves, a été introduite progressivement.

Question 1772 (25.11.2011) de **MM. Claude Adam** et **Félix Braz** (*déi gréng*) concernant la **durée du titre de séjour pour étudiants issus de pays tiers**:

Suite aux protestations d'étudiants concernés et de plusieurs cercles et associations d'étudiants, le Ministère de l'Immigration vient d'annoncer aujourd'hui que les étudiants de pays tiers bénéficieraient désormais à nouveau d'un permis de séjour d'une durée d'un an et non plus de six mois. Il s'avère que depuis le 1^{er} septembre le Ministère avait en effet attribué des titres de séjour limités à six mois avec comme justification que cette durée correspondrait à la durée de l'inscription des étudiants qui se fait par semestre.

Par ce changement dans l'attribution des titres, le Ministère s'est mis en non-conformité flagrante avec la législation nationale et européenne. Aussi bien la directive européenne 2004/114/CE dans son article 12, que la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dans son article 57, fixent 12 mois comme durée minimale d'un titre de séjour pour étudiant. Une exception est prévue: Si la durée du «cycle d'études» est inférieure à un an, le titre de séjour peut être réduit à la période d'études. Or, dans la quasi totalité des cas, le «semestre» ne correspond pas au «cycle d'études».

Dans ce contexte, nous souhaitons avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

- 1) Qui a pris la décision de changer la durée du titre de séjour pour étudiants de pays tiers à partir du 1^{er} septembre?
- 2) Quelles furent les raisons à la base de cette décision?
- 3) Est-ce que cette modification de la durée fut décidée de commun accord avec le Ministère de l'Enseignement supérieur?
- 4) Comment est-il possible que le Ministère de l'Immigration commence à appliquer de nouvelles dispositions manifestement contraires à la loi?
- 5) Combien d'étudiants furent concernés à la date d'aujourd'hui par la délivrance d'un permis de six mois?

Réponse (12.12.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

La décision de limiter la durée de validité du titre de séjour des étudiants à la durée du semestre d'hiver 2011/12 a été prise par la direction de l'Immigration, en concertation avec le Service des Études et de la Vie Étudiante de l'Université du Luxembourg. Alors que, selon les informations du SEVE, l'inscription actuelle des étudiants est limitée au semestre d'hiver 2011/12, de même que leur affiliation à la sécurité sociale, il avait été retenu que la durée du titre de séjour serait limitée à titre exceptionnel à une durée de six mois, en attendant une solution du problème de l'affiliation à la sécurité sociale des étudiants ressortissants de pays tiers.

Entre-temps, les 189 étudiants concernés sont informés de l'extension de la durée de validité de leur titre de séjour.

Il convient de préciser que l'article 56, paragraphe (1) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immi-

gration dispose que la couverture par une assurance maladie constitue une des conditions pour l'octroi d'une autorisation de séjour en tant qu'étudiant. Il sera veillé à ce que cette condition reste remplie pour le semestre d'été 2012.

Question 1776 (28.11.2011) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant le **vote par correspondance**:

La date ultime qui avait été retenue pour la présentation des candidatures aux élections communales de l'an 2011 était le 9 septembre. Le tirage au sort des numéros de listes avait été fixé au 10 septembre. La semaine du 12 au 16 septembre était réservée à la préparation et à l'impression des bulletins de vote. L'envoi ultime des bulletins de vote par correspondance avait été fixé au lundi 19 septembre.

Dans ce contexte, il m'a été signalé que les délais retenus ont été très serrés et que l'on aurait pu risquer, par exemple dans le cas d'une panne technique au niveau de l'impression, de ne pas être en mesure de respecter la date du 19 septembre.

À noter que des envois, qui sont partis au plus tard le 19 septembre pour les pays d'outre-mer, ne sont pas parvenus en temps utile au bureau de vote principal de nombre de communes. Il en résulte que ces votes n'ont pas été pris en compte. Par conséquent, une partie du travail a été en vain, sans parler des coûts de l'opération.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il serait disposé à procéder à l'avenir à un réajustement du délai à respecter pour l'envoi ultime des bulletins de vote par correspondance?
- Dans l'affirmative, comment ce réajustement pourrait-il se présenter?

Réponse (19.12.2011) de **M. Jean-Marie Hålsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député soulève le problème des délais en matière de vote par correspondance en me demandant si je suis disposé «à procéder à l'avenir à un réajustement du délai à respecter pour l'envoi ultime des bulletins de vote par correspondance».

L'auteur de la question fonde sa demande sur le constat que «les délais retenus ont été très serrés et que l'on aurait pu risquer, par exemple dans le cas d'une panne technique au niveau de l'impression, de ne pas être en mesure de respecter la date du 19 septembre», date limite pour l'envoi des bulletins par correspondance.

Indéniablement, les opérations préélectorales se jouent dans un espace-temps extrêmement serré.

Ainsi, l'article 227 de la loi électorale prévoit que «les candidats doivent être présentés au moins trente jours avant celui fixé pour le scrutin». Aux termes de l'article 227 de la loi électorale «Si le requérant remplit les conditions de l'électorat, le collège des bourgmestre et échevins lui envoie, au plus tard vingt jours avant le scrutin (...)».

Notons d'abord que le délai rapproché pour le dépôt des candidatures et des listes de candidats répond à un souci d'ouverture maximal de l'exercice de la liberté fondamentale que constitue le droit de vote passif qui, je le pense, repose sur un large consensus.

Pour répondre à la question de l'honorable Député, je formulerais à mon tour la question suivante: que se passerait-il si en raison d'un imprévu (par exemple une grève dans la poste d'un pays destinataire, une absence passagère du destinataire de son domicile, etc.) l'électeur par correspondance était mis dans l'impossibilité matérielle de répondre à temps, c'est-à-dire au plus tard avant 14.00 heures du jour du scrutin?

Sans doute, l'émoi serait grand, y compris dans la classe politique luxembourgeoise qui porte un grand intérêt à la question du vote par correspondance, à en juger le nombre de questions parlementaires à ce sujet.

Voilà pourquoi j'estime qu'il faut laisser, dans cette suite des délais plutôt brefs, le délai le plus favorable à l'électeur et réserver les délais les plus contraignants à l'administration publique. C'est en tout cas ce que j'entends par une administration efficiente au service du citoyen.

Pour cette raison je n'entends pas prendre une initiative dans le sens proposé par l'honorable Député.

Question 1782 (1.12.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **prix de vente et droits d'auteur des livres numériques (e-book)**:

- Est-ce qu'en matière de TVA, l'e-book est considéré en tant que livre imprimé ou service fourni par voie électronique?

- Au niveau du prix de vente, l'e-book est-il soumis à la même législation que le livre imprimé, c'est-à-dire le prix conseillé pour les livres produits au Grand-Duché et le prix libre pour les livres importés?

- Comme la publication numérique n'était pas encore courante il y a une dizaine d'années, la cession des droits d'auteur numériques n'était pas prévue dans les accords entre auteurs et éditeurs. Au Luxembourg, à qui reviennent donc les droits d'auteur pour la reproduction de ces vieux titres sur un support numérique? À l'auteur ou à l'éditeur qui possède déjà les droits de reproduction sur support papier?

Réponse commune (19.12.2011) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La question parlementaire n°1782 de l'honorable Député Claude Adam appelle la réponse suivante de la part du Ministre des Finances et du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.

1. Le Gouvernement a décidé, pour des raisons de neutralité, qu'il y a lieu d'accorder une acception large à la notion de livre, visé au point 5 de l'annexe B de la loi concernant la taxe sur la valeur ajoutée et à l'article 2, point 5, sous a) du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1991 déterminant les limites et les conditions d'application des taux réduits, super-réduit et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce sens qu'à identité de fonction, une distinction entre support physique et support numérique ne s'impose pas.

2. Il n'existe ni de législation ni de réglementation au niveau du prix de vente des livres.

3. La réponse à cette question appelle à une analyse au cas par cas en fonction du droit applicable, dont le droit contractuel positif, ainsi que des conventions passées entre parties.

Il importe donc de vérifier si un contrat d'édition a stipulé ou non une éventuelle cession du droit de reproduction par numérisation au niveau du droit de reproduction de l'œuvre, notamment moyennant disposition claire définissant exhaustivement ou de façon limitative les formes d'utilisation du droit de reproduction cédé.

Le droit de reproduction d'une œuvre protégée (par voie numérique ou non) constitue de par la loi un droit exclusif du titulaire des droits de cette œuvre.

Question urgente 1794 (8.12.2011) de **Mme Viviane Loschetter** et **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant les **mineurs détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig**:

D'après des informations qui nous ont été confirmées par plusieurs sources, deux garçons mineurs, âgés de 10 et 11 ans, seraient actuellement détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig. Des vols leur seraient reprochés.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres:

- Est-ce que les Ministres peuvent confirmer ces informations?

- Le cas échéant, comment se peut-il que des enfants de 10 et 11 ans soient détenus au Centre pénitentiaire de Schrassig? En application de quels textes de loi cette décision totalement inacceptable a-t-elle été prise?

- N'estimez-vous pas qu'il convient de transférer immédiatement ces enfants dans une structure adaptée à leur âge?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il serait de son devoir de mettre immédiatement un avocat à disposition de ces enfants afin que leurs droits puissent être défendus?

- Que ferez-vous pour éviter que pareils faits ne se reproduisent à l'avenir?

Réponse (12.8.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Les honorables Députés s'enquêtent de la situation de deux mineurs placés récemment au Centre pénitentiaire de Luxembourg.

Il peut être confirmé que deux mineurs de nationalité croate et âgés respectivement de 12 et de 13 ans ont en effet été placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg le 21 novembre 2011 à partir de 01.20 heures alors qu'ils sont les auteurs présumés de plusieurs dizaines de vols; ils ont été entendus par le juge d'instruction à ce sujet.

La mesure de garde provisoire en question a été prononcée par le parquet en application des articles 1^{er}, 7 et 25 de la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse. En application de la même loi, un avocat a été immédiatement mis en contact avec chacun des mineurs par ordonnance du juge de la jeunesse du 21 novembre 2011. Il va de soi que ces mineurs n'ont pas été placés ensemble avec des détenus majeurs. Au contraire, les quelques mineurs placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg reçoivent toujours une attention particulière et deux éducatrices s'occupent dans ces cas plus spécialement des mineurs.

Les deux mineurs en question ont été libérés le 7 décembre 2011 à 16.30 heures sur base d'une décision du juge de la jeunesse qui leur a accordé un congé sur mesure de garde provisoire sous condition d'un éloignement du territoire du Grand-Duché de Luxembourg. Ils ont été recueillis par leurs parents qui ont fini par se présenter devant le juge de la jeunesse, de sorte que la question des honorables Députés relative au transfert de ces mineurs dans une structure adaptée est devenue sans objet.

En tout état de cause, tant la décision de placement que la décision de libération ont été prises par les autorités judiciaires compétentes en application de la loi et il n'appartient pas aux membres du pouvoir exécutif de discuter le bien-fondé des décisions prises dans un cas d'espèce.

Toujours est-il que, de façon générale, nous partageons les préoccupations des honorables Députés relatives au placement de mineurs dans un établissement pénitentiaire.

Force est de constater cependant que les autorités judiciaires saisies de ce genre de cas sont trop souvent confrontées avec un manque cruel de structures de placement appropriées, de sorte qu'un placement au Centre pénitentiaire de Luxembourg est très souvent la dernière option.

La création des structures de placement des mineurs se heurte très souvent à de nombreux problèmes administratifs. Ainsi, l'unité de sécurité de Dreibern, déjà prévue par la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre éducatif de l'État, ne pourra être mise en service qu'au cours de l'année 2012, suite à de nombreuses péripéties administratives notamment au niveau local.

Toutefois, nous sommes également de l'avis qu'une prison ne saurait être le lieu indiqué pour le placement de tels mineurs qui ne sauraient pâtir de l'absence de structures appropriées.

Dans cet ordre d'idées, et dans le cadre plus général de la réforme pénitentiaire, le Ministre de la Justice a saisi le Conseil de Gouvernement pour sa séance du 16 décembre prochain de deux projets de loi portant respectivement réorganisation de l'administration pénitentiaire et de l'exécution des peines, dont le premier propose d'inscrire formellement dans la future loi pénitentiaire que seuls les mineurs visés par l'article 32 de la loi précitée du 10 août 1992 pourraient être placés au Centre pénitentiaire de Luxembourg; il s'agit donc de mineurs qui i) ont au moins 16 ans et qui ii) ont commis une infraction pénale d'une gravité telle qu'ils sont poursuivis et jugés selon le droit pénal commun applicable aux adultes.

Ainsi, il pourrait être évité que ces mineurs soient placés ensemble avec d'autres mineurs, plus jeunes et présentant des problèmes moins graves, ce qui risquerait d'être préjudiciable à ces derniers.